6 DEC 1965

97e ANNÉE
VOL. 97

N° 49
6223

Gazette officielle de Québec

QUEBEC OFFICIAL GAZETTE

Québec, samedi 4 décembre 1965

Quebec, Saturday, December 4, 1965

Règlements

1° Adresser toute correspondance à: l'Imprimeur de la reine, Hôtel du Gouvernement, Québec.

2° Fournir le texte de l'annonce dans les deux langues officielles. Lorsque celle-ci est envoyée dans une seule langue la traduction en est faite aux frais des intéressés, d'après le tarif officiel.

3° Indiquer le nombre d'insertions.

4° Payer comptant et avant publication le coût des annonces, suivant le tarif ci-dessous, excepté lorsque ces annonces doivent être publiées plusieurs fois. En ce cas, l'intéressé doit acquitter la facture sur réception et avant la deuxième insertion: sinon, cette dernière insertion est suspendue, sans autre avis et sans préjudice des droits de l'Imprimeur de la reine qui rembourse, chaque fois, s'il y a lieu, toute somme versée en plus.

5° L'abonnement, la vente de documents, etc., sont strictement payables d'avance.

6° Tout paiement doit être fait par chèque ou mandat à l'ordre du Ministre des Finances.

7° La *Gazette officielle de Québec* est publiée le samedi matin de chaque semaine; mais l'ultime délai pour la réception des avis, documents ou annonces, expire à midi, le *mercredi*, à moins que ce jour soit un jour férié. Dans ce cas, l'ultime délai expire à midi, le mardi. Les avis, documents ou annonces reçus en retard sont publiés dans une édition subséquente. De plus, l'Imprimeur de la reine a le droit de retarder la publication de certains documents, à cause de leur longueur ou pour des raisons d'ordre administratif.

8° Toute demande d'annulation ou tout paiement sont soumis aux dispositions de l'article 7.

9° Si une erreur typographique se glisse dans une première insertion, les intéressés sont priés d'en aviser l'Imprimeur de la reine avant la seconde insertion et ce, afin d'éviter de part et d'autre des frais onéreux de reprise.

Rules

1. Address all communications to: The Queen's Printer, Parliament Buildings, Quebec.

2. Supply advertising copy in the two official languages. When copy is supplied in one language only, the translation will be made at the cost of the interested parties, according to official rates.

3. Specify the number of insertions.

4. Pay cash and before publication for advertising copy according to the rates set forth below, exception when the copy is to be published several times. In that event, the interested party shall pay upon receipt of his account and before the second insertion: otherwise this insertion will be suspended without further notice and without prejudice to the Queen's Printer who will refund any overpayment.

5. Subscriptions, price of documents, etc., are payable strictly in advance.

6. Remittance must be made to the order of the Department of Finance, by cheque or money order.

7. The *Quebec Official Gazette* is published every Saturday morning; but the dead line for receiving notices, documents or advertising copy expires at noon on *Wednesday*, unless it is a holiday. In that event the dead line is noon, on Tuesday. Notices, documents or advertising copy not received on time will be published in a subsequent edition. Moreover, the Queen's Printer is entitled to delay the publication of certain documents, because of their length or for reasons of administration.

8. Any demand for cancellation or any remittance of money is subject to the provisions of article 7.

9. If a typographical error occurs in the first insertion, the interested parties are requested to advise the Queen's Printer before the second insertion, so as to avoid, for both parties, onerous costs of republishing.

PUBLIÉE PAR LE GOUVERNEMENT DE LA PROVINCE / PUBLISHED BY THE PROVINCIAL GOVERNMENT
L'Imprimeur de la reine, ROCH LEFEBVRE, *Queen's Printer* — Québec

Tarif des annonces, abonnements, etc.

Première insertion: 30 cents la ligne agate, pour chaque version, (14 lignes au pouce, soit 270 lignes par page, pour les deux versions).

Insertions subséquentes: 10 cents la ligne agate pour chaque version.

La matière tabulaire (listes de noms, de chiffres, etc.) est comptée double.

Traduction: $1 des 100 mots.

Exemplaire séparé: 40 cents chacun.

Feuilles volantes: $1.50 la douzaine.

Abonnement: $10 par année.

N. B.— Les chiffres placés au bas des avis ont la signification suivante:

Le premier nombre réfère à notre numéro de facture; le deuxième à celui de l'édition de la *Gazette* pour la première insertion; le troisième à celui du nombre d'insertions, et la lettre « o » signifie que la matière n'est ni de notre composition ni de notre traduction. Les avis publiés une seul fois ne sont suivis que de notre numéro de facture.

L'Imprimeur de la reine,
ROCH LEFEBVRE.

Hôtel du Gouvernement,
Québec, 5 mai 1962. 8903 — 1-52-o

Advertising, Rates, Subscriptions, etc.

First insertion: 30 cents per agate line, for each version, (14 lines to the inch, or 270 lines per page, for both versions).

Subsequent insertions: 10 cents per agate line, for each version.

Tabular matter (lists of names, figures, etc.) at double rate.

Translation: $1 per 100 words.

Single copies: 40 cents each.

Slips: $1.50 per dozen.

Subscriptions: $10 per year.

N. B.— The figures at the bottom of notices have the following meaning:

The first figure refers to our document number; the second to that of the edition of the *Gazette* for the first insertion; the third to the number of insertion, and the letter "o" signifies that the copy was neither our composition nor our translation. Notices published but once are followed only by our document number.

ROCH LEFEBVRE,
Queen's Printer.

Parliament Buildings,
Quebec, May 5, 1962. 8903 — 1-52-o

Lettres patentes

Ameublement du Foyer inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 25e jour d'octobre 1965, constituant en corporation: Jean-Claude Hamel, notaire, Rita Pesant, secrétaire, veuve non remariée de Gaston Chagnon, Georges-M. Saindon, notaire, tous trois de 6879, boulevard St-Laurent, et Guy Guénette, comptable licencié, 50, Place Crémazie, tous quatre de Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce de meubles et nouveautés de toutes sortes, sous le nom de « Ameublement du Foyer inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 100 actions ordinaires de $100 chacune et en 300 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

12975-o 4158-65

Les Appartements Perrée inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 22e jour d'octobre 1965, constituant en corporation: Jean-Baptiste Perrée, marchand, Jacqueline Durette, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens dudit Jean-Baptiste Perrée, tous deux de 881, Laure, et Adrien Bernatchez, commis, 8, rue Vallée, tous trois de Sept-Iles, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie d'immeubles et de construction, sous le nom de « Les Appartements Perrée inc. », avec un capital total de

Letters Patent

Ameublement du Foyer inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 25th day of October, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Jean-Claude Hamel, notary, Rita Pesant, secretary, unremarried widow of Gaston Chagnon, Georges-M. Saindon, notary, all three of 6879 St. Lawrence Blvd., and Guy Guérette, certified accountant, 50 Place Crémazie, all four of Montreal, for the following purposes:

To carry on business dealing in furniture and novelties of all kinds, under the name of "Ameublement du Foyer inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 100 common shares of $100 each and 300 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

12975 4158-65

Les Appartements Perrée inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 22nd day of October, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Jean-Baptiste Perrée, mercnant, Jacqueline Durette, housewife, wife contractually separate as to property of the said Jean-Baptiste Perrée, both of 881 Laure, and Adrien Bernatchez, clerk, 8 Vallée St., all three of Sept-Iles, for the following purposes:

To carry on business as a real estate and construction company, under the name of "Les Appartements Perrée inc.", with a total capital

$40,000, divisé en 200 actions ordinaires de $100 chacune et en 200 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 881, avenue Laure, Sept-Iles, district judiciaire de Hauterive.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

12975-o 4679-65

L'Association du football mineur d'Alma inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 20e jour d'octobre 1965, constituant en corporation sans capital-actions: Pierre A. Langis, assistant gérant, 525, boulevard Francoeur, Jules Gaudreault, vendeur, 217, Melançon, et Jocelyn Tremblay, professeur, 97, St-Joseph, tous trois d'Alma, pour les objets suivants:

Former et diriger des équipes de football et promouvoir le sport en général, sous le nom de « L'Association du football mineur d'Alma inc. ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de $2,000.

Le siège social de la corporation est à Alma, district judiciaire de Roberval.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

12975-o 4570-65

Bel-Air Laurentien Aviation Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 8e jour d'octobre 1965, autorisant la fusion de « Laurentian Aircraft Overhaul and Sales Ltd. », constituée par lettres patentes en date du 26e jour de juillet 1962, et « Bel Air Services Inc. », constituée par lettres patentes en date du 24e jour de mai 1963, toutes les lettres patentes précitées ayant été émises en vertu de ladite première partie de la Loi des compagnies, pour les objets suivants:

Faire le commerce de vaisseaux aériens, de machines et appareils de vol de toutes sortes, d'hydravions, de bateaux et de véhicules terrestres, sous le nom de « Bel-Air Laurentien Aviation Inc. », avec un capital divisé en 400 actions privilégiées classe « A » de $100 chacune, 400 actions privilégiées classe « B » de $100 chacune et en 50,000 actions ordinaires sans valeur nominale.

Le siège social de la compagnie sera à St-Théophile du Lac-à-la-Tortue, district judiciaire de St-Maurice.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

12975-o 3994-65 — 1295/1

Benjay Enterprises Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 1er jour d'octobre 1965, autorisant la fusion de « Ellar Investments Corp. » et « Benjay Investments Corp. », toutes deux constituées sous ladite première partie de la Loi des compagnies

stock of $40,000, divided into 200 common shares of $100 each and 200 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at 881 Laure Ave., Sept-Iles, judicial district of Hauterive.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

12975 4679-65

L'Association du football mineur d'Alma inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 20th day of October, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to incorporate a corporation without share capital: Pierre A. Langis, assistant manager, 525 Francoeur Blvd., Jules Gaudreault, salesman, 217 Melançon, and Jocelyn Tremblay, professor, 97 St-Joseph, all three of Alma, for the following purposes:

To form and direct football teams, and to promote sports in general, under the name of "L'Association du football mineur d'Alma inc.".

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may acquire and hold is to be limited, is $2,000.

The head office of the corporation is at Alma, judicial district of Roberval.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

12975 4570-65

Bel-Air Laurentien Aviation Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 8th day of October, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, authorizing the amalgamation of "Laurentian Aircraft Overhaul and Sales Ltd.", incorporated by letters patent bearing date the 26th day of July, 1962, and "Bel Air Services Inc.", incorporated by letters patent bearing date the 24th day of May, 1963, all the aforesaid letters patent having been issued under Part I of the Companies Act, for the following purposes:

To deal in air ships, flying machines and apparatus of all kinds, sea-planes, terrestrial boats and vehicules, under the name of "Bel-Air Laurentien Aviation Inc.", with a capital stock divided into 400 preferred class "A" shares of $100 each, 400 preferred class "B" shares of $100 each and into 50,000 common shares without nominal value.

The head office of the company will be at St-Théophile du Lac-à-la-Tortue, judicial district of St-Maurice.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

12975 3994-65 — 1295/1

Benjay Enterprises Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 1st day of October, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, authorizing the amalgamation of "Ellar Investments Corp." and "Benjay Investments Corp.", both incorporated under the said Part I of the Quebec Companies Act, by letters patent

de Québec, par lettres patentes datées, respectivement, du 14 mai 1954 et du 20 mai 1954, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie de placements, sous le nom de « Benjay Enterprises Inc. », avec un capital total de $55,000, divisé en 600 actions privilégiées d'une valeur au pair de $50 chacune et 1,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $25 chacune.

Le nom de la nouvelle compagnie est « Benjay Enterprises Inc. ».

Le siège social de la compagnie sera 895 ouest, rue Ste-Catherine, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

12975 4182-65 — 1294/107

Billard Gascon inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 26e jour d'octobre 1965, constituant en corporation: Roland Gascon, laitier, Simone Bélanger, ménagère, épouse séparée de biens dudit Roland Gascon, tous deux de 8360, rue Henri-Julien, Claude Gascon, laitier, et Marie Giroux, ménagère, épouse séparée de biens dudit Claude Gascon, ces deux derniers de 10558, André-Jobin, tous quatre de Montréal, pour les objets suivants:

Exploiter des salles de quilles, de billard et autres places d'amusement, sous le nom de « Billard Gascon inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions ordinaires de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 8360, rue Henri-Julien, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

12975-o 4732-65

Raymond Bolduc inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 19e jour d'octobre 1965, constituant en corporation: François Rainville, notaire, 874, avenue Bégin, Noël Gamache, commis de bureau, 2375, Maufils, tous deux de Québec, et Pauline Cantin, secrétaire, fille majeure, 300, boulevard Valcartier, Loretteville, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie d'immeuble et de construction, sous le nom de « Raymond Bolduc inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 500 actions ordinaires de $10 chacune et en 350 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Ste-Foy, district judiciaire de Québec.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

12975-o 4609-65

Jacques Bouesnard Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 25e jour d'octobre 1965, constituant en corporation: Max Sidney Kaufman, avocat et conseil en loi de la reine, 574, Claremont, Westmount, Joseph Roy

dated, respectively, May 14, 1954, and May 20, 1954, for the following purposes:

To carry on business of an investment company, under the name of "Benjay Enterprises Inc.", with a total capital stock of $55,000, divided into 600 preferred shares of the par value of $50 each and into 1,000 common shares of the par value of $25 each.

The name of the new company is "Benjay Enterprises Inc.".

The head office of the company is at 895 St. Catherine Street West, Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

12975-o 4182-65 — 1294/107

Billard Gascon inc.

Notice is hereby given that under Part I of Companies Act, letters patent, bearing date the 26th day of October, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Roland Gascon, milkman, Simone Bélanger, housewife, wife separate as to property of said Roland Gascon, both of 8360 Henri-Julien St., Claude Gascon, milkman, and Marie Giroux, housewife, wife separate as to property of Claude Gascon, both of 10558 André-Jobin, all four of Montreal, for the following purposes:

To operate bowling alleys, billiard rooms and other places of amusement, under the name of "Billard Gascon inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 common shares of $100 each.

The head office of the company will be at 8360 Henri-Julien St., Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

12975 4732-65

Raymond Bolduc inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 19th day of October, 1965 have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: François Rainville, notary, 874 Bégin Avenue, Noël Gamache, office clerk, 2375 Maufils, both of Quebec, and Pauline Cantin, secretary, fille majeure, 300 Valcartier Boulevard, Loretteville, for the following purposes:

To carry on business as a real estate and construction company, under the name of "Raymond Bolduc inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 500 common shares of $10 each and into 350 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at Ste-Foy, judicial district of Quebec.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

12975 4609-65

Jacques Bouesnard Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 25th day of October, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Max Sidney Kaufman, advocate and Queen's Counsel, 574 Claremont, Westmount, Joseph Roy Hoffman, advocate and

Hoffman, avocat et conseil en loi de la reine, 4918, Mayfair, Montréal, Oscar Respitz, avocat, 4945, Glencairn, Montréal, et Sydney B. Sederoff, avocat, 80, Crestwood, Montréal-Ouest, pour les objets suivants:

Faire affaires comme décorateurs extérieurs et intérieurs, sous le nom de « Jacques Bouesnard Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 100 actions ordinaires de $100 chacune et en 300 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

12975 4693-65

Capri Home Products Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par l'administrateur du gouvernement de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 2e jour de juillet 1965, constituant en corporation: Murray B. Spiegel, avocat, 1010 ouest, rue Ste-Catherine, Nicole Graf, secrétaire, célibataire, 4318, Boyce, tous deux de Montréal, et Doris Chazonoff, secrétaire, célibataire, 1412, Elizabeth, Laval, pour les objets suivants:

Exercer l'industrie et le commerce de toutes sortes de produits, articles et marchandises, sous le nom de « Capri Home Products Ltd. », avec un capital total de $20,000, divisé en 500 actions ordinaires de $10 chacune et 1,500 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

12975 3040-65

Le Carnaval des Neiges de St-Bruno inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 25e jour d'octobre 1965, constituant en corporation sans capital-actions: Jean Leclerc, voyageur de commerce, 206, rue Rabastalière ouest, Denise Dulude, employée de banque, fille majeure, 36, rue Rabastalière ouest, et Pierre Robinson, avocat, 1975, rue Arvida, tous trois de St-Bruno-de-Montarville, pour les objets suivants:

Promouvoir et organiser des festivités et des manifestations sportives, sociales et culturelles, sous le nom de « Le Carnaval des Neiges de St-Bruno inc. ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de $25,000.

Le siège social de la corporation est 206, rue Rabastalière ouest, St-Bruno-de-Montarville, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

12975-o 4520-65

Cercle Lauzanne

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 26e jour d'octobre 1965, constituant en corporation sans capital-actions: Yvon Labrosse, ingénieur, 5201, Williams, Pier-

Queen's Counsel, 4918 Mayfair, Montreal, Oscar Respitz, advocate, 4945 Glencairn, Montreal, and Sydney B. Sederoff, advocate, 80 Crestwood, Montreal West, for the following purposes:

To carry on business as exterior and interior designers and decorators, under the name of "Jacques Bouesnard Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 100 common shares of $100 each and 300 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

12975-o 4693-65

Capri Home Products Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 2nd day of July, 1965, have been issued by the Administrator of the Government of the Province of Quebec, incorporating: Murray B. Spiegel, advocate, 1010 St. Catherine West, Nicole Graf, secretary, spinster, 4318 Boyce, both of Montreal, and Doris Chazonoff, secretary, spinster, 1412 Elizabeth, Laval, for the following purposes:

To manufacture and deal in all kinds of products, articles and merchandise, under the name of "Capri Home Products Ltd.", with a total capital stock of $20,000, divided into 500 common shares of $10 each and 1,500 preferred shares of $10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

12975-o 3040-65

Le Carnaval des Neiges de St-Bruno inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 25th day of October, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to incorporate a corporation without share capital: Jean Leclerc, travelling salesman, 206 Rabastalière St. West, Denise Dulude, bank employee, fille majeure, 36 Rabastalière St. West, and Pierre Robinson, advocate, 1975 Arvida St., all three of St-Bruno-de-Montarville, for the following purposes:

To promote and organize sports, social and cultural festivities and celebrations, under the name of "Le Carnaval des Neiges de St-Bruno inc.".

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may acquire and hold is to be limited, is $25,000.

The head office of the corporation is at 206 Rabastalière St. West, St-Bruno-de-Montarville, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

12975 4520-65

Cercle Lauzanne

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 26th day of October, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to incorporate a corporation without share capital: Yvon Labrosse, engineer, 5201 Williams, Pierre-

refonds, Marcel Charron, dessinateur, 595, 77e Avenue, app. 204, Laval, et Gilles Charbonneau, comptable, 1090, Bousquet, Laval, pour les objets suivants:

Grouper en association les employés des compagnies Dessau ltée et Les Laboratoires Ville Marie Inc. afin de promouvoir leurs intérêts culturels, sociaux et économiques, sous le nom de « Cercle Lauzanne ».

Le montant auquel sont limités les revenus des biens immobiliers que la corporation peut acquérir et posséder, est de $100,000.

Le siège social de la corporation est 400, boulevard Curé-Labelle, Laval, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

12975-o 4685-65

A. Charland ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 22e jour d'octobre 1965, constituant en corporation: Claude Béland, 2870, Glencoe, Montréal, Louis-A. Toupin, 352, Meloche, Montréal, et Jean Filion, 30, Palmerston, Mont-Royal, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Faire affaires comme meuniers, sous le nom de « A. Charland ltée », avec un capital total de $50,000, divisé en 250 actions ordinaires de $100 chacune et en 250 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à St-Chrysostôme, district judiciaire de Beauharnois.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

12975-o 4457-65

Club de golf Capri inc.
Capri Golf Club Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 17e jour de septembre 1965, constituant en corporation: Richard Arbic, vendeur, Lac Capri, St-Colomban, Lili Duchesneau, secrétaire, épouse séparée de biens de Rhéo Arbic, Lac Capri, St-Colomban, et Gisèle Arbic, presseuse, épouse séparée de biens de Robert Decelles, 4458, Bourbonnière, Montréal, pour les objets suivants:

Exploiter un club ou terrain de golf, sous le nom de « Club de golf Capri inc.— Capri Golf Club Inc. », avec un capital total de $110,000, divisé en 100 actions classe « A » d'une valeur nominale de $100 chacune, 400 actions classe « B » d'une valeur nominale de $100 chacune et en 600 actions classe « C » d'une valeur nominale de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Lac Capri, St-Colomban, district judiciaire de Terrebonne.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

12975-o 4145-65

Construction Jardin Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 15e jour

fonds, Marcel Charron, draughtsman, 595, 77th Ave., Apt. 204, Laval, and Gilles Charbonneau, accountant, 1090 Bousquet, Laval, for the following purposes:

To group into an association the employees of Dessau ltée and Les Laboratoires Ville Marie Inc. in order to promote their cultural, social and economic interests, under the name of "Cercle Lauzanne".

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may acquire and hold is to be limited, is $100,000.

The head office of the corporation will be at 400 Curé-Labelle Blvd., Laval, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

12975 4685-65

A. Charland ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 22nd day of October, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Claude Béland, 2870 Glencoe, Montreal, Louis-A. Toupin, 352 Meloche, Montreal, and Jean Filion, 30 Palmerston, Mount Royal, all three lawyers, for the following purposes:

To carry on business as millers, under the name of "A. Charland ltée", with a total capital stock of $50,000, divided into 250 common shares of $100 each and into 250 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at St-Chrysostôme, judicial district of Beauharnois.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

12975 4457-65

Club de golf Capri inc.
Capri Golf Club Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 17th day of September, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Richard Arbic, salesman, Capri Lake, St-Colomban, Lili Duchesneau, secretary, wife separate as to property of Rhéo Arbic, Capri Lake, St-Colomban, and Gisèle Arbic, presser, wife separate as to property of Robert Decelles, 4458 Bourbonnière, Montreal, for the following purposes:

To operate a club or golf course, under the name of "Club de golf Capri inc.— Capri Golf Club Inc.", with a total capital stock of $110,000, divided into 100 class "A" shares of a nominal value of $100 each, 400 class "B" shares of a nominal value of $100 each and into 600 class "C" shares of a nominal value of $100 each.

The head office of the company will be at Capri Lake, St-Colomban, judicial district of Terrebonne.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

12975 4145-65

Construction Jardin Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 15th day of October, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of

d'octobre 1965, constituant en corporation: Max Coblentz, avocat et conseil en Loi de la reine, 484, rue McGill, Ruth Coblentz, teneuse de livres, célibataire, et Ross Coblentz, étudiant, ces deux derniers de 4392, avenue Isabella, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie d'immeubles et de construction, sous le nom de « Construction Jardin Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de $1 chacune et 30,000 actions privilégiées de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 4726, avenue Carlton, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOBD DOUVILLE.

12975 4563-65

Consumer Food (Greenfield Park) Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 25e jour d'octobre 1965, constituant en corporation: Ronald L. Hersh, 68, avenue Gerdes, Verona, État de New Jersey, un des États Unis d'Amérique, Norman Seltzer, 34, Albion, Hampstead, et Nelson Seltzer, 160, Netherwood Crescent, Hampstead, tous trois marchands, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de restaurateurs, sous le nom de « Consumer Food (Greenfield Park) Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actons ordinaires de $10 chacune et 300 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 1100, Marlboro Drive, Mont Royal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

12975 4692-65

Couvoir Boire & frères inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 20e jour d'octobre 1965, constituant en corporation: Gérard Boire, Paul Boire et Clément Boire, industriels, de Wickman, pour les objets suivants:

Faire affaires comme couvoiriers dans toutes ses spécialités, sous le nom de « Couvoir Boire & frères inc. », avec un capital total de $75,000, divisé en 125 actions ordinaires d'une valeur nominale de $100 chacune, 600 actions privilégiées classe « A » d'une valeur nominale de $100 chacune et en 25 actions privilégiées classe « B » d'une valeur nominale de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Wickham, district judiciaire de Drummond.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

12975-o 4529-65

Créations Heddy ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 21e jour d'octobre 1965, constituant en corporation: Maxwell Shenker, Daniel Lazare, tous deux de 1010, ouest, rue Ste-Catherine, Montréal, et Max M.

Quebec, incorporating: Max Coblentz, advocate and Queen's Counsel, 484 McGill Street, Ruth Coblentz, bookkeeper, spinster, and Ross Coblentz, student, the latter two of 4392 Isabella Avenue, all three of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of a real estate and construction company, under the name of "Construction Jardin Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 10,000 common shares of $1 each and 30,000 preferred shares of $1 each.

The head office of the company will be at 4726 Carlton Avenue, Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

12975-o 4563-65

Consumer Food (Greenfield Park) Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 25th day of October, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Ronald L. Hersh, 68 Gerdes Avenue, Verona, State of New Jersey, one of the United States of America, Norman Seltzer, 34 Albion, Hampstead, and Nelson Seltzer, 160 Netherwood Crescent, Hampstead, all three merchants, for the following purposes:

To carry on the business of restaurateurs, under the name of "Consumer Food (Greenfield Park) Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $10 each and 300 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at 1100 Marlboro Drive, Mount Royal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

12975-o 4692-65

Couvoir Boire & frères inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 20th day of October, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Gérard Boire, Paul Boire and Clément Boire, industrialists, of Wickman, for the following purposes:

To operate hatcheries with all their specialties, under the name of "Couvoir Boire & frères inc.", with a total capital stock of $75,000, divided into 125 common shares of a nominal value of $100 each, 600 preferred class "A" shares of a nominal value of $100 each and 25 preferred class "B" shares of a nominal value of $100 each.

The head office of the company will be at Wickham, judicial district of Drummond.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

12975 4529-65

Créations Heddy ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 21st day of October, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Maxwell Shenker, Daniel Lazare, both of 1010 Ste-Catherine Street West, Montreal, and Max M. Teitelbaum, 2022 Ward

Teitelbaum, 2022, rue Ward, St-Laurent, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Confectionner des vêtements et en faire le commerce, sous le nom de « Créations Heddy ltée », avec un capital total de $40,000, divisé en 100 actions ordinaires de $100 chacune et 300 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 5220, chemin de la reine Marie, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

12975 4641-65

Jean Crisan Furs Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 18e jour de mars 1965, constituant en corporation: Jean (Ioan) Crisan, fourreur, Carmen Crisan, ménagère, épouse commune en biens dudit Jean Crisan, 6300, Lennox, app. 904, Montréal, et Joseph Iliu, marchand, 1745, des Cèdres, app. 1003, Montréal, pour les objets suivants:

Exercer un commerce de fourrure, en général, sous le nom de « Jean Crisan Furs Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de $1 chacune et 3,600 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

12975 1242-65

Dosquet Speedway Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 25e jour d'octobre 1965, constituant en corporation: Claude Gingras, Gaétan Gingras, Jean-Guy Gingras, mécaniciens, Léo Desroches, Marcel Des Roches, Denis Charest, Lionel Rousseau, Jean-Luc Charest, Claude Houde, journaliers, Marcel Charest, ferblantier, tous dix de Dosquet, Jean Boudreault, soudeur, Ste-Anastasie, comté de Mégantic, et Aurèle Viger, mécanicien, Laurier-Station, pour les objets suivants:

Exercer le commerce qui consiste à fournir de l'amusement au public, sous le nom de « Dosquet Speedway Inc. », avec un capital total de $20,000, divisé en 200 actions ordinaires de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Dosquet, district judiciaire de Québec.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

12975-o 4575-65

East End Development Corp.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 20e jour d'octobre 1965, constituant en corporation: David Goodman, avocat et conseil en loi de la reine, 11, chemin Lyncroft, Mitchell Klein, avocat, 188, Wexford Crescent, tous deux de Hampstead, Melvin L. Rothman, avocat, 638, avenue Roslyn, Westmount, et Alan Golden, avocat,

Street, St-Laurent, all three advocates, for the following purposes:

To manufacture and deal in clothing, under the name of "Créations Heddy ltée", with a total capital stock of $40,000, divided into 100 common shares of $100 each and 300 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at 5220 Queen Mary Road, Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

12975-o 4641-65

Jean Crisan Furs Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 18th day of March, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Jean (Ioan) Crisan, furrier, Carmen Crisan, housewife, wife common as to property of the said Jean Crisan, 6300 Lennox, Apt. 904, Montreal, and Joseph Iliu, merchant, 1745 Cedar, Apt. 1003, Montreal, for the following purposes:

To carry on generally a fur business, under the name of "Jean Crisan Furs Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 common shares of $1 each and 3,600 preferred shares of $10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

12975-o 1242-65

Dosquet Speedway Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 25th day of October, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Claude Gingras, Gaétan Gingras, Jean-Guy Gingras, mechanics, Léo Desroches, Marcel Des Roches, Denis Charest, Lionel Rousseau, Jean-Luc Charest, Claude Houde, workmen, Marcel Charest, tinsmith, all ten of Dosquet, Jean Boudreault, welder, Ste-Anastasie, county of Megantic, and Aurèle Viger, mechanic, Laurier-Station, for the following purposes:

To carry on business of providing amusement to the public, under the name of "Dosquet Speedway Inc.", with a total capital stock of $20,000, divided into 200 common shares of $100 each.

The head office of the company will be at Dosquet, judicial district of Quebec.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

12975 4575-65

East End Development Corp.

Notice is hereby given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 20th day of October, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: David Goodman, advocate and Queen's Counsel, 11 Lyncroft road, Mitchell Klein, advocate, 188 Wexford Crescent, both of Hampstead, Melvin L. Rothman, advocate, 638 Roslyn Avenue, Westmount, and Alan Golden, advocate, 4067, Vendome Avenue,

4067, avenue Vendome, Montréal, pour les objets suivants:

Acheter ou autrement acquérir et détenir, posséder, et mettre en valeur des propriétés immobilières et des immeples et y construire pour des fins de placements, et agir comme bailleurs et administrateurs en rapport avec iceux, sous le nom de « East End Development Corp. », avec un capital total de $20,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

12975 4657-65

Eastern Canada Skier Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 4e jour d'octobre 1965, constituant en corporation: Ken McKenzie, éditeur, Lorraine Sinel, ménagère, épouse séparée de biens dudit Ken McKenzie, tous deux de 4226, rue Hingston, Montréal, et James Sheehy, comptable, 9195, boulevard Lasalle, LaSalle, pour les objets suivants:

Imprimer, distribuer ou introduire des publications comprenant celles qui se rapportent au ski, sous le nom de « Eastern Canada Skier Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $10 chacune et 2,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

12975 4352-65

Édifice St-Charles inc.
St. Charles Building Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 12e jour d'octobre 1965, constituant en corporation: André Gueymard, agent d'immeubles, 270, rue St-Laurent ouest, José Brien, ménagère, épouse séparée de biens de Guillaume Gagnon, 295, rue de Lorraine, et Albert Gueymard, homme d'affaires, 99, rue Pratt, tous trois de Longueuil, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie d'immeuble et de construction, sous le nom de « Édifice St-Charles inc. — St. Charles Building Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 3,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 1,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 270, rue St-Laurent ouest, Longueuil, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

12975-o 4513-65

El Passo B. B. Q. Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 21e jour d'octobre 1965, constituant en corporation: Irving L. Adessky, avocat, 56, Place Heath, Hampstead, Rhoda Cohen, secrétaire, célibataire, Montreal, for the following purposes:

To purchase or otherwise acquire and to hold, own, build on and develop immoveable property and real estate for investment purposes, and to act as lessors and administrators in connection therewith, under the name of "East End Development Corp.", with a total capital stock of $20,000, divided into 2,000 common shares of $10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

12975-o 4657-65

Eastern Canada Skier Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 4th day of October, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Ken McKenzie, publisher, Lorraine Sinel, housewife, wife separate as to property of the said Ken McKenzie, both of 4226 Hingston Street, Montreal, and James Sheehy, accountant, 9195 Lasalle Boulevard, LaSalle, for the following purposes:

To print, distribute or introduce publications including those pertaining to skiing, under the name of "Eastern Canada Skier Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of $10 each and 2,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

12975-o 4352-65

Édifice St-Charles inc.
St. Charles Building Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 12th day of October, 1965 have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: André Gueymard, real estate agent, 270 St-Laurent Street West, José Brien, housewife, wife separate as to property of Guillaume Gagnon, 295 rue de Lorraine, and Albert Gueymard, businessman, 99 Pratt Street, all three of Longueuil, for the following purposes:

To carry on business as a real estate and construction company, under the name of "Édifice St-Charles inc. — St. Charles Building Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 3,000 common shares of $10 each and into 1,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company will be at 270 St-Laurent Street West, Longueuil, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

12975 4513-65

El Passo B. B. Q. Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 21st day of October, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Irving L. Adessky, advocate, 56 Heath Place, Hampstead, Rhoda Cohen, secretary, spinster, 6427 MacDonald, Montreal,

taire, 6427, MacDonald, Montréal, et Marjorie Green, secrétaire, célibataire, 143, Richelieu, St-Jean, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de restaurateurs, sous le nom de « El Passo B. B. Q. Ltd. », avec un capital total de $50,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $10 chacune et 300 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

12975 4654-65

Les Entreprises Côte Noire ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 22e jour d'octobre 1965, constituant en corporation: Jack B. Bobrove, avocat, 5615, avenue Cork, Côte-St-Luc, Edward H. Bernfeld, avocat, 6240, Westbury, Montréal, et Beverley Heitelman, secrétaire, épouse séparée de biens de Jack Heitelman, 1945, Barclay, Montréal, pour les objets suivants:

Exercer les affaires d'une compagnie d'immeubles et de construction, sous le nom de « Les Entreprises Côte Noire ltée », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $1 chacune et 39,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

12975 4674-65

Les Entreprises Palmac inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 21e jour d'octobre 1965, constituant en corporation: J.-René Paiement, avocat, 112, 9e rue, Roxboro, Cécile Contant, 5060, Pie IX, et Gertrude Bourdeau, 2320, Bercy, ces deux dernières secrétaires, filles majeures, de Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de placement et de portefeuille (holding), sous le nom de « Les Entreprises Palmac inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune, 1,500 actions privilégiées classe « A » de $10 chacune et en 1,500 actions privilégiées classe « B » de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 15692, boulevard Gouin ouest, Sainte-Geneviève, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

12975-o 4633-65

Les Équipements Duberger inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 28e jour d'octobre 1965, constituant en corporation: Henri Girard, commerçant et industriel, 201, 25e rue, Québec, Arthur Matthews, commerçant, 126, de l'Hôpital Loretteville, et Gérard Pageau, and Marjorie Green, secretary, spinster, 143 Richelieu, St. Johns, for the following purposes:

To carry on the business of restaurateurs, under the name of "El Passo B. B. Q. Ltd.", with a total capital stock of $50,000, divided into 2,000 common shares of $10 each and 300 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

12975-o 4654-65

Les Entreprises Côte Noire ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 22nd day of October, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Jack B. Bobrove, advocate, 5615 Cork Avenue, Côte-St-Luc, Edward H. Bernfeld, advocate, 6240 Westbury, Montreal, and Beverley Heitelman, secretary, wife separate as to property of Jack Heitelman, 1945 Barclay, Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of a real estate and construction company, under the name of "Les Entreprises Côte Noire ltée", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of a par value of $1 each and 39,000 preferred shares of a par value of $1 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

12975-o 4674-65

Les Entreprises Palmac inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 21st day of October, 1965 have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: J.-René Paiement, lawyer, 112, 9th Street, Roxboro, Cécile Contant, 5060 Pie IX, and Gertrude Bourdeau, 2320 Bercy, the latter two secretaries, filles majeures, of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as an investment and holding company, under the name of "Les Entreprises Palmac inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $10 each, 1,500 preferred class "A" shares of $10 each, and into 1,500 preferred class "B" shares of $10 each.

The head office of the company will be at 15692 Gouin Boulevard West, Sainte-Geneviève, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

12975 4633-65

Les Équipements Duberger inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 28th day of October, 1965 have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Henri Girard, trader and industrialist, 201, 25th Street, Quebec, Arthur Matthews, trader, 126 de l'Hôpital Loretteville, and Gérard Pageau, accountant, 1251 Jean-De-

comptable, 1251, Jean-Dequen, Ste-Foy, pour les objets suivants:

Faire le commerce de machinerie et d'équipements lourds, sous le nom de "Les Équipements Duberger inc. », avec un capital total de $5,000, divisé en 5,000 actions ordinaires de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Québec, district judiciaire de Québec.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

12975-o 4823-65

Express-Way Automobile Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 21e jour d'octobre 1965, constituant en corporation: Guy-E. Boisvert, avocat, 4976, Glencairn, Montréal, G. Harold Pickel, avocat, 47, Arlington, Westmount, et Claude Boisvert, avocat, 1505, Moore, Laval, pour les objets suivants:

Faire le commerce de véhicules automobiles et faire affaires comme garagistes, sous le nom de « Express-Way Automobile Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 5885, boulevard Décarie, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

12975-o 4658-65

Fabritek ltée
Fabritek Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 15e jour de septembre 1965, constituant en corporation: Raymond Pagé, avocat, 1705, Lépine, St-Laurent, Paul Mailloux, avocat, 3260, Monsabré, Montréal, et Marcel Bélanger, avocat, 416, Vivian, Mont Royal, pour les objets suivants:

Faire le commerce de blocs de sciage, bous de charpente, pieux et poteaux, bois de construction et bois de toutes sortes, sous le nom de « Fabritek ltée — Fabritek Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $1 chacune et 30,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 1100, avenue du Pacifique, Lachine, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

12975 4072-65

Fisco Agencies Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 15e jour d'octobre 1965, constituant en corporation: Nandor Fischer, marchand, Ruth Einhorn, ménagère, épouse séparée de biens dudit Nandor Fischer, et Ester Ciment, ménagère, veuve de feu Bela Einhorn, tous trois de 6381, rue de Vimy, Montréal, pour les objets suivants:

Agir comme agents de manufacturiers et exercer le commerce de toutes sortes de produits,

quen, Ste-Foy, for the following purposes:

To deal in machinery and heavy equipment, under the name of "Les Équipements Duberger inc.", with a total capital stock of $5,000, divided into 5,000 common shares of $1 each.

The head office of the company will be at Quebec, judicial district of Quebec.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

12975 4823-65

Express-Way Automobile Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 21st day of October, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Guy-E. Boisvert, advocate, 4976 Glencairn, Montreal, G. Harold Pickel, advocate, 47 Arlington, Westmount, and Claude Boisvert, advocate, 1505 Moore, Laval, for the following purposes:

To carry on business dealing in automobiles, and to act as garagemen, under the name of "Express-Way Automobile Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 common shares of $10 each.

The head office of the company will be at 5885 Décarie Blvd., Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

12975 4658-65

Fabritek ltée
Fabritek Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 15th day of September, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Raymond Pagé, advocate, 1705 Lépine, St-Laurent, Paul Mailloux, advocate, 3260 Monsabré, Montreal, and Marcel Bélanger, advocate, 416 Vivian, Mount Royal, for the following purposes:

To deal in sawlogs, timber, piles and poles, lumber and wood of all kinds, under the name of "Fabritek ltée — Fabritek Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 10,000 common shares of the par value of $1 each and 30,000 preferred shares of the par value of $1 each.

The head office of the company will be at 1100 Pacific Avenue, Lachine, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

12975-o 4072-65

Fisco Agencies Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 15th day of October, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Nandor Fischer, merchant, Ruth Einhorn, housewife, wife separate as to property of the said Nandor Fischer, and Ester Ciment, housewife, widow of the late Bela Einhorn, all three of 6381 de Vimy Street, Montreal, for the following purposes:

To act as manufacturers agents and deal in all kinds of products, articles and merchandise,

articles et marchandises, sous le nom de « Fisco Agencies Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 100 actions ordinaires de $100 chacune et 300 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 438, rue Ste-Hélène, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

12975 4582-65

Gafor inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 28e jour d'octobre 1965, constituant en corporation: Guy Gagnon, garagiste, Claudette Fortin, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens dudit Guy Gagnon, tous deux de 7380, Monette, Brossard, et Huguette Gagnon, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens de Claude Forgues, 1308, Tiffin, LeMoyne, pour les objets suivants:

Faire le commerce de véhicules automobiles et faire affaires comme garagistes, sous le nom de « Gafor inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 300 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Brossard, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

12975-o 4742-65

Gesfico inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 21e jour d'octobre 1965, constituant en corporation: Luc Girard, garagiste, 37, Montagne, Maurice Séguin, pharmacien, 30, Principale, Dr Pierre LeCoq, médecin, 118, Denison ouest, André-C. Nadeau, vendeur, 246, Mullin, et Gilles Fausse, comptable agréé, 140, Paré, tous cinq de Granby, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de placement, sous le nom de « Gesfico inc. », avec un capital total de $75,000, divisé en 500 actions ordinaires de $10 chacune et en 700 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Granby, district judiciaire de Bedford.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

12975-o 4694-65

Gesphar ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 21e jour d'octobre 1965, constituant en corporation: Luc Girard, garagiste, 37, Montagne, André-C. Nadeau, vendeur, 246, Mullin, et Bernard Pharand, gérant de magasin, 175, Laurier, tous trois de Granby, pour les objets suivants:

Exercer dans toutes ses spécialités le commerce de quincaillerie et de ferronnerie, sous le nom de « Gesphar ltée », avec un capital total de $40,000, divisé en 500 actions ordinaires de $10 chacune et en 350 actions privilégiées de $100 chacune.

under the name of "Fisco Agencies Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 100 common shares of $100 each and 300 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at 438 St. Helen Street, Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

12975-o 4582-65

Gafor inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 28th day of October, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Guy Gagnon, garage keeper, Claudette Fortin, housewife, wife contractually separate as to property of the said Guy Gagnon, both of 7380 Monette, Brossard, and Huguette Gagnon, housewife, wife contractually separate as to property of Claude Forgues, 1308 Tiffin, LeMoyne, for the following purposes:

To carry on the business of motor vehicles and to act as garage keepers, under the name of "Gafor inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $10 each and 300 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at Brossard, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

12975 4742-65

Gesfico inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 21st day of October, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Luc Girard, garagekeeper, 37 Montagne, Maurice Séguin, pharmacist, 30 Principale, Dr. Pierre LeCoq, physician, 118 Denison West, André-C. Nadeau, salesman, 246 Mullin, and Gilles Fausse, chartered accountant, 140 Paré, all five of Granby, for the following purposes:

To carry on business as an investment company, under the name of "Gesfico inc.", with a total capital stock of $75,000, divided into 500 common shares of $10 each and 700 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at Granby, judicial district of Bedford.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

12975 4694-65

Gesphar ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 21st day of October, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Luc Girard, garagekeeper, 37 Montagne, André-C. Nadeau, salesman, 246 Mullin, and Bernard Pharand, store manager, 175 Laurier, all three of Granby, for the following purposes:

To carry on in all its specialties, the business of hardware and ironmongery, under the name of "Gesphar ltée", with a total capital stock of $40,000, divided into 500 common shares of $10 each and 350 preferred shares of $100 each.

Le siège social de la compagnie sera à Granby, district judiciaire de Bedford.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

12975-o 4643-65

Goco Knitting Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 25e jour d'octobre 1965, constituant en corporation: Jonathan J. Robinson, avocat, 64, chemin Belvedère, Westmount, Theodore H. Shapiro, avocat, 5175, chemin Côte-St-Luc, Montréal, et Alex S. Konigsberg, étudiant, 7920, chemin Côte-St-Luc, Côte-St-Luc, pour les objets suivants:

Exploiter le commerce d'une manufacture de tricots sous tous ses aspects, sous le nom de « Goco Knitting Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de $1 chacune et 30,000 actions privilégiées de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

12975 4709-65

Gow Fuels Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 25e jour d'octobre 1965, constituant en corporation: Ardagh Sidney Kingsmill, 91, chemin Castel Knock, John Richard Houston, 10, boulevard Cortleigh, John Cyril Carson, 600 chemin Lonsdale, app. 7, Donald Bruce McCrimmon, 76, Bessborough Drive, et George Stephenson Taylor, 22, terrasse Austin, tous les cinq solliciteurs, de Toronto, province d'Ontario, pour les objets suivants:

Faire le commerce de pétroles et produits d'icelui, sous le nom de « Gow Fuels Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 40,000 actions d'une valeur au pair de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera Highway 11, Village de Chelsea, Hull, district judiciaire de Hull.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

12975 4696-65

Gulf Sales Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 15e jour d'octobre 1965, constituant en corporation: Max Coblentz, avocat et conseil en Loi de la reine, Ross Coblentz, étudiant, tous deux de 4392, avenue Isabella, Samuel Royce Altrows, avocat et conseil en Loi de la reine, 484, rue McGill, et Sally Blajwajs, secrétaire, épouse séparée de biens d'Aaron Blajwajs, et dûment autorisée par ce dernier aux fins des présentes, 5850, Place Decelles, tous quatre de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer l'industrie et le commerce de marchandises, articles et produits, sous le nom de « Gulf Sales Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de $1

The head office of the company will be at Granby, judicial district of Bedford.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

12975 4643-65

Goco Knitting Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 25th day of October, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Jonathan J. Robinson, advocate, 64 Belvedere Road, Westmount, Theodore H. Shapiro, advocate, 5175 Côte-St-Luc Road, Montreal, and Alex S. Konigsberg, student, 7920 Côte-St-Luc Road, Côté-St-Luc, for the following purposes:

To operate the business of a knitting mill in all of its aspects, under the name of "Goco Knitting Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 10,000 common shares of $1 each and 30,000 preferred shares of $1 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

12975-o 4709-65

Gow Fuels Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 25th day of October, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Ardagh Sidney Kingsmill, 91 Castle Knock Road, John Richard Houston, 10 Cortleigh Boulevard, John Cyril Carson, 600 Lonsdale Road, Apt. 7, Donald Bruce McCrimmon, 76 Bessborough Drive, and George Stephenson Taylor, 22 Austin Terrace, all five solicitors, of Toronto, in the Province of Ontario, for the following purposes:

To deal in petroleum and petroleum products, under the name of "Gow Fuels Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 40,000 shares of the par value of $1 each.

The head office of the company will be at Highway 11, Village of Chelsea, Hull, judicial district of Hull.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

12975-o 4696-65

Gulf Sales Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 15th day of October, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Max Coblentz, advocate and Queen's Counsel, Ross Coblentz, student, both of 4392 Isabella Avenue, Samuel Royce Altrows, advocate and Queen's Counsel, 484 McGill Street, and Sally Blajwajs, secretary, wife separate as to property of Aaron Blajwajs, and duly authorized by him for the purpose of these presents, 5850 Decelles Place, all four of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in goods, wares and merchandise, under the name of "Gulf Sales Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 10,000 common shares of $1 each

chacune et 30,000 actions privilégiées de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

12975 4586-65

Harts Department Stores (Nordest) Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 26e jour d'octobre 1965, constituant en corporation: Boris J. Berbrier, avocat, 4851, rue Fulton, Montréal, Horace Friedman, avocat, 7497, chemin Briar, et David Kirshenblatt, avocat, 5636, Greenwood, ces deux derniers de Côte-St-Luc, pour les objets suivants:

Exploiter des magasins à rayons, sous le nom de « Harts Department Stores (Nordest) Inc. », avec un capital total de $10,000, divisé en 100 actions ordinaires de $10 chacune et 90 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à boulevard Henri-Bourassa et Lacordaire, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

12975 4715-65

Hôpital de la Pietà

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 14e jour d'octobre 1965, constituant en corporation sans capital-actions: Marcel Beaudry, avocat, 119, rue Hôtel-de-Ville, Hull, Lucien Binet, notaire, 73, rue Laval, Hull, et Raymond Cholette, agent d'assurances, 9, rue St-Louis, Pointe-Gatineau, pour les objets suivants:

Maintenir et exploiter un hôpital, situé à Hull, propriété de la Couronne aux droits de la province de Québec, sous le nom de « Hôpital de la Pietà ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de $500,000.

Le siège social de la corporation est à Hull, district judiciaire de Hull.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

12975-o 4453-65

Jean Kramer Realties Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 12e jour d'octobre 1965, constituant en corporation: Irving Halperin, avocat, 5609, chemin Queen Mary, Hampstead, Daniel Morris, avocat, 6165, avenue Notre-Dame-de-Grâce, Montréal, et Georgette Lavoie, secrétaire, 217, rue Georges-Vanier, Laval, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie d'immeubles et de construction, sous le nom de « Jean Kramer Realties Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune et 3,000 actions privilégiées de $10 chacune.

and 30,000 preferred shares of $1 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

12975-o 4586-65

Harts Department Stores (Nordest) Inc.

Notice is hereby given taht under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 26th day of October, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Boris J. Berbrier, advocate, 4851 Fulton Street, Montreal, Horace Friedman, advocate, 7497 Briar Road, and David Kirshenblatt, advocate, 5636 Greenwood, the latter two of Côte-St-Luc, for the following purposes:

To operate departmental stores, under the name of "Harts Department Stores (Nordest) Inc.", with a total capital stock of $10,000, divided into 100 common shares of $10 each and 90 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at Henri-Bourassa and Lacordaire Boulevard, Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

12975-o 4715-65

Hôpital de la Pietà

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 14th day of October, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to incorporate a corporation without share capital: Marcel Beaudry, advocate, 119 Hôtel-de-Ville Street, Hull, Lucien Binet, notary, 73 Laval Street, Hull, and Raymond Cholette, insurance agent, 9 St-Louis Street, Pointe-Gatineau, for the following purposes:

To maintain and operate a hospital, situated in Hull, property of the Crown in the rights of the province of Quebec, under the name of "Hôpital de la Pietà".

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may acquire or hold is to be limited, is $500,000.

The head office of the corporation is at Hull, judicial district of Hull.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

12975 4453-65

Jean Kramer Realties Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 12th day of October, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Irving Halperin, advocate, 5609 Queen Mary Road, Hampstead, Daniel Morris, advocate, 6165, Notre-Dame-de-Grâce Avenue, Montreal, and Georgette Lavoie, secretary, spinster, 217 Georges-Vanier Street, Laval, for the following purposes:

To carry on the business of a real estate and construction company, under the name of "Jean Kramer Realties Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $10 each and 3,000 preferred shares of $10 each.

Le siège social de la compagnie sera 1450, Franklyn Drive, Laval, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

12975 4524-65

Krista Investment Co. Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 21e jour d'octobre 1965, constituant en corporation: Lawrence L. Fligel, Stanley Cytrynbaum et Morton Bell, tous trois avocats, 1255, rue University, Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie de construction et de placements, sous le nom de « Krista Investment Co. Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $10 chacune et 2,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 1255, rue University, suite 1220, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

12975 4652-65

Frank Langevin inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 22e jour d'octobre 1965, constituant en corporation: Frank (François) Langevin, entrepreneur, Yvonne Demeule, ménagère, épouse dudit Frank (François) Langevin, tous deux de 390, avenue Claudel, Les Saules, et Jean-Paul Gagnon, comptable agréé, 868, Eymard, Québec, pour les objets suivants:

Exercer les opérations d'une compagnie de lavage et nettoyage d'immeubles, marchandises, ameublement, véhicules ou tous autres objets, sous le nom de « Frank Langevin inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 200 actions ordinaires de $100 chacune et en 200 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Les Saules, district judiciaire de Québec.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

12975-o 4522-65

C. Larose inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 14e jour d'octobre 1965, constituant en corporation: Charles-J. Gélinas, avocat, at conseil en Loi de la reine, 515, Champagneur, Outremont, Pierre Bourque, 48, rue Chartres, et François Bélanger, 14, Anselme-Lavigne, ces deux derniers avocats, de Dollard-des-Ormeaux, pour les objets suivants:

Faire le commerce de produits comestibles, sous le nom de « C. Larose inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

12975-o 4528-65

The head office of the company will be at 1450 Franklyn Drive, Laval, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

12975-o 4524-65

Krista Investment Co. Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 21st day of October, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Lawrence L. Fligel, Stanley Cytrynbaum and Morton Bell, all three advocates, of 1255 University Street, Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of construction and investment company, under the name of "Krista Investment Co. Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of $10 each and 2,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company will be at 1255 University Street, suite 1220, Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

12975-o 4652-65

Frank Langevin inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 22nd day of October, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Frank (François) Langevin, contractor, Yvonne Demeule, housewife, wife of said Frank (François) Langevin, both of 390 Claudel Avenue, Les Saules, and Jean-Paul Gagnon, chartered accountant, 868 Eymard, Quebec, for the following purposes:

To exercise the operations of a company washing and cleaning of houses, merchandise, furniture, vehicules or all other objects, under the name of "Frank Langevin inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 200 common shares of $100 each and into 200 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at Les Saules, judicial district of Quebec.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

12975 4522-65

C. Larose inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 14th day of October, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Charles-J. Gélinas, lawyer, and Queen's Counsel, 515 Champagneur, Outremont, Pierre Bourque, 48 Chartres Street, and François Bélanger, 14 Anselme-Lavigne, the latter two lawyers of Dollard-des-Ormeaux, for the following purposes:

To deal in edible products, under the name of "C. Larose inc.", with a total capital stock of $40.000, divided into 4,000 sommon shares of $10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

12975 4528-65

La Lingerie Carol & Joy inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 20e jour d'août 1965, constituant en corporation: Marcel Beauchemin, avocat, 485, rue Beverley, Mont-Royal, Louis-Rhéal Tremblay, avocat, 43, rue Ritchot, Repentigny, et Gilles Thouin, avocat, 561, rue Notre-Dame, Repentigny, pour les objets suivants:

Faire le commerce de la lingerie, sous le nom de « La Lingerie Carol & Joy inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

12975-o 3699-65

Lingerie Pauline inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 27e jour d'octobre 1965, constituant en corporation: Marcel Corbeil, mensuisier, Pauline Filion, commerçante, épouse séparée de biens dudit Marcel Corbeil, tous deux de 531, Ouimet, et Jean Wilsey, comptable, 129, Laflamme, tous trois de St-Jérôme, pour les objets suivants:

Faire le commerce de vêtements de toutes sortes, sous le nom de « Lingerie Pauline inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 500 actions ordinaires de $10 chacune et en 350 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 409, rue St-Georges, Saint-Jérôme, district judiciaire de Terrebonne.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

12975-o 4718-65

Les Magasins Alliance inc.
Alliance Stores Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 28e jour d'octobre 1965, constituant en corporation: Marcel J. G. Beaumier, avocat, 101, 4e Avenue Grand-Mère, Jean Girouard, avocat, 2575, Marie-LeNeuf, Trois-Rivières, et Françoise Bourbeau, secrétaire, fille majeure, Champlain, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de magasin à rayons, sous le nom de « Les Magasins Alliance inc.— Alliance Stores Inc. », avec un capital total de $50,000, divisé en 2,500 actions ordinaires de $10 chacune et en 250 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à St-Césaire, district judiciaire de St-Haycinthe.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

12975-o 4553-65

Mailloux & frères ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a été accordé,

La Lingerie Carol & Joy inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 20th day of August, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Marcel Beauchemin, lawyer, 485 Beverley Street, Mount Royal, Louis-Rhéal Tremblay, lawyer, 43 Ritchot Street, Repentigny, and Gilles Thouin, lawyer, 561 Notre-Dame Street, Repentigny, for the following purposes:

To deal in lingerie, under the name of "La Lingerie Carol & Joy inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 common shares of a nominal value of $10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

12975 3699-65

Lingerie Pauline inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 27th day of October, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Marcel Corbeil, carpenter, Pauline Filion, trader, wife separate as to property of said Marcel Corbeil, both of 531 Ouimet, and Jean Wilsey, accountant, 129 Laflamme, all three of St-Jérôme, for the following purposes:

To deal in clothing of all kinds, under the name of "Lingerie Pauline inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 500 common shares of $10 each and into 350 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at 409 St-Georges Street, Saint-Jérôme, judicial district of Terrebonne.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

12975 4718-65

Les Magasins Alliance inc.
Alliance Stores Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 28th day of October, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Marcel J. G. Beaumier, advocate, 101, 4th Ave., Grand-Mère, Jean Girouard, advocate, 2575 Marie-LeNeuf, Trois-Rivières, and Françoise Bourbeau, secretary, fille majeure, Champlain, for the following purposes:

To carry on business as a department store, under the name of "Les Magasins Alliance inc.— Alliance Stores Inc.", with a total capital stock of $50,000, divided into 2,500 common shares of $10 each and 250 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at St-Césaire, judicial district of St. Hyacinthe.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

12975 4553-65

Mailloux & frères ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date

par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 3e jour de novembre 1965, constituant en corporation: Justin Mailloux, commerçant, Marie-Joseph Mailloux, commerçant, et Félix Mailloux, mesureur, tous trois de Normandin, pour les objets suivants:

Industrie et commerce du bois, sous le nom de « Mailloux & frères ltée », avec un capital total de $40,000, divisé en 40,000 actions ordinaires de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Normandin, district judiciaire de Roberval.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

12975-o 4763-65

Maplewood Construction Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 21e jour d'octobre 1965, constituant en corporation: Lawrence L. Fligel, Stanley Cytrynbaum et Morton Bell, avocats, de 1255, rue University, Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de constructeurs et d'entrepreneurs en construction, sous le nom de « Maplewood Construction Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $10 chacune et 2,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

12975 4649-65

Marché St-Laurent (Valleyfield) inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 24e jour de septembre 1965, constituant en corporation: Louis Latulipe, commerçant, Madeleine Poirier, ménagère, épouse séparée de biens dudit Louis Latulipe, et Gilles Poirier, commis, tous trois de 5, rue King, Salaberry-de-Valleyfield, pour les objets suivants:

Faire affaires comme épiciers-bouchers licenciés, sous le nom de « Marché St-Laurent (Valleyfield) inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 2,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Salaberry-de-Valleyfield, district judiciaire de Beauharnois.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

12975-o 3920-65

Frank McHugh Realties Co. Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 23e jour d'octobre 1965, constituant en corporation: Clarence A. Fiske, 1230, McGregor, # 205, Montréal, Charles E. Emery, 227, Elizabeth Circle, Rosemère, et Yves Lauzon, 365, 38e Avenue, Lachine, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Agir en qualité de courtiers en immeubles, agents et courtiers d'affaires, sous le nom de

the 3rd day of November, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Justin Mailloux, merchant, Marie-Joseph Mailloux, merchant, and Félix Mailloux, measurer, all three of Normandin, for the following purposes:

Wood industry and commerce, under the name of "Mailloux & frères ltée", with a total capital of $40,000, divided into 40,000 common shares of $1 each.

The head office of the company will be at Normandin, judicial district of Roberval.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

12975 4763-65

Maplewood Construction Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 21st day of October, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Lawrence L. Fligel, Stanley Cytrynbaum and Morton Bell, advocates, of 1255 University Street, Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of builders and building contractors, under the name of "Maplewood Construction Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of $10 each and 2,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

12975-o 4649-65

Marché St-Laurent (Valleyfield) inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 24th day of September, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Louis Latulipe, trader, Madeleine Poirier, housewife, wife separate as to property of the said Louis Latulipe, and Gilles Poirier, clerk, all three of 5 King St., Salaberry-de-Valleyfield, for the following purposes:

To carry on business as licensed grocers and butchers, under the name of "Marché St-Laurent (Valleyfield) inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of $10 each and 2,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company will be at Salaberry-de-Valleyfield, judicial district of Beauharnois.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

12975 3920-65

Frank McHugh Realties Co. Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 23rd day of October, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Clarence A. Fiske, 1230 McGregor, # 205, Montreal, Charles E. Emery, 227 Elizabeth Circle, Rosemère, and Yves Lauzon, 365, 38th Avenue, Lachine, all three advocates, for the following purposes:

To act as real estate broker and agent and business broker, under the name of "Frank

« Frank McHugh Realties Co. Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $10 chacune et 300 actions privilégiées d'une valeur au pair de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Dorval, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

12975 4560-65

Mid City Holding Co. Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 22e jour d'octobre 1965, constituant en corporation: Louis Orenstein, avocat et conseil en Loi de la reine, 5654, avenue MacDonald, Hampstead, Jason Ruby, avocat, 2860, Ekers, Montréal, John Michelin, avocat, 5200, prince de Galles, Montréal, et Fleurette Major, secrétaire, épouse séparée de biens de Réjean Major, 7659, Chabot, Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce de titres, bons, hypothèques et immeubles et/ou propriété personnelle, valeurs, billets et obligations de toutes sortes, sous le nom de « Mid City Holding Co. Ltd. », avec un capital total de $100,000, divisé en 500 actions catégorie « A » de $1 chacune, 74,500 actions catégorie « B » de $1 chacune et 2,500 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

12975 4225-65

Montreal Used Cars Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 26e jour d'octobre 1965, constituant en corporation: Aldéric Bertrand, vendeur, 1644, Lacroix, Laval, Lucien Lafleur, garagiste, 209, 92e avenue, Laval, et Guy Villiard, assureur, 1554, rue Viel, Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce de véhicules automobiles et faire affaire comme garagistes, sous le nom de « Montreal Used Cars Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

12975-o 4721-65

N. construction inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 21e jour d'octobre 1965, constituant en corporation: Raymond Cartwright, avocat, 71, chemin Devon, Baie-d'Urfé, Donald Kujan, avocat, 3480, Côte-de-Liesse, Mont-Royal, et Lana Switzer, secrétaire, fille majeure et usant de ses droits, 4665, avenue Carlton, Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie d'immeuble et de construction, sous le nom de « N. construc-

McHugh Realties Co. Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of the par value of $10 each and 300 preferred shares of the par value of $100 each.

The head office of the company will be at Dorval, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

12975-o 4560-65

Mid City Holding Co. Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 22nd day of October, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Louis Orenstein, advocate and Queen's Counsel, 5654 MacDonald Avenue, Hampstead, Jason Ruby, advocate, 2860 Ekers, Montreal, John Michelin, advocate, 5200 Prince of Wales, Montreal, and Fleurette Major, secretary, wife separate as to property of Réjean Major, 7659 Chabot, Montreal, for the following purposes:

To deal in bonds, debentures, mortgages and real estate and/or personal property, securities, notes and obligations of all kinds, under the name of "Mid City Holding Co. Ltd.", with a total capital stock of $100,000, divided into 500 class "A" shares of $1 each, 74,500 class "B" shares of $1 each and 2,500 preferred shares of $10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

12975-o 4225-65

Montreal Used Cars Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 26th day of October, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Aldéric Bertrand, salesman, 1644 Lacroix, Laval, Lucien Lafleur, garagekeeper, 209, 92nd Avenue, Laval, and Guy Villiard, insurer, 1554 Viel Street, Montreal, for the following purposes:

To deal in automobile vehicules and to carry on business as garagemen, under the name of "Montreal Used Cars Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 common shares of $10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

12975 4721-65

N. construction inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 21st day of October, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Raymond Cartwright, advocate, 71 Devon Road, Baie-d'Urfé, Donald Kujan, advocate, 3480 Côte-de-Liesse, Mount-Royal, and Lana Switzer, secretary, spinster of the full age of majority and in use of her rights, 4665 Carlton Ave., Montreal, for the following purposes:

To carry on business as a real estate and construction company, under the name of "N. cons-

tion inc. », avec un capital total de $20,000, divisé en 200 actions ordinaires de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 1411, St-Esprit, Sherbrooke, district judiciaire de St-François.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

12975-o 4653-65

Wilfrid Nadeau inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 22e jour d'octobre 1965, constituant en corporation: Raymond Nadeau, polisseur de ciment, Wilfrid Nadeau, entrepreneur, et Madeleine Dumont, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens dudit Wilfrid Nadeau, tous trois de St-Louis-de-Pintendre, comté de Lévis, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de transport, sous le nom de « Wilfrid Nadeau inc. », avec un capital total de $50,000, divisé en 50 actions ordinaires de $100 chacune et en 450 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à St-Louis-de-Pintendre, district judiciaire de Québec.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

12975-o 4678-65

Oakwood Construction Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 21e jour d'octobre 1965, constituant en corporation: Lawrence L. Fligel, avocat, Stanley Cytrynbaum, avocat, et Morton Bell, avocat, tous trois de 1255, University, Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de constructeurs et d'entrepreneurs en construction, sous le nom de « Oakwood Construction Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $10 chacune et 2,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

12975 4651-65

Oasis Confections Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 19e jour d'octobre 1965, constituant en corporation: Bernard Sivak, avocat, 7910, chemin Côte-St, Luc, Côte-St-Luc, Paul G. Unterberg, avocat, 1700, McGregor, Montréal, et Hannah Goldenberg, secrétaire, épouse séparée de biens de Peter Waisberg, 4652, Courtrai, Montréal, pour les objets suivants:

Exercer un commerce de confiserie dans toutes ses spécialités, sous le nom de « Oasis Confections Inc. », avec un capital total de $69,000, divisé en 186 actions ordinaires de $10 chacune et 6,714 actions privilégiées de $10 chacune.

truction inc.", with a total capital stock of $20,000, divided into 200 common shares of $100 each.

The head office of the company will be at 1411 St-Esprit, Sherbrooke, judicial district of St. Francis.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

12975 4653-65

Wilfrid Nadeau inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 22nd day of October, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Raymond Nadeau, cement polisher, Wilfrid Nadeau, contractor, and Madeleine Dumont, housewife, wife contractually separate as to property of the said Wilfrid Nadeau, all three of St-Louis-de-Pintendre, county of Lévis, for the following purposes:

To carry on business as a transport company, under the name of "Wilfrid Nadeau inc.", with a total capital stock of $50,000, divided into 50 common shares of $100 each and 450 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at St Louis-de-Pintendre, judicial district of Quebec.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

12975 4678-65

Oakwood Construction Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 21st day of October, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Lawrence L. Fligel, advocate, Stanley Cytrynbaum, advocate, and Morton Bell, advocate, all three of 1255 University, Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of builders and building contractors, under the name of "Oakwood Construction Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of $10 each and 2,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

12975-o 4651-65

Oasis Confections Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 19th day of October, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Bernard Sivak, advocate, 7910 Côte-St-Luc Road, Côte-St-Luc, Paul G. Unterberg, advocate, 1700 McGregor, Montreal, and Hannah Goldenberg, secretary, wife separate as to property of Peter Waisberg, 4652 Courtrai, Montreal, for the following purposes:

To carry on a confectionery business in all its branches, under the name of "Oasis Confections Inc.", with a total capital stock of $69,000, divided into 186 common shares of $10 each and 6,714 preferred shares of $10 each.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

12975 4605-65

L'Oeuvre des terrains de jeux de Squatec inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 24e jour de septembre 1965, constituant en corporation sans capital-actions: Claude Beaulieu, maître de poste, Paul-Émile Morin, fonctionnaire, Henri Saindon, sacristain, Gaétan Ouellet, boulanger, Léonard Pelletier, barbier, Gilbert Viel, conducteur, et Agathe LeBel, institutrice, fille majeure, tous sept de St-Michel-du-Squatec, pour les objets suivants:

L'organisation des loisirs, sous le nom de « L'Oeuvre des terrains de jeux de Squatec inc. ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de $100,000.

Le siège social de la corporation est à St-Michel-du-Squatec, district judiciaire de Kamouraska.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

12975-o 3957-65

L'O. T. J. de St-Sébastien (Frontenac) inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 28e jour d'octobre 1965, constituant en corporation sans capital-actions: Julien Rosa, Georges-Henri Fortin, marchands, Raymond Gendron, agent d'assurances, Gaétan Proteau, Valère Rosa, contremaîtres, Camille Bernier, mécanicien, et Clermont Longchamps, boulanger, tous sept de St-Sébastien, pour les objets suivanst:

L'organisation des loisirs, sous le nom de « L'O.T.J. de St-Sébastien (Frontenac) inc. ».

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut acquérir et posséder, est de $200,000.

Le siège social de la corporation sera à St-Sébastien, comté de Frontenac, district judiciaire de Beauce.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

12975-o 4734-65

P. D. & Son Co. Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 21e jour d'octobre 1965, constituant en corporation: Lawrence L. Fligel, avocat, Stanley Cytrynbaum, avocat, et Morton Bell, avocat, tous trois de 1255, rue University, Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de constructeurs et d'entrepreneurs en construction, sous le nom de « P. D. & Son Co. Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,334 actions catégorie « A » d'une valeur au pair de $10 chacune, 1,333 actions catégorie « B » d'une valeur au pair de $10 chacune et 1,333 actions privilégiées d'une valeur au pair de $10 chacune.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

12975-o 4605-65

L'Oeuvre des terrains de jeux de Squatec inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 24th day of September, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to incorporate a corporation without share capital: Claude Beaulieu, postmaster, Paul-Émile Morin, civil servant, Henri Saindon, sacristan, Gaétan Ouellet, baker, Léonard Pelletier, barber, Gilbert Viel, conductor, and Agathe LeBel, teacher, fille majeure, all seven of St-Michel-du-Squatec, for the following purposes:

The organization of a recreation center, under the name of "L'Oeuvre des terrains de jeux de Squatec inc.".

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may acquire and hold is to be limited, is $100,000.

The head office of the corporation is at St-Michel-du-Squatec, judicial district of Kamouraska.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

12975 3957-65

L'O. T. J. de St-Sébastien (Frontenac) inc.

Notice is hereby given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 28th day of October, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to incorporate as a corporation without share capital: Julien Rosa, Georges-Henri Fortin, merchants, Raymond Gendron, insurance agent, Gaétan Proteau, Valère Rosa, foremen, Camille Bernier, mechanic, and Clermont Longchamps, baker, all seven of St-Sébastien, for the following purposes:

The organization of a recreational center, under the name of "L'O.T.J. de St-Sébastien (Frontenac) inc.".

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may acquire and hold is to be limited, is $200,000.

The head office of the corporation is at St-Sébastien, county of Frontenac, judicial district of Beauce.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

12975 4734-65

P. D. & Son Co. Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 21st day of October, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Lawrence L. Fligel, advocate, Stanley Cytrynbaum, advocate, and Morton Bell, advocate, all three of 1255 University Street, Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of builders and building contractors, under the name of "P. D. & Son Co. Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,334 class "A" shares of a par value of $10 each, 1,333 class "B" shares of a par value of $10 each and 1,333 preferred shares of a par value of $10 each.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

12975 4650-65

Papeterie St-Georges inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 25e jour d'octobre 1965, constituant en corporation: Léo Morissette, commerçant, 145, 33e rue, Huguette Gilbert, ménagère, épouse séparée de biens dudit Léo Morissette, 170, 2e avenue, et Pauline Morissette, vendeuse, 145, 33e rue, tous trois de St-Georges-Est, pour les objets suivants:

Faire le commerce du papier, sous le nom de « Papeterie St-Georges inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions ordinaires de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à St-Georges, district judiciaire de Beauce.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

12975-o 4533-65

Papineau Machine Shop Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 25e jour d'octobre 1965, constituant en corporation: Bruno Pateras, avocat, 11818, rue Frigon, Montréal, Yvan Marcerola, 2805, rue Marquette, Laval, James Galileo, avocat, 1607, rue Massenet, Laval, et Vincent Agostino, commis de bureau, 2975, Louisbourg, Montréal, pour les objets suivants:

Exercer l'industrie et le commerce de machinerie, engins, outils, instruments et quincaillerie de toutes sortes, sous le nom de « Papineau Machine Shop Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 5,000 actions ordinaires de $1 chacune et 350 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 7912, 16e Avenue, St-Michel, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

12975 4702-65

Papineau Sanitronic inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 25e jour d'octobre 1965, constituant en corporation: Rhéaume Girard, agent-vendeur, 214, rue Hart, Pierre Théorêt, étudiant, 366, Maloney, et Roland Théorêt, notaire, 181, Maloney, tous trois de Gatineau, pour les objets suivants:

Faire le commerce de machines, moteurs, outils et instruments de toutes sortes, sous le nom de « Papineau Sanitronic inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 40,000 actions ordinaires de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 313, rue Notre-Dame, Gatineau, district judiciaire de Hull.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

12975-o 4542-65

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

12975-o 4650-65

Papeterie St-Georges inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 25th day of October, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Léo Morissette, trader, 145, 33rd Street, Huguette Gilbert, housewife, wife separate as to property of said Léo Morissette, 170, 2nd Avenue, and Pauline Morissette, saleswoman, 145, 33rd Street, all three of St-Georges-East, for the following purposes:

To deal in paper, under the name of "Papeterie St-Georges inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 common shares of $100 each.

The head office of the company will be at St-Georges, judicial district of Beauce.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

12975 4533-65

Papineau Machine Shop Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 25th day of October, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Bruno Pateras, advocate, 11818 Frigon Street, Montreal, Yvan Marcerola, 2805 Marquette Street, Laval, James Galileo, advocate, 1607 Massenet Street, Laval, and Vincent Agostino, office manager, 2975 Louisbourg, Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in machinery, engines, tools, implements and hardware of all kinds, under the name of "Papineau Machine Shop Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 5,000 common shares of $1 each and 350 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at 7912, 16th Avenue, St-Michel, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

12975-o 4702-65

Papineau Sanitronic inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 25th day of October, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Rhéaume Girard, agent-salesman, 214 Hart Street, Pierre Théorêt, student, 366 Maloney, and Roland Théorêt, notary, 181 Maloney, all three of Gatineau, for the following purposes:

To carry on the business of machines, motors, tools and implements of all kinds, under the name of "Papineau Sanitronic inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 40,000 common shares of $1 each.

The head office of the company will be at 313 Notre-Dame Street, Gatineau, judicial district of Hull.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

12975 4542-65

Pecunia limitée
Pecunia Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 7e jour d'octobre 1965, constituant en corporation: Luc Parent, avocat, 560, avenue Carlyle, Mont Royal, Jean Gadbois, avocat, 3284, avenue Cedar, Westmount, René-C. Alary, avocat, 3345, McCarthy, St-Laurent, Honoré Parent, avocat, 5576, avenue Stirling, Montréal, et Berthe Lafontaine, secrétaire, fille majeure, 1656, boulevard St-Joseph est, Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaire comme compagnie de placement, sous le nom de « Pecunia limitée — Pecunia Limited », avec un capital divisé en 7,200 actions ordinaires sans valeur nominale et en 800 actions privilégiées d'une valeur nominale de $5 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

12975-o 4440-65

Pecunia limitée
Pecunia Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 7th day of October, 1965 have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Luc Parent, lawyer, 560 Carlyle Avenue, Mount Royal, Jean Gadbois, lawyer, 3284 Cedar Avenue, Westmount, René-C. Alary, lawyer, 3345 McCarthy, St-Laurent, Honoré Parent, lawyer, 5576 Stirling Avenue, Montreal, and Berthe Lafontaine, secretary, fille majeure, 1656 St-Joseph Boulevard East, Montreal, for the following purposes:

To carry on business as an investment company, under the name of "Pecunia limitée — Pecunia Limited", with a capital stock divided into 7,200 common shares without nominal value and into 800 preferred shares of a nominal value of $5 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

12975 4440-65

Les Placements Bellevue inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 29e jour de septembre 1965, constituant en corporation: Gérald U. Guérin, courtier, Esther Plourde, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens dudit Gérald U. Guérin, tous deux de 150, de Champagne, Longueuil, Gaston Trahan, agent d'assurances, et Jeannine Guérin, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens dudit Gaston Trahan, ces deux derniers, de 265, Montcalm, St-Jean, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de placement et de portefeuille (holding), sous le nom de « Les Placements Bellevue inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions classe « A » de $10 chacune, 1,000 actions classe « B » de $10 chacune et en 2,000 actions privilélgiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à St-Jean, district judiciaire d'Iberville.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

12975-o 4315-65

Les Placements Bellevue inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Companies Act, letters patent, beraing date the 29th day of September, 1965 have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Gérald U. Guérin, broker, Esther Plourde, housewife, wife contractually separate as to property of said Gérald U. Guérin, both of 150 de Champagne, Longueuil, Gaston Trahan, insurance agent, and Jeannine Guérin, housewife, wife contractually separate as to property of said Gaston Trahan, the latter two of 265 Montcalm, St-Jean, for the following purposes:

To carry on business as an investment and holding company, under the name of "Les Placements Bellevue inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 class "A" shares of $10 each, 1,000 class "B" shares of $10 each and into 2,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company will be at St-Jean, judicial district of Iberville.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

12975 4315-65

Les Promotions Atlantiques inc.
Atlantic Promotions Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 26e jour d'octobre 1965, constituant en corporation: Roméo Brunet, vendeur, 3038, rue Laforest, Québec, Jacques Gatien, industriel, Montréal-Est, et Raymond Caron, avocat, 699, Routhier, Ste-Foy, pour les objets suivants:

Faire le commerce de produits, accessoires et marchandises générales, sous le nom de « Les Promotions Atlantiques inc.— Atlantic Promotions Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Québec, district judiciaire de Québec.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

12975-o 4710-65

Les Promotions Atlantiques inc.
Atlantic Promotions Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 26th day of October, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Roméo Brunet, salesman, 3038 Laforest St., Quebec, Jacques Gatien, industrialist, Montreal-East, and Raymond Caron, advocate, 699 Routhier, Ste-Foy, for the following purposes:

To carry on business dealing in products, accessories and general merchandise, under the name of "Les Promotions Atlantiques inc.— Atlantic Promotions Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 common shares of $10 each.

The head office of the company will be at Quebec, judicial district of Quebec.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

12975 4710-65

Provincial Electric Co. Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 26e jour d'octobre 1965, constituant en corporation: Jack Lightstone, avocat et conseil en loi de la reine, 2176, chemin Fulton, Mont Royal, Marvin Riback, avocat et conseil en loi de la reine, 5621, avenue Palmer, et Jacob L. Rothman, avocat, 7915, chemin Côte-St-Luc, ces deux derniers de Côte-St-Luc, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'électriciens, sous le nom de « Provincial Electric Co. Ltd. », avec un capital total de $5,000, divisé en 5,000 actions ordinaires de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 1480, Lamennais, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

12975 4725-65

Quebec Accounting Service Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 1er jour de septembre 1965, constituant en corporation: Gérald Desparois, 520, McEachran, Outremont, Jean Geoffrion, 30, Elmwood, Outremont, tous deux conseils en Loi de la reine, et Christine E. Stenger, épouse séparée de biens de Alfred Stenger, 3477, rue Drummond, Montréal, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Exercer les affaires et les activités de conseillers de gestion, commerce, affaires, administration et industrie, sous le nom de « Quebec Accounting Service Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $10 chacune et 2,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

12975 4441-65

J. Quint Woolens Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 31e jour d'août 1965, constituant en corporation: Joseph Roy Hoffman, avocat et conseil en Loi de la reine, 4918, Mayfair, Iris Harris, secrétaire, célibataire, 3538, Aylmer, tous deux de Montréal, et Pearl Rose, secrétaire, célibataire, 5825, côte-St-Luc, Hampstead, pour les objets suivants:

Fabriquer des textiles et en faire le commerce, sous le nom de « J. Quint Woolens Inc. », avec un capital total de $150,000, divisé en 200 actions catégorie « A » d'une valeur au pair de $100 chacune, 200 actions catégorie « B » d'une valeur au pair de $100 chacune, 2,000 actions privilégiées catégorie « A » d'une valeur au pair de $10 chacune et 9,000 actions privilégiées catégorie « B » d'une valeur au pair de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

12975 3899-65

Provincial Electric Co. Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 26th day of October, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Jack Lightstone, advocate and Queen's Counsel, 2176 Fulton Road, Mount Royal, Marvin Riback, advocate and Queen's Counsel, 5621 Palmer Avenue, and Jacob L. Rothman, advocate, 7915 Côte-St-Luc Road, the latter two of Côte-St-Luc, for the following purposes:

To carry on the business of electricians, under the name of "Provincial Electric Co. Ltd.", with a total capital stock of $5,000, divided into 5,000 common shares of $1 each.

The head office of the company will be at 1480 Lamennais, Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

12975-o 4725-65

Quebec Accounting Service Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 1st day of September, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Gérald Desparois, 520 McEachran, Outremont, Jean Geoffrion, 30 Elmwood, Outremont, both Queen's Counsel, and Christine E. Stenger, wife separate as to property of Alfred Stenger, 3477 Drummond Street, Montreal, all three advocates, for the following purposes:

To carry on the businesses and activities of management, merchandising, business, administrative and industrial consultants, under the name of "Quebec Accounting Service Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of $10 each and 2,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

12975-o 4441-65

J. Quint Woolens Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 31st day of August, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Joseph Roy Hoffman, advocate and Queen's Counsel, 4918 Mayfair, Iris Harris, secretary, spinster, 3538 Aylmer, both of Montreal, and Pearl Rose, secretary, spinster, 5825, Côte-St-Luc, Hampstead, for the following purposes:

To manufacture and deal in textiles, under the name of "J. Quint Woolens Inc.", with a total capital stock of $150,000, divided into 200 class "A" shares of a par value of $100 each, 200 class "B" shares of a par value of $100 each, 2,000 preferred class "A" shares of a par value of $10 each and 9,000 preferred class "B" shares of a par value of $10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

12975-o 3899-65

Rapid Line Marking Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 20e jour de septembre 1965, constituant en corporation: Bernard Colangelo, entrepreneur, 6042, Des Angevins, Anjou, Richard Foley, entrepreneur, et Elizabeth Redling, secrétaire, épouse dudit Richard Foley, ces deux derniers de 88, Glenbrooke, Dollard-des-Ormeaux, pour les objets suivants:

Faire le commerce de toutes sortes d'outillage et appareils dont se servent généralement les entrepreneurs généraux et les constructeurs; faire affaires comme peintres, sous le nom de « Rapid Line Marking Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 6042, rue Des Angevins, Anjou, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

12975-o 4181-65

Remo construction inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 25e jour d'octobre 1965, constituant en corporation: Remo Zeppilli, constructeur, 11753a, rue Alfred-Laliberté, Michel-André Demers et André-Marc Dauth, ces deux derniers notaires, de 5014, St-Laurent, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme constructeurs et entrepreneurs généraux en construction, sous le nom de « Remo construction inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 300 actions ordinaires de $100 chacune et en 100 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

12975-o 4499-65

Ross Draperies Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 20e jour d'octobre 1965, constituant en corporation: Robert Paradis, comptable, 1762, Bois Franc, St-Laurent, Damien Ross, décorateur, 11545, de St-Réal, Montréal, et Paul Dubord, comptable agréé, 7831, Du Mail, Anjou, pour les objets suivants:

Faire affaires comme décorateurs-ensembliers, sous le nom de « Ross Draperies Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 200 actions ordinaires de $100 chacune, 1,000 actions privilégiées classe « A » de $10 chacune et en 1,000 actions privilégiées classe « B » de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

12975-o 3593-65

Salemark Associates Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a été accordé,

Rapid Line Marking Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 20th day of September, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Bernard Colangelo, contractor, 6042 Des Angevins, Anjou, Richard Foley, contractor, and Elizabeth Redling, secretary, wife of said Richard Foley, the latter two of 88, Glenbrooke, Dollard-des-Ormeaux, for the following purposes:

To deal in all kinds of tools and apparatus which are generally used by general contractors and builders; to carry on business as painters, under the name of "Rapid Line Marking Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 common shares of $10 each.

The head office of the company will be at 6042 Des Angevins Street, Anjou, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

12975 4181-65

Remo construction inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 25th day of October, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Remo Zeppilli, constructor, 11753a Alfred-Laliberté Street, Michel-André Demers and André-Marc Dauth, the latter two notaries of 5014 St-Laurent, all three of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as constructors and general building contractors, under the name of "Remo construction inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 300 common shares of $100 each and into 100 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

12975 4499-65

Ross Draperies Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 20th day of October, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Robert Paradis, accountant, 1762 Bois Franc, St-Laurent, Damien Ross, decorator, 11545 de St-Réal, Montreal, and Paul Dubord, chartered accountant, 7831 Du Mail, Anjou, for the following purposes:

To carry on business as interior decorators, under the name of "Ross Draperies Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 200 common shares of $100 each, 1,000 preferred class "A" shares of $10 each and 1,000 preferred class "B" shares of $10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

12975 3593-65

Salemark Associates Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date

par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 20e jour d'octobre 1965, constituant en corporation: L.-Yves Fortier, Westmount, Paul Fortin, Montréal, et Jacques Laurent, St-Laurent, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de consultants et courtiers en immeubles, sous le nom de « Salemark Associates Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $1 chacune et 3,600 actions privilégiées d'une valeur au pair de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

12975 4612-65

Salon national Grand Prix ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 12e jour d'octobre 1965, constituant en corporation: Joel A. Pinsky, 4597, avenue Oxford, Montréal, Rollin Gallay, 6196, chemin Hudson, Montréal, Samuel D. Rudenko, conseil en Loi des la reine, 3980, Côte-des-Neiges, Montréal, Clarence R. Gross, conseil en Loi de la reine, 790, Lexington, Westmount, Lawrence L. Fligel, 5711 Edgemore, Côte-St-Luc, tous les cinq avocats, Sarah Miller, 7388, chemin Kildare, Côte-St-Luc, Isobel Nicholson, 3661, rue Ste-Famille, Montréal, Marcelle St-Jean, 100, rue Marion, Montréal, Annie Miller, 7388, chemin Kildare, Côte-St-Luc, Suzanne Reiner, 5145, Côte-St-Luc, Montréal, tous les cinq secrétaires, célibataires, et Sharron Lavoie, secrétaire, épouse séparée de biens de Michel-Lucien Lavoie, 9215, rue Airlie, LaSalle, pour les objets suivants:

Exercer les affaires d'une boutique d'articles de passe-temps et de marchandises de sport, sous le nom de « Salon national Grand Prix ltée », avec un capital total de $40,000, divisé en 30,000 actions ordinaires de $0.10 chacune et 37,000 actions privilégiées de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

12975 4525-65

Salon Picard ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 20e jour d'octobre 1965, constituant en corporation: Guy-E. Boisvert, 4976, Glencairn, Montréal, G. Harold Pickel, 47, avenue Arlington, Westmount, et Claude Boisvert, 1501, rue Moore, Laval, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Exploiter ou gérer des instituts ou salons de beauté, sous le nom de « Salon Picard ltée », avec un capital total de $40,000, divisé en 8,000 actions ordinaires de $1 chacune et 3,200 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 4124, rue Wellington, Verdun, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

12975 4626-65

the 20th day of October, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: L.-Yves Fortier, Westmount, Paul Fortin, Montreal, and Jacques Laurent, St-Laurent, all three lawyers, for the following purposes:

To carry on the business of real estate consultants and real estate brokers, under the name of "Salemark Associates Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 common shares of the par value of $1 each and 3,600 preferred shares of the par value of $10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

12975-o 4612-65

Salon national Grand Prix ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 12th day of October, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Joel A. Pinsky, 4597 Oxford Avenue, Montreal, Rollin Gallay, 6196 Hudson Road, Montreal, Samuel D. Rudenko, Queen's Counsel, 3980 Côte-des-Neiges, Montreal, Clarence R. Gross, Queen's Counsel, 790 Lexington, Westmount, Lawrence, L. Fligel, 5711 Edgemore, Côte-St-Luc, all five advocates, Sarah Miller, 7388 Kildare Road, Côte-St-Luc, Isobel Nicholson, 3661 Ste-Famille Street, Montreal, Marcelle St-Jean, 100 Marion Street, Montreal, Annie Miller, 7388 Kildare Road, Côte-St-Luc, Suzanne Reiner, 5145 Côte-St-Luc, Montreal, all five secretaries, spinsters, and Sharron Lavoie, secretary, wife separate as to property of Michel-Lucien Lavoie, 9215 Airlie Street, LaSalle, for the following purposes:

To carry on the business of a hobby and sporting goods shop, under the name of "Salon national Grand Prix ltée", with a total capital stock of $40,000, divided into 30,000 common shares of $0.10 each and 37,000 preferred shares of $1 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

12975-o 4525-65

Salon Picard ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 20th day of October, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Guy-E. Boisvert, 4976 Glencairn, Montreal, G. Harold Pickel, 47 Arlington Avenue, Westmount, and Claude Boisvert, 1501 Moore Street, Laval, all three attorneys, for the following purposes:

To operate and manage beauty parlours or salons, under the name of "Salon Picard ltée", with a total capital stock of $40,000, divided into 8,000 common shares of $1 each and 3,200 preferred shares of $10 each.

The head office of the company will be at 4124 Wellington Street, Verdun, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

12975-o 4626-65

Salon Vanité de Chicoutimi inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 17e jour de septembre 1965, constituant en corporation: Edmond Beaulieu, cheminot, dame Edmond Beaulieu, commerçante, épouse dudit Edmond Beaulieu, et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, tous deux de 775, rue Desgagné, et Pierre Legault, comptable agréé, 882, rue Papineau, tous trois de Chicoutimi, pour les objets suivants:

Faire le commerce de lingerie et de marchandises sèches, sous le nom de « Salon Vanité de Chicoutimi inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Chicoutimi, district judiciaire de Chicoutimi.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

12975-o 4141-65

Salon Vanité de Chicoutimi inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 17th day of September, 1965 have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Edmond Beaulieu, railwayman, Mrs. Edmond Beaulieu, trader, wife of said Edmond Beaulieu and duly authorized by him for the presents, both of 775 Desgagné Street, and Pierre Legault, chartered accountant, 882 Papineau Street, all three of Chicoutimi, for the following purposes:

To deal in lingerie and dry merchandise of all kinds, under the name of "Salon Vanité de Chicoutimi inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 common shares of $10 each.

The head office of the company will be at Chicoutimi, judicial district of Chicoutimi.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

12975 4141-65

Le Sanctuaire Notre-Dame-de-Lourdes de Rigaud

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 13e jour d'août 1965, constituant en corporation sans capital-actions: Révérend Père Étienne de Blois, supérieur provincial, 1145, rue St-Viateur ouest, Montréal, Révérend Père Louis-Joseph Lefebvre, supérieur du Collège Bourget, Collège Bourget, Rigaud, Révérend Père J.-Raoul Préseault, directeur, Collège Bourget, Rigaud, et Révérend Père Édouard Marcoux, économe, Collège Bourget, Rigaud, tous quatre Clercs de St-Viateur, pour les objets suivants:

Acquérir, maintenir et administrer à Rigaud un sanctuaire, lieu de pèlerinage dédié à la Sainte-Vierge et une oeuvre de retraites fermées, sous le nom de « Le Sanctuaire Notre-Dame-de-Lourdes de Rigaud ».

Le montant auquel sont limités les revenus annuels des biens immobiliers que la corporation peut acquérir et posséder, est de $100,000.

Le siège social de la corporation est à Rigaud, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

12975-o 3626-65

Le Sanctuaire Notre-Dame-de-Lourdes de Rigaud

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 13th day of August, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to incorporate a corporation without share capital: Rev. Father Étienne de Blois, provincial superior, 1145 St-Viateur St. West, Montreal, Rev. Father Louis-Joseph Lefebvre, superior of Collège Bourget, Collège Bourget, Rigaud, Rev. Father J.-Raoul Préseault, director, Collège Bourget, Rigaud, and Rev. Father Édouard Marcoux, bursar, Collège Bourget, Rigaud, all four Clercs de St-Viateur, for the following purposes:

To acquire, maintain and direct a sanctuary, in Rigaud, a place of pilgrimage dedicated to the Blessed Virgin, and a closed retreat house, under the name of "Le Sanctuaire Notre-Dame-de-Lourdes de Rigaud".

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may acquire and hold is to be limited, is $100,000.

The head office of the corporation is at Rigaud, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

12975 3626-65

Le Service social de l'Ouest Québécois inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 29e jour d'avril 1965, constituant en corporation sans capital-actions: Jacques Bouchard, agent d'assurances, Marc Dufour, notaire, et Monseigneur Gaston Duchemin, prêtre, tous trois d'Amos, pour les objets suivants:

Offrir aux individus et aux familles aux prises avec des problèmes d'adaptation sociale, des services professionnels d'assistance et de traitement, sous le nom de « Le Service social de l'Ouest Québécois inc. ».

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut acquérir et posséder, est de $200,000.

Le Service social de l'Ouest Québécois inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 29th day of April, 1965, have been issued by the LieutenantGovernor of the Province to incorporate a corporation without share capital: Jacques Bouchard, insurance agent, Marc Dufour, notary, and Monseigneur Gaston Duchemin, priest, all three of Amos, for the following purposes:

To offer professional assistance and treatment services to individuals and families at grips with problems of social adjustment, under the name of "Le Service social de l'Ouest Québécois inc.".

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may acquire and hold is to be limited is $200,000.

Le siège social de la corporation est à Amos, comté d'Abitibi-Est, district judiciaire d'Abitibi.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

12975-o 2001-65

Sogetrem inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 25e jour d'octobre 1965, constituant en corporation: Henri-Paul Lemay, avocat, 426, rue Champagneur, Outremont, Jean-Marc Poulin, avocat, 2390, rue Dudemaine, et Micheline Corbeil, avocat, fille majeure, 2540, chemin Côte-Ste-Catherine, ces deux derniers de Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de placement et de porte-feuille (holding), sous le nom de « Sogetrem inc. », avec un capital total de $750,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de $1 chacune, 4,000 actions privilégiées classe « A » d'une valeur nominale de $1 chacune et en 7,450 actions privilégiées classe « B » d'une valeur nominale de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

12975-o 4666-65

A. Sternthal Enterprises Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 21e jour de septembre 1965, constituant en corporation: Allan Marcus, avocat, 1545, McGregor, Montréal, Abel Selick, avocat, 1605, chemin Norway, Mont Royal, et Lucille Blagdon, secrétaire, célibataire, 10437, D'Auteuil, Montréal, pour les objets suivants:

Fabriquer toutes sortes de marchandises et en faire le commerce, sous le nom de « A. Sternthal Enterprises Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 39,000 actions catégorie « A » de $1 chacune et 1,000 actions catégorie « B » de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

12975 4068-65

J. W. Sullivan inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 12e jour d'octobre 1965, constituant en corporation: Jocelyne Baribeau, secrétaire, fille majeure, Hélène Baribeau, secrétaire, fille majeure, toutes deux de 110, rue Beauchemin, Cap-de-la-Madeleine, et Pierre Garceau, avocat, 2365, Nicolas-Perrot, Trois-Rivières, pour les objets suivants:

Industrie et commerce du bois, sous le nom de « J. W. Sullivan inc.", avec un capital total de $40,000, divisé en 100 actions ordinaires de $100 chacune et en 300 actions privilégiées de $100 chacune.

The head office of the corporation is at Amos, county of Abitibi-East, judicial district of Abitibi.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

12975 2001-65

Sogetrem inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 25th day of October, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Henri-Paul Lemay, advocate, 426 Champagneur St., Outremont, Jean-Marc Poulin, advocate, 2390 Dudemaine St., and Micheline Corbeil, advocate, fille majeure, 2540, Côte Ste-Catherine road, the latter two of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as an investment and holding company, under the name of "Sogetrem inc.", with a total capital stock of $750,000, divided into 1,000 common shares of a nominal value of $1 each, 4,000 class "A" preferred shares of a nominal value of $1 each and 7,450 class "B" preferred shares of a nominal value of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

12975 4666-65

A. Sternthal Enterprises Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 21st day of September, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Allan Marcus, advocate, 1545 McGregor, Montreal, Abel Selick, advocate, 1605 Norway Road, Mount Royal, and Lucille Blagdon, secretary, spinster, 10437, D'Auteuil, Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in merchandise of all kinds, under the name of "A. Sternthal Enterprises Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 39,000 class "A" shares of $1 each and 1,000 class "B" shares of $1 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

12975-o 4068-65

J. W. Sullivan inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 12th day of October, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Jocelyne Baribeau, secretary, fille majeure, Hélène Baribeau, secretary, fille majeure, both of 110 Beauchemin Street, Cap-de-la-Madeleine, and Pierre Garceau, lawyer, 2365 Nicolas-Perrot, Trois-Rivières, for the following purposes:

The industry and commerce of wood, under the name of "J. W. Sullivan inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 100 common shares of $100 each and into 300 preferred shares of $100 each.

Le siège social de la compagnie sera 776, Terrasse Laurentienne, Québec, district judiciaire de Québec.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

12975-o 4118-65

Sun Rose Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 19e jour d'octobre 1965, constituant en corporation: Menashe Broder, avocat, 4750, Plamondon, C. Joshua Borenstein, avocat, 5891, Decelles, et Arthur A. Garvis, avocat, 4764, La Peltrie, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer l'industrie et le commerce de toutes sortes de verre, verrerie et produits en verre, sous le nom de « Sun Rose Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de $1 chacune et 30,000 actions privilégiées de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

12975 4606-65

Sylvestre Petroleum Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 15e jour d'octobre 1965, constituant en corporation: Laurent Mercure, notaire, 10295, rue St-Firmin, Amable Maziade, commis, 10333, rue Rancourt, et Pierre Robichaud, comptable, 8295, rue Henri-Julien, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de transport, sous le nom de « Sylvestre Petroleum Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 105, rue Michaud, Laval, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

12975-o 4175-65

T. T. I. Industries Corp.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 19e jour d'octobre 1965, constituant en corporation: Harold W. Ashenmil, Julian Kotler et Stanley R. Shuster, tous trois avocats, 901, rue Bleury, Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie d'immeubles et de construction, sous le nom de « T. T. I. Industries Corp. », avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $1 chacune et 3,600 actions privilégiées d'une valeur au pair de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 5485 ouest, rue Sherbrooke, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

12975 4607-65

The head office of the company will be at 776 Terrasse Laurentienne, Quebec, judicial district of Quebec.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

12975 4118-65

Sun Rose Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 19th day of October, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Menashe Broder, advocate, 4750 Plamondon, C. Joshua Borenstein, advocate, 5891 Decelles, and Arthur A. Garvis, advocate, 4764 La Peltrie, all three of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in all kinds of glass, glassware and glass products, under the name of "Sun Rose Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 10,000 common shares of $1 each and 30,000 preferred shares of $1 each.

The head office of the corporation will be at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

12975-o 4606-65

Sylvestre Petroleum Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 15th day of October, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Laurent Mercure, notary, 10295 St-Firmin Street, Amable Maziade, clerk, 10333 Rancourt Street, and Pierre Robichaud, accountant, 8295 Henri-Julien Street, all three of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as a transport company, under the name of "Sylvestre Petroleum Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 common shares of $10 each.

The head office of the company will be at 105 Michaud Street, Laval, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

12975 4175-65

T. T. I. Industries Corp.

Notice is hereby given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 19th day of October, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Harold W. Ashenmil, Julian Kotler and Stanley R. Shuster, all three advocates, of 901 Bleury Street, Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of a real estate and construction company, under the name of "T. T. I. Industries Corp.", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 common shares of the par value of $1 each and 3,600 preferred shares of the par value of $10 each.

The head office of the company will be at 5485 Sherbrooke Street West, Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

12975-o 4607-65

Telmar construction inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 26e jour d'octobre 1965, constituant en corporation: Charles-Édouard Martel, entrepreneur, Pierrette Lagacé, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens dudit Charles-Édouard Martel, tous deux de 4000, rue du Havre, et Gilles Martel, ingénieur, 575, rue Hugues, tous trois de Laval, pour les objets suivants:

Faire affaires comme constructeurs en entrepreneurs généraux en construction, sous le nom de « Telmar construction inc. », avec un capital total de $60,000, divisé en 200 actions ordinaires de $100 chacune et en 400 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 4000 rue du Havre, Laval, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

12975-o 4711-65

Telmar construction inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 26th day of October, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Charles-Édouard Martel, contractor, Pierrette Lagacé, housewife, wife contractually separate as to property of said Charles-Édouard Martel, both of 4000 du Havre Street, and Gilles Martel, engineer, 575 Hugues Street, all three of Laval, for the following purposes:

To carry on business as constructors and general building contractors, under the name of "Telmar construction inc.", with a total capital stock of $60,000, divided into 200 common shares of $100 each and into 400 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at 4000 du Havre Street, Laval, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

12975 4711-65

Teoli construction ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 21e jour d'octobre 1965, constituant en corporation: Luigi Albanese, étudiant, Jean Mousseau, notaire, et Denise Giraudias, ménagère, épouse séparée de biens d'Albert Costo, tous trois de 7576, rue St-Denis, Montréal, pour les objets suivants:

Exercer un commerce d'entrepreneurs généraux et de constructeurs, sous le nom de « Teoli construction ltée », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $10 chacune et 200 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 2424, est, rue Sauriol, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

12975 4604-65

Teoli construction ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 21st day of October, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Luigi Albanese, student, Jean Mousseau, notary, and Denise Giraudias, housewife, wife separate as to property of Albert Costo, all three of 7576 St. Denis Street, Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of builders and general contractors, under the name of "Teoli construction ltée", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of $10 each and 200 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at 2424 Sauriol Street East, Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

12975-o 4604-65

Tréfontaine inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 28e jour d'octobre 1965, constituant en corporation: Gisèle Trudel, secrétaire, fille majeure, 1147, rue Breault, Laval, Émile Poissant, avocat et conseil en Loi de la reine, 3411, Chapleau, Montreal, et Maurice Marquis, avocat, 1476, boulevard Label, Chambly, pour les objets suivants:

Faire le commerce de fontaines de toutes sortes, y compris les fontaines lumineuses et les fontaines sonores, sous le nom de « Tréfontaine inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 3,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

12975-o 4735-65

Tréfontaine inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 28th day of October, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Gisèle Trudel, secretary, fille majeure, 1147 Breault Street, Laval, Émile Poissant, lawyer and Queen's Counsel, 3411 Chapleau, Montreal, and Maurice Marquis, lawyer, 1476 Lebel Boulevard, Chambly, for the following purposes:

To deal in fountains of all kinds, including luminous fountains and sonorous fountains, under the name of "Tréfontaine inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $10 each and into 3,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

12975 4735-65

La Troupe des ballets de Ste-Foy inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-

La Troupe des ballets de Ste-Foy inc.

Notice is given that under Part III of the Compagnies Act, letters patent, bearing date the

gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 26e jour d'octobre 1965, constituant en corporation sans capital-actions: Clément Bérubé, ingénieur, Micheline Guyot, ménagère, épouse séparée de biens dudit Clément Bérubé, tous deux de 897, Monseigneur-Grandin, Ste-Foy, et Marguerite Lemieux, ménagère, veuve de Jacques Marchand, 749, avenue Cherbourg, Ste-Foy, pour les objets suivants:

Organiser et tenir des cours pour la promotion et le développement des arts et en particulier du ballet, sous le nom de « La Troupe des ballets de Ste-Foy inc. ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de $100,000.

Le siège social de la corporation est 897, Monseigneur-Grandin, Ste-Foy, district judiciaire de Québec.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

12975-o 4731-65

The Tudor Singers of Montreal Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 2e jour d'août 1965, constituant en corporation: Raymond A. Cartwright, Ian G. W. Lundie et Donald Kujan, avocats et solliciteurs, 1015, Beaver Hall Hill, Montréal, pour les objets suivants:

Promouvoir et faire progresser l'éducation morale, sociale et culturelle par les facilités du théatre, du cinéma, de la radio, de salles de lecture et tous autre moyens des Arts de Communications, sous le nom de « The Tudor Singers of Montreal Inc. », avec un capital total de $50,000, divisé en 50,000 actions ordinaires de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

12975 5752-64

Tuyau Idéal inc.
Ideal Pipe Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 7e jour d'octobre 1965, constituant en corporation: Maurice Lavigne, entrepreneur, 21, Libersan Crescent, Dollard-des-Ormeaux, Claude Lavigne, barbier, 9646, Gouin ouest, Pierrefonds, et Gérald Lavigne, tavernier, 6, Du Ruisseau, Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme entrepreneurs généraux en construction et faire le commerce de matériaux de construction, sous le nom de « Tuyau Idéal inc. — Ideal Pipe Inc. », avec un capital total de $50,000, divisé en 10,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de $1 chacune et en 400 actions privilégiées d'une valeur nominale de $100 chacune.

Le siège social de .a compagnie sera 21, Libersan Crescent, Dollard-des-Ormeaux, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

12975-o 4423-65

26th day of October, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to incorporate a corporation without share capital: Clément Bérubé, engineer, Micheline Guyot, housewife, wife separate as to property of the said Clément Bérubé, both of 897 Monseigneur-Grandin, Ste-Foy, and Marguerite Lemieux, housewife, widow of Jacques Marchand, 749 Cherbourg Ave., Ste-Foy, for the following purposes:

To orgazise and hold courses for the promotion and development of the arts, and of ballet in particular, under the name of "La Troupe des ballets de Ste-Foy inc.".

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may acquire and hold is to be limited, is $100,000.

The head office of the corporatior. .s at 897 Monseigneur-Grandin, Ste-Foy, judicial district of Quebec.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

12975 4731-65

The Tudor Singers of Montreal Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 2nd day of August, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Raymond A. Cartwright, Ian G. W. Lundie and Donald Kujan, barristers and solicitors, of 1015 Beaver Hall Hill, Montreal, for the following purposes:

To promote and advance moral, social and cultural education through the facilities of the stage, screen, radio, lecture hall and any other media of the Communication Arts, under the name of "The Tudor Singers of Montreal Inc.", with a total capital stock of $50,000, divided into 50,000 common shares of $1 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

12975-o 5752-64

Tuyau Idéal inc.
Ideal Pipe Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 7th day of October, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Maurice Lavigne, contractor, 21 Libersan Crescent, Dollard-des-Ormeaux, Claude Lavigne, barber, 9646 Gouin West, Pierrefonds, and Gérald Lavigne, tavernkeeper, 6 Du Ruisseau, Montreal, for the following purposes:

To carry on business as general construction contractors and to deal in construction material, under the name of "Tuyau Idéal inc. — Ideal Pipe Inc.", with a total capital stock of $50,000, divided into 10,000 common shares of a nominal value of $1 each and into 400 preferred shares of a nominal value of $100 each.

The head office of the company will be at 21 Libersan Crescent, Dollard-des-Ormeaux, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

12975 4423-65

Unival inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 25e jour d'octobre 1965, constituant en corporation: Albert Gravel, gérant, Rita Poulin, femme d'affaires, épouse contractuellement séparée de biens dudit Albert Gravel, et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, tous deux de 10132, J.-J.-Gagnier, Montréal, Jacques Blais, gérant, et Monique Parent, femme d'affaires, épouse contractuellement séparée de biens dudit Jacques Blais, et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, ces deux derniers de 599, Alexandre, Laval, pour les objets suivants:

Fournir des renseignements concernant la solvabilité et la situation financière des personnes, marchands, firmes et corporation, sous le nom de « Unival inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $1 chacune et en 390 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 2210, boulevard Henri-Bourassa est, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

12975-o 2535-65

Unival inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 25th day of October, 1965, habe been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Albert Gravel, manager, Rita Poulin, businesswoman, wife contractually separate as to property of the said Albert Gravel, and duly authorized by him for these presents, of 10132 J.-J.-Gagnier, Montreal, Jacques Blais, manager, and Monique Parent, businesswoman, wife contractually separate as to property of the said Jacques Blais, and duly authorized by him for these presents, the two latter of 599 Alexandre, Laval for the following purposes:

To furnish information concerning the solvability and financial standing of individuals, merchants, firms and corporations, under the name of "Unival inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $1 each and 390 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at 2210 Henri-Bourassa Blvd., East, Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

12975 2535-65

Upims 5¢ 10¢ 15¢ Store Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 21e jour d'octobre 1965, constituant en corporation: Bruno Pateras, avocat, 11818, Frigon, Montréal, Yvan Macerola, 2805 Marquette, et James Galileo, 1607, Massenet, ces deux derniers avocats, de Laval, pour les objets suivants:

Exploiter des magasins à rayons ou de nouveautés, sous le nom de « Upims 5¢ 10¢ 15¢ Store Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de $10 chacune.

Le siège social de la compagnies sera 7102, boulevard St-Laurent, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

12975 4648-65

Upims 5¢ 10¢ 15¢ Store Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 21st day of October, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Bruno Pateras, advocate, 11818 Frigon, Montreal, Yvan Macerola, 2805 Marquette, and James Galileo, 1607 Massenet, the latter two advocates, of Laval, for the following purposes:

To operate departmental or variety stores, under the name of "Upims 5¢ 10¢ 15¢ Store Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 common shares of $10 each.

The head office of the company will be at 7102 St. Lawrence Boulevard, Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

12975-o 4648-65

Les Ustensiles Admirables ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 21e jour d'octobre 1965, constituant en corporation: Rosaire Vachon, négociant, Yvonne Caron, ménagère, épouse commune en biens dudit Rosaire Vachon, tous deux de 2195, De Fondville, et Léon Chabot, comptable, 925, rue Murray, tous trois de Québec, pour les objets suivants:

Faire le commerce de toutes marchandises électriques, sous le nom de « Les Ustensiles Admirables ltée », avec un capital total de $10,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 2195, rue De Fondville, Québec, district judiciaire de Québec.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

12975-o 4656-65

Les Ustensiles Admirables ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 21st day of October, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Rosaire Vachon, trader, Yvonne Caron, housewife, wife common as to property of the said Rosaire Vachon, both of 2195 De Fondville, and Léon Chabot, accountant, 925 Murray St., all three of Quebec, dor the following purposes:

To carry on business dealing in all electrical appliances, under the name of "Les Ustensiles Admirables ltée", with a total capital stock of $10,000, divided into 1,000 common shares of $10 each.

The head office of the company will be at 2195 De Fondville St., Quebec, judicial district of Quebec.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

12905 4656-65

Raymond Vendette ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 20e jour d'octobre 1965, constituant en corporation: Raymond Vendette, menuisier, Antoinette Jean, ménagère, épouse dudit Raymond Vendette, et John Maloney, comptable, tous trois de 2285, rue St-Rémi, Laval, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie d'immeuble et de construction, sous le nom de « Raymond Vendette ltée », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 3,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 2285, rue St-Rémi, Laval, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

12975-o 4550-65

Raymond Vendette ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 20th day of October, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Raymond Vendette, joiner, Antoinette Jean, housewife, wife of the said Raymond Vendette, and John Maloney, accountatn, all three of 2285 St-Rémi St., Laval, for the following purposes:

To carry on business as a real estate and construction company, under the name of "Raymond Vendette ltée", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $10 each and 3,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company will be at 2285 St-Rémi St., Laval, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

12975 4550-65

Vitalizing Dry Cleaning Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 22e jour d'octobre 1965, constituant en corporation: Maurice J. Boxer, avocat, Laura Boxer, secrétaire, célibataire, tous deux de 1411, Carol Crescent Laval, et Stephen Bless, avocat, 5791, Place Charles-Thibault, Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de nettoyeurs, sous le nom de « Vitalizing Dry Cleaning Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $10 chacune et 200 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 933 est, Mont Royal, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

12975 4611-65

Vitalizing Dry Cleaning Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 22nd day of October, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Maurice J. Boxer, advocate, Laura Boxer, secretary, spinster, both of 1411 Carol Crescent, Laval, and Stephen Bless, advocate, 5791 Place Charles-Thibault, Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of cleaners, under the name of "Vitalizing Dry Cleaning Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of $10 each and 200 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at 933 Mount Royal East, Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

12975-o 4611-65

Letters patentes supplémentaires

Bevcon Mines Limited (No Personal Liability)

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la Loi des compagnies minières et de la première partie de la Loi des compagnies, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 1er jour d'octobre 1965, à la compagnie « Bevcon Mines Limited » (No Personal Liability) réduisant son capital de $7,000,000 à $481,378, le capital-actions annulé étant divisé en 6,518,622 actions ordinaires d'une valeur au pair de $1 chacune.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

12975 14718-60 — 1295/2

Charlebois Hat (1962) Ltd. Chapeau Charlebois (1962) ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 4e jour d'août 1965, à la compagnie « Charlebois Hat (1962) Ltd.— Chapeau Char-

Supplementary Letters Patent

Bevcon Mines Limited (No Personal Liability)

Notice is hereby given that, under the provisions of the Mining Companies Act and of Part I of Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 1st day of October, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "Bevcon Mines Limited" (No Personal Liability), reducing its capital from $7,000,000 to $481,378, the capital stock annulled being divided into 6,518,622 common shares of a par value of $1 each.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

12975-o 14718-60 — 1295/2

Charlebois Hat (1962) Ltd. Chapeau Charlebois (1962) ltée

Notice is hereby given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 4th day of August, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "Charlebois Hat (1962) Ltd.— Chapeau Charlebois (1962) ltée",

lebois (1962) ltée », 1° réduisant son capital de $10,000 à $1,000, le capital-actions annulé étant divisé en 90 actions ordinaires d'une valeur au pair de $100 chacune; 2° augmentant son capital de $1,000 à $10,000, le capital-actions additionnel étant divisé en 900 actions privilégiées d'une valeur au pair de $10 chacune.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

12975-o 15032-62 — 1286/66

Crescent Cheese Company

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 31e jour d'août 1965, à la compagnie « Crescent Cheese Company », subdivisant et convertissant ses 499 actions d'une valeur au pair de $100 chacune et 499 actions catégorie « A » d'une valeur au pair de $50 chacune et 499 actions catégorie « B » d'une valeur au pair de $50 chacune.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

12975 840-39 — 1295/4

Current Events Limited
Actualités limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 24e jour de septembre 1965, à la compagnie « Current Events Limited », constituée en corporation par lettres patentes en date du 27e jour de mai 1927, changeant son nom en celui de « Current Events Limited — Actualités limitée ».

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

12975 1214-27 — 1295/40

Glomus inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 25e jour d'octobre 1965, à la compagnie « Glomus inc. », augmentant son capital de $10,000 à $50,000, le capital-actions additionnel étant divisé en 400 actions privilégiées de $100 chacune.

Le Sous secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

12975-o 15681-61 — 1295/88

Halickman Bros. Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 13e jour d'octobre 1965, à la compagnie « Halickman Bros. Ltd. », convertissant ses 1,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $100 chacune en 50,000 actions catégorie « A » d'une valeur au pair de $1 chacune et en 50,000 actions catégorie « B » d'une valeur au pair de $1 chacune.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

12975 2626-35 — 1295/7

1. reducing its capital stock from $10,000 to $1,000, the cancelled share capital being divided into 90 common shares of a par value of $100 each; 2. increasing its capital stock from $1,000 to $10,000, the additional share capital being divided into 900 preferred shares of a par value of $10 each.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

12975 15032-62 — 1286/66

Crescent Cheese Company

Notice is hereby given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 31st day of August, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "Crescent Cheese Company", subdividing and converting its 499 shares of a par value of $100 each into 499 class"A" shares of a par value of $50 each and into 499 class "B" shares of a par value of $50 each.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

12975-o 840-39 — 1295/4

Current Events Limited
Actualités limitée

Notice is hereby given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 24th day of September, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "Current Events Limited", incorporated by letters patent dated the 27th day of May, 1927, changing its name to that of "Current Events Limited — Actualités limitée".

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

12975-o 1214-27 — 1295/40

Glomus inc.

Notice is hereby given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 25th day of October, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "Glomus inc.", increasing its capital stock from $10,000 to $50,000, the additional share capital being divided into 400 preferred shares of $100 each.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

12975 15681-61 — 1295/88

Halickman Bros. Ltd.

Notice is hereby given that, under Part I of the Companies Act, suplementary letters patent, bearing date the 13th day of October, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "Halickman Bros. Ltd.", converting its 1,000 common shares of a par value of $100 each into 50,000 class "A" shares of a par value of $1 each and into 50,000 class "B" shares of a par value of $1 each.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

12975-o 2626-35 — 1295/7

Hicliff Corporation

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 19e jour d'octobre 1965, à la compagnie « Hicliff Corporation », 1° convertissant ses 50 actions ordinaires émises d'une valeur au pair de $100 chacune en 50 actions ordinaires émises sans valeur au pair; 2° augmentant son capital par la création de 400 actions ordinaires sans valeur au pair.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

12975 15325-59 — 1295/43

Hicliff Corporation

Notice is hereby given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 19th day of October, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "Hicliff Corporation", 1. converting its 50 issued common shares of a par value of $100 each into 50 issued common shares without par value; 2. increasing its capital by the creation of 400 common shares without par value.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

12975-o 15325-59 — 1295/43

Les Industries Poly inc.
Poly Industries Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 21e jour d'octobre 1965, à la compagnie « Poly Blue Print Co. Ltd. » constituée par lettres patentes en date du 14e jour d'août 1957, changeant son nom en celui de « Les Industries Poly inc.— Poly Industries Inc. ».

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

12975-o 12467-57 — 1295/45

Les Industries Poly inc.
Poly Industries Inc.

Notice is hereby given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 21st day of October, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "Poly Blue Print Co. Ltd.", incorporated by letters patent dated the 14th day of August, 1957, changing its name to that of "Les Industries Poly inc.— Poly Industries Inc.".

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

12975 12467-57 — 1295/45

The Kruger Organization Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 19e jour d'octobre 1965, à la compagnie « The Kruger Organization Ltd. », 1° redésignant ses 3,500 actions privilégiées d'une valeur au pair de $10 chacune en 3,500 secondes actions privilégiées d'une valeur au pair de $10 chacune; 2° augmentant son capital de $40,000 à $11,040,000, le capital-actions additionnel étant divisé en 11,000,000 première actions privilégiées d'une valeur au pair de $1 chacune.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

12975 15272-59 — 1295/46

The Kruger Organization Ltd.

Notice is hereby given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 19th day of October, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "The Kruger Organization Ltd.", 1. redesignating its 3,500 preferred shares of a par value of $10 each into 3,500 second preferred shares of a par value of $10 each; 2. increasing its capital from $40,000 to $11,040,000 the additional capital stock being divided into 11,000,000 first preferred shares of a par value of $1 each.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

12975-o 15272-59 — 1295/46

Labrador Acceptance Corporation
La Société de financement Labrador inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 15e jour d'octobre 1965, à la compagnie « Labrador Acceptance Corporation », constituée par lettres patentes en date du 28e jour de juillet 1952, changeant son nom en celui de « Labrador Acceptance Corporation — La Société de financement Labrador inc. », changeant ses pouvoirs et modifiant son capital de la façon énoncée dans le règlement spécial « K » (1965) de sorte que le capital-actions de la compagnie consiste en *a*) 200,000 actions privilégiées, premier rang, d'une valeur nominale de $25 chacune (dont la première série sera constituée de 52,000 actions privilégiées, premier rang, série « A »; *b*) 100,000 actions privilégiées, deuxième rang, d'une valeur nominale de $50 chacune; *c*) 780,000 actions classe « A » sans valeur nominale; *d*) 100,000

Labrador Acceptance Corporation
La Société de financement Labrador inc.

Notice is hereby given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 15th day of October, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "Labrador Acceptance Corporation", incorporated by letters patent bearing date the 28th day of July, 1952, changing its name into that of "Labrador Acceptence Corporation — La Société de financement Labrador inc.", changing its powers and amending its capital in the manner set forth in special by-law "K" (1965) so that the capital shares of the company consist in (*a*) 200,000 preferred shares, first class, of a nominal value of $25 each (whose first serie will contain 52,000 preferred shares, first class, serie "A"; (*b*) 100,000 preferred shares second class, of a nominal value of $50 each; (*c*) 780,000 class "A" shares without nominal value; (*d*) 100,000 class "B" shares without nominal value; (*e*) class "A" shares and

actions classe « B » sans valeur nominale; *e*) les actions classe « A » et les actions classe « B » peuvent être émises et réparties pour une considération totale n'excédant pas $5,000,000.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

12975-o 10806-52 — 1294/117

Letang (1964) inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 25e jour d'octobre 1965, à la compagnie « Ferronnerie Letang (1964) inc. — Letang Hardware (1964) Inc. », constituée par lettres patentes en date du 28e jour de mai 1964, changeant son nom en celui de « Letang (1964) inc. ».

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

12975-o 2349-64 — 1295/49

Little Trout Holdings Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 19e jour d'octobre 1965, à la compagnie « Little Trout Holdings Inc. », 1° convertissant ses 50 actions ordinaires d'une valeur au pair de $100 chacune en 50 actions ordinaires sans valeur au pair; 2° augmentant son capital par la création de 400 actions ordinaires sans valeur au pair.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

12975 15406-59 — 1295/50

Malartic Gold Fields (Quebec) Limited

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la Loi des compagnies minières et de la première partie de la Loi des compagnies, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 5e jour d'octobre 1965, autorisant la fusion de « Malartic Gold Fields Limited » (No Personal Liability) et « Bevcon Mines Limited » (No Personal Liability), toutes deux constituées en vertu des dispositions de la Loi des compagnies minières et de la première partie de la Loi des compagnies, par lettres patentes datées, respectivement, du 4 janvier 1935 et du 29 mars 1944, pour les objets suivants:

Prospecter et explorer pour la découverte de mines et minéraux, sous le nom de « Malartic Gold Fields (Quebec) Limited », avec un capital total de $5,000,000, divisé en 5,000,000 d'actions avec une valeur au pair de $1 chacune.

Le siège social de la nouvelle compagnie est situé à la Concession minière 309, rang 9, lot 3, dans le canton de Dubuisson, district judiciaire d'Abitibi.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

12975 4431-65 — 1294/28

Les Placements Terbec ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires,

class "B" shares can be issued and distributed for a total consideration not exceeding $5,000,000.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

12975 10806-52 — 1294/117

Letang (1964) inc.

Notice is hereby given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 25th day of October, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "Ferronnerie Letang (1964) inc. — Letang Hardware (1964) Inc.", incorporated by letters patent dated the 28th day of May, 1964, changing its name to that of "Letang (1964) inc.".

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

12975 2349-64 — 1295/49

Little Trout Holdings Inc.

Notice is hereby given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 19th day of October, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "Little Trout Holdings Inc.", 1. converting its 50 common shares of the par value of $100 each into 50 common shares without par value; 2. increasing its capital by the creation of 400 common shares without par value.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

12975-o 15406-59 — 1295/50

Malartic Gold Fields (Quebec) Limited

Notice is hereby given that, under the provisions of the Mining Companies Act and of Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 5th day of October, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, authorizing the amalgamation of "Malartic Gold Fields Limited" (No Personal Liability) and "Bevcon Mines Limited" (No Personal Liability), both incorporated under the provisions of the Mining Companies Act and of Part I of the Companies Act, by letters patent dated, respectively, January 4, 1935, and March 29, 1944, for the following purposes:

To prospect and explore for mines and minerals, under the name of "Malartic Gold Fields (Quebec) Limited", with a total capital stock of $5,000,000, divided into 5,000,000 shares with a par value of $1 each.

The head office of the new company is situated at Mining Concession 309, range 9, lot 3, in the township of Dubuisson, judicial district of Abitibi.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

12975-o 4431-65 — 1294/28

Les Placements Terbec ltée

Notice is hereby given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 18th day of October, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor

en date du 18e jour d'octobre 1965, à la compagnie « Les Placements Terbec ltée », augmentant son capital de $100,000 à $200,000, le capital-actions additionnel étant divisé en 2,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 8,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

12975-o 4095-64 — 1295/15

of the Province of Quebec, to "Les Placements Terbec ltée", increasing its capital from $100,000 to $200,000, the additional capital shares being divided into 2,000 common shares of $10 each and into 8,000 preferred shares of $10 each.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

12975 4095-64 — 1295/15

Les Produits de sécurité Belco (Québec) ltée
Belco Safety Products (Quebec) Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 25e jour d'octobre 1965, à la compagnie « Belco Safety Products (Quebec) Ltd. », constituée par lettres patentes en date du 12e jour d'août 1965, changeant son nom en celui de « Les Produits de sécurité Belco (Québec) ltée — Belco Safety Products (Quebec) Ltd.".

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

12975 3513-65 — 1295/53

Les Produits de sécurité Belco (Québec) ltée
Belco Safety Products (Quebec) Ltd.

Notice is hereby given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 25th day of October, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "Belco Safety Products (Quebec) Ltd.", incorporated by letters patent dated the 12th day of August, 1965, changing its name to that of "Les Produits de sécurité Belco (Québec) ltée — Belco Safety Products (Quebec) Ltd.".

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

12975-o 3513-65 — 1295/53

Progress Brand Clothes Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 6e jour d'octobre 1965, à la compagnie « Progress Brand Clothes Inc. », 1° réduisant son capital par l'annulation de 200 actions privilégiées de $100 chacune; 2° augmentant son capital par la création de 4,000 secondes actions privilégiées d'une valeur de $1 chacune; 3° changeant ses 2,300 actions privilégiées existantes d'une valeur au pair de $100 chacune en 2,300 premières actions privilégiées d'une valeur au pair de $100 chacune.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

12975 1509-32 — 1295/17

Progress Brand Clothes Inc.

Notice is hereby given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 6th day of October, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "Progress Brand Clothes Inc.", 1. reducing its capital by the cancellation of 200 preferred shares of $100 each; 2. increasing its capital by the creation of 4,000 second preferred shares of a par value of $1 each; 3. changing its 2,300 existing prefered shares of a par value of $100 each into 2,300 first preferred shares of a par value of $100 each.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

12975-o 1509-32 — 1295/17

Provincial Transport Company
La Compagnie de Transport Provinciale

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 8e jour d'octobre 1965, à la compagnie « Provincial Transport Company — La Compagnie de Transport Provinciale », diminuant son capital par l'annulation de 17,002 actions privilégiées d'une valeur au pair de $50 chacune.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

12975 2256-28 — 1295/18

Provincial Transport Company
La Compagnie de Transport Provinciale

Notice is hereby given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 8th day of October, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "Provincial Transport Company — La Compagnie de Transport Provinciale", reducing its capital by the cancellation of 17,002 preferred shares of a par value of $50 each.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

12975-o 2256-28 — 1295/18

Société de manutention de marchandises en vrac — Somavrac inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 7e jour de septembre 1965, à la « Société de manutention de marchandises en vrac — Somavrac inc. », étendant ses pouvoirs.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

12975-o 1915-63 — 1295/19

Société de manutention de marchandises en vrac — Somavrac inc.

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 7th day of September, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "Société de manutention de marchandises en vrac — Somavrac inc.", extending its powers.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

12975 1915-63 — 1295/19

Les Tricots Grand'Mère inc.
Grand'Mère Knits Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 20e jour d'octobre 1965, à la compagnie « Les Tricots Grand'Mère inc.— Grand' Mère Knits Inc. », 1° réduisant son capital de $20,000 à $18,040, par l'annulation de 196 actions ordinaires de $10 chacune; 2° augmentant son capital de $18,040 à $20,000, par la création de 196 actions ordinaires de $10 chacune.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

12975-o 1214-64 — 1295/59

Les Tuyaux Vibrés incorporée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 15e jour d'octobre 1965, à la compagnie « Les Tuyaux Vibrés incorporée », étendant ses pouvoirs.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

12975-o 3105-50 — 1295/22

Les Tricots Grand'Mère inc.
Grand'Mère Knits Inc.

Notice is hereby given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 20th day of October, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "Les Tricots Grand' Mère inc.— Grand'Mère Knits Inc.", 1. reducing its capital stock from $20,000 to $18,040, by the cancellation of 196 common shares of $10 each; 2. increasing its capital stock from $18,040 to $20,000, by the creation of 196 common shares of $10 each.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

12975 1214-64 — 1295/59

Les Tuyaux Vibrés incorporée

Notice is hereby given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 15th day of October, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "Les Tuyaux Vibrés incorporée", extending its powers.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

12975 3105-50 — 1295/22

Arrêtés en Conseil

Arrêté en conseil
Chambre du Conseil Exécutif

Numéro 2193

Québec, le 3 novembre 1965.

Présent: Le lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT le système de pièces justificatives, la vérification des livres et documents et la Loi de la taxe sur les repas et l'hôtellerie (chapitre 73, Statuts refondus de Québec 1964 et amendements).

ATTENDU QU'en vertu de l'article 10 de la Loi de la taxe sur les repas et l'hôtellerie (chapitre 73, Statuts refondus de Québec 1964 et amendements) le lieutenant-gouverneur en conseil peut faire des règlements concernant le système de pièces justificatives et la vérification des livres et documents;

ATTENDU QU'il y a lieu de modifier le règlement décrété par l'arrêté en conseil numéro 1334, du 16 août 1962.

IL EST ORDONNÉ en conséquence, sur la proposition du Ministre du revenu:

QUE le règlement concernant la Loi de la taxe sur les repas et l'hôtellerie, décrété par l'arrêté en conseil numéro 1334, du 16 août 1962, soit remplacé par le règlement suivant:

« Règlement concernant la taxe sur les repas et l'hôtellerie, la forme, l'emploi et la vérification des pièces justificatives. »

1. *Définitions:* Dans le présent règlement:

a) Le mot « note » signifie le document ou la feuille contenant l'état des sommes que doit payer quelqu'un pour les repas et/ou les boissons alcooliques qui lui ont été servis et/ou le logement fourni dans un établissement visé par l'article 1 de la Loi de la taxe sur les repas et l'hôtellerie;

b) Le mot « directeur » signifie le chef de la division du ministère du revenu affecté à l'ad-

Orders in Council

Order in Council
Executive Council Chamber

Number 2193

Quebec, November 3, 1965.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING the system of vouchers, the auditing of books and documents and the Meals and Hotels Tax Act (R.S.Q. 1964, ch. 73 and amendments).

WHEREAS under section 10 of the Meals and Hotels Tax Act (R.S.Q. 1964, ch. 73 and amendments) the Lieutenant-Governor in Council may make regulations concerning the system of vouchers and the auditing of books and documents;

WHEREAS it is necessary to amend the regulations enacted by Order in Council number 1334 of August 16th, 1962.

WHEEFORE, IT IS ORDERED, upon the recommendation of the Minister of Revenue:

THAT the regulations concerning the Meals and Hotels Tax Act enacted by Order in Council number 1334 of August 16th, 1962, be superseded by the following regulations:

"Regulations concerning the meals and hotels tax, the form, the use and the auditing of vouchers."

1. *Definitions:* In the present regulations:

(*a*) The word "check" means the document or the statements indicating the amounts which one must pay for the meals and/or the alcoholic beverages which have been served and/or the lodging furnished in an establishment as defined in section 1 of the Meals and Hotels Tax Act;

(*b*) The word "director" means the head of the Service of the Department of Revenue assi-

ministration de la Loi de la taxe sur les repas et l'hôtellerie;

c) Le mot « numérotage » signifie l'action d'imprimer d'avance et dans un ordre consécutif un numéro sur chaque note à l'usage d'un établissement, tel numérotage ayant été au préalable contrôlé et approuvé par le directeur;

2. *Forme et contenu de la note:* La note du prix des repas, des boissons alcooliques et/ou du logement fourni, requise par la Loi concernant la taxe sur les repas et l'hôtellerie, peut être sur papier ou sur carton et doit comprendre ce qui suit:

a) *Un numérotage consécutif imprimé sur chaque pièce:* ce numérotage doit être établi et contrôlé par le directeur;

b) *La date de la rédaction de la note:* qui doit être celle du jour où les repas et/ou les boissons sont servis, et/ou le logement est fourni;

c) *Le prix des repas et/ou des boissons alcooliques et/ou du logement:* Ce prix peut être marqué au crayon. Lorsque ce prix est imprimé d'avance, il peut être marqué au crayon ou au moyen d'un poinçon par une indication vis-à-vis des prix des item servis et/ou fournis;

d) *Le montant de la taxe:* Ce montant peut être marqué au crayon. Lorsque ce montant est imprimé d'avance, il peut être indique par une marque au crayon ou au moyen d'un poinçon vis-à-vis du montant de la taxe payable;

3. *Préparation de la note:* Règle générale, une note doit être remplie pour chaque personne prenant un repas, des boissons alcooliques, ou logeant dans un établissement visé par l'article 1 de la présente Loi:

a) Toute note remplie doit indiquer le prix du repas y compris le prix des breuvages et le prix des boissons alcooliques et le montant de la taxe. Si le repas d'une personne est composé d'aliments et/ou de breuvages et/ou de boissons alcooliques dont le prix est payé au fur et à mesure qu'ils sont consommés, le total des prix ainsi payés constitue vingt-cinq cents ou plus, la taxe est exigible. Il est entendu que les boissons alcooliques sont taxées quel que soit le prix payé;

b) Lorsqu'un repas comprend des boissons alcooliques et que le prix de ce repas et de la boisson est d'un dollar et vingt-cinq cents ou plus, le prix total est assujetti à la taxe; lorsque le prix du repas et celui de la boisson n'excède pas un dollar et vingt-cinq cents, seul le prix de la boisson est assujetti à la taxe;

Si une personne paie les repas et/ou les boissons alcooliques pris par plusieurs personnes, une seule note peut être émise pour tous ces repas ou boissons alcooliques. Lorsque plusieurs notes ont été émises pour plusieurs personnes et payées par une seule personne, la taxe payable se calcule séparément sur le prix de chaque note, quel qu'en soit le montant;

c) Une note doit également être complétée pour le logement fourni quel que soit le prix payé;

d) Si un membre d'un club ne paie son compte que périodiquement et que ce club tienne les comptes d'une manière approuvée par le directeur, le compte de ce membre, pour les repas, les boissons alcooliques et le logement qui lui sont chargés durant la période, peut tenir lieu de note.

gned to the administration of the Meals and Hotels Tax Act;

(*c*) The word "numbering" means the act of printing in advance and in a consecutive order a number on each check in use in an establishment, such numbering having beforehand been controlled and approved by the Director.

2. *Form and contents of the check:* The check for the price of the meals and alcoholic beverages and/or lodging required by the Meals and Hotels Tax Act may be on paper or on cardboard and must include the following:

(*a*) *A consecutive numbering printed on each check:* such numbering must be set and controlled by the Director;

(*b*) *The date of writing up of the check:* which must be that of the day when the meals and/or alcoholic beverages are served, and/or when the lodging is furnished;

(*c*) *The price of the meals and/or alcoholic beverages and/or lodging:* the amount may be written with a pencil. When this amount is printed beforehand, a pencil or punch mark may be made next to the prices of the items served and/or furnished;

(*d*) *The amount of the tax:* This amount may be written with a pencil. When this amount is printed beforehand, a pencil or punch mark may be made next to the amount of tax payable.

3. *Writing up of the check:* As a general rule, a check must be issued for each person taking a meal, alcoholic beverages or lodging in an establishment as defined in section 1 of this act:

(*a*) Every check issued muat indicate the price of the meal including the price of the beverages and the price of the alcoholic beverages and the amount of the tax. If the meal of a person consists of food and/or beverages and/or alcoholic beverages, which are paid for as they are consumed, the total amount so paid constitutes the price of the meal and if the total is one dollar and twenty-five cents or more, the tax is exigible. It is understood that the alcoholic beverages are taxed whatever the price paid may be;

(*b*) When a meal includes alcoholic beverages and when the price of such meal and alcoholic beverages is one dollar and twenty-five cents or more, the total price is subject to the tax; when the price of the meal and the alcoholic beverages does not exceed one dollar and twenty-five cents, only the price of the alcoholic beverages is subject to the tax.

If a person pays for the meals and/or the alcoholic beverages consumed by several persons, a single check may be issued for all those meals and/or alcoholic beverages. When several checks have been issued for several persons and paid for by only one person, the tax payable is computed separately on the amount of each check, whatever the amount may be.

(*c*) A check must also be completed for the lodging furnished, whatever the price paid;

(*d*) If a member of a club mays his bill only periodically and if this club has a bookkeeping system approved by the Director, the member's statement for meals, alcoholic beverages and and lodging charged to his account for the period may stand for the check.

4. *Provenance des notes en blanc:* Les notes en blanc qui doivent servir dans un établissement sont fournies gratuitement, par le Service de la taxe sur les repas et l'hôtellerie, à la personne qui tient un établissement, à moins que cette dernière les fournisse elle-même.

Un établissement qui désire faire imprimer des notes selon ses spécifications, doit soumettre au directeur de Service une demande à cet effet, dans laquelle il doit être mentionné la quantité de notes à imprimer, les numéros utilisés, le nom et l'adresse de l'imprimeur. Le projet des notes doit être conforme aux exigences du présent règlement. Un spécimen de la note projetée doit être soumis au directeur de Service. Un établissement ne peut utiliser ses propres notes sans l'autorisation écrite du directeur.

5. *La note:* a) doit avoir été préparée par la parsonne qui tient l'établissement ou par ses employés, dûment autorisés à ce faire;

b) ne doit servir qu'une seule fois;

c) ne doit servir à aucune autre fin que celles indiquées par la loi et le présent règlement;

d) doit être conservée par la personne qui tient l'établissement jusqu'à ce que sa destruction en ait été autorisée par le sous-ministre du revenu;

e) ne doit pas servir de reçu;

6. *Pensionnaire:* Dans le cas d'un pensionnaire dont le prix de la pension est fixé à un montant global incluant repas, boissons alcooliques et logement, la taxe s'applique sur le montant total demandé, à moins que le contrat n'indique séparément le prix de chaque repas et dans ce cas, seuls les repas de $1.25 et plus, les boissons alcooliques et le logement sont soumis à la taxe.

7. *Comptabilité à tenir:* Les détenteurs de plusieurs permis de la Régie des Alcools du Québec, soit les établissements visés au paragraphe 1 de l'article 1 de la Loi, qui exploitent plusieurs permis de la Régie des Alcools du Québec, doivent tenir une comptabilité séparée des ventes faites en vertu de chaque permis;

8. *Documents à conserver pour fins de vérification:* La personne qui tient un établissement visé par l'article 1 de la Loi de la taxe sur les repas et l'hôtellerie est tenue d'y recevoir le vérificateur du Ministère du revenu. Elle doit également produire les livres, documents et les états financiers requis pour la vérification;

a) Tout établissement doit garder à sa principale place d'affaires dans la province de Québec, un système de comptabilité et documents complets permettant aux officiers du Ministère du revenu, agissant en vertu des dispositions de l'article 10 de la Loi de la taxe sur les repas et l'hôtellerie, de contrôler le montant de la taxe perçue, ainsi que l'exactitude des remises faites;

b) En ce qui a trait aux achats, avoir en sa possession des livres et des documents permettant de contrôler le détail de tous et chacun des achats pour fins de revente, payés et non payés;

c) En ce qui a trait aux ventes, avoir en sa possession des livres et des documents permettant de contrôler:

1° le détail de toutes et chacune des ventes indiquant le prix au comptant ou à crédit, qu'elles soient assujetties ou non à la taxe; en conséquence elle doit garder toutes les notes qui indiquent le prix d'un repas et/ou des boissons alcooliques et/ou du logement fourni, quel qu'en soit le montant indiqué sur chaque note, et doit produire toutes et chacune de ces notes à ce vérificateur;

4. *Supply of blank checks:* Blank checks which must be used in an establishment are supplied free of charge by the Meals and Hotels Tax Service to the person operating an establishment, unless the latter supplies his own.

An establishment wishing to print its checks according to its own specifications, must submit to the Director of the Service a request to that effect, mentioning the quantity of checks to be printed, the numbers used, the name and address of the printer. The draft form of the checks must meet with the requirements of the present regulations. A draft of the check to be printed must be submitted to the Director of the Service. An establishment cannot use its own checks without the written consent of the Director;

5. *The check:* (*a*) must have been prepared by the person operating the establishment or by one of his duly authorized employees;

(*b*) must be used only once;

(*c*) must not be used for any other purposes than those mentioned in the act and the present regulations;

(*d*) must be kept by the person operating the establishment until its destruction has been authorized by the Deputy Minister of Revenue;

(*e*) must not serve as a receipt.

6. *Boarder:* In the case of a boarder where the payment for board is a fixed total amount including meals, alcoholic beverages and lodging, the tax applies to such a total amount, unless the contract indicates the cost of each meal separately, in which case only the meals listed at one dollar and twenty-five cents or more, the alcoholic beverages and lodging are subject to the tax.

7. *Bookkeeping:* The holders of several licenses from the Quebec Liquor Board, i.e. the establishments referred to in paragraph 1 of section 1 of the act, operating several licenses from the Quebec Liquor Board, must keep a separate set of books for sales made under each license;

8. *Documents to be kept for auditing purposes:* The operator of an establishment referred to in section 1 of the Meals and Hotels Tax Act has to receive the auditor of the Department of Revenue. He must also produce all books, documents and financial statements required for auditing purposes;

(*a*) Any establishment must keep at its principal place of business in the Province of Quebec an accounting system and complete set of documents allowing the officers of the Department of Revenue acting under the provisions of section 10 of the Meals and Hotels Tax Act to verify the amount of the tax collected as well as the accuracy of the remittances made;

(*b*) As regards purchases, retain in his possession the books and documents allowing the detailed audit of all purchases made for resale, whether paid or unpaid;

(*c*) As regards sales, keep in his possession the books and documents allowing the audit:

1. of the details of each and every sale, indicating the price made for cash or on credit, whether or not they are subject to the tax; consequently, he must keep all the checks indicating the price of a meal and/or alcoholic beverages and/or lodging, whatever the amount shown on the check may be, and must produce them to the auditor;

2° le détail de toutes et chacune des ventes effectuées au comptant ou à crédit, faites à des personnes qui achètent pour fins de revente, ainsi que le nom, l'adresse et le numéro d'enregistrement de chacune de ces personnes;

d) Tout établissement doit garder en sa possession toutes les factures d'achats, factures de ventes, connaissements, reçus de livraison, chèques annulés, lettres, états de comptes, états financiers et tous autres livres et documents permettant aux vérificateurs du Service de la taxe sur les repas et l'hôtellerie de contrôler le montant des taxes perçues pour chaque vente, ainsi que l'exactitude des remises faites par les personnes qui agissent comme mandataires du Ministre du revenu de la province. On ne devra détruire aucun de ces livres ou documents à moins d'obtenir l'autorisation écrite du sous-ministre du revenu de la province;

e) Tout établissement doit tenir ses livres au jour le jour et de façon à pouvoir donner tous les renseignemants ci-dessus exigés;

9. Le présent règlement remplace l'arrêté en conseil numéro 1334 du 16 août 1962.

Copie conforme.

Le Greffier du Conseil Exécutif,
JACQUES PRÉMONT.

12983-o

2. of the details of each cash or credit sale made to persons purchasing for resale, their respective name, address and registration number;

(*d*) Any establishment must keep in its possession all bills of purchases, bills of sales, bills of lading, delivery receipts, cancelled cheques, letters, invoices, financial statements and all other books and documents allowing the auditors of the Meals and Hotels Tax Service to verify the amount of tax collected for each sale and also the accuracy of the remittances made by the persons acting as agents of the Minister of Revenue of the Province. None of these books or documents may be destroyed without the written consent of the Deputy Minister of Revenue of the Province of Quebec;

(*e*) Any establishment must keep its books from day to day in order to be able to give all the information required above.

9. There regulations supersede Order in Council number 1334 of August 16th, 1962.

True copy.

JACQUES PRÉMONT,
Clerk of the Executive Council.

12983-o

Arrêté en conseil
Chambre du Conseil Exécutif

Numéro 2271

Québec, le 17 novembre 1965.

Présent: Le lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT la déclaration d'un arrondissement historique au Québec.

ATTENDU QU'à une assemblée de la Commission des Monuments historiques du Québec tenue à 1530, boulevard de l'Entente, Québec, le 27 septembre 1965, à quatorze heures quinze, la Commission des Monuments historiques a décidé de recommander au lieutenant-gouverneur en conseil de déclarer « Arrondissement historique », cette partie de la cité de Charlesbourg ci-dessous décrite:

ATTENDU QU'une copie de la recommandation de la Commission a été transmise au greffier de la municipalité de Charlesbourg le 30 septembre 1965;

ATTENDU QU'un avis de cette recommendation a été publié dans la *Gazette officielle de Québec* du 9 octobre 1965, sous le numéro 12379-o et à la page 5372 de ladite Gazette.

IL EST ORDONNÉ en conséquence, sur la proposition du ministre des Affaires culturelles:

QUE soit déclarée « Arrondissement historique » cette partie de la municipalité de la cité de Charlesbourg ci-après décrite, à savoir:

La ligne séparant les lots 311-A et 311-A-2 et son prolongement à la ligne centrale de la Première Avenue;

La limite sud du lot 311-4-1;

La ligne séparative des lots 312 et 311-4-1;

La limite sud du lot 312-152;

La limite sud du lot 313-108 et son prolongement jusqu'à la ligne centrale de l'Avenue de l'O.T.J.;

La ligne centrale de ladite Avenue de l'O.T.J. jusqu'au prolongement de la limite sud du lot 315-11;

La limite sud du lot 315-11 et son prolongement jusqu'à la ligne prolongée de la limite ouest du lot 318;

Order in Council
Executive Council Chamber

Number 2271

Québec, November 17, 1965.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING the declaration of an "Arrondissement historique" in Québec.

WHEREAS at a meeting of the Québec Historic Monuments Commission, held at 1530 de l'Entente Boulevard, Québec, on September 27, 1965, at fourteen hundred hours and fifteen minutes, the Historic Monuments Commission decided to recommend to the Lieutenant-Governor in Council that he declare "Arrondissement historique" that part of the city of Charlesbourg hereunder described:

WHEREAS a copy of the recommendation of the Commission has been transmitted to the clerk of the municipality of Charlesbourg on September 30, 1965;

WHEREAS a notice of this recommendation has been published in the *Quebec Official Gazette* on October 9, 1965, under number 12379-o and on page 5372 of the said Gazette.

CONSEQUENTLY, IT IS ORDAINED, on the proposition of the Minister of Cultural Affairs:

THAT this part of the municipality of the city of Charlesbourg hereafter described be declared "Arrondissement historique", to wit:

The line separating lots 311-A and 311-A-2 and its extension to the center line of First Avenue;

The south limit of 311-4-1;

The line separating lots 312 and 311-4-1;

The south limit of lot 312-152;

The south limit of lot 313-108 and its extension as far as the center line of O.T.J. Avenue;

The center line of said O.T.J. Avenue as far as the extension of the south limit of lot 315-11;

The south limit of lot 315-11 and its extension as far as the extended line of the west boundary of lot 318;

La limite sud-ouest du lot 318 ainsi que son prolongement vers le sud jusqu'à la ligne prolongée de la limite sud du lot 315-11;

Une ligne raccordant la limite en profondeur des lots 318 et 319-1 à travers le lot 319-2;

La limite ouest du lot 319-1;

La ligne séparant les lots 320-1 et 319;

La ligne séparative des lots 320-1 et 320-2 ainsi que son prolongement à travers la 80ème Rue-Ouest;

La limite nord de la 80ème Rue-Ouest en front du lot 326;

Une ligne sectionnant les lots 326, 364, 365 à cent quarante pieds (140′) au sud-ouest du Trait-Carré;

La ligne séparative des lots 365 et 366 jusqu'à un point situé à cinq cent pieds (500′) à l'ouest du Trait-Carré;

Une ligne sectionnant les lots 366, 367, 368 et 369 à une profondeur de cinq cent pieds (500′) à ses extrémités sud et nord;

Une ligne traversant le lot 371 à une profondeur de cinq cent pieds (500′) à ses extrémités sud et nord;

La ligne des lots 371 et 374;

Une ligne sectionnant les lots originaires 374, 375, 376, 377, 378, 379, 380 et 381-53 en passant sur le côté sud de la rue connue sous les Nos: 376-17, 377-23, 378-24, 379-100;

La ligne des lots 381-53 et 385;

La limite nord du lot 382-1;

La limite nord du lot 384 et son prolongement jusqu'à l'alignement est de la Première Avenue;

Le côté est de la Première Avenue en front des lots 665, 662-3, 662-3-3, 662-3-2, 662-3-1 non subdivisée;

L'alignement sud de la 83ème Rue-Est et son prolongement à la ligne centrale du boulevard Henri Bourassa;

La ligne centrale du Boulevard Henri Bourassa;

La ligne centrale de la 80ème Rue-Est;

La limite ouest du lot 675-6 et son prolongement à la ligne centrale de la 80ème Rue-Est;

La limite est des lots 676, 677-30;

La limite sud du lot 677-30 et son prolongement à la ligne centrale du boulevard Henri Bourassa;

La ligne centrale du Boulevard Henri Bourassa;

La ligne centrale de la 76ème Rue-Est;

Les limites nord-est et nord-ouest du lot 684-80-2;

La limite nord-ouest du lot 684-A-1;

Une ligne traversant l'Avenue Loyola entre le coin nord-ouest du lot 684-A-1 et la ligne centrale de la 77ème Rue-Est;

La ligne centrale de la 77ème Rue-Est jusqu'à son prolongement à la ligne centrale de la Première Avenue;

La ligne centrale de la Première Avenue jusqu'au point de départ.

Copie conforme.

Le Greffier du Conseil Exécutif,

13015-o JACQUES PRÉMONT.

Arrêté en conseil
Chambre du Conseil Exécutif

Numéro 2321

Section « A »

Québec, le 24 novembre 1965.

Présent: Le lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT des corrections au décret numéro 2273 du 17 novembre 1965, relatif aux métiers

The southwest limit of lot 318 as well as its extension towards the south as far as the extended line of the south boundary of lot 315-11;

A line connecting the limit, in depth, of lots 318 and 319-1 across lot 319-2;

The west boundary of lot 319-1;

The line separating lots 320-1 and 319;

The line separating lots 320-1 and 320-2 as well as its extension across 80th St. West;

The north boundary of 80th St. West in front of lot 326;

A line sectioning lots 326, 364, 365 at one hundred and forty feet (140′) southwest of the Trait-Carré;

The line separating lots 365 and 366 as far as a point situated five hundred feet (500′) west of the Trait-Carré;

A line sectioning lots 366, 367, 368 and 369 at a depth of five hundred feet (500′) of its south and north ends;

A line crossing lot 371 at a depth of five hundred feet (500′) of its south and north ends;

The line of lots 371 and 374;

A line sectioning original lots 374, 375, 376, 377, 378, 379, 380 and 381-53 passing on the south side of the street known under Nos. 376-17, 377-23, 378-24, 379-100;

The line of lots 381-53 and 385;

The north boundary of lot 382-1;

The north limit of lot 384 and its extension as far as the east alignment of First Avenue;

The east side of First Avenue in front of lots 665, 662-3, 662-3-3, 662-3-2, 662-3-1, unsubdivided;

The south alignment of 83rd St. East and its extension to the center line of Henri Bourassa Boulevard;

The center line of Henri Bourassa Boulevard;

The center line of 80th St. East;

The west boundary of lot 675-6 and its extension to the center line of 80th St. East;

The least boundary of lots 676, 677-30;

The south limit of lot 677-30 and its extension to the center line of Henri Bourassa Boulevard;

The center line of Henri Bourassa Boulevard;

The center line of 76th St. East;

The northeast and northwest boundaries of lot 684-80-2;

The northwest limit of lot 684-A-1;

A line crossing Loyola Avenue between the northwest corner of lot 684-A-1 and the center line of 77th St. East;

The center line of 77th St. East as far as its extension to the center line of First Avenue;

The center line of First Avenue as far as the starting point.

True copy.

JACQUES PRÉMONT,

13015 *Clerk of the Executive Council.*

Order in Council
Executive Council Chamber

Number 2321

Section "A"

Québec, November 24, 1965.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING corrections to decree number 2273 of November 17, 1965, respecting the Buil-

du bâtiment dans les comtés de Terrebonne, Labelle, Argenteuil et Deux-Montagnes.

IL EST ORDONNÉ, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail:

QUE le décret numéro 2273 du 17 novembre 1965, relatif aux métiers du bâtiment dans les comtés de Terrebonne, Labelle, Argenteuil et Deux-Montagnes, soit corrigé comme suit:

1° Les mots « à vapeur » apparaissant au 5e alinéa du paragraphe « *b* » de l'article II, sont radiés.

2° Les mots « à l'exception de ceux mentionnés à l'article III-A », apparaissant au paragraphe « *f* » de l'article XI, sont radiés.

Le Greffier du Conseil Exécutif,
12994-o JACQUES PRÉMONT.

ding trades in Terrebonne, Labelle, Argenteuil and Deux-Montagnes counties.

IT IS ORDAINED, upon the recommendation of the Honourable Minister of Labour:

THAT decree number 2273 of November 17, 1965, respecting the Building trades in Terrebonne, Labelle, Argenteuil and Deaux-Montagnes counties, be corrected as follows:

1. In the fifth paragraph, subsection "*b*" section II, the works "using steam engines" are deleted.

2. In subsection "*f*" of section XI, the words "With the exception of those mentioned in section III-A" are deleted.

JACQUES PRÉMONT,
12994-o *Clerk of the Executive Council.*

Ministère du Travail

Avis de modification

Barbier — Québec

L'honorable Carrier Fortin, ministre du Travail, donne avis par les présentes que conformément aux dispositions de la Loi des décrets de convention collective (S.R.Q. 1964, chapitre 143), que des parties contractantes à la convention collective de travail relative aux métiers de coiffeur pour hommes et coiffeurs pour dames dans la région de Québec, rendue obligatoire par le décret, numéro 44 du 14 janvier 1954 et amendements, lui ont présenté une requête à l'effet de soumettre à l'appréciation et à la décision du lieutenant-gouverneur en conseil les modifications suivantes audit décret:

1° À l'article 102, la zone II-*d* sera remplacée par la suivante:

« *d*) La cité de Rivière-du-Loup et un rayon de cinq (5) milles de ses limites, la ville de Trois-Pistoles et un rayon de cinq (5) milles de ses limites, Saint-Georges-de-Cacouna, L'Isle-Verte, Notre-Dame-du-Lac, Saint-Louis du Ha-Ha, Sainte-Rose-du-Dégelé, Cabano et un rayon de deux (2) milles de leurs limites, Saint-Joseph-de-la-Rivière-Bleue, Saint-Pierre d'Estcourt, Saint-David d'Estcourt, Saint-Marc-du-Lac-Long et Notre-Dame-du-Portage. »

2° À l'article 102, une nouvelle zone II-*dd* sera ajoutée comme suit:

« *dd*) Sainte-Anne-de-la-Pocatière, Saint-André, Andréville, Saint-Pacôme, Saint-Pascal, Saint-Philippe-de-Néri et Saint-Alexandre. »

3° Le paragraphe « *a* » de l'article 103 sera remplacé par le suivant:

« 103. *Jours chômés: a*) Les jours de fêtes chômés sont les suivants pour les coiffeurs pour hommes: le Premier de l'An, le deux janvier, l'Épiphanie, l'Ascension, la Saint-Jean-Baptiste, le premier juillet (Confédération), la fête du Travail, la Toussaint, l'Immaculée-Conception, la Noël et le 26 décembre »

4° La première phrase de l'article 113-A sera modifié en ajoutant après les mots: « Chez les coiffeurs pour hommes », les mots: « des zones I-A et I-B ».

5° La paragraphe 2 de l'article 113-A sera remplacé par le suivant:

« 2) Ces jours de congé additionnels sont accordés entre le 1er mai et le 1er novembre, sauf s'il y a entente entre l'employeur et l'employé pour une période autre que celle ci-dessus mentionnée, mais qui ne decre pas dépasser le 30

Department of Labour

Notice of amendment

Barbers — Québec

Pursuant to the provisions of the Collective Agreement Decrees Act (Revised Statutes of Québec 1964, chapter 143), the Honourable Carrier Fortin, Minister of Labour, hereby gives notice that the contracting parties to the collective labour agreement respecting the Men's and Ladies' Hairdressing trade in the Québec region (made binding by decree number 44 of January 14, 1954 and amendments) have petitioned him to submit the following amendments to the said decree to the consideration and decision of the Lieutenant-Governor in Council:

1. In section 102, zone II-*d* will be superseded by the following:

"(*d*) The city of Rivière-du-Loup and a 5-mile radius from its limits; the town of Trois-Pistoles and a 5-mile radius from its limits; Saint Georges de Cacouna, L'Isle Verte, Notre-Dame du Lac, Saint Louis du Ha-Ha, Sainte Rose du Dégelé, Cabano and a 2-mile radius from their limits; Saint Joseph de la Rivière Bleue, Saint Pierre d'Estcourt, Saint David d'Estcourt, Saint Marc du Lac Long and Notre-Dame du Portage."

2. In section 102, a new zone "II-*dd*" will be added as follows:

"(*dd*) Sainte Anne de la Pocatière, Saint André, Andréville, Saint Pacôme, Saint Pascal, Saint Philippe de Néri and Saint Alexandre."

3. Subsection "*a*" of section 103 will be replaced by the following:

"103. *Non-working days:* (*a*) New Year's Day, January 2nd, Epiphany Day, Ascension Day, Saint John the Baptist Day, July 1st (Canada Day), Labour Day, All Saints' Day, Immaculate Conception Day, Christmas and December 26th are non-working days for men's hairdressers."

4. The first sentence of section 113-A will be amended by the addition of the words "of zones I-A and I-B" after the words "For men's hairdressers".

5. Subsection 2 of section 113-A will be replaced by the following:

"(2) Such additional holidays shall be granted between May 1st and November 1st unless otherwise agreed between employer and employee, but shall not go beyond the next April 30th, Such additional holidays may be given separately or

avril suivant. Ces jours de congé additionnels pourront être octroyés séparément ou consécutivement et l'employeur pourra imputer à ce titre les absences pour cause de maladie ou autres causes. »

6° L'article 113-B sera modifié en ajoutant après les mots: « Chez les coiffeurs pour dames », les mots: « de la zone I ».

7° Le taux de salaire de l'employé régulier, remplaçant ou temporaire apparaissant à l'article 123, paragraphe « *a* » pour les zones I-A et I-B sera remplacé par le suivant:

« *a*) *Salaires*:	*Par semaine*
Employé régulier:	
Catégorie « A »	$54.00
Catégorie « B »	50.00
	Par jour
Remplaçant ou employé temporaire	10.00 »

8° À l'article 123, paragraphe « *a* », les mots: « Dispositions spéciales applicables aux zones II-*b* (Mégantic) et II-*e* (Rimouski) » et l'échelle des salaires seront remplacés par les suivants:

« *Dispositions spéciales applicables à la zone II-b (Mégantic):*

	Par semaine
Employé régulier:	
Catégorie « A »	$50.00
Catégorie « B »	46.00
Apprenti:	
1ère année	15.00
de 13 à 18 mois inclusivement	20.00
de 19 à 24 mois inclusivement	25.00
de 25 à 30 mois inclusivement	30.00
de 31 à 36 mois inclusivement	35.00 »

9° Le paragraphe « *b* » de l'article 123 sera remplacé par le suivant:

« *b*) *Commission:* L'employé régulier, temporaire ou remplaçant et l'apprenti ont également droit à une commission de 50% des recettes de leur travail dépassant de plus de seize dollars ($16.00) dans les zones I-A et I-B et de plus de douze dollars ($12.00) dans les autres zones, le salaires qu'ils reçoivent, même si tel salaire est supérieur au minimum fizé dans le décret. »

10° Un nouveau paragraphe « *c* » sera ajouté a l'article 123 comme suit:

« *c*) Tout employé des zones I-A et I-B qui, au 31 décembre 1965, reçoit un salaire supérieur à $50.00 par semaine pour la catégorie « A » et $46.00 par semaine pour la catégorie « B », doit toucher une augmentation de $4.00 par semaine. »

11° L'article 124 sera remplacé par le suivant:

« 124. Lorsque le salarié n'effectue pas sa semaine complète de travail, la commission à laquelle il a droit est basée sur les recettes de son travail excédant le salaire gagné de seize dollars ($16.00) dans les zones I-A et I-B et de douze dollars ($12.00) dans les autres zones. »

12° À l'article 125, les heures régulières de travail de la zone I-C seront remplacées par les suivantes:

« *Zone I-C*

Quarante-deux heures et demie (42½) par semaine réparties ainsi:

Le lundi: chômé;

Les mardi, mercredi et jeudi: de 8 h. du matin à 5.30 h. du soir;

Le vendredi: de 8 h. du matin à 8 h. du soir;

Le samedi: de 8 h. du matin à 4 h. de l'après-midi.

6. Section 113-B will be amended by the addition of the words "of zone I" after the words "Ladies' hairdressers".

7. Wage rates for regular, temporary or substituting employees mentioned in section 123, subsection "*a*", for zones I-A and I-B, will be superseded by the following:

"(*a*) *Wages*:	*Per week*
Regular employee:	
Class "A"	$54.00
Class "B"	50.00
	Per day
Temporary or substituting employee	10.00"

8. In section 123, subsection "*a*" the words "Special provisions concerning zones II-*b* (Mégantic) and II-*e* (Rimouski)" together with the wage scale will be superseded by the following:

"*Special provisions applicable to zone II-b (Mégantic):*

Regular employee:	*Per week*
Class "A"	$50.00
Class "B"	46.00
Apprentice:	
1st year	15.00
from 13 to 18 months inclusively	20.00
from 19 to 24 months inclusively	25.00
from 25 to 30 months inclusively	30.00
from 31 to 36 months inclusively	35.00"

9. Subsection "*b*" of section 123 will be replaced by the following:

"(*b*) *Commission:* Regular, temporary and substituting employees as well as apprentices are entitled to a 50% commission on the receipts of their work exceeding their salary by sixteen dollard ($16.00) in zones I-A and I-B and by twelve dollars ($12.00) in the other zones, even though such salary may be higher than the minimum herein laid down."

10. The following new subsection "*c*" will be added to section 123:

"(*c*) Employees of zones I-A and I-B who, on December 31, 1965, receive more than $50.00 a week (Class "A" and $46.00 a week (Class "B"), shall receive a $4.00 a week raise."

11. Section 124 will be superseded by the following:

"124. When an employee does not work the entire week, the commission to which he is entitled is based on the receipts of his work exceeding the wages earned by sixteen dollars ($16.00) in zones I-A and I-B and by twelve dollars ($12.00) in the other zones."

12. In section 125, the standard working hours for zone I-C will be superseded by the following:

"*Zone I-C*

Forty-two and one-half (42½) hours a week scheduled as follows:

Monday; non-working day;

Tuesday, Wednesday and Thursday: 8:00 a.m. to 5:30 p.m.;

Friday: 8:00 a.m. to 8:00 p.m.;

Saturday: 8:00 a.m. to 4:00 p.m.

Exception: Cependant, durant les mois de juin, juillet et août, les heures de travail seront de 8 h. du matin à midi le samedi. »

13° À l'article 125, les mots « zone II-*dd* » seront ajoutés à « l'exception » de la zone II, après le mot « (Beauce) ».

14° À l'article 125, zone II, une deuxième exception sera ajoutée comme suit:

« Dans la zone II-*f*, la durée du travail sera de quarante-quatre heures et demie (44½) par semaine réparties ainsi:

Le lundi: jour chômé, sauf dans les cas mentionnés à l'article 126;

Les mardi, mercredi, jeudi et samedi: de 8.30 h. du matin à 6 h. du soir;

Le vendredi: de 8.30 h. du matin à 9 h. du soir. »

15° À l'article 125, l'exception suivante sera ajoutée à la zone III:

« Cependant, dans les municipalités situées dans le district électoral de Matapédia, les heures de travail seront les suivantes:

Cinquante et une (51) heures par semaine réparties ainsi:

Le lundi: jour chômé, sauf dans les cas mentionnés à l'article 126;

Les mardi, mercredi et jeudi: de 8 h. du matin à 6 h. du soir;

Les vendredi et samedi: de 8 h. du matin à à 10 h. du soir. »

16° L'article 126 sera remplacé par le suivant:

« 126. Les congés hebdomadaires tombant normalement dans la période de six (6) jours précédant la fête de Noël et le Premier de l'An, seront annulés et les heures ouvrables sont alors celles déterminées habituellement pour le mardi. »

17° L'article 126-A sera biffé.

18° L'article 129 sera modifié en ajoutant à la fin:

« pourvu, dans la zone I-C, que ce travail ne dure pas plus que quarante-cinq (45) minutes ».

19° À l'article 135, paragraphe « *a* », les mots: « Dispositions spéciales applicables aux zones II-*b* (Mégantic) et II-*e* (Rimouski) » et l'échelle des salaires seront remplacés par les suivants:

« *Dispositions spéciales applicables à la zone II-b (Mégantic):*

	Par semaine
Employé régulier:	
Coiffeur, catégories « A » et « B »	$45.00
Apprenti:	
1er semestre	15.00
de 7 à 12 mois inclusivement	18.00
de 13 à 18 mois inclusivement	20.00
de 19 à 24 mois inclusivement	25.00
de 25 à 36 mois inclusivement	30.00»

20° L'exception apparaissant à l'article 136, zone I sera biffée.

21° À l'article 136, les heures régulières de travail de la zone I-C seront remplacées par les suivantes:

« *Zone I-C*

Quarante-cinq (45) heures par semaine réparties ainsi:

Le lundi: chômé;

Les mardi et jeudi: de 9 h. du matin à 9 h. du soir;

Les mercredi et vendredi: de 9 h. du matin à 9 h. du soir;

Le samedi: de 8 h. du matin à 5 h. du soir.

Exception: During June, July and August, working hours on Saturday shall be scheduled between 8:00 a.m. and noon."

13. In section 125, the words "zone II-*dd*" will be added after the word "(Beauce)" in the "Exception" of zone II.

14. In section 125, zone II, a second exception will be added as follows:

"In zone II-*f*, the 44½-hour week shall be scheduled as follows:

Monday: non-working day, save for cases listed in section 126;

Tuesday, Wednesday, Thursday and Saturday: 8:30 a.m. to 6:00 p.m.;

Friday: 8:30 a.m. to 9:00 p.m."

15. section 125, the following exception will be added to zone III:

"However, in the municipalities located in the electoral district of Matapédia, working hours shall be as follows:

Fifty-one (51) hours a week scheduled as follows:

Monday: non-working day, save for cases listed in section 126;

Tuesday, Wednesday and Thursday: 8:00 a.m. to 6:00 p.m.;

Friday and Saturday: 8:00 a.m. to 10:00 p.m."

16. Section 126 will be superseded by the following:

"126. Weekly days off which fall furing the six (6) days before Christmas and New Year's shall be cancelled and working hours shall be as on Tuesdays."

17. Section 126-A will be deleted.

18. Section 129 will be amended by adding the following:

"provided that, in zone I-C, such work does not go beyond forty-five (45) minutes."

19. In section 135, subsection "*a*" the words: "Special provisions concerning zones II-*b* (Mégantic) and II-*e* (Rimouski)" as well as the wage scale shall be replaced by the following:

"*Special provisions applicable to zone II-b (Mégantic):*

	Per week
Regular employee:	
Hairdresser, classes "A" and "B"	$45.00
Apprentice:	
1st six months	15.00
from 7 to 12 months inclusively	18.00
from 13 to 18 months inclusively	20.00
from 19 to 24 months inclusively	25.00
from 25 to 36 months inclusively	30.00"

20. The exception mentioned in section 136, zone I, will be deleted.

21. In section 136, the standard working hours in zone I-C will be replaced by the following:

"*Zone I-C*

Forty-five (45) hours a week scheduled as follows:

Monday: non-working day;

Tuesday and Thursday: 9:00 a.m. to 6:30 p.m.;

Wednesday and Friday: 9:00 a.m. to 9:00 p.m.;

Saturday: 8:00 a.m. to 5:00 p.m.

Exception: Cependant, durant les mois de juillet et août, le lundi sera chômé et il y aura du travail le samedi de 8 h. du matin à midi. »

22° À l'article 136, les exceptions suivantes seront ajoutées à la zones III:

« *Exception:* 1. Dans les municipalités situées dans le district électoral de Matapédia, les heures de travail seront de 8 h. du matin à 6.30 h. du soir le samedi.

2. Cependant, dans le district électoral de l'Islet, les heures de travail seront les suivantes:

Cinquante (50) heures réparties ainsi:

Le lundi: de midi à 6 h. du soir;

Les mardi et jeudi: de 8 h. du matin à 6 h. du soir:

Les mercredi et vendredi: de 8 h. du matin à 9 h. du soir;

Le samedi: de 8 h. du matin à midi. »

23° L'article 137 sera remplacé par le suivant:

« L'horaire de travail s'étend de 9 h. du matin à 9 h. du soir dans la zone I et de 8 h. du matin à 9 h. du soir dans les autres zones, le mercredi durant les mois d'avril, mai, juin et décembre ainsi que les 21, 22, 23, 28, 29 et 30 décembre. De plus, l'horaire de travail s'étend de 9 h. du matin à 9 h. du soir dans la zone I-C et de 8 h. du matin à 9 h. du soir dans les zones II et III, les mercredi, jeudi et vendredi de la semaine sainte, ce qui a pour effet d'augmenter d'autant la durée hebdomadaire du travail. »

24° À l'article 140, les mots: « et de 8 h. du matin à 6.30 h. du soir dans les zones II et III », seront remplacés par les mots: « et de 8 h. du matin à 6.30 h. du soir dans les zones I-C, II et III ».

25° L'article 148 sera amendé en remplaçant à la deuxième et à la huitième lignes les mots: « le 1er mai 1963 », par les mots: « le 1er novembre 1966 ».

La publication du présent avis ne rend pas obligatoires les dispositions qui y sont contenues. Seul un arrêté en conseil peut rendre obligatoires ces dispositions, avec ou sans amendement. L'arrêté en conseil ne peut entrer en vigueur avant la date de sa publication dans la *Gazette officielle de Québec*.

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections, en double copie si possible, que les intéressés pourront désirer formuler.

Le sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 4 décembre 1965. 12994-o

Exception: During July and August, Monday shall be a non-working day and work on Saturday shall be scheduled between 8:00 a.m. and noon."

22. In section 136, the following exceptions will be added to zone III:

"*Exception:* 1. In the municipalities located in the electoral district of Matapédia, working hours on Saturday shall be between 8:00 a.m. and 6:30 p.m.

2. However, in the electoral district of l'Islet, working hours shall be as follows:

Fifty (50) hours scheduled as follows:

Monday: noon to 6:00 p.m.;

Tuesday and Thursday: 8:00 a.m. to 6:00 p.m.;

Wednesday and Friday: 8:00 a.m. to 9:00 p.m.;

Saturday: 8:00 a.m. to noon."

23. Section 137 will be superseded by the following:

"The working hours on Wednesdays during April, May, June and December as well as December 21, 22, 23, 28, 29 and 30th shall be from 9:00 a.m. to 9:00 p.m. in zone I and from 8:00 a.m. to 9:00 p.m. in the other zones. Moreover, on Wednesday, Thurday and Friday of Holy Week, working hours shall be from 9:00 a.m. to 9:00 p.m. in Zone I-C and from 8:00 a.m. to 9:00 p.m. in zones II and III. This increases the weekly working hours accordingly."

24. In section 140, the words "and from 8:00 a.m. to 6:30 p.m. in zones II and III", shall be replaced by the words: "and from 8:00 a.m. to 6:30 p.m. in zones I-C, II and III".

25. Sections 148 will be amended by replacing the words "May 1, 1963" by "November 1, 1966" in lines 2 and 7.

Publication of this notice does not make binding the provisions therein. Such provisions, with or without amendments, can be made binding only by an Order in Council, which comes into force on the date of its publication in the *Quebec Official Gazette*.

During the thirty days following publication of this notice is the *Quebec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour will consider objections which interested parties may wish to make; objections should be submitted in duplicate if possible.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, December 4, 1965. 12994-o

Avis de modification

Construction — Hull (Électriciens)

L'honorable Carrier Fortin, ministre du Travail, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi des décrets de convention collective (S.R.Q. 1964, chapitre 143), que les parties contractantes à la convention collective de travail rendue obligatoire par la Section « E » (Métier d'électricien) du décret numéro 810 du 14 août 1957 et amendements, relatif à l'industrie et aux métiers de la construction dans la région de Hull, lui ont présenté une requête à l'effet de remplacer ladite Section « E » par la suivante:

Notice of amendment

Construction Industry — Hull (Electricians)

Pursuant to the provisions of the Collective Agreement Decrees Act (R.S.Q. 1964, chapter 143), the Honourable Carrier Fortin, Minister of Labour, hereby gives notice that the contracting parties to the collective labour agreement respecting the Construction Industry and trades in the Hull region (made binding by section "E" (Electrical trade) of decree number 810 of August 14, 1957 and amendments) have petitioned him to replace said Section "E" by the following:

« SECTION « E »

Dispositions spéciales concernant le métier d'électricien

I. *Champ d'application professionnel:* La présente Section « E » s'applique à tout travail de construction exécuté et soumis à la Loi concernant les électriciens et les installations électriques (S.R.Q. 1941, chapitre 172 et amendements), y compris la filerie électrique dans l'installation dus brûleurs à l'huile.

II. *Champ d'application territorial:* Le champ d'application territorial de la présente Section « E » comprend les districts électoraux de Hull, Gatineau, Papineau et Pontiac. Ce champ d'application territorial est divisé en deux (2) zones comme suit:

Zone I: Le district électoral de Hull et le territoire compris dans un rayon de dix (10) milles de ses limites.

Zone II: Le reste du champ d'application territorial.

III. *Taux minimaux de salaires: a)* Les taux minimaux des salaires sont les suivants:

	Zones I	II
Compagnon-électricien		
À compter de l'entrée en vigueur des des présents amendements.....	$3.10	$2.23
À compter du 3 mars 1966.....	3.20	2.33
À compter du 3 septembre 1966...	3.30	2.43
À compter du 3 mars 1967.....	3.40	2.53
À compter du 3 septembre 1967...	3.50	2.63
À compter du 3 mars 1968.....	3.60	2.73

b) Apprentis: Les taux de salaires payables aux apprentis sont fixés suivant le pourcentage du salaire minimum légal payé au compagnon électricien. Ce pourcentage de rémunération est le suivant:

	Zones I	II
1ère année.....	40%	40%
2e année.....	50%	50%
3e année.....	60%	60%
4e année.....	70%	70%

IV. *Durée du travail: a)* La durée régulière de travail pour les compagnons et les apprentis électriciens est de huit (8) heures par jour entre 8h. a.m. et 5h. p.m., les lundi, mardi, mercredi, jeudi et vendredi, le tout devant constituer une durée hebdomadaire de quarante (40) heures.

b) Cependant, dans la Zone II, la durée régulière de travail est de neuf (9) heures par jour entre 7h. a.m. et 5h. p.m.; le samedi entre 7h. a.m. et midi, le tout devant constituer une durée maximum de cinquante (50) heures de travail par semaine.

V. *Temps supplémentaire: a)* Tout travail exécuté en plus des heures régulières ou en dehors des limites horaires quotidiennes ou hebdomadaires spécifiées à l'article IV est prohibé, sauf s'il s'agit de travaux urgents. La justification de cette urgence incombe à l'employeur. Dans ce cas, le travail exécuté en dehors de ces heures régulières doit être rémunéré au taux de salaire et demi jusqu'à minuit et de salaire double après minuit, par rapport au salaire régulier.

b) Tout travail de réfection ou de réparation à un immeuble qui, pour des raisons suffisantes, ne peut être exécuté en déça des limites horaires déterminées ci-haut pour le commencement et la cessation du travail peut être fait en d'autres périodes de la journée aux taux réguliers plus

"SECTION "E"

Special provisions concerning the Electrician's trade

I. *Professional jurisdiction:* This section covers all construction work which is carried out and subject to the Electricians and Electrical Installations Act (R.S.Q. 1941, chapter 172 and amendments) including the electrical wiring in oil burner installations.

II. *Territorial jurisdiction:* The territorial jurisdiction of this section encompasses the electoral districts of Hull, Gatineau, Papineau and Pontiac. Such territorial jurisdiction is divided into two (2) zones as follows:

Zone I: The electoral district of Hull and the territory located within a 10-mile radius of its limits.

Zone II: The remainder of the territorial jurisdiction.

III. *Minumum wage rates:* (*a*) Minimum wage rates are as follows:

	Zones I	II
Journeyman-electrician:		
As of the effective date of these amendments.....	$3.10	$2.23
As of March 3, 1966.....	3.20	2.33
As of September 3, 1966.....	3.30	2.43
As of March 3, 1967.....	3.40	2.53
As of September 3, 1967.....	3.50	2.63
As of March 3, 1968.....	3.60	2.73

(*b*) *Apprentices:* Wage rates paid to apprentices are set according to a percentage of the legal minimum paid to journeymen-electricians. Such percentage is as follows:

	Zones I	II
1st year.....	40%	40%
2nd year.....	50%	50%
3rd year.....	60%	60%
4th year.....	70%	70%

IV. *Hour of work:* (*a*) Standard working hours for journeymen-electricians and apprentice-electricians shall not exceed forty (40) a week and eight (8) a day, between 8:00 a.m. 5:00 p.m., Monday through Friday.

(*b*) However in Zone II, the standard working hours shall not exceed fifty (50) a week and nine (9) a day, between 7:00 a.m. and 5:00 p.m. and between 7:00 a.m. and noon on Saturdays.

V. *Overtime:* (*a*) All work performed over and above the daily or weekly schedules mentioned in article IV is forbidden, save in the case of urgent work. Proof of such emergency work shall rest with the employer. In such case, work performed over and above the standard working hours shall be paid at time and a half up until midnight and at double time after midnight.

(*b*) Alterations or repairs to buildings, which for sufficient reasons cannot be done within the hourly limits mentioned above for the beginning and ending of work, may be done at other times during the day at regular rates plus a 10¢ an hour bonus. However, the 8-hour day and

une prime de $0.10 l'heure. Toutefois, la période de travail demeure toujours sujette à la limite de huit (8) heures par jour et de quarante (40) heures par semaine. La justification de cette nécessité incombe à l'employeur.

VI. *Vacances payées:* Tout employeur doit ajouter à chaque paye de son salarié 4% du montant brut de telle paye à titre de rémunération de vacances pour la même période.

VII. *Période et détails de la paye:* Le salaire eat payable en entier au plus tard tous les vendredis pendant les heures de travail. Si le vendredi est un jour chômé, la paye a lieu le jour précédent. Si le paiement est effectué par chèque, l'échange doit être compris.

Les détails suivants doivent être transmis avec la paye:

Le nom de l'employeur;
Le nom et le prénom du salarié;
Le nom de sa tâche;
La date et la période de paye;
Le nobres d'heure;
Le taux à l'heure;
Le total du salaire;
Les déductions faites en détails;
Le montant de la paye.

VIII. *Frais de déplacement et repas: a) Frais de déplacement et repas:* Les frais de déplacement des salariés envoyés en dehors de la Zone I sont à la charge de l'employeur et le salaire du salarié ne doit pas être réduit. De plus, le repas du midi est à la charge de l'employeur si le salarié n'a été averti la veille.

b) Pension et logement: Les frais de pension et de logement doivent être payés par l'employeur si les salariés ne sont pas ramenés chaque soir dans la municipalité de la place d'affaires de l'employeur.

IX. *Salaires supérieurs:* Les salaires supérieurs actuellement payés aux salariés visés par cette section ne doivent pas être réduits après son entrée en vigueur.

X. *Prime d'équipe:* Les travailleurs d'équipe du soir et d'équipe de nuit reçoivent un boni de dix (10) cents d'heure en plus du salaire effectivement payé.

XI. *Apprentis: a)* Aucun employeur n'a le droit d'avoir plus de deux (2) apprentis par compagnon-électricien à son emploi.

b) Toutefois, sur chaque chantier, l'employeur peut avoir un (1) apprenti additionel pour chaque cinq (5) compagnons-électriciens à son emploi.

c) L'apprenti doit avoir un carnet d'apprenti émis par les autorités provinciales en vertu des dispositions du chapitre 172, S.R.Q. 1941 et amendements. L'apprentissage proprement dit commencera seulement à la date d'émission de ce carnet. L'employeur doit exiger ce carnet lors de l'embauchage.

d) Toute personne qui veut devenir compagnon-électricien et être considérée comme électricien en vertu du présent décret doit:

1. Suivre le cours de préemploi d'une durée de quarante (40) semaines au Centre d'Apprentissage de Hull ou à l'Institut Technologique de Hull, et subir l'examen à la fin de ce cours;

2. Satisfaire aux exigences du paragraphe « *c* » du présent article s'enregistrer comme apprenti au Comité Paritaire des métiers de la Construction du district de Hull;

3. Dans le cas des apprentis auxquels il a été impossible de suivre le cours de préemploi, suivre pendant la période d'apprentissage, des cours

40-hour week shall apply. Proof of such emergency work rests with the employer.

VI. *Vacation with pay:* As vacation pay, employers shall add 4% of gross earnings to each employee's pay, for each pay period.

VII. *Pay period and details:* Payment of wages shall be made in full, by at least Friday, during working hours. Should Friday be a non-working day, pay-day will be the day before. When payment is made by cheque, bank exchange should be included.

The following particulars should appear on the earnings statement:

employer's name;
employee's name in full;
employee's occupation;
date and pay period;
number of hours;
hourly rate;
amount of wages;
type and amount of deductions made;
net take-home pay.

VIII. *Travelling expenses and meals:* (*a*) *Travelling expenses and meals:* When employees are sent to work outside Zone I, travelling expenses are borne by the employer and wage rates shall not be decreased. The employer shall also pay for the employee's noon meal if the latter has not been advised on the previous day.

(*b*) *Room and board:* Whenever employees are not brought back to the municipality where the employer has his place of business, expenses incurred for room and board shall be paid by the employer.

IX. *Higher wages:* Should wages now paid to employees be higher than those provided for in this section, they shall not be decreased, once such section comes into force.

X. *Shift differential:* Workers on the evening and night shifts shall receive a 10¢ an hour bonus over and above the regular rates.

XI. *Apprentices:* (*a*) No employer may employ more than two (2) apprentices for each journeyman-electrician in his employ.

(*b*) On each construction site however, an employer may have one (1) additional apprentice for each five (5) journeymen-electricians in his employ.

(*c*) An apprentice shall posess an apprenticeship booklet issued by the Provincial authorities under the provisions of chapter 172 of the Revised Statutes of Québec 1941 and amendments. Apprenticeship begins on the date such booklet is issued. The employer shall request this booklet at hiring time.

(*d*) Anyone wishing to become a journeyman-electrician and to be considered as such under this decree must:

1. Take the 40-week pre-employment course given at the Hull Apprenticeship Centre or at the Hull Technical School and take the examination following such course;

2. Comply with the requirements of paragraph "*c*" above and register as apprentice with the Parity Committee for the building trades of the district of Hull;

3. If the apprentice has been unable to take the pre-employment course, take a 16-week course during apprenticeship (one 4-week course

d'une durée de seize (16) semaines, répartis sur quatre (4) années et, autant que possible, d'une durée de quatre (4) semaines par année d'apprentissage au même emploi et subir l'examen exigé. Si l'apprenti réussit cet examen, il a droit à un crédit d'apprentissage d'une durée égale à celle du cours suivi. S'il ne réussit pas son examen, il doit reprendre le cours.

e) À défaut par l'apprenti de se conformer chaque année aux prescriptions du paragraphe « *d* » ci-haut et de réussir son examen, tel apprenti ne sera pas considéré comme ayant changé d'année d'apprentissage et sera rémunéré en conséquence.

f) Toute personne qui, antérieurement à son apprentissage, a suivi avec succès un cours en électricité, a droit à un crédit d'apprentissage. Le Comité paritaire verra à lui faire subir un examen afin de déterminer l'étendue de ce crédit, pour fins de salaire seulement.

g) Tout crédit d'apprentissage affectant la durée de l'apprentissage doit être déterminé ou ratifié par le bureau des Examinateurs des Électriciens, chargé de la mise à exécution de la Loi concernant les électriciens et les installations électriques.

h) Les gradués en électricité des cours réguliers du jour d'une école régie par la Loi de l'enseignement spécialisé, ne sont pas assujettis aux dispositions du présent article. Le Bureau des Examinateurs-Électriciens accordera à ces gradués des crédits d'apprentissage proportionnés à la durée des études suivies et aux résultats obtenus dans telle école. De plus, l'obligation de suivre le cours de préemploi n'est pas nécessaire pour les élèves qui ont fréquenté une école régie par la Loi de l'enseignement spécialisé.

XII. *Décret général:* Sauf dispositions contraires à la présente section, le décret général s'applique.

XIII. *Durée:* La présente section demeure en vigueur jusqu'au 3 septembre 1968. Elle se renouvelle automatiquement par la suite d'année en année, à moins que l'une des parties contractantes à la convention rendue obligatoire par la présente section ne donne à l'autre un avis écrit à ce contraire, dans un délai qui ne doit pas être de plus de soixante (60) jours ni de moins de trente (30) jours avant le 3 septembre de l'année 1968 ou de toute année subséquente. Un tel avis doit également être adressé au ministre du Travail.

(La présente Section rend obligatoires certaines dispositions d'une convention collective de travail intervenue entre la Corporation des Maîtres-Électriciens de la province de Québec, Section de Hull et le Syndicat des Travailleurs en Construction de la Vallée de l'Ouatouais Inc.).

La publication du présent avis ne rend pas obligatoires les dispositions qui y sont contenues. Seul un arrêté en conseil peut rendre obligatoires ces dispositions, avec ou sans amendements. L'arrêté en conseil entre en vigueur à la date de sa publication dans la *Gazette officielle de Québec.*

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections en bouble copie, si possible, que les intéressés pourront décirer formuler.

Le sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministre du Travail,
Québec, le 4 décembre 1965. 12994-o

during each of the four apprenticeship years) and pass the required examination. Should he pass such examination, the apprentice shall receive an apprentice-ship credit equivalent to the lenght of courses taken. Should he fail the exemination, he shall take the course over again.

(*e*) Should the apprentice fail to yearly comply with the stipulations of paragraph "*d*" above and to pass the examination, he shall not be promoted to the next apprenticeship year and shall be paid accordingly.

(*f*) Anyone who, before apprenticeship, has successfully completed an electrical course is entitled to an apprenticeship credit. For remuneration purposes, the Parity Committee shall have him take an examination so as to determine the extent of such credit.

(*g*) Every apprenticeship credit altering the length of apprenticeship shall be determined or approved by the Electricians' Board of Examiners which is entrusted with the application of the Electricians and Electrical Installations Act.

(*h*) Those who have graduated in Electricity from a school under the Specialized Schools Act are not subject to the provisions of this article. The Electricians' Board of Examiners shall grant to such graduates apprenticeship credits proportionate to the lengt of studies and the results of examinations taken in such schools. Moreover, students who have taken courses at a school under the Specialized Schools Act are not required to take the pre-employment course.

XII. *General decree:* Save for provisions which are contrary to this section, the general decree applies.

XIII. *Term:* This section remains in force until September 3, 1968. It automatically renews itself from year to year thereafter unless one of the contracting parties gives the other a written notice to the contrary no less than thirty (30) and no more than sixty (60) days before September 3rd of 1968 or of any subsequent year. Such notice shall also be filed with the Minister of Labour.

(This section makes binding certain provisions of a collective labour agreement entered into between the Corporation of Master Electricians of the Province of Québec (Hull section) and the *Syndicat des Travailleurs en Construction de la Vallée de l'Outaouais Inc.*).

Publication of this notice does not make binding the provisions therein. Such provisions, with or without amendments, can be made binding only by an Order in Council, which comes into force on the date of its publication in the *Quebec official Gazette.*

During the thirty days following publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour will consider objections which interested parties may wish to make; objections should be submitted in duplicate if possible.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, December 4, 1965. 12994-o

Avis de modification

Employés de laiterie — Cités de Québec et Lévis

L'honorable Carrier Fortin, ministre du Travail, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi des décrets de convention collective (S.R.Q., 1964, chapitre 143), que les parties contractantes à la convention collective de travail rendue obligatoire par le décret numéro 481 du 5 mai 1949 et amendements, relatif aux employés de laiterie dans les cités de Québec et de Lévis et un rayon de dix (10) milles de leurs limites, lui ont présenté une requête à l'effet de soumettre à l'appréciaton et à la décision du lieutenant-gouverneur en conseil la modification suivante audit décret:

L'article IV sera remplacé par le suivant:

« IV. *Salaires minimaux:* Tout salarié, quel que soit le mode de rémunération, ne doit pas recevoir un salaire inférieur à celui mentionné ci-après:

	Par semaine
Essayeur	$71.00
Préposé à la fabrication	71.00
Expéditeur	72.00
Hommes de service:	
Catégorie « A »	69.00
Catégorie « B »	66.00
Catégorie « C »	65.00
Catégorie « D » Hommes	37.00

Le vendeur sur la livraison du lait, travaillant régulièrement, que la durée hebdomadaire de son travail soit de 55 heures ou moins, doit recevoir $44.00 pour les premiers 2,000 points, plus $0.02 par point additionnel pour toute vente de lait au détail, et $0.01½ par point additionnel pour toute vente de lait en gros.

Pour l'évaluation des points, une pinte de lait est considérée comme 1 point, une chopine comme ½ point et un demiard comme ¼ de point.

La commission sur le beurre doit être de $0.02 la livre sur toute vente faite au prix du détail et ½ cent la livre sur toute vente faite au gros.

La commission sur la crème doit être de $0.02½ sur chaque chopine de crème vendue au prix du détail et de $0.01½ la chopine sur la crème vendue au gros.

Tout vendeur dont le salaire et la commission sont inférieurs à $32.00 doit recevoir un salaire garanti pour ce montant.

	Par semaine
Vendeur de crème glacée	$67.00
Livreur	67.00
Aide	37.00
	L'heure
Employé occasionnel	$1.36

Il ne doit être fait aucune diminution sur le salaire d'un salarié pour les jours de fêtes religieuses d'obligation, les jours fériés non ouvrables et les jours de congé.

Quand, dans une semaine donnée, le nombre d'heure, de travail requis d'un salarié, autre que l'employé occasionnel, est inférieur à la semaine normale, il ne doit être fait aucune déduction du salaire prévu au présent article à moins que la diminution des heures ne soit occasionnée par des circonstances indépendantes de la volonté de l'employeur. »

La publication du présent avis ne rend pas obligatoires les dispositions qui y sont contenues. Seul un arrêté en conseil peut rendre obligatoires ces dispositions, avec ou sans amendements. L'arrêté en conseil entre en vigueur à la date de sa publication dans la *Gazette officielle de Québec.*

Notice of amendment

Dairy Employees — Cities of Québec and Lévis

Pursuant to the provisions of the Collective Agreement Decrees Act (Revised Statutes of Québec 1964, chapter 143), the Honourable Carrier Fortin, Minister of Labour, hereby gives notice that the contracting parties to the collective labour agreement respecting Dairy Employees in the cities of Québec and Lévis and a radius of ten miles from their limits (made binding by decree number 481 of May 5, 1949 and amendments) have petitioned him to submit the following amendment to the said decree to the consideration and decision of the Lieutenant-Governor in Council:

Section IV will be superseded by the following:

"IV. *Minimum wages:* No employee, regardless of payment method, shall receive less than the following wage rates:

	Per week
Tester	$71.00
Producteur worker	71.00
Shipper	72.00
Service men:	
Category "A"	69.00
Category "B"	66.00
Category "C"	65.00
Category "D" (male)	37.00

Salesmen on a milk route who regularly work a 55-hour week or less shall receive $44.00 for the first 2,000 points plus 2¢ for each additional point on retail milk sales and 1½¢ for each additional point on wholesale milk sales.

When computing points, one quart of milk equals 1 point; one pint, ½ point; one halfpint, ¼ point.

The commission on butter sales shall be 2¢ a pound on retail sales and ½¢ a pound on wholesale sales.

The commission on cream sales shall be 2½¢ a pint on retail sales and 1½¢ a pint on wholesale sales.

Any salesman whose salary and commission total less than $32.00 a week, shall nevertheless receive such amount.

	Per week
Ice cream salesman	$67.00
Deliveryman	67.00
Helper	37.00
	Per hour
Occasional employee	$1.36

No reduction in wages shall be made for religious holidays, non-working days and days off.

In a given week, should the number of hours required from an employee (other than an occasional employee) be less than the standard work week, there shall be no reduction in the wages laid down in this section, unless the shorter working hours are due to circumstances beyond the employer's control.

Publication of this notice does not make binding the provisions therein. Such provisions, with or without amendments, can be made binding only by an Order in Council, which comes into force on the date of ist publication in the *Quebec Official Gazette.*

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections en double copie, si possible, que les intéressés pourront désirer formuler.

Le sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 4 décembre 1965. 12994-o

Avis de modification

Établissements Commerciaux — Asbestos

L'honorable Carrier Fortin, ministre du Travail, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi des décrets de convention collective (S.R.Q. 1964, chapitre 143), que les parties contractantes à la convention collective de travail relative aux établissements commerciaux de la ville d'Asbestos et un rayon de deux (2) milles de ses limites, rendue obligatoire par le décret numéro 1640 du 5 octobre 1960, lui ont présenté une requête à l'effet de soumettre à l'appréciation et à la décision du lieutenant-gouverneur en conseil les modifications suivantes audit décret:

1° Le paragraphe « *b* » de l'article II sera remplacé par le suivant:

« *b*) *Territoriale:* Le décret s'applique à la ville d'Asbestos et au territoire compris dans un rayon de deux (2) milles de ses limites ainsi qu'au village de Tingwick et au territoire compris dans un rayon de deux (2) milles de ses limites. »

2° Les paragraphes « *a* » et « *b* » de l'article III seront remplacés par les suivants:

« III. *Durée du travail:* La semaine normale de travail dans les établissements régis par le décret est la suivante:

a) 1° *Épiceries, boucheries et épiceries-boucheries:* 44 heures réparties comme suit:
Lundi: aucun travail;
Mardi et mercredi: 8.30 a.m. à 6.00 p.m.;

Jeudi: 8.00 a.m. à 6.00 p.m.;
Vendredi: 8.00 a.m. à 9.00 p.m.;
Samedi: 8.00 a.m. à 4.00 p.m.

2° Lorsque dans une semaine, il y a un jour de fête chômée énuméré à l'article VII, les heures de travail le lundi sont de 8.30 a.m. à 6.00 p.m. Cette règle ne s'applique pas si une desdites fêtes tombe un samedi, auquel cas le lundi qui suit devient ouvrable.

b) 1° *Tous les autres commerces:* 45 heures réparties comme suit:
Lundi: 1.00 p.m. à 6.00 p.m.;
Mardi, mercredi et jeudi: 9.00 a.m. à 6.00 p.m.;

Vendredi: 9.00 a.m. à 9.00 p.m.;
Samedi: 9.00 a.m. à 4.00 p.m.

2° Lorsque dans une semaine, il y a un jour de fête chômée énuméré à l'article VII, les heures de travail le lundi sont de 9.00 a.m. à 6.00 p.m. Cette règle ne s'applique pas si une desdites fêtes tombe un samedi, auquel cas le lundi qui suit devient ouvrable. »

3° L'article VI sera remplacé par le suivant:

« VI. *Taux de salaire minimaux:* Aux fins du décret, le salaire minima de la semaine normale est le suivant pour les employés réguliers:

During the thirty days following publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour will consider objections which interested parties may wish to make objections should be submitted in duplicate if possible.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, December 4, 1965. 12994-o

Notice of amendment

Commercial Establishments — Asbestos

Pursuant to the provisions of the Collective Agreement Decrees Act (R.S.Q. 1964, chapter 143), the Honourable Carrier Fortin, Minister of Labour, hereby gives notice that the contracting parties to the collective labour agreement respecting the Commercial Establishments in the town of Asbestos and a 2-mile radius from its limits (made binding by decree number 1640 of October 5, 1960) have petitioned him to submit the following amendments to the said decree to the consideration and decision of the Lieutenant-Governor in Council:

1. Subsection "*b*" of section II will be superseded by the following:

"(*b*) *Territorial:* The decree encompasses the town of Asbestos and the territory located within a 2-mile radius from its limits as well as the town of Tingwick and the territory located within a 2-mile radius from its limits."

2. Subsection "*a*" and "*b*" of section III will be superseded by the following:

"III. *Hours of work:* The standard work week in establishments governed by the decree is as follows:

(*a*) 1. *Grocery stores, butcher shops, grocer-butcher shops:* 44 hours scheduled as follows:
Monday: no work;
Tuesday and Wednesday: 8:30 a.m. to 6:00 p.m.;
Thursday: 8:00 a.m. to 6:00 p.m.;
Friday: 8:00 a.m. to 9:00 p.m.;
Saturday: 8:00 a.m. to 4:00 p.m.

2. When one of the holidays listed in section VII occurs in a week, Monday's working hours are from 8:30 a.m. to 6:00 p.m. This does not apply should one of the said holidays fall on a Saturday; the following Monday is then a working day.

(*b*) 1. *All other businesses:* 45 hours scheduled as follows:
Monday: 1:00 p.m. to 6:00 p.m.;
Tuesday, Wednesday and Thursday: 9:00 a.m. to 6:00 p.m.;
Friday: 9:00 a.m. to 9:00 p.m.;
Saturday: 9:00 a.m. to 4:00 p.m.

2. When one of the holidays listed in section VII occurs in a week, Monday's working hours are from 9:00 a.m. to 6:00 p.m. This does not apply should one of the said holidays fall on a Saturday; the following Monday is then a working day.

3. Section VI will be replaced by the following:

"VI. *Minimum wage rates.* For the purposes of the decree, the minimum wage rate for the standard work week shall be as follows for regular employees:

	Par semaine	du 21/6/66
a) Épiceries, bouheries et épiceries-boucheries:		
Commis boucher	$71.00	$74.00
Apprenti-boucher:		
1er semestre	46.00	49.00
2ième semestre	56.00	59.00
Après un an	61.00	64.00
Commis épicier (homme)	46.00	49.00
Commis épicier (femme)	43.00	46.00
Livreur par camion	46.00	49.00
Aide-livreur par camion	43.00	46.00
Caissière	43.00	46.00
Messager à bicyclette	39.00	42.00
b) Quincaillerie.05-.10-.15 etc.:		
Commis (homme)	61.00	64.00
Commis 1ère année	43.00	46.00
2ième année	46.00	49.00
Commis (.05-.10-.15)	40.00	43.00
Étalagiste	71.00	74.00
Livreur par camion	46.00	49.00
Aide-livreur par camion	41.00	44.00
Caissière	41.00	44.00
c) Meubles et accessoires électriques:		
Commis (homme)	66.00	69.00
1ère année	43.00	46.00
2ième année	46.00	49.00
Commis (femme)	43.00	46.00
Livreur par camion	51.00	54.00
Aide livreur par camion	43.00	46.00
Caissière	43.00	46.00
Commis de bureau (femme)	41.00	44.00
b) Lingerie, vêtements, chaussures:		
Commis (homme)	51.00	54.00
1ère année	43.00	46.00
2ième année	46.00	49.00
Commis (femme)	43.00	46.00
Caissière	41.00	44.00
	Par heure	
e) Employé supplémentaire	$ 0.90	
Employé surnuméraire	0.90	
Apprenti trois (3) premiers mois	0.80	

4° L'article VI-A suivant sera ajouté:

« VI-A. *Augmentation générale des salaires réels:* Nonobstant les dispositions de l'article VI:

a) Tout employé régulier a droit, à compter de la date d'entré en vigueur du décret d'amendements, à une augmentation de $3.00 par semaine, même si son salaire est supérieur à celui prévu au décret pour sa classification.

b) Tout employé régulier aura droit, à compter du 21 juin 1966, à une augmentation supplémentaire de $3.00 par semaine, même si son salaire effectivement reçu à cette date est supérieur à celui prévu au décret pour sa classification. »

5° Le paragraphe « *a* » de l'article VII sera remplacé par le suivant:

« VII. *Fêtes chômés et payées: a)* Les jours suivants sont des jours de fêtes chômés: le 2 janvier, l'Épiphanie, le Vendredi-Saint à partir de 2 h. de l'après-midi, le lundi de Pâques, l'Immaculée-Conception, la Confédération, la fête du Travail, la Toussaint, l'Ascension et le 26 décembre.

Le Premier jour de l'An, la fête de la St-Jean-Baptiste et le jour de Noël sont des jours de fêtes chômés et payés, nonobstant les dispositions des paragraphes « *a*-2 » et « *b*-2 » de l'article III.

Si ces jours de fêtes chômés et payées tombent un jour de la semaine déjà chômé, l'employé recevra l'équivalent de sa rémunération pour une journée régulière de travail en plus de sa paie hebdomadaire. »

	Per week	As of 21/6/66
(a) Grocery stores, butcher shops and grocer-butcher shops:		
Butcher clerk	$71.00	$74.00
Apprentice-butcher:		
1st six months	46.00	49.00
2nd six months	56.00	59.00
After one year	61.00	64.00
Grocery clerk (male)	46.00	49.00
Grocery clerk (female)	43.00	46.00
Deliveryman (with truck)	46.00	49.00
Deliveryman's helper (with truck)	43.00	46.00
Cashier (female)	43.00	46.00
Messenger (with bicycle)	39.00	42.00
(b) Hardware stores, 5¢ & 10¢ stores, etc.		
Clerk (male)	61.00	64.00
Clerk, 1st year	43.00	46.00
2nd year	46.00	49.00
Clerk (5¢ & 10¢ store)	40.00	43.00
Display man	71.00	74.00
Delivery man (with truck)	46.00	49.00
Deliveryman's helper (with truck)	41.00	44.00
Cashier (female)	41.00	44.00
(c) Furture and electrical appliances.		
Clerk (male)	66.00	69.00
1st year	43.00	46.00
2nd year	46.00	49.00
Clerk (female)	43.00	46.00
Deliveryman (with truck)	51.00	54.00
Deliveryman's helper (with truck)	43.00	46.00
Cashier (female)	43.00	46.00
Office clerk (female)	41.00	44.00
(d) Dry goods, clothing and shoe stores:		
Clerk (male)	51.00	54.00
1st year	43.00	46.00
2nd year	46.00	49.00
Clerk (female)	43.00	46.00
Cashier (female)	41.00	44.00
	Per hour	
(e) Extra employee	$ 0.90	
Occasional employee	0.90	
Apprentice, first three (3) months	0.80	

4. The following section VI-A will be added:

"VI-A. *General increase in actual wages:* Notwithstanding the provisions of section VI:

(*a*) As of the effective date of the amendment decree, every regular employee is entitled to a $3.00 a week increase, eventhough his wages are above those provided for in the decree for his classification.

(*b*) As of June 21, 1966, every regular employee shall be entitled to an additional $3.00 a week increase, eventhough his wages may be above those provided for in the decree for his classification."

5. Subsection "*a*" of section VII will be replaced by the following:

"VII. *Paid holidays:* (*a*) The following are paid holidays: January 2nd, Epiphany Day, Good Friday (from 2:00 p.m. on), Easter Monday, Immaculate Conception Day, Canada Day, Labour Day, All Saints' Day, Ascension Day and December 26.

Notwithstanding the provisions of subsections "*a*-2" and "*b*-2" of section III, New Year's Day, St. John the Baptist Day and Christmas Day are paid holidays.

Should a paid holiday fall on a non-working day, the employee shall receive the equivalent of a day's pay, besides his weekly salary."

6° L'article VIII sera remplacé par le suivant:

« VIII. *Congé annuel payé (vacances):* Tout employé assujetti au présent décret a droit aux jours de vacances payés suivants:

i. Moins d'un (1) an de service: autant de demi-journées qu'il a de mois de service pour son employeur;

ii. Plus d'un (1) an mais moins de trois (3) ans de service: une (1) semaine;

iii. Après trois (3) ans: une (1) semaine et une (1) journée;

iv. Après quatre (4) ans: une (1) semaine et deux (2) journées;

v. Après cinq (5) ans: deux (2) semaines.

La période de vacances se situe entre le 1er mai et le 15 septembre pour la première semaine. Le choix de la date des vacances pour chaque employé pourra être fixée après entente entre l'employeur et l'intéressé. Les employés possédant le plus d'ancienneté auront le premier choix. La rémunération des vacances sera remise avant le départ de l'employé pour ses vacances. »

7° L'article XII sera remplacé par le suivant:

« XII. *Congé de maladie et d'accident:* Après six (6) mois de service continu, tout employé droit chaque année, à quatre (4) jours de maladie et d'accident, non cumulatifs. »

8° L'article XIII sera remplacé par le suivant:

« XIII. *Durée du décret:* Le décret est valable à compter de la date de sa publication dans la *Gazette officielle de Québec* et il demeure en vigueur jusqu'au 21 juin 1966.

Il se renouvelle automatiquement d'année en année, par la suite, à moins que l'une des parties contractantes ne donne à l'autre partie un avis écrit à ce contraire, dans un délai qui ne doit pas être de plus de soixante (60) jours ni de moins de trente (30) jours avant la date d'expiration dudit décret ou de toute année subséquente. Un tel avis doit également être adressé au Ministre du Travail. »

La publication du présent avis ne rend pas obligatoires les dispositions qui y sont contenues. Seul un arrêté en conseil peut rendre obligatoires ces dispositions, avec ou sans amendements. L'arrêté en conseil entre en vigueur à la date de sa publication dans la *Gazette officielle de Québec.*

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec,* l'honorable Ministre du Travail recevra les objections en double copie, si possible, que les intéressés pourront désirer formuler.

Le sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 4 décembre 1965. 12994-o

Avis de modification

Construction — Québec (Plombiers)

L'honorable Carrier Fortin, ministre du Travail, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi des décrets de convention collective (S.R.Q. 1964, chapitre 143), que les parties contractantes à la convention collective de travail rendue obligatoire par la section « A » (Plombiers et électriciens) du décret numéro 419 du 18 avril 1957 et amendements, relatif à l'industrie et aux métiers de la construction dans la région de Québec, lui ont présenté une requête à l'effet de remplacer ladite section « A » par la suivante:

6. Section VIII will be superseded by the following:

"VIII. *Annual vacation with pay:* Every employee subject to this decree is entitled to the following vacations with pay:

i. Less than one (1) year's service: one half-day for each calendar month of service with an employer;

ii. More than one (1) but less than three (3) years' service : one week;

iii. After three (3) years: one (1) week and one (1) day;

iv. After four (4) years: one (1) week and two (2) days;

v. After five (5) years: two (2) weeks.

The first week's vacation is taken between May 1 and September 15. Choice of vacation dates will be made after agreement between employer and employee. Choice is based on seniority. Vacation pay shall be given an employee before he leaves on vacation."

7. Section XII will be superseded by the following:

"XII. *Sick-leave and accident-leave:* After six months of continuous service, every employee is entitled to four (4) days' sick-leave and accident-leave per year, non-cumulative."

8. Section XIII will be superseded by the following:

"XIII. *Term of the decree:* The decree is valid from the date it is published in the *Quebec Official Gazette* and remains in force until June 21, 1966.

It automatically renews itself from year to year thereafter, unless one of the parties gives the other a written notice to the contrary, no more than sixty (60) and no less than thirty (30) days prior to the expiry date of the said decree or of any subsequent year. Such notice should also be filed with the Minister of Labour."

Publication of this notice does not make binding the provisions therein. Such provisions, with or without amendments, can be made binding only by an Order in Council, which comes into force on the date of its publication in the *Quebec Official Gazette.*

During the thirty days following publication of this notice in the *Quebec Official Gazette,* the Honourable Minister of Labour will consider objections which interested parties may wish to make; objections should be submitted in duplicate if possible.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Québec, December 4, 1965. 12994-o

Notice of amendment

Construction Industry (Plumbers) — Québec

Pursuant to the provisions of the Collective Agreement Decrees Act (R.S.Q. 1964, chapter 143), the Honourable Carrier Fortin, Minister of Labour, hereby gives notice that the contracting parties to the collective labour agreement respecting the Construction industry and trades in the Québec region (made binding by Part "A" (Plumbers and Electricians) of decree number 419 of April 18, 1957 and amendments) have petitioned him to replace the said Part "A" by the following:

SECTION « A »

Dispositions spéciales relatives aux métiers de plombier, poseur d'appareils de chauffage et de réfrigération, soudeur en tuyauterie, mécanicien en tuyauterie, poseur de brûleurs à l'huile et électricien

I. *Définitions:* Aux fins d'application de la présente section, les mots et termes qui suivent ont la signification ci-après donnée;

a) Le terme « maître mécanicien en tuyauterie » a le sens qui lui est donné par la Loi des Maîtres Mécaniciens en tuyauterie du Québec (13 Georges VI, ch. 109, 1949, amendée par 12-13 Elizabeth II, ch. 48, 1964).

b) Le terme « entrepreneur-électricien ou maître électricien » a le sens qui lui est donné par la Loi des Maîtres Électriciens de la Province de Québec (14 Georges VI, ch. 146, 1950, amendée par 12-13 Elizabeth II, ch. 47, 1964).

c) Le terme « compagnon senior en plomberie et chauffage » a le sens qui lui est donné par la Loi des Mécaniciens en tuyauterie (S.R.Q. 1941 ch. 173 et amendements).

d) Le terme « compagnon junior en plomberie et chauffage » désigne tout salarié qui en est à sa première année de pratique après avoir complété ses quatre années d'apprentissage dans le métier.

e) Le terme « compagnon junior en brûleurs à l'huile » désigne tout salarié qui en est à sa première année de pratique, après avoir complété trois années d'apprentissage dans le métier.

f) Le terme « apprenti en plomberie et chauffage » a le sens qui lui est donné par la Loi des Mécaniciens en Tuyauterie (S.R.Q. 1941, ch. 173 et amendements).

g) Le terme « compagnon électricien » désigne tout salarié qui détient une licence « C » en exécution de la Loi des Électriciens et des Installations électriques (S.R.Q. 1941, ch. 172 et amendements).

h) Le terme « apprenti électricien » a le sens qui lui est donné par la Loi des Électriciens et des installations électriques (S.R.Q. 1941, ch. 172 et amendements).

i) Le terme « compagnon senior en brûleurs à l'huile » désigne tout salarié qui a déjà satisfait aux conditions prévues au paragraphe « *e* » du présent article et qui loue ses services à un entrepreneur de brûleurs à l'huile pour des travaux d'installation, de réparation ou de réfection de brûleurs à l'huile (S.R.Q. 1941, ch. 173 et amendements).

j) Le terme « apprenti en brûleurs à l'huile » dements) désigne tout salarié qui apprend pendant trois années le métier d'installateur en brûleurs à l'huile.

k) Le terme « installation en tuyauterie et travaux d'installation en tuyauterie » a la même signification que celle donnée aux alinéas 6 et 7 de l'article 2 de la Loi des Maîtres Mécaniciens en Tuyauterie.

l) Le terme « installation électrique » a la même signification que celle prévue à l'alinéa 6 de l'article 2 de la Loi des Maîtres-Électriciens du Québec.

II. *Champ d'application professionnel:* *a*) La présente section ne s'applique qu'à la construction, la réparation, la démolition, l'entretien, l'installation électrique et l'installation en tuyauterie.

b) Elle s'applique également à tous travaux assujettis à l'inspection du Bureau des Examinateurs Électriciens en vertu de la Loi des Électriciens et des Installations électriques.

PART "A"

Special provisions respecting plumbers, steamfitters, refrigeration mechanics, pipe welders, pipe-mechanics, oil burner mechanics and electricians

I. *Definitions:* For the purposes of enforcing this part, the meaning of the following words and terms is given below:

(*a*) The term "master pipe-mechanic" has the same meaning as in the Québec Master Pipe-Mechanics Act (13 George VI, ch. 109, 1949, amended by 12-13 Elizabeth II, chapter 48, 1964).

(*b*) The term "electrical contractor or master electrician" has the same meaning as in the Master Electricians of the Province of Québec Act (14 Geo. VI, chapter 146, 1950, amended by 12-13 Elizabeth II, ch. 47, 1964).

(*c*) The term "plumbing and heating senior journeyman" has the same meaning as in the Pipe Mechanics Act (R.S.Q., 1941, chapter 173 and amendments).

(*d*) The term "plumbing and heaning junior journeyman" means an employee in his first year of practice following four years of trade apprenticeship.

(*e*) The term "oil burner junior journeyman" designates any employee who is in his first practical year, following three years' trade apprenticeship.

(*f*) The term "plumbing and heating apprentice" has the same meaning as in the Pipe Mechanics Act (R.S.Q. 1941, chapter 173 and amendments).

(*g*) The term "journeyman-electrician" designates any employee who holds a "C" license under the Electricians and Electrical Installations Act (R.S.Q. 1941, chapter 172 and amendments).

(*h*) The term "apprentice-electrician" has the same meaning as in the Electricians and Electrical Installations Act (R.S.Q. 1941, chapter 172 and amendments).

(*i*) The term "oil burner senior journeyman" designates any employee who has complied with the requirements of subsection "*e*" above and who hire out his services to an oil burner contractor for the installation, repair or rebuilding of oil burners (R.S.Q. 1941, chapter 173 and amendments).

(*j*) The term "oil burner apprentice" designates any employee who learns the oil burner installer's trade for three years.

(*k*) The terms "piping installation" and "piping installation work" has the same meaning as in paragraphs 6 and 7, section 2 of the Québec Master Pipe-Mechanics Act.

(*l*) The term "electrical installation" has the same meaning as in paragraph 6, section 2 of the Quebec Master Electricians Act.

II. *Professional jurisdiction:* (*a*) This part applies only to construction, repair, demolition, maintenance, electrical and piping installation.

(*b*) It also applies to projects subject to the inspection of the Electricians' Board of Examiners under the Electricians and Electrical Installations Act.

c) Dans le cas des travaux électriques urgents sur les brûleurs à l'huile, les plombiers peuvent également les exécuter.

d) Nonobstant toute autre disposition, les cités, villes et corporations municipales ne sont pas assujetties aux dispositions de la présente section pour ce qui est des travaux de réparation.

III. *Champ d'application territorial:* Le champ d'application territorial de la présente section comprend la cité de Québec, les districts électoraux de Québec, Portneuf, Montmorency, Charlevoix, Lévis, Lotbinière, Dorchester, Mégantic, Beauce, Bellechasse, Montmagny, L'Islet, Kamouraska ainsi que la cité de Rivière-du-Loup et les municipalités de Notre-Dame-du-Portage, Saint-Patrice de la Rivière du Loup et de Saint-Antonin du comté de Rivière-du-Loup.

Aux fins d'application de la présente section, ce champ d'application territorial est divisé en deux (2) zones comme suit:

Zone I: a) Les cités de Québec, Lévis, Lauzon, Sillery, Ste-Foy y compris la Cité Universitaire et Giffard, les villes de Château-d'Eau, Québec-Ouest, Charlesbourg, Beauport, Villeneuve, Montmorency, Courville, les Saules, et les municipalités de Saint-Romuald d'Etchemin, Saint-Télesphore, Charny, Saint-David-de-l'Auberivière, Saint-Louis-de-Pintendre, Saint-Jean-Chrysostôme, Saint-Joseph-de-la-Pointe, Lévis, Saint-Félix du Cap-Rouge, L'Ancienne-Lorette, Neufchatel, Loretteville, d'Orsainville, Charlesbourg-est, Charlesbourg-ouest, Notre-Dame des Laurentides, Lac Saint-Charles, Saint-Émile, Saint-Dunstan-du-Lac-Beauport, Notre-Dame-des-Anges, Ville Duberger, Saint-Michel-Archange, Sainte-Thérèse-de-Lisieux, Beauport-Ouest, Saint-Jean-de-Boischâtel, l'Ange-Gardien, la paroisse du Sacré-Coeur-de-Jésus (Québec), Saint Nicolas, Château Richer, Sainte-Anne de Beaupré, Beaupré, et l'Ile d'Orléans.

b) La cité de Thetford-Mines et la ville de Black-Lake.

c) La présente zone comprend aussi tout le territoire appartenant au Gouvernement Fédéral, ordinairement dénommé « le Camp Valcartier » comprenant la section militaire et la section des arsenaux, et situé dans les limites des districts électoraux de Québec et de Portneuf.

Zone II: Les territoires non compris dans la zone I.

Lorsqu'un employeur demandera à un ou plusieurs de ses employés d'aller exécuter des travaux en dehors du champ d'application territorial ci-haut décrit, la présente section s'appliquera à cesdits salariés sauf si des conditions de travail supérieures sont prévues dans ledit champ d'application.

Toutefois, les parties s'engagent à respecter les heures de travail en vigueur dans la région où sont exécutés les travaux.

IV. *Salaires:* Les taux de salaire minimaux suivants doivent être payés:

	Taux horaires Zones	
a) Ouvriers qualifiés:	*I*	*II*
Entrepreneurs (services personnels)	$4.30	$3.45
À compter du 1er mai 1966 ..	4.60	3.75
À compter du 1er mai 1967 ..	5.00	4.10
Compagnon sénior en plomberie et chauffage, soudeur en toyauterie, compagnon senior en brûleur à l'huile ayant trois ans d'expérience ou plus, compagnon électricien (licence C).....	2.85	2.30
À compter du 1er mai 1966 ..	3.05	2.50
À compter du 1er mai 1967 ..	3.25	2.65

(c) Plumbers may carry out emergency electrical work on oil burners.

(d) Notwithstanding any other provision, cities, towns and municipal corporations are not subject to the provisions of this part, inasmuch as repair work is concerned.

III. *Territorial jurisdiction:* The territorial jurisdiction of this part encompasses: Québec City; the electoral districts of Québec, Portneuf, Montmorency, Charlevoix, Lévis, Lotbinière, Dorchester, Mégantic, Beauce, Bellechasse, Montmagny, L'Islet, Kamouraska; the city of Rivière-du-Loup and the municipalities of Notre-Dame du Portage, Saint Patrice de la Rivière du Loup and Saint Antonin of Rivière du Loup county.

For the purposes of this part, such territorial jurisdiction is divided into two (2) zones as follows:

Zone I: (a) The cities of Québec, Lévis, Lauzon, Sillery, Ste-Foy, including the Laval University campus and Giffard; the towns of Château-d'Eau, Québec West, Charlesbourg, Beauport, Villeneuve, Montmorency, Courville, les Saules; the municipalities of Saint Romuald d'Etchemin, Saint Télesphore, Charny, Saint David de l'Auberivière, Saint Louis de Pintendre, Saint Jean Chrysostôme, Saint Joseph de la Pointe, Lévis, Saint Félix du Cap Rouge, l'Ancienne Lorette, Neufchatel, Loretteville, Orsainville, Charlesbourg East, Charlesbourg West, Notre-Dame des Laurentides, Lac Saint Charles, Saint Émile, Saint Dunstan du Lac Beauport, Notre-Dame des Anges, Ville Duberger, Saint Michel Archange, Sainte Thérèse de Lisieux, Beauport West, Saint Jean de Boischâtel, l'Ange-Gardien, the Sacré-Coeur de Jésus parish (Québec), Saint Nicolas, Château Richer, Sainte Anne de Beaupré, Beaupré, and l'Ile d'Orléans.

(b) The city of Thetford-Mines and the town of Black Lake.

(c) This zone also encompasses all the Federal Government's property known as "Valcartier Camp", including the military and arsenals sections located within the limits of the electoral district of Québec and Protneuf.

Zone II: The territory not included in zone I.

Whenever an employer has his employees carry out work outside the territorial jurisdiction outlined above, this part will apply to such employees except when employment conditions are superior in the said jurisdiction.

However, the parties agree to respect the working hours in force in the region where the work is being carried out.

IV. *Wages:* The following minimum wages shall be paid:

	Hourly rates Zones	
(a) *Qualified Workers:*	*I*	*II*
Contractos (personal services).....	$4.30	$3.45
As of May 1, 1966.....	4.60	3.75
As of May 1, 1967.....	5.00	4.10
Plumbing and heating senior journeyman, pipe welder, oil burner senior journeyman having three years' experience or more, journeyman electrician ("C" license).	2.85	2.30
As of May 1, 1966.....	3.05	2.50
As of May 1, 1967.....	3.25	2.65

Tout salarié qui doit surveiller au moins 14 hommes, soit 7 compagnons et 7 apprentis ou plus, doit recevoir $0.10 de plus que le taux établi pour un compagnon

Tout salarié qui doit surveiller au moins 30 hommes, soit 15 compagnons et 15 apprentis ou plus, doit recevoir $0.30 de plus que le taux établi pour un compagnon.

Tout salarié en plomberie et chauffage qualifiant une maison d'affaires en vertu de sa licence doit recevoir $0.40 de plus l'heure que le taux prévu pour le compagnon.

Le maître-électricien (licence A ou B) travaillant comme salarié, qu'il utlise ses outils ou agisse comme contremaître ou remplisse toute autre fonction de surveillance, sauf s'il est appelé au partage des profits doit recevoir $0.40 de plus l'heure que le taux prévu pour le compagnon.

	Taux horaires Zones	
b) Compagnon junior et apprenti:	*I*	*II*
Compagnon junior (1 an) en plomberie et chauffage	$2.50	$1.95
À compter du 1er mai 1966	2.70	2.15
À compter du 1er mai 1967	2.90	2.30
Apprenti en plomberie et chauffage, apprenti électricien et apprenti en brûleur à l'huile (1ère année)	1.41	1.15
À compter du 1er mai 1966	1.51	1.25
À compter du 1er mai 1967	1.61	1.35
Apprenti en plomberie et chauffage, Apprenti électricien (2e année) et compagnon junior en brûleur à l'huile	1.56	1.30
À compter du 1er mai 1966	1.66	1.40
À compter du 1er mai 1967	1.76	1.50
Apprenti en plomberie et chauffage, apprenti électricien (3e année) et compagnon senior en brûleur à l'huile	1.66	1.40
À compter du 1er mai 1966	1.85	1.55
À compter du 1er mai 1967	2.00	1.65
Apprenti en plomberie et chauffage, apprenti electricien (4e année) et compagnon senior en brûleur à l'huile après une année d'expérience	1.76	1.50
À compter du 1er mai 1966	1.95	1.65
À comgter du 1er mai 1967	2.10	1.75
c) Manoeuvre ou journalier employé directement par un entrepreneur électricien et par le maître mécanicien en tuyauterie	2.25	2.10
Chauffeur de camion employé directement par un entrepreneur électricien et par le maître mécanicien en tuyauterie (Zones I et II)	1.95 ou par semaine	l'heure $84.00

Toute majoration future du taux de salaire du chauffeur de camion aux Chapitre Premier du décret doit être apportée au taux de salaire du chauffeur de camion prévu à la présente Section.

Le salarié recevant une rémunération plus élevée que les taux minimaux, lors de la mise en vigueur de la présente section, recevra l'augmentation en plus de son salaire actuellement payé.

Tout contrat intervenu entre un employeur ou un entrepreneur et un ou plusieurs salariés sur une base de travail à la pièce ou à forfait ou pour

Any employee who is called upon to supervise at least 14 men (7 journeymen and 7 or more apprentices) shall receive 10¢ above the hourly rate laid down for journeymen.

Any employee who is called upon to supervise at least 30 men (15 journeymen and 15 or more apprentices) shall receive 30¢ above the hourly rate laid down for journeymen.

Any heating or plumbing employee who, by his license, qualifies a business concern, shall receive 40¢ an hour above the rate laid down for journeymen.

A master-electrician ("A" or "B" license) working as employee (whether he uses his tools, acts as foreman or takes on any other supervisory work, except when participating in profit-sharing) shall receive 40¢ an hour above the rate laid down for journeymen.

	Hourly rates Zones	
	I	*II*
(b) Junior journeyman and apprentice:		
Plumbing and heating junior journeyman (1 year)	$2.50	$1.95
As of May 1, 1966	2.70	2.15
As of May 1, 1967	2.90	2.30
Heating and plumbing apprentice, apprentice-electrican, oil burner apprentice (1st year)	1.41	1.15
As of May 1, 1966	1.51	1.25
As of May 1, 1967	1.61	1.35
Heating and plumbing apprentice, apprentice-electrician (2nd year), oil berner junior journeyman	1.56	1.30
As of May 1, 1966	1.66	1.40
As of May 1, 1967	1.76	1.50
Heating and plumbing apprentice, apprentice electrician (3rd year), oil burner senior journeyman	1.66	1.40
As of May 1, 1966	1.85	1.55
As of May 1, 1967	2.00	1.65
Heating and plumbing apprentice, and apprentice-electrician (4th year) oil burner senior journeyman, (after one year's experience)	1.76	1.50
As of May 1, 1966	1.95	1.65
As of May 1, 1967	2.10	1.75
(c) Labourer or day labourer directly employed by an electrical contractor or a master pipe-mechanic	2.25	2.10
Truck driver directly employed by an electrical contractor or a master pipe-mechanic (zones I and II)	1.95 an hour or $84.00 a week.	

Whenever the wage rates for truck drivers (mentioned in Chapter One of the decree) is increased, an identical increase shall be made to the wage rates for truck drivers provided for in this part.

Should an employee be receiving wage rates higher than the minimum when this part becomes effective, he shall receive the increase, above his actual wage rate.

Any contract entered into between an employer or contractor and one or more employees on a piece-work, contract or lump sum basis is void

un prix fixe est de nul effet et défendu s'il représente des taux inférieurs aux taux minimaux de cette section.

Les salariés appelés à faire des travaux dans une zone différente seront rémunérés conformément aux taux de la zone où les salaires sont plus élevés et les conditions de travail supérieures, que ce soit ceux de la zone où ils travaillent ordinairement ou ceux de la zone où est exécuté le contrat.

Quelle que soit la forme ou la nature du contrat individuel de travail intervenu entre un employeur et un salarié, ce dernier a droit à la rémunération horaire prévue pour son métier dans la présente section.

V. *Prime d'équipe: a)* Si le système de la double équipe est mis en vigueur, les heures de travail sont réparties selon les besoins de l'entreprise, pourvu que la durée du travail d'une équipe n'excède pas, en aucun cas, huit (8) heures par jour.

b) Les travailleurs appelés à travailler sur la double équipe, recevront une prime de $0.10 cents de plus l'heure.

c) Dans le cas ou l'employeur établira le système de la triple équipe, les heures de travail seront les suivantes:

Équipe 1: 8.00 heures a.m. à 4.00 heures p.m.
Équipe 2: 4.00 heures p.m. à 12.00 heures a.m. (minuit)
Équipe 3: 12.00 heures a.m. (minuit) à 8.00 heures a.m.

Les salariés appelés à travailler sur la troisième équipe, soit de minuit (12.00 heures a.m.) à 8.00 heures a.m., recevront une prime de $0.15 cents l'heure de plus que leur taux réguliers.

VI. *Durée du travail: a) Zone I:* La semaine régulière de travail est de quarante (40) heures à raison de huit (8) heures par jour et réparties entre sept (7.30) heures et trente a.m. à cinq (5) heures p.m., du lundi au vendredi inclusivement.

b) Zone II: 1) Les heures de travail sont de huit (8) heures par jour réparties entre sept (7) heures a.m. et six (6) heures p.m. du lundi au samedi inclusivement, le tout constituant une durée maximum de quarante-huit (48) heures de travail par semaine.

2) À compter du 1er mai 1966, la semaine régulière de travail sera de quarante-cinq (45) heures réparties du lundi matin au samedi midi.

3) Toutefois la journée régulière de travail ne devra jamais excéder neuf (9) heures par jour.

c) Les horaires suivent l'heure normale ou l'heure avancée en vigueur dans la localité où les travaux sont exécutés.

d) Pour les chauffeurs de camions employés directement par les entrepreneurs en électricité ou par les maîtres mécaniciens en tuyauterie, la journée régulière de travail est de neuf (8) heures et la semaine normale de travail est de cinquante-quatre (54) heures. Cependant, cette durée de travail pour le chauffeur de camion sera modifiée suivant toute modification a être apportée au chapitre premier du décret concernant cette classification.

VII. *Travail urgent:* Tout travail urgent qui ne peut être exécuté pendant le jour peut être fait en d'autres périodes de la journée, aux taux réguliers du jour, plus une prime additionnelle de $0.10 cents l'heure pourvu, que le Comité Paritaire en soit avisé. Tel travail demeure cependant sujet aux limites d'heures fixées à l'article VI.

VIII. *Temps supplémentaire: a)* Le travail exécuté en plus des heures et/ou en dehors des

and forbidden if it calls for rates lower than the minimum rates in this part.

Employees who are called upon to work in a different zone, shall be paid the wage rates of the zone where they are higher and employment conditions are better, whether this be the zone where they usually work or the zone where the work contract is being carried out.

An employee is entitled to the hourly wage rates provided for in this part for his trade, regardless of the form or type of special contract entered into between himself and an employer.

V. *Shift differential:* (*a*) If a double-shift system is set up, working hours are scheduled according to the enterprise's needs, as long as a shift's working hours never goes beyond the 8-hour day.

(*b*) Workers called to work on a double shift shall receive a 10¢ an hour bonus.

(*c*) When a tripe-shift system is set up, working hours are as follows:

First shift: 8:00 a.m. to 4:00 p.m.;
Second shift: 4:00 p.m. to midnight;

Third shift: midnight to 8:00 a.m.

Employees called to work on the third shift (midnight to 8:00 a.m.) shall receive a 15¢ an hour bonus, besides their regular rates.

VI. *Hours of work:* (*a*) *Zone I:* The standard 40-hour week is divided into 8-hour days, between 7:30 a.m. and 5:00 p.m., Monday through Friday.

(*b*) *Zone II:* (1) The standard 48-hour week is divided into 8-hour days, between 7:00 a.m. and 6:00 p.m., Monday through Saturday.

(2) As of May 1, 1966, there shall be a standard 45-hour week, scheduled from Monday morning through Saturday noon.

(3) However, working hours in a day shall not exceed nine (9).

(*c*) Schedules concur with either Standard Time or Daylight Saving Time in effect in the locality where the work is being done.

(*d*) Truck drivers directly employed by electrical contractors or by master pipe mechanics, have a standard 45-hour week and 9-hour day. However, the standard working hours for truck drivers may be modified according to changes made to such classification, in Chapter One of the decree.

VII. *Urgent work:* All urgent work which cannot be carried out during the day may be done at other times during the day, at the day rates plus a 10¢ an hour bonus, provided that the Parity Committee be advised. Such work is still subject to the hourly limits laid down in section VI.

VIII. *Overtime:* (*a*) Work performed over and outside the hourly or weekly limits stipulated

limites horaires quotidiennes et hebdomadaires spécifiées à l'article précédent sera rémunéré au taux de salaire et demi par rapport au taux de salaire effectivement payé.

b) Le travail exécuté entre minuit (12.00) a.m. et sept heures trente (7.30) a.m. dans la zone I et entre minuit (12.00) a.m. et sept heures (7.00) a.m. dans la zone II sera rémunéré au taux de salaire double par rapport au taux de salaire effectivement payé.

c) Le travail exécuté en cas de nécessité, les dimanches, le Premier de l'An, l'Épiphanie, le Vendredi Saint, l'Ascension, la Saint-Jean-Baptiste, la Fête du Canada, la Fête du Travail, la Toussaint, l'Immaculée Conception et le Jour de Noël, sera rémunéré au taux de salaire double par rapport au taux de salaire effectivement payé.

d) *Travail le samedi:* Tout salarié appelé à exécuter du travail le samedi sera rémunéré à raison de salaire et demi. Toute heure ou fraction d'heure travaillée par un salarié après midi (12.00) sera rémunérée au taux double du salaire régulier, sauf dans le cas de services domiciliaires.

e) Cependant, le paragraphe (*d*) ne s'applique pas à la Zone II.

IX. *Vacances chômées et payées: a*) Tout salarié régi par la présente section a droit, chaque année, à deux (2) semaines de vacances chômées et payées fixées par l'employeur, après entente entre ce dernier et l'employé, pendant la période comprise entre le 1er mai et le 15 novembre.

b) La rémunération payable au salarié pour ses vacances est établie comme suit: à la fin de chaque semaine, l'employeur doit verser à chacun de ses salariés assujettis à la présente section une somme équivalente à 4% du salaire gagné jusqu'au 31 juillet 1966.

À compter du 1er août 1966, la rémunération payable au salarié pour ses vacances sera de 5% du salaire gagné.

X. *Apprentissage: a*) Aucune personne ne peut commencer son apprentissage dans l'un ou l'autre des métiers visés par la présente section avant d'avoir seize (16) ans révolus.

b) Dans les cités, villes ou municipalités où un certificat de qualification est obligatoire, tous les apprentis exerçant ou voulant exercer les métiers visés par la présente section doivent s'enregistrer à l'endroit où est émis tel certificat.

c) Aucun employeur soumis à la présente section ne peut prendre à son emploi un apprenti, à moins qu'il ne soit détendeur d'un permis ou certificat prévu par les Lois et règlements de la Province.

d) Le nombre des apprentis chez un employeur et sur chaque chantier en particulier ne doit pas excéder le nombre de compagnons dans chacun des métiers visés par la présente section.

e) Tout apprenti, en faisant une demande d'emploi devra présenter un certificat de scolarité de neuvième année au moins.

XI. *Compagnon junior:* L'employeur n'emploera pas plus d'un (1) compagnon junior par cinq (5) compagnons.

XII. *Temps et frais de transport et frais de pension:*

a) *Temps de transport:* Si l'employeur exige que ses ouvriers se rendent à l'ouvrage en dehors d'un rayon de dix (10) milles de son siège social une allocation à temps simple de 15 minutes le mation et de 15 minutes le soir lui sera payée.

Le temps ainsi payé à titre de compensation ne peut être considéré pour le calcul de la journée régulière de travail.

in the preceding section shall be paid at time and a half.

(*b*) Work performed between midnight and 7:30 a.m. in zone I and between midnight and 7:00 a.m. in zone II shall be paid at double time.

(*c*) Work done in emergencies and on Sundays, New Year's Day, Epiphany Day, Good Friday, Ascension Day, St. John the Baptist Day, Canada Day, Labour Day, All Saints' Day, Immaculate Conception Day and Christmas Day shall be paid at double time.

(*d*) *Saturday work:* Any employee called to work on Saturday shall be paid at time and a half. Each hour or fraction thereof an employee works after 12 o'clock noon shall be paid at double time, except in the case of home services.

(*e*) Subsection (*d*) does not apply to Zone II.

IX. *Vacations with pay:* (*a*) Every employee governed by this part is entitled to a two-weeks' annual vacation with pay at a time determined after agreement berween employer and employee during the May 1st to November 15th period.

(*b*) Vacation pay given employees is laid down as follows: at the end of each week, the employer shall pay each employee subject to this part, the equivalent of 4% of wages earned until July 31, 1966.

As of August 1, 1966, vacation pay shall be set at 5% of wages earned.

X. *Apprenticeship:* (*a*) No one may begin apprenticeship in any of the trades covered by this part before his sixteenth (16th) year.

(*b*) In the cities, towns or municipalities where a competency certificate is compulsory, all apprentices plying or wishing to ply the trades covered by this part shall register where such certificates are issued.

(*c*) No employer subject to this part may hire an apprentice who does not hold a permit or certificate stipulated in the Provincial laws and regulations.

(*d*) The number of apprentices with an employer and on each construction site shall not exceed the number of journeymen in each of the trades covered by this part.

(*e*) When applying for employment, each apprentice shall produce the minimum of a Grade IX certificate.

XI. *Junior journeyman:* Employers shall not employ more than one (1) junior journeyman for each five (5) journeymen.

XII. *Time, transportation and living expenses:*

(*a*) *Transportation time:* When an employer has his employees work outside of a 10-mile radius from his head office, he shall grant them a paid 15-minute allowance in both the morning and evening.

Time so paid shall not be considered as part of the standard work day.

b) Toutefois, cette clause ne s'applique pas dans le cas où le salarié doit voyager pour se rendre au siège social de son employeur, ou encore lorsque des travaux doivent être exécutés à un endroit situé en cours de route de son domicile au siège social de l'employeur.

c) *Frais de transport et de pension:* Pour les travaux exécutés en dehors d'un rayon de dix (10) milles du siège social de l'employeur, les frais de transport sont à la charge de l'employeur. Dans le cas où l'employé doit résider dans un tel lieu, les frais de pension sont également à la charge de l'employeur.

Dans le cas où le déplacement du salarié pour se rendre sur les lieux desdits travaux nécessite plusieurs heures, il doit recevoir paiement pour huit (8) heures de travail pour chaque vingt-quatre (24) heures, de façon que son transport ne lui occasionne pas de perte de temps régulier.

d) L'emtrepreneur ou l'employeur qui transporte matin et soir des salariés n'est pas assujetti aux frais de transport et de pension.

XIII. *Période d'attente.* Tout salarié se rapportant au travail à l'heure conventionnelle et qui n'a pas été avisé la veille que ses services ne seraient pas requis, a droit à une rémunération équivalente à trois (3) heures de travail. L'employeur peut exiger que cet employé demeure à sa disposition pendant ces trois (3) heures d'attente.

XIV. *Accidents:* Lorsqu'un salarié se blesse en devoir, il reçoit plein salaire pour la journée même et le lendemain, pourvu qu'il ait un certificat médical attestant qu'il y a blessure sérieuse l'empêchant de travailler pour ce temps.

XV. *Bien-être et hygiène:* Les entrepreneurs doivent aménager un endroit convenable permettant aux ouvriers de prendre leurs repas. Ils doivent également aménager une chambre de toilette et fournir les accessoires nécessaires tels que savon, serviettes, etc.

XVI. *Période et détail de la paie:* Le salaire sera payable en entier en monnaie légale du Canada tous les vendredis. Si le vendredi est un jour chômé, la paie aura lieu le jour précédent. Si l'employeur paie par chèque, il devra les distribuer dans la journée du jeudi.

Les détails suivants devront apparaître sur ou dans l'enveloppe de paie:

le nom de l'employeur;
les noms et prénom du salarié;
le nom de sa tâche;
la date et la période de paie;
le nombre d'heures de travail;
le taux à l'heure;
le total du salaire;
les déductions faites en détail;
le montant net de la paie.

Dans le cas où un salarié est congédié, tous les salaires accumulés ou retenus doivent lui être payés ce même jour au siège social de l'employeur.

XVII. Nonobstant l'article XX du Chapitre Premier du décret, la présenté section « A » constitue un texte complet et ce Chapitre Premier ne peut servir pour fin complémentaire ou autre.

XVIII. *Durée de la convention:* La présente section demeure en vigueur jusqu'au 30 avril 1968.

(La présente Section rend obligatoires certaines dispositions d'une convention collective de travail intervenue entre La Corporation des Maîtres Mécaniciens en Tuyauterie du Québec (section de Québec et district), La Corporation des Maîtres Électriciens du Québec (section Québec) et La Fraternité des Plombiers & Électriciens de Québec Inc. (C.S.N.).)

(*b*) This clause does not apply when the employee must travel to reach his employer's head office or when work is being done at a site located between the employee's residence and the employer's head office.

(*c*) *Transportation and living expenses:* Employers shall pay transportation expenses when work is done outside a ten-mile radius from the employer's head office. Whenever employees are obliged to live in such location, living expenses are also borne by the employer.

When employees have to spend several hours to get to the work site, he shall receive eight (8) hours' pay for each twenty-four (24) hours, so that no time be lost because of transportation.

(*d*) Transportation and living expenses are not applicable to contractors or employers who transport their employees morning and night.

XIII. *Waiting time:* Every employee who reports for work at the appointed time and has not been advised the day before that his services would not be required, is entitled to three (3) hours' pay. Employers may request that employees be at their disposal during this three-hour waiting time.

XIV. *Accidents:* Should an employee sustain an injury while on duty, he shall be paid for the accident day and the day after, provided that he produce a medical certificate to the effect that his injury prevented him from working on both those days.

XV. *Welfare and health measures:* Contractors shall set up a suitable place for employees to take their meals. They shall also set up a washroom and supply necessities as soap, towels, etc.

XVI. *Pay period and details:* Wages shall be paid in full, in legal tender, every Friday. If Friday is a non-working day, pay-day will be on the preceding day. When payment is made by cheque, these shall be given out on Thursday.

The following particulars shall appear in or on the pay envelope:

employer's name;
employer's name in full;
employee's occupation;
date and pay period;
number of hours worked;
hourly rate;
amount of wages;
type and amount of deductions made;
net take-home pay.

When an employee is dismissed, all accumulated wages and deductions shall be paid him the same day, at the employer's head office.

XVII. Notwithstanding section XX, Chapter One of the decree, the present Part "A" is a complete document and Chapter One shall not be used for complementary purposes of others.

XVIII. *Term of the agreement:* This part remains in force until April 30, 1968.

(This part makes binding certain provisions of a collective labour agreement entered into between the Corporation of Master Pipe Mechanics of Québec, (Québec and district section), the Corporation of Master Electricians of Québec (Québec section) and *La Fraternité des Plombiers et Électriciens de Québec Inc.* (*C.S.N.*).)

La publication du présent avis ne rend pas obligatoires les dispositions qui y sont contenues. Seul un arrêté en conseil peut rendre obligatoires ces dispositions, avec ou sans amendement. L'arrêté en conseil ne peut entrer en vigueur avant la date de sa publication dans la *Gazette officielle de Québec*.

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*, l'honorable Ministre du Travail recevra les objectifs, en double copie si possible, que les intéressés pourront désirer formuler.

Le sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 4 décembre 1965. 12994-o

Avis de prélèvement

L'honorable Carrier Fortin, ministre du Travail, donne avis par les présentes que le Comité Conjoint des Taverniers de Québec, établi en exécution du décret numéro 695 du 7 mai 1938 et amendements, a été autorisé par règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 2321 du 24 novembre 1965, section « B », le tout d'accord avec les dispositions de la Loi des décrets de convention collective (Statuts refondus du Québec 1964, chapitre 143), à prélever des cotisations des employeurs professionels, des artisans et des salariés assujettis audit décret, suivant les conditions ci-après décrites:

1. *Cotisation*

La période de cotisation s'étend du 1er janvier 1966 au 31 décembre 1966; cette cotisation s'exerce comme ci-dessous mentionné:

a) Les employeurs professionnels régis par le décret numéro 695 du 7 mai 1938 et amendements doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à ½ de 1% de la liste des salaires, bonis et allocations qu'ils versent à leurs salariés régis par ledit décret.

b) Les salariés régis par ledit décret numéro 695 et amendements doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à ½ de 1% de leurs salaires, bonis et allocation.

2. *Mode de perception*

En vue de faciliter la perception de ces cotisations, le Comité paritaire met à la disposition des employeurs professionnels, des formules de rapport sur lesquelles doivent être indiqués les nom, prénoms et adresse de chaque salarié à leur emploi, sa qualification, le nombre d'heures de travail normales et supplémentaires affectuées par lui chaque semaine, la nature de ce travail et le salaire payé.

L'employeur professionnel doit voir à ce que ces rapports soient remplis, signés et transmis au Comité paritaire à chaque mois.

L'employeur professionnel doit percevoir, à la fin de chaque semaine, à même le salaire de chacun de ses salariés, les sommes qui reviennent au Comité paritaire et les transmettre audit Comité mensuellement, en même temps que sa propre cotisation.

Le rapport mensuel de l'employeur professionnel, accompagné des cotisations du mois courant, doit être transmis au Comité paritaire pas plus tard que le dix (10) du mois suivant; conséquemment, le rapport du mois de janvier doit être transmis pour le 10 février, et ainsi de suite de mois en mois.

Publication of this notice does not make binding the provisions therein. Such provisions, with or without amendments, can be made binding only by an Order in Council, which comes into force on the date of its publication in the *Quebec Official Gazette*.

During the thirty days following publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour will consider objections which interested parties may wish to make; objections should be submitted in duplicate if possible.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Québec, December 4, 1965. 12994-o

Notice of levy

Pursuant to the provisions of the Collective Agreement Decrees Act (Revised Statutes of Québec 1964, chapter 143), the Honourable Carrier Fortin, Minister of Labour, hereby gives notice that the Tavern Keepers' Joint Committee for Québec (established in pursuance of decree number 695 of May 7, 1938 and amendments) has been authorized to levy dues on the professional employers and employees subject to the said decree, according to the following conditions. A by-law, approved by Order in Council number 2321 of November 24, 1965, section "B", authorizes such levy.

1. *Dues*

The contribution period extends from January 1, 1966 to December 31, 1966. It is carried out as follows:

(*a*) Professional employers governed by decree number 695 of May 7, 1938 and amendments shall pay the Parity Committee an amount equivalent to ½ of 1% of salaries, bonuses and allowances paid to their employees governed by the said decree.

(*b*) Employees governed by the said decree number 695 and amendments shall turn over to the Parity Committee an amount equivalent to ½ of 1% of their wages, bonuses and allowances.

2. *Collection method*

To facilitate the collection of such dues, the Parity Committee supplies professional employers with report forms on which the following should be indicated: name, surname and address of each employee in their service; his qualification; the number of regular and overtime hours worked by him each week; type of work and wages paid.

The professional employer shall see that these reports be completed, signed and forwarded to the Parity Committee each month.

At the end of each week and by means of a check-off, the professional employer shall collect the amounts due the Parity Committee and forward them monthly to the said Committee together with his own dues.

The professional employer's monthly report, together with the dues for the current month, shall be forwarded to the Parity Committee no later than the tenth (10th) of the following month. Therefore, January's report should be forwarded for February 10th and so on every month.

3. *Rapport financier*

Conformément aux dispositions de la Loi des décrets de convention collective, le Comité paritaire doit présenter un rapport trimestriel de ses opérations financières au Ministre du Travail, aux dates fixes suivantes: 31 mars, 30 juin, 30 septembre et 31 décembre de chaque année.

Ci-annexé, un état des recettes et des déboursés prévus par le Comité Conjoint du Commerce des Taverniers de Québec, pour la période comprise entre le 1er janvier 1966 et le 31 décembre 1966.

COMITÉ CONJOINT DU COMMERCE DES TAVERNIERS DE QUÉBEC

État des recettes et des déboursés probables pour la période comprise entre le 1er janvier 1966 et le 31 décembre 1966.

Recettes:	
Cotisations patronales	$2,72[illegible].00
Cotisations ouvrières	2,725.00
	$5,450.00
Déboursés:	
Salaire du secrétaire	$2,132.00
Salaires du personnel	260.00
Salaires des inspecteurs	1,404.00
Loyer et taxes	120.00
Frais de vérification	100.00
Impression, papeterie, acc. de bureau	99.00
Poste, téléphone, télégramme	30.00
Jetons de présence (membres du comité)	300.00
Frais de déplacements (membres du comité)	1,000.00
Assurance caution	5.00
	$5,450.00

Le sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 4 décembre 1965. 12994-o

Avis de prélèvement

L'honorable Carrier Fortin, ministre du Travail, donne avis par les présentes que le Comité paritaire des Institutions Religieuses et des Fabriques paroissiales de la juridiction de St-Hyacinthe, établi en exécution du décret numéro 491 du 10 février 1945 et amendements, a été autorisé par règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 2321 du 24 novembre 1965, section « C » le tout d'accord avec les dispositions de la Loi des décrets de convention collective (Statuts refondus du Québec 1964, chapitre 143), à prélever des cotisations des employeurs professionels, des artisans et des salariés assujettis audit décret, suivant les conditions ci-après décrites:

1. *Cotisation*

La période de cotisation s'étend du 1er janvier 1966 au 31 décembre 1966; cette cotisation s'exerce comme ci-dessous mentionné:

a) Les employeurs professionnels régis par ledit décret numéro 491 et amendements, doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à ¼ de 1% de leur liste de paye pour les salariés assujettis audit décret.

3. *Financial report*

In compliance with the provisions of the Collective Agreement Decrees Act, the Parity Committee shall submit à quarterly report of its financial operations to the Minister of Labour on the following set dates: March 31, June 30, September 30 and December 31 of each year.

Attached herewith is a statement of estimated receipts and disbursements of the Tavern Keepers' Joint Committee for Québec for the January 1, 1966 to December 31, 1966 period.

TAVERN KEEPERS' JOINT COMMITTEE FOR QUÉBEC

Statement of estimated receipts and disbursements for the January 1, 1966 to December 31, 1966 period.

Receipts:	
Employers' dues	$2,725.00
Employee's dues	2,725.00
	$5,450.00
Disbursements:	
Secretary's salary	$2,132.00
Staff's salary	260.00
Inspectors' salary	1,404.00
Rent and taxes	120.00
Auditing of books	100.00
Printing, stationery, office equipment	99.00
Postage, telephone and telegrams	30.00
Attendance tokens (Committee members)	300.00
Travelling expenses (Committee members	1,000.00
Fidelity-bond	5.00
	$5,450.00

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Québec, December 4, 1965. 12994-o

Notice of levy

Pursuant to the provisions of the Collective Agreement Decrees Act (Revised Statutes of Québec 1964, chapter 143), the Honourable Carrier Fortin, Minister of Labour, hereby gives notice that the *Comité paritaire des Institutions Religieuses et des Fabriques paroissiales de la juridiction de St. Hyacinthe* (established in pursuance of decree number 491 of February 10, 1945 and amendments), has been authorized to levy dues on the professional employers and employees subject to the said decree, according to the following conditions. A by-laws, approved by Order in Council number 2321 of November 24, 1965, section "C", authorizes such levy.

1. *Dues*

The contribution period extends from January 1, 1966 to December 31, 1966. It is carried out as follows:

(*a*) Professional employers governed by said decree number 491 and amendments shall pay the Parity Committee an amount equivalent to ¼ of 1% of their payroll for employees subject to the said decree.

b) Les salariés régis par ledit décret numéro 491 et amendements doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à ¼ de 1% de leur rémunération.

2. *Mode de perception*

En vue de faciliter la perception de ces cotisations, le Comité paritaire met à la disposition des employeurs professionnels des formules de rapport sur lesquelles doivent être indiqués tous les renseignements exigés par ledit Comité paritaire. L'employeur professionnel doit compléter son rapport, le signer et le faire parvenir au Comité paritaire à chaque mois.

L'employeur professionnel doit percevoir à la fin de chaque semaine, au nom du Comité paritaire, le prélèvement imposé à ses salariés, au moyen d'une retenue sur le salaire de ces derniers.

L'employeur professionnel doit transmettre son rapport mensuel au Comité paritaire le ou avant le dix (10) de chaque mois suivant la date d'expiration de la période pour laquelle il est exigible; ledit rapport doit être accompagné de la cotisation de l'employeur professionnel et de celles de ses salariés. Ce Comité a le pouvoir d'exiger l'assermentation dudit rapport chaque fois qu'il le juge à propos.

Le prélèvement imposé par le présent règlement est payable mensuellement par l'employeur professionnel et le salarié sans mise en demeure au préalable.

3. *Rapport financier*

D'accord avec la Loi des décrets de Convention collective, le Comité paritaire doit présenter un rapport trimestriel de ses opérations financières au Ministre du Travail, aux dates fixes suivantes: 31 mars, 30 juin, 30 septembre et 31 décembre de chaque année.

Ci-annexé, un état des recettes et des déboursés prévus du Comité paritaire des Institutions religieuses et des Fabriques paroissiales de la juridiction de St-Hyacinthe, pour la période comprise entre le 1er janvier 1966 et le 31 décembre 1966.

COMITÉ PARITAIRE DES INSTITUTIONS RELIGIEUSES ET DES FABRIQUES PAROISSIALES DE LA JURIDICTION DE ST-HYACINTHE

Siège social: 1895, rue Girouard, St-Hyacinthe

État des recettes et des déboursés probables pour la période comprise entre le 1er janvier 1966 et le 31 décembre 1966.

Recettes:	
Cotisations patronales	$ 7,500.00
Cotisations ouvrières	7,500.00
Intérêts de banque	500.00
Impôt fédéral	777.40
Impôt provincial	512.20
Assurance-chômage	97.76
Régime des Rentes du Québec	138.60
Régimes des ass. coll. (adm)	1,200.00
	$18,225.96
Déboursées:	
Salaire du secrétaire	$7,280.00
Salaire du personnel	3,900.00
Salaire d'inspection	900.00
Frais d'inspection	1,000.00
Loyer et taxes	800.00
Éclairage, chauffage, entretien	50.00

(*b*) Employees governed by said decree number 491 and amendments shall turn over to the Parity Committee an amount equivalent to ¼ of 1% of their wages.

2. *Collection method*

To facilitate the collection of such dues, the Parity Committee supplies professional employers with report forms on which all the information requested by the said Parity Committee must be given. Every month, the professional employer shall complete, sign and forward his report to the Parity Committee.

At the end of each week and on the Committee's behalf, the professional employer shall collect this levy by means of a check-off.

The professional employer shall forward his monthly report to the Parity Committee on or before the tenth (10th) of each month following the expiry date of the period for which it is required. The professional employer's dues together with those of his employees shall accompany the said report. The Committee has the authority to request an attestation of the said report whenever it shall deem it advisable.

The levy imposed by this by-law is payable monthly by the professional employer and the employee, without formal notice beforehand.

3. *Financial report*

In compliance with the Collective Agreement Decrees Act, the Parity Committee shall submit a quarterly report of its financial operations to the Minister of Labour on the following set dates: March 31, June 30, September 30 and December 31 of each year.

Attached herewith is a statement of estimated receipts and disbursements of the *Comité paritaire des Institutions Religieuses et des Fabriques paroissiales de la juridiction de St. Hyacinthe* for the January 1, 1966 to December 31, 1966 period.

COMITÉ PARITAIRE DES INSTITUTIONS RELIGIEUSES ET DES FABRIQUES PAROISSIALES DE LA JURIDICTION DE ST. HYACINTHE

Head Office: 1895 Girouard Street, St. Hyacinthe

Statement of estimated receipts and disbursements for the January 1, 1966 to December 31, 1966 period.

Receipts:	
Employer's dues	$ 7,500.00
Employees' dues	7,500.00
Bank interest	500.00
Federal tax	777.40
Provincial tax	512.20
Unemployment Insurance	97.76
Québec Pension Board	138.60
Group insurance plan (adm.)	1,200.00
	$18,225.96
Disbursements:	
Secretary's salary	$ 7,280.00
Staff's salary	3,900.00
Inspector's salary	900.00
Inspection expenses	1,000.00
Rent and taxes	800.00
Heating, electricity and maintenance	50.00

Frais de vérification	$	60.00
Impression, papeterie, acc. de bureau		175.00
Poste, téléphone, télégramme		225.00
Intérêt, échange, agios		13.00
Jetons de présence		600.00
Frais de déplacements		1,416.00
Assurance-chômage		195.52
Assurance-vie-santé		181.08
Assurance-caution		10.00
Impôt fédéral		777.40
Impôt provincial		512.20
Régime des rentes du Québec		277.20
Souscriptions		200.00
	$	18,572.40
Excédent des déboursés sur les recettes à combler par la réserve	$	346.44

Le sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 4 décembre 1965. 12994-o

Auditing of books	$	60.00
Printing, stationery, office equipment		175.00
Postage, telephone, telegrams		225.00
Interest, exchange, agio		13.00
Attendance tokens		600.00
Travelling expenses		1,416.00
Unemployment Insurance		195.52
Health, life insurance		181.08
Fidelity-bond		10.00
Federal tax		777.40
Provincial tax		512.20
Québec Pension Board		277.20
Subscriptions		200.00
	$	18,572.40
Deficit to be made up from emergency fund	$	346.44

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Québec, December 4, 1965. 12994-o

Avis de prélèvement

L'honorable Carrier Fortin, ministre du Travail, donne avis par les présentes que le Comité paritaire des Métiers de la Construction des Trois-Rivières, établi en exécution du décret numéro 1418 du 29 juillet 1964, a été autorisé par règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 2275 du 17 novembre 1965, section « F », le tout d'accord avec les dispositions de la Loi des décrets de Convention collective (Statuts refondus du Québec 1964, chapitre 143), à prélever des cotisations des employeurs professionnels, des artisans et des salariés aussujettis audit décret, suivant les conditions ci-après décrites:

1. *Cotisation*

La période de cotisation s'étend de la date de publication du présent règlement dans la *Gazette officielle de Québec* au 1er décembre 1966; cette cotisation s'exerce comme ci-dessous mentionné:

a) Les employeurs professionnels régis par le décret numéro 1418 du 29 juillet 1964, doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à ½ de 1% de la rémunération qu'ils versent à leurs salariés assujettis au décret.

b) Les artisans régis par le décret numéro 1418 du 29 juillet 1964, doivent payer au Comité paritaire une somme équivalente à ½ de 1% de leur rémunération basée sur le taux de salaire établi dans le décret pour les salariés dont ils exercent le métier ou l'occupation.

c) Les salariés régis par le décret numéro 1418 du 29 juillet 1964, doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à ½ de 1% de leur rémunération.

2. *Mode de perception*

Les employeurs professionnels doivent faire la perception du prélèvement imposé aux salariés régis par le décret, à même la rémunération qu'ils paient à ceux-ci, et faire la remise du prélèvement ainsi perçu et de leur propre prévèvements à chaque mois, le ou avant le 15 du mois suivant celui pour lequel ils sont exigibles, au siège social du Comité paritaire, accompagné d'un rapport préparé sur la formule fournie à cette fin par le Comité paritaire.

Notice of levy

Pursuant to the provisions of the Collective Agreement Decrees Act (Revised Statutes of Québec 1964, chapter 143), the Honourable Carrier Fortin, Minister of Labour, hereby gives notice that the Building Trades Joint Committee of Trois-Rivières (established in pursuance of decree number 1418 of July 29, 1964) has been authorized to levy dues on the professional employers, artisans and employees subject to the said decree, according to the following conditions. A by-law, approved by Order in Council number 2275 of November 17, 1965, section "F", authorizes such levy.

1. *Dues*

The contribution period extends from the date this by-law is published in the *Quebec Official Gazette* until December 1, 1966. It is carried out as follows:

(*a*) Professional employers governed by decree number 1418 of July 29, 1964, shall pay the Parity Committee an amount equivalent to ½ of 1% of monies paid to their employees subject to the decree.

(*b*) Artisans governed by decree number 1418 of July 29, 1964, shall turn over to the Parity Committee an amount equivalent to ½ of 1% of their salary based on the wage rates laid down in the decree for the trades they occupy.

(*c*) Employees governed by decree number 1418 of July 29, 1964, shall turn over to the Parity Committee an amount equivalent to ½ of 1% of their wages.

2. *Collection method*

Professional employers shall collect the levy imposed on the employees governed by the decree by means of a check-off. They shall forward the dues so collected, together with their own levy, to the Parity Committee's headquarters, monthly, on or before the 15th of the month following the one for which it is required. A report on forms supplied by the Parity Committee should accompany same.

Les artisans, de même que les salariés non à l'emploi des employeurs professionnels, doivent faire la remise de leur prélèvement à chaque mois, au siège social du Comité, dans les 15 premiers jours du mois suivant celui pour lequel il est exigible.

3. *Rapport financier*

D'accord avec l'article 21 de la Loi de la Convention collective, le Comité paritaire doit présenter un rapport trimestriel de ses opérations financières au Ministre du Travail, aux dates fixes suivantes: 31 mars, 30 juin, 30 septembre et 31 décembre de chaque année.

Ci-annexé, un état des recettes et des dépenses probables du Comité paritaire des Métiers de la Construction des Trois-Rivières, pour la période comprise entre le 1er décembre 1965 et le 1er décembre 1966.

4. *Disposition spéciale*

Les dispositions du présent règlement s'appliquent également aux employeurs professionnels et aux salariés assujettis au décret numéro 1288 du 2 juillet 1964, relatif à la construction des lignes de transmission, et à l'arrêté en conseil numéro 2284 (C) du 22 novembre 1961 et ses amendements, relatifs à l'industrie de l'acier de structure, dont la mise à exécution a été confiée au Comité paritaire susmentionné.

COMITÉ PARITAIRE DE MÉTIERS DE LA CONSTRUCTION DES TROIS-RIVIÈRES

État des recettes et des déboursés probables pour la période comprise entre le 1er décembre 1965 et le 1er décembre 1966.

Recettes:

Cotisations patronales	$ 45,000.00
Cotisations ouvrières	45,000.00
Cotisations artisanales	1,000.00
Pénalités et amendes	1,000.00
Dommages: intérêts liquidés	950.00
Honoraires d'examen	1,500.00
Intérêts de banque	5,000.00
Impôt fédéral	5,600.00
Impôt provincial	4,200.00
Assurance-chômage	175.00
Assurances-groupe	22.00
Congés payés en fiducie	250,000.00
Sécurité sociale (retraite et décès)	3,120.00
	$362,567.00

Déboursés:

Salaire du secrétaire	$ 16,640.00
Salaire du personnel	22,540.00
Salaires des inspecteurs	26,400.00
Frais d'inspection	14,000.00
Honoraires: Bureau d'examinateurs	1,000.00
Loyer et taxes	960.00
Éclairage, chauffage, entretien	300.00
Frais judiciaires	1,000.00
Frais de vérification	1,200.00
Impression, papeterie, acc. de bureau	1,400.00
Poste, téléphone, télégramme	1,200.00
Indérêt, échange, agios	225.00
Abonnement et publicité	600.00
Jetons de présence (membres du Comité)	840.00

Artisans, as well as employees who are not employed by professional employers shall forward their dues monthly to the Parity Committee's headquarters during the first 15 days of the month following the one for which it is required.

3. *Financial report*

In compliance with section 21 of the Collective Agreement Decrees Act, the Parity Committee shall submit a quarterly report of its financial operations to the Minister of Labour on the following set dates: March 31, June 30, September 30 and December 31 of each year.

Attached herewith is a statement of estimated receipts and disbursements of the Building Trades Joint Committee of Trois-Rivières for the December 1, 1965 to December 1, 1966 period.

4. *Special provision*

The provisions of this by-law also apply to professional employers and employees subject to decree number 1288 of July 2, 1964, (Construction of Transmission Lines) and to Order in Council number 2284 "C" of November 22, 1961 and amendments (Structural Steel Industry), whose application has been entrusted to the abovementioned Parity Committee.

BUILDING TRADES JOINT COMMITTEE OF TROIS-RIVIÈRES

Statement of estimated receipts and disbursements for the December 1, 1965 to December 1, 1966 period.

Receipts:

Employers' dues	$ 45,000.00
Employees' dues	45,000.00
Artisans' dues	1,000.00
Penalties and fines	1,000.00
Damages: paid up interest	950.00
Examination fees	1,500.00
Bank interest	5,000.00
Federal tax	5,600.00
Provincial tax	4,200.00
Unemployment Insurance	175.00
Group insurance	22.00
Vacation pay held in trust	250,000.00
Social security (retirement and death)	3,120.00
	$362,567.00

Disbursements:

Secretary's salary	$ 16,640.00
Staff's salary	22,540.00
Inspectors' salary	26,400.00
Inspection fees	14,000.00
Fees: Board of Examiners	1,000.00
Rent and taxes	960.00
Heating, electricity and maintenance	300.00
Legal fees	1,000.00
Auditing of books	1,200.00
Printing, stationery, office equipment	1,400.00
Postage, telephone, telegrams	1,200.00
Interest, exchange, agio	225.00
Subscription and advertising	600.00
Attendance tokens (Committee members)	840.00

Frais de déplacement (membres du Comité)	$ 900.00
Frais de délégation	500.00
Assurance-chômage	350.00
Assurance-vie-santé	220.00
Assurance caution	10.00
Assurances générales	72.00
Fonds de pension	3,050.00
Impôt fédéral	5,600.00
Impôt provincial	4,200.00
Congés payés (remboursement)	250,000.00
Sécurité sociale (retraite-décès) payée à la fiducie	9,360.00
	$362,567.00

Le sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 4 décembre 1965. 12994-o

Avis de modification

Métallurgie — Région de Québec

L'honorable Carrier Fortin, ministre du Travail, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi des décrets de convention collective (S.R.Q. 1964, chapitre 143), que les parties contractantes à la convention collective de travail relative aux métiers de la métallurgie dans la région de Québec, rendue obligatoire par le décret numéro 973 du 24 juin 1948 et amendements, lui ont présenté une requête à l'effet de soumettre à l'appréciation et à la décision du lieutenant-gouverneur en conseil les modification suivantes audit décret, dans sa teneur modifiée:

1° Le mot « qualifié » sera ajouté après le mot « salarié » apparaissant aux paragraphes « *b* », « *c* », « *f* », « *k* », « *l* » et « *n* » de l'article I.

2° Les mots « des métiers visés » apparaissant au paragraphe « *t* » de l'article I seront remplacés par les mots « des métiers concernés ».

3° Les mots « (sous-paragraphe i) » apparaissant au paragraphe « *u* » de l'article I sont biffés.

4° L'article II sera remplacé par le suivant:

« II. *Champs d'application: a) Champ d'application territorial:* Le champ d'application territorial du décret comprend la cité de Québec et le territoire compris dans un rayon de 50 milles de ses limites.

Aux fins du décret, ce champ d'application territorial est divisé en deux (2) zones comme suit:

Zone I: La cité de Québec et le territoire compris dans un rayon de 15 milles de ses limites.

Zone II: Tout le territoire inclus dans le champ d'application territorial à l'exception du territoire compris dans la zone I.

b) Champ d'application industriel: Le champ d'application industriel du décret comprend la fabrication, l'installation, la transformation et la réparation de pièces mécaniques, métalliques, engins, machines ou parties de machines de tout genre ou autre outillage mécanique, bouilloires et réservoirs, que ce travail soit exécuté à l'intérieur ou à l'extérieur d'un établissement métallurgique dont il constitue l'industrie principale ou secondaire.

Nonobstant les dispositions précédentes, le décret ne régit pas la fabrication et la transformation de bouilloires et réservoirs ainsi que la construction ou la réparation des ascenseurs lorsque ces travaux sont exécutés à l'extérieur d'un établissement métallurgique, tels travaux

Travelling expenses (Committee members)	$ 900.00
Delegation expenses	500.00
Unemployment Insurance	350.00
Health and life insurance	220.00
Fidelity bond	10.00
General insurance	72.00
Pension fund	3,050.00
Federal tax	5,600.00
Provincial tax	4,200.00
Vacation pay (re-imbursement)	250,000.00
Social security (retirement, death) paid in trust	9,360.00
	$362,567.00

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Québec, December 4, 1965. 12994-o

Notice of amendment

Metal Trades — Québec region

Pursuant to the provisions of the Collective Agreement Decrees Act (R.S.Q. 1964, chapter 143), the Honourable Carrier Fortin, Minister of Labour, hereby gives notice that the contracting parties to the collective labour agreement respecting the Metal Trades in the Québec district (made binding by decree number 973 of June 24, 1948 and amendments) have petitioned him to submit the following amendments to the said decree to the consideration and decision of the Lieutenant-Governor in Council;

1. The word "qualified" will be added before the word "employee" mentioned in subsections "*b*", "*c*", "*f*", "*k*", "*l*", and "*n*", of section I.

2. In subsection "*t*" of section I, the words "of the trades regulated" will be replaced by the words "of the trades covered".

3. In subsection "*u*" of section I, the words "(subparagraph (*i*)" will be deleted.

4. Section II will be replaced by the following:

"II. *Jurisdictions: (a) Territorial jurisdiction:* The territorial juriddiction of the decree encompasses the city of Québec and the territory located in a 50-mile radius from its limits.

For the purposes of the decree, the territorial jurisdiction is divided into two (2) zones as follows:

Zones I: The city of Québec and the territory located in a 15-mile radius from its limits.

Zone II: All the territory included in the territorial jurisdiction, with the exception of the territory located in zone I.

(*b*) *Industrial jurisdiction:* The industrial jurisdiction of the decree includes the manufacturing, installation, conversion and repair of mechanical or metallic parts, engines, machines of all types or parts thereof including other mechanical equipment, boilers and tanks, whether such work be carried out inside or outside a metalworking plant, when such work constitutes its main or secondary industry.

Notwithstanding the foregoing provisions, the decree does not govern the production or conversion of boilers and tanks as well as the building or repair of elevators outside a metalworking establishment, when such work is governed by the decree respecting the Construction

étant régis par le décret relatif à l'industrie de la construction dans la région de Québec.

Toutefois, les salariés travaillant sur des machine de haute production à la fabrication de pièces métalliques de même que ceux qui concourent à l'assemblage, au traçage et au montage de ces pièces ne sont pas assujettis au présent décret de même que les salariés travaillant à la fabrication de pièces mécaniques, mais dont la production annuelle de l'établissement dépasse dix mille (10,000) unités de pièces semblables.

Toutefois, les manufacturiers d'autobus ne sont pas assujétis au présent décret aussi longtemps qu'une convention collective de travail intervenue en vertu des dispositions du Code du Travail est en vigueur dans leur établissement.

c) *Champ d'application professionnel:* 1. Le champ d'application professionnel du décret comprend tout salarié employé dans l'industrie de la métallurgie, y compris les outilleurs, les tracteurs en mécanique, les machinistes, les mécaniciens-ajusteurs ou ouvriers d'établi, les mécaniciens de marine, les préposés aux machines, les forgerons, les menuisiers d'atelier métallurgique, les chaudronniers ainsi que les autres salariés pour lesquels un taux de salaire est déterminé à l'article IV.

2. Toutefois, aux fins d'application du décret, le champ d'application professionnel ne comprend pas les salariés suivants:

i. Les chefs et les commis de bureau, les contremaîtres qui n'exécutent pas de travail manuel et les surintendants, le personnel technique, les préposés au fonctionnement des ascenseurs, les salariés permanents aux termes de la Loi des décrets de convention collective ou tout autre salarié non visé par l'alinéa « 1 » ci-dessus.

ii. Les dalariés travaillant dans les limites territoriales d'un chantier maritime où une convention collective particulière assure auxdits salariés des conditions de travail et de salaire supérieures à celles du décret.

iii. Les élèves de moins de seize (16) ans d'une institution d'assistance publique régie par la Loi de l'Assistance publique (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 187).

iv. Les salariés travaillant dans un établissement où les travaux métallurgiques n'en constituent pas l'industrie principale et où une convention collective particulière assure auxdits salariés des conditions et des salaires meilleurs que ceux du décret.

v. Les salariés travaillant dans un établissement qui fabrique exclusivement des machines à bois.

5° Les paragraphes « *a* » et « *b* » de l'article III seront remplacés par les suivants:

« III. *Durée du travail: a) Heures régulières:*

i. *Zone I:* La semaine régulière de travail est de quarante-quatre (44) heures réparties entre sept (7) heures a.m. et six (6) heures p.m. les lundi, mardi, mercredi, jeudi et vendredi de chaque semaine. À partir du 10 juillet 1966, la semaine régulière de travail est de quarante-trois (43) heures et à partir du 10 juillet 1967, la semaine régulière de travail est de quarante-deux (42) heures réparties entre sept (7) heures a.m. et six (6) heures p.m. les lundi, mardi, mercredi, jeudi et vendredi de chaque semaine.

ii. *Zone II:* La semaine régulière de travail est de quarante-quatre (44) heures réparties entre (7) heures a.m. et six (6) heures p.m. les lundi, mardi, mercredi, jeudi et vendredi de chaque semaine et entre sept (7) heures a.m. et midi le samedi. À partir du 10 juillet 1966, la semaine régulière de travail est de quarante-trois

industry in the Québec region.

However, employees working on mass-production machines for metal parts, employees assembling, drafting and erecting such parts as well as employees producing mechanical parts (when the establishment's annual output exceeds ten thousand (10,000) identical units) are not subject to this decree.

Bus manufacturers are not subject to this decree as long as a collective labour agreement, entered into under the provisions of the Labour Code, is in force in their establishment.

(c) *Professional jurisdiction:* The decree's professional jurisdiction includes any employee working in the metal industry, including tool-makers, mechanical tracers, machinists, fitter-machinists, bench-workers, marine mechanics, macnine operators, blacksmiths, metalworks joiners, boilermakers and other employees for whom wage rates are stipulated in section IV.

2. However, for the purposes of this decree, the professional jurisdiction does not include the following employees:

i. Office managers and clerks; foremen and superintendents who do no manual work; the technical staff, elevator operators; permanent employees as defined in the Collective Agreement Decrees Act; any other employee not covered by paragraph "1" above.

ii. Employees working within a shipyard's limits when a private collective agreement stipulates better employment conditions and higher wages than those of this decree.

iii. Students under sixteen (16) who attend a charitable institution governed by the Public Charities Act (R.S.Q. 1941, chapter 187).

iv. Employees working in an establishment where metalwork is not the main industry and where a private collective agreement guarantees better employment conditions and wages than those of the decree.

v. Employees working in an establishment which exclusively makes woodworking machines."

5. Subsections "*a*" and "*b*" of section III will be replaced by the following:

"III. *Hours of work:* (a) *Standard hours:*

i. *Zone I:* The standard forty-four (44)-hour week shall be scheduled between 7:00 a.m. and 6:00 p.m., Monday through Friday. There will be a standard 43-hour week as of July 10, 1966. As of July 10, 1967, the standard 42-hour week shall be scheduled between between 7:00 a.m. and 6:00 p.m., Monday through Friday.

ii. *Zone II:* The standard 44-hour week shall be scheduled between 7:00 a.m. and 6:00 p.m, Monday through Friday, and between 7:00 a.m. and noon on Saturdays. There shall be a standard 43-hour week as of July 10, 1966. As of July 10, 1967, the standard 42-hour week shall be scheduled between 7:00 a.m. and 6:00 p.m., Monday

(43) heures et à partir du 10 juillet 1967, la semaine régulière de travail est de quarante-deux (42) heures réparties entre sept (7) heures a.m. et six (6) heures p.m. les lundi, mardi, mercredi, jeudi et vendredi de chaque semaine et entre sept (7) heures a.m. et midi le samedi.

b) Travail de nuit: La nuit, les heures régulières de travail sont réparties entre les heures régulières de la fin et du commencement de l'équipe de jour. La semaine régulière de travail de nuit est de quarante-cinq (45) heures. Elle est de quarante-quatre (44) heures à partir du 10 juillet 1966 et de quarante-trois (43) heures à partir du 10 juillet 1967. La durée maximum d'une nuit de travail est de dix (10) heures. Toutefois, pour les équipes de nuit la majorité des heures effectuées doit être à l'intérieur de la nuit de travail. »

through Friday and between 7:00 a.m. and noon on Saturdays.

(*b*) *Night work:* At night, the standard working hours are scheduled between the day shift's regular starting and finishing times. There is a standard 45-hour week, which shall be reduced to 44 hours as of July 10, 1966 and to 43 hours as of July 10, 1967. At night's work shall not exceed ten (10) hours. However, the night shift's working hours shall be scheduled within the work night."

6° Les paragraphes « *a* », « *a-1* », « *b* » « *b-1* » et « *b-2* » de l'article IV seront remplacés par les suivants:

« IV. *Taux de salaires minimaux:* Les taux de salaires minimaux sont les suivants:

6. Subsections "*a*", "*a*-1", "*b*", "*b*-1" and "*b*-2" of section IV will be replaced by the following:

"IV. *Minimum wage rates:* Minimum wage rates are as follows:

	À compter du 10/7/66		*As of 10/7/67*			
	Zones					
	I	*II*	*I*	*II*	*I*	*II*
A) *Compagnons — Journeymen:*						
Outilleur — Toolmaker	$2.51	$2.41	$2.65	$2.55	$2.81	$2.71
Traceur en mécanique — Mechanical tracer	2.40	2.30	2.54	2.43	2.70	2.59
Soudeur général — Welder (general)	2.29	2.19	2.42	2.32	2.58	2.47
Soudeur à l'acétylène ou à l'électricité — Acetylene or electric arc welder	2.24	2.14	2.37	2.27	2.52	2.42
Machiniste général — Machinist (general)	2.29	2.19	2.42	2.32	2.58	2.47
Mécanicien en métal en feuille — Sheet-metal mechanic	2.24	2.14	2.37	2.27	2.52	2.42
Machiniste sur tour, fraiseuse, etc. — Lathe, milling machine machinist	2.24	2.14	2.37	2.27	2.52	2.42
Mécanicien de marine — Marine mechanic	2.24	2.14	2.37	2.27	2.52	2.42
Mécanicien ajusteur — Fitter machinist	2.24	2.14	2.37	2.27	2.53	2.42
Chaudronnier — Boiler maker	2.24	2.14	2.37	2.27	2.52	2.42
Mécanicien en tuyauterie — Pipe mechanic	2.24	2.14	2.37	2.27	2.52	2.42
Trempeur — Temperer	2.24	2.14	2.37	2.27	2.52	2.42
Pantograveur — Pantographer	2.24	2.14	2.37	2.27	2.52	2.42
Peintre — Painter	2.24	2.14	2.37	2.27	2.52	2.42
Polisseur — Polisher	2.24	2.14	2.37	2.27	2.52	2.42
Menuisier d'atelier mécanique — Metalworks joiner	2.18	2.07	2.31	2.20	2.46	2.35
Forgeron — Blacksmith	2.18	2.07	2.31	2.20	2.46	2.35
Découpeur — Cutter	2.18	2.07	2.31	2.20	2.46	2.35
Vérificateur — Checker	1.86	1.80	1.98	1.92	2.13	2.06
Expéditeur — Shipper	1.86	1.80	1.98	1.92	2.13	2.06
Aide — Helper	1.86	1.80	1.98	1.92	2.13	2.06
Journalier — Day labourer	1.80	1.74	1.92	1.86	2.06	2.00

Les chaudronniers, monteurs mécaniciens de machines à vapeur et soudeurs travaillant à l'extérieur d'un établissement métallurgique sur la réparation de bouilloires et réservoirs doivent recevoir $2.39 l'heure et les aides chaudronniers, monteurs, mécaniciens de machines à vapeur et soudeurs travaillant à l'extérieur d'un établissement métallurgique sur la réparation de bouilloires et réservoirs doivent recevoir $1.89 l'heure.

Sheet-metal workers, steam machine mechanic-erectors and welders working outside a metal-working establishment on the repair of boilers and tanks shall receive $2.39 an hour. For the same work, helpers in the abovementioned trades shall receive $1.89 an hour.

A-1) *Assembleurs et préposés aux machines — Assemblers and machine operators:*						
1ère année, 1er six mois — 1st year, 1st six months	$1.33	$1.25	$1.44	$1.36	$1.57	$1.49
1ère année, 2e six mois — 1st year, 2nd six months	1.40	1.33	1.51	1.44	1.65	1.57
2e année — 2nd year	1.51	1.44	1.62	1.55	1.76	1.68
3e année — 3rd year	1.63	1.56	1.75	1.68	1.89	1.82
4e année — 4th year	1.75	1.68	1.87	1.80	2.01	1.94
5e année — 5th year	1.89	1.82	2.01	1.94	2.16	2.08
B) *Apprentis tous les métiers — Apprentices (all trades:*						
1ère année — 1st year	1.33	1.25	1.44	1.36	1.57	1.49
2e année — 2nd year	1.40	1.33	1.51	1.44	1.65	1.57

			À compter du 10/7/66 As of 10/7/66			
	Zones					
	I	II	I	II	I	II
3e année — 3rd year	$1.51	$1.44	$1.62	$1.55	$1.76	$1.68
4e année — 4th year	1.63	1.56	1.75	1.68	1.89	1.82
5e année, 1er six mois	1.75	1.68	1.87	1.80	2.01	1.94
5e année, 2e six mois — 5th year, 2nd six months	1.89	1.82	2.01	1.94	2.16	2.08
6e année, 2e six mois — 6th year, 2nd dsix months	2.04	1.97	2.17	2.09	2.32	2.24
B-1) *Magasiniers en charge ou camionneurs — Storemen in charge or truck drivers:*						
Magasiniers en charge — Storeman in charge	90.84	87.56	94.28	91.16	98.48	95.34
Camionneurs — Truck driver	84.09	81.40	86.73	84.71	90.93	88.62
B-2) *Magasiniers — Storemen:*						
1ère année — 1st year	58.89	57.21	62.33	60.65	66.53	64.85
2e année — 2nd year	62.04	59.91	65.48	63.35	69.68	67.55
3e année — 3rd year	69.69	67.26	73.13	70.70	77.33	74.90
4e année — 4th year	77.69	75.26	81.13	78.70	85.33	82.90
5e année — 5th year	84.99	81.96	88.43	85.40	92.63	89.60

7° Les sous-paragraphes 2 et 4 du paragraphe « *c* » de l'article IV seront remplacés par les suivants:

« 2° *Équipe de nuit:* Tout salarié faisant partie d'une équipe de nuit à droit à $0.15 de plus l'heure que son taux de salaire régulier ».

« 4° *Jours chômés et payés:* Tout établissement doit chômer et payer au taux de salaire régulier (incluant le montant mentionné à l'article IV paragraphe « *c*-2 ») à ses salariés les jours de fêtes ouvrables suivants: le Premier jour de l'An, l'Épiphanie, le Vendredi-Saint, l'Ascension, la fête de la St-Jean-Baptiste, la fête du Travail, la Toussaint, l'Immaculée-Conception et le jour de Noël, à condition que les salariés aient été au travail la journée ouvrable complète qui précède le congé payé et la journée ouvrable complète qui suit. »

8° Le sous-paragraphe 5° du paragraphe « *c* » de l'article IV sera biffé et le sous-paragraphe 6° actuel deviendra le nouveau sous paragraphe 5°.

9° L'article V sera remplacé par le suivant:

« V. *Travail suppémentaire: a)* Tout travail exécuté

1. Après neuf (9) heures régulières dans la même journée. À partir du 10 juillet 1967, après huit heures et demie (8½) dans la même journée.

2. Après quarante-quatre (44) heures dans la même semaine régulière de travail. À partie du 10 juillet 1966, après quarante-trois (43) heures dans la même semaine régulière de travail. À partir du 10 juillet 1967, après quarante-deux (42) heures dans la même semaine régulière de travail.

3. En dehors des heures régulières spécifiées à l'article III:

est considéré comme du travail supplémentaire et doit être rémunéré au taux de salaire et demi.

b) Travail de nuit:

i. Pour les équipes de nuit, les quatre (4) premières heures et demie qui suivent la fin des heures régulières de l'équipe de nuit sont payées au taux et demi et les heures suivantes sont payées au taux double et ce, jusqu'au commencement des heures régulières de l'équipe de nuit suivante.

ii. Pour les équipes de jour, tout travail exécuté après dix (10) heures du soir doit être rémunéré au taux de salaire double.

iii. Pour les équipes de nuit, tout travail exécuté entre 6 p.m. le samedi et minuit le dimanche doit être rémunéré au taux de salaire double.

7. Subsections 2 and 4, subsection "*c*", section IV, will be superseded by the following:

"2. *Night shift:* Any employee working on a night shift is entitled to 15¢ an hour over and above his regular wage rate."

"4. *Paid holidays:* Provided that he has been at work the working day immediately preceding and following the holiday, every employee shall be paid the following holidays at the regular rate (including the amount mentioned in section IV, subsection "*c*-2"): New Year's Day, Epiphany Day, Good Friday, Ascension Day, St. John the Baptist Day, Labour Day, All Saints' Day, Immaculate Conception Day and Christmas Day."

8. Subdivision 5, subsection "*c*", section IV, will be deleted and the present subdivision 6 will become subdivision 5.

9. Section V will be superseded by the following:

"V. *Overtime:* (*a*) The following is considered as overtime and shall be paid at time and a half:

1. After nine (9) hours in a same day; as of July 10, 1967, after eight and one-half (8½) hours in a same day.

2. After forty-four (44) hours in a same week; as of July 10, 1966, after forty-three (43) hours in a same week ; as of July 10, 1967, after forty-two (42) hours in a same week.

3. Any time after the standard hours mentioned in section III.

is considered as overtime and shall be paid at time and one-half.

(*b*) *Night work:*

i. On night shifts, the first four (4) hours after the end of the night shift's regular hours are paid at time and a half; the following hours (until she next night shift begins work) shall be paid at double time.

ii. On day shifts, all hours worked after 10:00 p.m. shall be paid at double time.

iii. On night shifts, all hours worked between 6:00 p.m. Saturday and midnight Sunday shall be paid at double time.

c) Le taux de salaire double doit être payé pour tout travail exécuté les dimanches, le premier jour de l'An, l'Épiphanie, le Vendredi-Saint, l'Ascension, la fête de la St-Jean-Baptiste, la fête du travail, la Toussaint, l'Immaculée-Conception et le jour de Noël.

d) Dans le cas des camionneurs et des magasiniers, la journée de travail peut être prolongée d'une heure par jour avec un maximum de deux heures et demie (2½) par semaine sans temps supplémentaire. Toutefois, ces employés payés à la semaine ne recevront leur salaire complet qu'à la condition qu'ils aient travaillé une (1) journée complète par semaine. Seulement les absences pour maladie et pour lesquelles un certificat médical devra être produit donneront le droit au salaire hebdomadaire complet, dans ce cas. »

10° L'article VI sera remplacé par le suivant:

« VI. *Vacances payées*· *a*) La période du calcul des vacances payées sera du 1er janvier au 31 décembre de l'année précédente.

b) Le calcul du paiement des vacances sera fait sur la base du salaire gagné au cours de l'année de calendrier précédant le premier janvier de chaque année en incluant l'indemnité pour vacances.

c) L'employeur doit, chaque année, faire connaître au salarié au moins trente (30) jours à l'avance, la période de son congé.

d) Conformément aux dispositions du présent article, paragraphes « A » et « B », tout salarié qui, au 1er janvier de chaque année, a moins d'un an de service continu pour le même employeur, aura droit à des vacances annuelles d'une durée minimum d'autant de demi-journées ouvrables qu'il a de mois de service continu jusqu'à un maximum de cinq (5) jours ouvrables et à une rémunération équivalente à 2% du salaire gagné.

e) Conformément aux dispositions du présent article, paragraphes « A » et « B », tout salarié qui, au 1er janvier de chaque année, a entre un (1) an et cinq (5) ans de service continu pour le même employeur, aura droit à des vacances annuelles d'une durée minimum de cinq (5) jours ouvrables et à une rémunération équivalente à 2% du salaire gagné en incluant l'indemnité pour vacances. ».

f) Conformément aux dispositions du présent article, paragraphes « A » et « B », tout salarié qui, au 1er janvier de chaque année, a cinq (5) ans ou plus de service continu pour le même employeur, aura droit à des vacances annuelles d'une durée minimum de dix (10) jours ouvrables et à une rémunération équivalente à 2% pour chaque période de cinq (5) jours ouvrables du salaire gagné en incluant l'indemnité pour vacances.

g) La première période de cinq (5) jours ouvrables en vacances doit être accordée au salarié entre le 1er mai et le 30 septembre suivant immédiatement l'année pendant laquelle le droit aux vacances a été acquis. La deuxième période de cinq (5) ajours ouvrables en vacances pour les salariés qui y ont droit doit être accordée entre le 1er mai de l'année suivant celle pendant laquelle le droit aux vacances a été acquis et le 1er février suivant.

h) Dans le cas du départ d'un salarié, l'employeur professionnel doit verser à celui-ci le montant dû en paiement des vacances qui ont été acquises au 31 décembre précédent, plus 2% du salaire gagné du 1er janvier précédent jusqu'au moment de son départ ou 4% du salaire gagné du 1er janvier précédent jusqu'au moment de

(*c*) Double time shall be paid for all work done on: Sundays, New Year's Day, Epiphany Day, Good Friday, Ascension Day, St. John the Baptist Day, Labour Day, All Saints' Day, Immaculate Conception Day and Christmas Day.

(*d*) In the case of truckdrivers and storemen, the standard working day may be extended one hour a day, up to a two and one-half (2½) hour maximum, without claining overtime. Such employees are paid by the week and are only entitled to payment if they have worked one (1) full day during the week. In such case, only absences due to illness, proven by a doctor's certificate, shall entitle one of the full week's pay."

10. Section VI will be superseded by the following:

"VI. (*a*) The period on which vacations with pay are calculated shall run from January 1st to December 31st of the previous year.

(*b*) Vacation pay shall be calculated on the basis of wages earned during each calendar year prior to each January 1st and shall include vacation pay credits.

(*c*) Every year, the employer shall advise the employee of his vacation dates, at least thirty (30) days beforehand.

(*d*) In compliance with the provisions of subsections "*a*" and "*b*" of this section, every employee who, on each January 1st has less than one year's continuous service with an employer, shall be entitled to annual vacations equal to one half-day for each month of continuous service, up to a maximum of five (5) working days. He shall also be paid 2% of wages earned.

(*e*) In compliance with the provisions of subsections "*a*" and "*b*" of this section, every employee who, on each January 1st has between one (1) year and five (5) years' continuous service with the same employer shall be entitled to a minimum of five (5) working days' annual vacation. He shall also be paid 2% of wages earned including vacation pay credits.

(*f*) In compliance with the provisions of subsections "*a*" and "*b*" of this section, every employee who, on each January 1st has five (5) or more years' continuous service with an employer shall be entitled to a minimum of ten (10) working day's annual vacation. He shall also be paid 2% for each period of five (5) working days of wages earned including vacation pay credits.

(*g*) The first period of five (5) working days shall be granted as vacations between May 1st and September 30th immediately following the year during which vacation entitlement was gained. The second period of five (5) working days shall be granted as vacations between May 1st of the year following the one during which vacation entitlement was gained, and the following February 1st.

(*h*) When an employee terminates his employment, the professional employer shall pay the vacation pay due him up to the previous December 31st, plus 2% of wages earned from the previous January 1st until the separation date. When the employee has five (5) or more years' continuous service with an employer on January

son départ, si ce salarié à cinq (5) ans ou plus de service continu pour le même employeur au 1er janvier de l'année courante. »

11° Les paragraphes « *a* », « *b* », « *d* » et « *f* » de l'article VII seront remplacés par les suivants:

« VII. *Apprentissage: a)* Tout apprenti commençant l'étude de son métier doit avoir au moins seize (16) ans révolus.

b) Dès l'entrée en fonction d'un nouveau salarié susceptible d'être assujetti au décret, l'employeur doit informer par écrit le Comité paritaire de telle entrée en fonction.

d) Le nombre d'heures de travail réellement effectuées, soit deux mille heures (2,000), constitue une année d'apprentissage. Toutefois, toute année scolaire complétée par des examens passés avec succès dans une école reconnue par le Comité paritaire et enseignant les métiers requérant un apprentissage et prévus à l'alinéa « 1 » du paragraphe « *c* » de l'article II peut être accepté comme une année d'apprentissage pour les fins d'application du décret.

Toutefois, le salarié ayant complété, dans le métier de la soudure, deux années d'apprentissage, conformément aux dispositions du présent paragraphe, peut demander de subir un examen devant le Bureau des Examinateurs. Selon le résultat de cet examen, l'apprenti est classifié compagnon ou poursuit son apprentissage normal. Cet examen peut être répété à toute période additionnelle de six (6) mois d'apprentissage.

f) Les heures de travail des apprentis sont les mêmes que celles des compagnons. »

12° Les paragraphes « *b* », « *d* » et « *e* » de l'article VIII seront remplacés par les suivants:

« *b)* Toutefois, tout établissement de cinq (5) salariés ou moins a droit à deux (2) apprentis et tout atelier de six (6) à dix (10) salariés inclusivement assujettis au décret a droit à trois (3) apprentis.

d) Tout apprenti qui reçoit le taux de salaire du compagnon ne compte pas dans le prorata des apprentis.

e) Tout salarié travaillant dans un magasin d'un établissement métallurgique, est payé au taux prévu par l'article IV, paragraphe « *b*-2 », Toutefois, si par la suite il entre dans un des métiers mentionnés au paragraphe « *a* » de l'article IV, la moitié du temps passé dans le magasin lui sera alors comptée comme apprentissage dans ce métier avec un maximum d'une année.

Cependant, lorsqu'il y a trois (3) magasiniers et plus dans un établissement de métallurgie, le troisième et les suivants sont considérés comme aides magasiniers et payés au taux des aides. »

13° L'article XI sera remplacé par le suivant:

« XI. *Durée du décret:* Le décret demeure en vigueur jusqu'au 10 juillet 1968. Il se renouvelle automatiquement d'année en année par la suite, à moins que l'une des parties contractantes ne donne un avis écrit à ce contraire, à l'autre partie et au ministre du Travail, entre le soixantième et le trentième jour avant l'expiration du terme original ou avant l'expiration de toute année subséquente. »

La publication du présent avis ne rend pas obligatoires les dispositions qui y sont contenues. Seul un arrêté en conseil peut rendre obligatoires ces dispositions, avec ou sans amendements, L'arrêté en conseil entre en vigueur à la date de sa publication dans la *Gazette officielle de Québec.*

1st of the current year, he shall receive 4% of wages earned from the previous January 1st until the separation date.

11. Subsections "*a*", "*b*", "*d*" and "*f*" of section VII will be replaced by the following:

"VII. *Apprenticeship:* (*a*) An apprentice should be at least sixteen (16) before beginning to learn his trade.

(*b*) Employers shall notify the Parity Committee in writing whenever a new employee, who will be subject to the decree, begins work.

(*d*) The number of hours actually worked (2,000) equals one year's apprenticeship. However, for the purposes of the decree, each academic year successfully completed and passed in a school recognized by the Parity Committee and teaching the trades requiring apprenticeship and mentioned in paragraph "1", subsection "*c*", section II, may be accepted as an apprenticeship year.

However, an employee who has completed two years' apprenticeship in welding, in pursuance of the provisions of this section, may ask to take his examination before the Board of Examiners. According to results obtained, the apprenticeship is classed as "journeyman" or continues his normal apprenticeship. Such an examination may be repeated every six (6) months during apprenticeship.

(*f*) Appretices' working hours are the same as journeymen's.

12. Subsections "*b*", "*d*", and "*e*" of section VIII will be superseded by the following:

"(*b*) However, every establishment having five (5) employees or less may have two (2) apprentices. Every shop having from six (6) of ten (10) employees inclusively may have three (3) apprentices.

(*d*) Any apprentice who receives the journeyman's wage rate does not count in the apprentice proportion.

(*e*) Every employee working in a metalworks store is paid at the rate mentioned in subsection "*b*-2" of section IV. However, if he subsequently takes up one of the trades mentioned in subsection "*a*" of section IV, one half the time spent in the store will be counted towards his apprenticeship in such trade, with a year's maximum.

Whenever there are three (3) or more storemen in a metal-works establishment, those in excess of three storemen are considered as storemen's helpers and paid accordingly.

13. Section XI will be superseded by the following:

"XI. *Term of the decree:* The decree remains in force until January 10, 1968. It automatically renews itself from year to year thereafter unless one of the contracting parties gives the other a written notice to the contrary, between the 30th and 60th day before the expiry date of the original term or of any subsequent year. Such notice shall also be filed with the Minister of Labour."

Publication of this notice does not make binding the provisions therein. Such provisions, with or without amendments, can be made binding only by an Order in Council, which comes into force on the date of its publication in the *Quebec Official Gazette.*

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections en double copie, si possible, que les intéressés pourront désirer formuler.

Le sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 4 décembre 1965. 12994-o

During the thirty days following publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour will consider objections which interested parties may wish to make; objections should be submitted in duplicate if possible.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, December 4, 1965. 12994-o

Avis

Dan Ian Abramovitch

Avis est, par les présentes, donné que « Dan Ian Abramovitch », ingénieur professionnel, de la cité de Côte St-Luc, district de Montréal, et demeurant à 5763 Avenue Fairside, adresse une requête au lieutenant-gouverneur en conseil de la province de Québec pour l'autoriser à changer son nom de famille, celui de son épouse Myrna Linda Abramovitch, ainsi que celui de son fils mineur Stephen Eric Abramovitch, tous deux demeurant à 5763 Avenue Fairside, de Abramovitch à Abrams.

Montréal, 18 novembre 1965.

Les Procureurs du requérant,
SHAPIRO ROBINSON SHEPPARD & DRYMER.
12901-48-2-o

Isadore Moe Bishinsky

Prenez avis que « Isadore Moe Bishinsky » (dit Isadore Moe Bishin), exécutif, dont l'adresse ainsi que l'adresse des autres personnes ci-bas mentionnées, est 4560 avenue Miller, Montréal s'adressera par requête au lieutenant-gouverneur en conseil dans le but de lui demander un décret que son nom devienne Isadore Moe Bishin et que le nom de son épouse devienne Gladys Bishin et le nom de son fils devienne Peter Eric Bishin.

Montréal, le 1er octobre 1965.

Le Procureur du requérant,
12919-48-2-o M. S. YELIN, C.R.

Ville de Montmagny

Avis est, par les présentes, donné qu'en date du 15 novembre 1965, le Conseil Municipal de la ville de Montmagny a adopté un règlement pourvoyant à la fusion de la ville de Montmagny et de la municipalité de St-Thomas-de-la-Pointe-à-la-Caille, conformément à la loi de la fusion volontaire des municipalités (Bill 13).

Ce règlement autorise la présentation d'une requête conjointe au lieutenant-gouverneur en conseil, le priant d'octroyer des lettres patentes fusionnant la ville de Montmagny et la municipalité de St-Thomas-de-la-Pointe-à-la-Caille, et créant une nouvelle municipalité désignée sous le nom de cité de Montmagny.

Le territoire de la cité de Montmagny comprendra le territoire actuel de la ville de Montmagny et de la municipalité de St-Thomas-de-la-Pointe-à-la-Caille.

La cité de Montmagny sera régie par la Loi des cités et villes, et sera administrée par un conseil composé d'un maire et de six échevins.

La première élection général du maire et des échevins aura lieu le premier dimanche de novembre 1966.

Notices

Dan Ian Abramovitch

Notice is given that "Dan Ian Abramovitch", professional engineer of the city of Côte St. Luc, district of Montreal, therein residing at 5763 Fairside Avenue, is making application to the Lieutenant-Governor in Council of the province of Quebec for authorization to change his surname, that of his wife Myrna Linda Abramovitch, as well as that of his infant son Stephen Eric Abramovitch, both residing at 5763 Fairside Avenue, from Abramovitch to Abrams.

Montreal, November 18, 1965.

SHAPIRO ROBINSON SHEPPARD & DRYMER,
Attorneys for applicant.
12901-48-2-o

Isadore Moe Bishinsky

Notice is hereby given that "Isadore Moe Bishinsky" (said Isadore Moe Bishin), executive, whose address, as well as the address of the other persons hereinunder mentioned is 4560 Miller Avenue, Montreal, will apply by petition to the Lieutenant-Governor in Council in order that his name should become Isadore Moe Bishin and that his wife's name become Gladys Bishin and his son's name become Peter Eric Bishin.

Montreal, October 1, 1965.

M. S. YELIN, Q.C.,
12919-48-2 *Attorney for the petitioner.*

Town of Montmagny

Notice is hereby given that on November the 15, 1965, the Municipal Council of the town of Montmagny passed a by-law providing to the amalgamation of the town of Montmagny and the Municipal Corporation of St-Thomas-de-la-Pointe-à-la-Caille, according to the voluntary amalgamation of municipalities Act (Bill 13).

This by-law authorizes the presentation of a joint petition to the Lieutenant-Governor in Council praying for the granting of letters patents amalgamating the Municipal Corporation of the town of Montmagny and the municipal Corporation of St-Thomas-de-la-Pointe-à-la-Caille and creating a new city known as city of Montmagny.

The territory of the city of Montmagny shall include the actual territory of the Municipal Corporation of the town of Montmagny and of the Municipal Corporation of St-Thomas-de-la Pointe-à-la-Caille.

The city of Montmagny shall be governed by the Cities and Towns Act and shall be administered by a mayer and six aldermen.

The first general election shall be held on the first Sunday of November 1966.

Les dettes obligataires des deux municipalités résultant des règlements déjà promulgués, demeurent en vigueur et sont payables par la nouvelle municipalité.

Il peut être pris connaissance du réglement décrétant la fusion ainsi que de la requête conjointe au bureau du greffier, en l'Hôtel de ville de Montmagny.

Les propriétaires peuvent s'opposer à la fusion durant le mois qui suit celui des publications requises par la loi, et faire connaître les motifs de leur opposition en s'adressant par écrit à la Commission Municipale, Hôtel du Gouvernement, Québec.

Donné à Montmagny, ce seizième jour du mois de novembre mil neuf cent soixante-cinq.

Le Greffier de la ville de Montmagny,
PAUL DOLAN.

12920-48-2-o

Municipalité de St-Thomas-de-la Pointe-à-la-Caille

Avis est, par les présentes, donné qu'en date du 15 novembre 1965, le Conseil Municipal de la municipalité de St-Thomas-de-la-Pointe-à-la-Caille a adopté un règlement pourvoyant à la fusion de la Municipalité de St-Thomas-de-la-Pointe-à-la-Caille et de la ville de Montmagny, conformément à la Loi de la fusion volontaire des municipalités (Bill 13).

Ce règlement autorise la présentation d'une requête conjointe au lieutenant-gouverneur en conseil, le priant d'octroyer des lettres patentes fusionnant la Municipalité de St-Thomas-de-la-Pointe-à-la-Caille et la ville de Montmagny, et créant une nouvelle municipalité désignée sous le nom de cité de Montmagny.

Le territoire de la cité de Montmagny comprendra le territoire actuel de la Municipalité de St-Thomas-de-la-Pointe-à-la-Caille et de la ville de Montmagny.

La cité de Montmagny sera régie par la Loi des cité et villes, et sera administrée par un conseil composé d'un maire et de six échevins.

La première élection générale du maire et des échevins aura lieu le premier dimanche de novembre 1966.

Les dettes obligataires des deux municipalités résultant des réglements déjà pronulgués, demeurent en vigueur et sont payables par la nouvelle municipalité.

Il peut être pris connaissance du règlement décrétant la fusion ainsi que de la requête conjointe au bureau du secrétaire-trésorier de la Municipalité de St-Thomas-de-la-Pointe-à-la-Caille.

Les propriétaires peuvent s'opposer à la fusion durant le mois qui suit celui des publications requises par la loi, et faire connaître les motifs de leur opposition en s'adressant par écrit à la Commission Municipale, Hôtel du Gouvernement, Québec.

Donné à St-Thomas de Montmagny, ce seizième jour du mois de novembre mil neuf cent soixante-cinq.

Par le Secrétaire
de la Municipalité de
St-Thomas-de-la-Pointe-à-la-Caille,
LUCIEN MASSON.

12920-48-2-o

The obligatories debts of the two municipalities resulting of promulgated by laws shall be in force and payable by the new municipality.

This by-law providing to the amalgamation and the joint petition may be examined at the office of the clerk at Montmagny Town Hall.

The property-owners may object to the amalgamation during the month following the month during which the notices required by-law were published, by indicating the grounds of their objection, in writing to the Quebec Municipal Commission, Parliament Building, Province of Quebec.

Given at Montmagny, this sixteenth day of the month of November one thousand nine hundred and sixty-five.

PAUL DOLAN,
Clerk of the Town of Montmagny.

12920-48-2-o

Municipality of St-Thomas-de-la Pointe-à-la-Caille

Notice is hereby given that on November the 15, 1965, the Municipal Council of St-Thomas-de-la-Pointe-à-la-Caille passed a by-law providing to the amalgamation of the Municipal Corporation of St-Thomas-de-la-Pointe-à-la-Caille and the town of Montmagny, according to the voluntary amalgamation of municipalities Act (Bill 13).

This by-law authorizes the presentation of a joint petition to the Lieutenant-Governor in Council praying for the granting of letters patent amalgamating the Municipal Corporation of the town of Montmagny and the Municipal Corporation of St-Thomas-de-la-Pointe-à-la-Caille and creating a new city known as "City of Montmagny".

The territory of the city of Montmagny shall include the actual territory of the Municipal Corporation of the town of Montmagny and of the Municipal Corporation of St-Thomas-de-la-Pointe-à-la-Caille.

The city of Montmagny shall be governed by the Cities and Towns Act and shall be administered by a mayer and six aldermen.

The first general election shall be held on the first Sunday of November, 1966.

The obligatories debts of the two municipalities resulting of promulgated by laws shall be in force and payable by the new municipality.

This by-law providing to the amalgamation and the joint petition may be examined at the office of the Secretary-Treasurer, at St-Thomas-de-la-Pointe-à-la-Caille.

The property-owners may object to the amalgamation during the month following the month during which the notices required by law were published, by indicating the grounds of their objection, in writing to the Quebec Municipal Commission, Parliament Building, Province of Quebec.

Given at St-Thomas de Montmagny, this sixteenth day of the month of November one thousand none hundred and sixty-five.

Per: LUCIEN MASSON,
Secretary-Treasurer
of the Municipal Corporation of
St-Thomas-de-la-Pointe-à-la-Caille.

12920-48-2-o

Nathan Rosenstein

Prenez avis que « Nathan Rosenstein » (dit Nathan Ross) vendeur dont l'adresse ainsi que l'adresse des autres personnes ci-bas mentionnées est 4521 Kensington Ave., Montréal, s'adressera par requête au lieutenant-gouverneur en conseil dans le but de lui demander un décret que son nom devienne Nathan Ross et que le nom de son épouse devienne Lillian Ross et le nom de sa fille devienne Helen Ruth Ross.

Montréal, le 1er octobre 1965.

Le Procureur du requérant,
12921-48-2-o M. S. YELIN, C.R.

Allan Caplan

Avis est donné que Allan Caplan, dessinateur, des ville et district de Montréal, s'adressera au lieutenant-gouverneur en conseil de la province de Québec pour faire changer son nom de Allan Caplan à « Allan Goldin. »

Montréal, 23 novembre 1965.

Le Procureur du requérant,
12955-48-2 LOUIS GLAZER, C.R.

Wilhelm Friedman

Avis est donné par les présentes que Friedman Wilhelm, Friedman Baila, Friedman George, résidant au 5820 Souart Avenue, appt. 6, Montréal 26, s'adresseront au lieutenant-gouverneur en conseil pour un décret changeant leur nom en respectivement « Freedman Wilhelm, Freedman Baila, Freedman George. »

Montreal 4 novembre, 1965.

12957-48-2-o W. FRIEDMAN.

Erratum

Le numéro A 275045 de l'obligation désignée « Obligation 6% à fonds d'amortissement pour améliorations locales, échéant le 15 décembre 1969 », rachetable le 15 décembre 1965, apparaissant dans l'avis de rachat publié par la ville de Montréal, dans l'édition de la *Gazette officielle de Québec* de samedi, le 13 novembre 1965, devrait se lire A 276045.

12975-o

Irene MacDonald

Il a plu au lieutenant-gouverneur en conseil, par le décret numéro 2264, du 17 novembre 1965, d'effectuer le changement de nom de Irene Patterson en celui de « Irene MacDonald ».

Québec, le 25 novembre 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
12975-o RAYMOND DOUVILLE.

Sam Lebovitz

Avis est donné que « Sam Lebovitz », restaurateur, résidant à 510, rue Alexis Nihon, St-Laurent, Québec, s'adressera au lieutenant-gouverneur en conseil pour obtenir un ordre changeant son nom à « Sam Labe »; ledit changement de nom bénéficiera à sa femme, née Eva Fuchs, et ses enfants mineurs, Raymond Sylvan, Carol Stacey, Donald Alexander, Mark Spencer et Gail Leslie, tous de la même adresse.

Montréal, 24 novembre 1965.

Le Procureur du demandeur,
12984-49-2 DAVID LITNER, C.R.

Nathan Rosenstein

Take notice that "Nathan Rosenstein", (called Nathan Ross) salesman whose address as well as that of the other persons undermentioned is 4521 Kensington Avenue, Montreal, will apply by petition to the Lieutenant-Governor in Council for the purpose of asking him for a decree changing his name to Nathan Ross and that the name of his wife become Lillian Ross and the name of his daughter become Helen Ruth Ross.

Montreal, October 1, 1965.

M. S. YELIN, Q.C.,
12921-48-2 *Solicitor for the petitioner.*

Allan Caplan

Notice is hereby given that Allan Caplan, Designer, of the city and district of Montreal, will apply to the Lieutenant-Governor in Council of the Province of Quebec to have his name changed from Allan Caplan to « Allan Goldin."

Montreal, November 23, 1965.

LOUIS GLAZER, Q.C.,
12955-48-2-o *Attorney for petitioner.*

Wilhelm Friedman

Notice is given that Friedman Wilhelm, Friedman Baila, Friedman George, residing at 5820 Souart Avenue, apt. 6, Montreal 26, will apply to the Lieutenant Governor in Council to obtain a decree changing their name respectively to "Freedman Wilhelm, Freedman Baila, Freedman George."

Montreal, November 4, 1965.

12957-48-2 W. FRIEDMAN.

Erratum

The number A 275045 of the debenture designated "6% Sinking Fund Debenture for local improvements, due December 15 1969", redeemable on December 15, 1965, appearing in the notice of redemption published by the city of Montreal, in the issued of the *Quebec Official Gazette* of Saturday, November 13, 1965, should be read A 276045.

12975-o

Irene MacDonald

The Lieutenant-Governor in Council has been pleased by decree number 2264, dated November 17, 1965, to effect the change of name of Irene Patterson to "Irene MacDonald".

Quebec, November 25, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
12975 *Assistant Secretary of the Province.*

Sam Lebovitz

Notice is hereby given that "Sam Lebovitz", restaurateur, residing at 510 Alexis Nihon Street, St. Laurent, Quebec, will apply to the Lieutenant-Governor in Council for an order changing his name to "Sam Labe"; said change of name shall also benefit his wife, née Eva Fuchs, and his minor children, Raymond Sylvan, Carol Stacey, Donald Alexander, Mark Spencer and Gail Leslie, all of the same address.

Montreal, November 24, 1965.

DAVID LITNER, Q.C.,
12984-49-2-o *Attorney for applicant.*

John Sponagle

Prenez avis que monsieur John Sponagle connu sous le nom de: John Gordon s'adressera au Secrétaire de la province pour changer son nom de John Sponagle en celui de « John Gordon ».

JEAN ALLAIRE, avocat,
12985-49-2-o (GRÉGOIRE & ASSOCIÉS).

Jacob Zemelman

Avis est donné que Jacob Jack Zemelman, administrateur, de la ville de Montréal, district de Montréal, s'adressera au lieutenant-gouverneur en conseil pour obtenir un ordre changeant son nom à « Jacob Jack Zimmerman »; ledit changement de nom bénéficiera aussi à sa femme, Rita Aubertin Zemelman, son fils, Alexander Zemelman, et ses filles Linda Zemelman et Catherine Zemelman, tous de la même adresse.

Montréal, 23 novembre 1965.

Les Procureurs du demandeur,
CHAIT ARONOVITCH KLEIN SALOMON
12986-49-2 GELBER & BRONSTEIN.

Carl Zemelman

Avis est donné que Carl Zemelman, étudiant comptable, de la ville de Montréal, district de Montréal, s'adressera au lieutenant-gouverneur en conseil afin d'obtenir un ordre changeant son nom en celui de « Carl Zimmerman »; ledit changement de nom devra aussi servir pour sa femme, Sandra Cochrane, de la même adresse.

Montréal, 24 novembre 1965.

Les Procureurs du requérant,
CHAIT ARONOVITCH KLEIN SALOMON
12987-49-2 GELBER & BRONSTEIN.

John Sponagle

Take notice that Mr. John Sponagle known under the name of John Gordon will ask to the Secretary of the Province to change his name John Sponagle for the following name: "John Gordon".

JEAN ALLAIRE, lawyer,
12985-49-2 (GRÉGOIRE & ASSOCIATES).

Jacob Zemelman

Notice is hereby given that Jacob Jack Zemelman, executive, of the city of Montreal, district of Montreal, will apply to the Lieutenant-Governor in Council for an order changing his name to "Jacob Jack Zimmerman"; said change of name will also benefit his wife, Rita Aubertin Zemelman, his son, Alexander Zemelman, and his daughters Linda Zemelman and Catherine Zemelman, all of the same address.

Montreal, November 23, 1965.

CHAIT ARONOVITCH KLEIN SALOMON
GELBER & BRONSTEIN,
12986-49-2-o *Attorneys for petitioner.*

Carl Zemelman

Notice is hereby given that Carl Zemelman, student accountant, of the city of Montreal, district of Montreal, will apply to the Lieutenant-Governor in Council for an order changing his name to "Carl Zimmerman"; said change of name will also benefit his wife, Sandra Cochrane, of the same address.

Montreal, November 24, 1965.

CHAIT ARONOVITCH KLEIN SALOMON
GELBER & BRONSTEIN,
12987-49-2-o *Attorneys for petitioner.*

Bills — Assemblée législative

Bills privés, présentation

Avis de l'Assemblée législative

Concernant les bills privés qui seront présentés pendant la prochaine session.

Au terme du règlement, les bills privés devront être déposés chez le secrétaire du comité des bills privés avant le 4 janvier 1966 et présentés avant le 15 février 1966, les pétitions introductives de bills privés devront être présentées avant le 4 février 1966 et reçues avant le 9 février 1966, et les rapports de comités élus chargés de l'examen des bills privés devront être reçus avant le 1er mars 1966.

Le Greffier,
13037-49-8-o ANTOINE LEMIEUX.

Bills — Legislative Assembly

Private bills, introduction

Notice of the Legislative Assembly

Concerning private bills which shall be introduced during the coming session.

According to standing orders, private bills shall be deposited with the Secretary of the Private Bills Committee before January 4, 1966, and introduced before February 15, 1966, petitions for private bills shall be presented before February 4, 1966, and received before February 9, 1966, and reports from select committees charged with the examination of private bills must be received before March 1, 1966.

ANTOINE LEMIEUX,
13037-49-8 *Clerk.*

Caisses d'épargne et de crédit

La Caisse d'Économie des employées Laurentide Division

Erratum

Dans l'avis de formation de la caisse d'épargne et de crédit ci-haut mentionnée, publié dans la *Gazette officielle de Québec* le 27 novembre 1965, à la page 6180, veuillez corriger le nom de cette caisse en enlevant le mot « de » précédant les mots « Laurentide Division », le nom de la caisse étant « La Caisse d'Économie des employés Laurentide Division ».

12923-x

Savings and Credit Unions

La Caisse d'Économie des employés Laurentide Division

Erratum

In the notice of the formation of the savings and credit union hereabove mentioned, published in the *Quebec Official Gazette* on November 27, 1965, on page 6180, please correct the name of this union by removing the word "de" preceding the words "Laurentide Division", the name of the union being "La Caisse d'Économie des employés Laurentide Division".

12923

La Caisse d'Économie Notre-Dame du Sacré-Coeur Credit Union

(*Loi des caisses d'épargne et de crédit*)

Avis est donné que le secrétaire de la province a approuvé que le territoire dans lequel « La Caisse d'Économie Notre-Dame du Sacré-Coeur Credit Union » peut recruter ses membres soit étendu, des limites de la paroisse Notre-Dame du Sacré-Coeur, de Laprairie, aux limites des villes de St-Hubert et Brassard.

Québec, le 24 novembre 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,

12995-o RAYMOND DOUVILLE.

Lennoxville Savings & Credit Union

(*Loi des caisses d'épargne et de crédit*)

Avis est donné que le secrétaire de la province a approuvé la formation de la caisse d'épargne et de crédit « Lennoxville Savings & Credit Union ».

Le territoire dans lequel la caisse recrutera ses membres sera Lennoxville, Hunthingville, North Hatley, East Hatley Compton, Bulwer & Johnville.

Le siège social de cette caisse d'épargne et de crédit est situé à Sherbrooke, Québec, dans le district électoral de Sherbrooke.

Québec, le 24 novembre 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,

12996-o RAYMOND DOUVILLE.

La Caisse Populaire de l'École Normale Ville-Marie

(*Loi des caisses d'épargne et de crédit*)

Avis est donné que le secrétaire de la province a approuvé la formation de la caisse d'épargne et de crédit « La Caisse Populaire de l'École Normale Ville-Marie ».

Le groupe dans lequel la caisse recrutera ses membres sera les étudiants, les professeurs, les employés anciens et actuels de l'École Normale Ville-Marie.

Le siège social de cette caisse d'épargne et de crédit est situé à Montréal, Québec, dans le district électoral de Laval.

Québec, le 29 novembre 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,

13025-o RAYMOND DOUVILLE.

La Caisse d'Économie Notre-Dame du Sacré-Coeur Credit Union

(*Savings and Credit Unions Act*)

Notice is hereby given that the Provincial Secretary has approved that the territory in which "La Caisse d'Économie Notre-Dame du Sacré-Coeur Credit Union", may recruit its members be extended from the limits of the parish of Notre-Dame du Sacré-Coeur, in Laprairie, to the limits of the towns of St-Hubert and Brassard.

Quebec, November 24, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,

12995 *Assistant Secretary of the Province.*

Lennoxville Savings & Credit Union

(*Savings and Credit Unions Act*)

Notice is hereby given that the Provincial Secretary has approved the formation of the savings and credit union "Lennoxville Savings & Credit Union".

The territory in which the union will recruit its members will be Lennoxville, Hunthingville, North Hatley, East Hatley, Compton, Bulwer and Johnville.

The head office of this savings and credit union is situated in Sherbrooke, Quebec, in the electoral district of Sherbrooke.

Quebec, November 24, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,

12996 *Assistant Secretary of the Province.*

La Caisse Populaire de l'École Normale Ville-Marie

(*Savings and Credit Unions Act*)

Notice is givne that the Provincial Secretary has approved the formation of a savings and credit union "La Caisse Populaire de l'École Normale Ville-Marie".

The group in which the union will recruit its members will be the students, the professors, the old and present employees of l'École Normale Ville-Marie.

The head office of this savings and credit union is situated in Montreal, Quebec, in the electoral district of Laval.

Quebec, November 29, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,

13025 *Assistant Secretary of the Province.*

Compagnies autorisées à faire des affaires

Akhurst Machinery Limited

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies étrangères, la compagnie « Akhurst Machinery Limited », a été autorisée à faire affaires dans la province.

L'agent principal, aux fins de recevoir les assignations dans les procédures contre ladite compagnie, est M. Pierre Choquette, 399 est, rue St-Joseph, Québec.

Le bureau principal de la compagnie dans la province est établi à 8760, rue Verville, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

12975 61-65 — 1296/62

Companies Licensed to do Business

Akhurst Machinery Limited

Notice is given that, under the Extra-Provincial Companies Act, "Akhurst Machinery Limited", has been authorized to carry on business in the Province.

The chief agent for the purpose of receiving services in proceedings against the company is Mr. Pierre Choquette, of 399 St. Joseph Street East, Québec.

The principal office of the company in the Province is at 8760 Verville Street, Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

12975-o 61-65 — 1296/62

Bi-Sell Supply Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies étrangères, la compagnie « Bi-Sell Supply Ltd. », a été autorisée à faire affaires dans la province.

L'agent principal, aux fins de recevoir les assignations dans les procédures contre ladite compagnie, est M. Richard J. F. Bowie, suite 3420, « Stock Exchange Tower », place Victoria, Montréal.

Le bureau principal de la compagnie dans la province est établi à 860, rue Mill, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

12975 62-65 — 1296/66

Devil's Elbow Mines Limited

Avis est donné que la compagnie « Devil's Elbow Mines Limited » a été autorisée à vendre ou autrement aliéner dans la province de Québec, ses actions, titres, certificats-actions, obligations et autres valeurs.

L'agent principal, aux fins de recevoir les assignations dans les procédures contre ladite compagnie, est M. John Austin Murphy, suite 914, 1155, ouest, boulevard Dorchester, Montréal.

Le bureau principal de ladite compagnie dans la province, est établi à suite 914, 1155, ouest, boulevard Dorchester, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

12975 19-65 — 1296/122

Établissement Fleur de Lys

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies étrangères, la compagnie « Établissement Fleur de Lys », a été autorisée à faire affaires dans la province.

L'agent principal, aux fins de recevoir les assignations dans les procédures contre ladite compagnie, est M. Sergio Tucci, de Montréal.

Le bureau principal de la compagnie dans la province est établi à 201 est, rue St-Zotique, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

12975 22-65 — 1296/125

National Cablevision Limited

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies étrangères, la compagnie « National Cablevision Limited », a été autorisée à faire affaires dans la province.

L'agent principal, aux fins de recevoir les assignations dans les procédures contre ladite compagnie, est M. R. E. Parsons, au soin de M. M. Chisholm, Smith, Davis, Anglin, Laing, Weldon & Courtois, de 630, ouest, boulevard Dorchester, Montréal.

Le bureau principal de la compagnie dans la province est établi à 6301, avenue du Parc, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

12975 59-65 — 1296/80

Upjohn Inter-American Corporation

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies étrangères, la compagnie « Upjohn Inter-American Corporation » a été autorisée à faire affaires dans la province.

Bi-Sell Supply Ltd.

Notice is given that, under the Extra-Provincial Companies Act, "Bi-Sell Supply Ltd.", has been authorized to carry on business in the Province.

The chief agent for the purpose of receiving services in proceedings against the company is Mr. Richard J. F. Bowie, of Suite 3420, Stock Exchange Tower, Place Victoria, Montreal.

The principal office of the company in the Province is at 860 Mill Street, Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

12975-o 62-65 — 1296/66

Devil's Elbow Mines Limited

Notice is hereby given that "Devil's Elbow Mines Limited", has been authorized to sell, or otherwise alienate in the Province of Québec, its shares, stocks, stock-certificates, debentures and other securities.

The chief agent for the purpose of receiving service in proceedings against the said Company, is Mr. John Austin Murphy, of Suite 914, 1155 Dorchester Boulevard West, Montreal.

The principal office of the said company in the Province is at suite 914, 1155 Dorchester Boulevard West, Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

12975-o 19-65 — 1296/122

Établissement Fleur de Lys

Notice is given that, under the Extra-Provincial Companies Act, "Établissement Fleur de Lys", has been authorized to carry on business in the Province.

The chief agent for the purpose of receiving services in proceedings against the company is Mr. Sergio Tucci, of Montreal.

The principal office of the company in the Province is at 201 St. Zotique Street East, Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

12975-o 22-65 — 1296/125

National Cablevision Limited

Notice is given that, under the Extra-Provincial Companies Act, "National Cablevision Limited", has been authorized to carry on business in the Province.

The chief agent for the purpose of receiving services in proceedings against the company is Mr. R. E. Parsons, care of Messrs. Chisholm, Smith, Davis, Anglin, Laing, Weldon & Courtois, of 630 Dorchester Boulevard West, Montreal.

The principal office of the company in the Province is at 6301 Park Avenue, Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

12975-o 59-65 — 1296/80

Upjohn Inter-American Corporation

Notice is given that, under the Extra-Provincial Companies Act, "Upjohn Inter-American Corporation", has been authorized to carry on business in the Province.

L'agent principal, aux fins de recevoir les assignations dans les procédures contre ladite compagnie, est M. André St. Louis, de Montréal.

Le bureau principal de la compagnie dans la province est établi à 375, boulevard Laurentien, St-Laurent, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

12975 58-65 — 1296/94

The chief agent for the purpose of receiving services in proceedings against the company is Mr. André St. Louis, of Montreal.

The principal office of the company in the Province is at 375 Laurentian Boulevard, St. Laurent, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

12975-o 58-65 — 1296/94

Chartes — Abandon de

Willowdale Construction Inc.

Avis est donné que la compagnie « Willowdale Construction Inc. », constituée en corporation en vertu de la Loi des compagnies de Québec, et ayant son siège social et sa principale place d'affaires en la ville de Montréal, s'adressera au secrétaire de la province de Québec, afin d'obtenir la permission d'abandonner sa charte, conformément aux dispositions de la Loi des compagnies de Québec.

Montréal, 23 novembre 1965.

Le Président,
12988 FRANK HOFFER.

Val d'Or Coal Limitée

Avis est par les présentes donné que « Val d'Or Coal Limitée », une corporation incorporée, en vertu de la loi des Companies de Québec, ayant son siège social à Val d'Or, Qué. s'adressera au secrétaire provincial de la province de Québec pour obtenir la permission d'abandonner sa charte sous les provisions de la Loi des compagnies de Québec.

Daté à Val d'Or, ce 10e jour de novembre 1965.

Le Secrétaire,
12997-o ROLLAND DAVID.

Marlowe Holdings Ltd.

Avis est par les présentes donné que « Marlowe Holdings Ltd. », constituée en corporation en vertu de la Loi des compagnies de Québec, ayant son siège social dans la cité de Montréal, demandera au Secrétaire de la Province la permission d'abandonner sa charte en vertu des dispositions de la Loi des compagnies de Québec.

Daté à Montréal, ce 15e jour de novembre 1965.

La Secrétaire-trésorière,
13021-o PATRICIA MEIKLE.

Mascot Leather Goods Co. Ltd.

Avis est donné que « Mascot Leather Goods Co. Ltd. », une corporation ayant son siège social à Montréal dans la province de Québec s'adressera au secrétaire de la province de Québec pour obtenir la permission d'abandonner sa charte conformément aux dispositions de la Loi des compagnies de Québec.

Montréal, le 30 novembre 1965.

Le Secrétaire-trésorier,
13033-o JOHN A. A. SWIFT.

Charters — Surrender of

Willowdale Construction Inc.

Notice is hereby given that "Willowdale Construction Inc.", a corporation incorporated under the Quebec Companies Act and having its head office and principal place of business in the city of Montreal, will apply to the Provincial Secretary of the Province of Quebec for leave to surrender its charter under the provisions of the Quebec Companies Act.

Montreal, November 23, 1965.

FRANK HOFFER,
12988-o *President.*

Val d'Or Coal Limited

Notice is hereby given that "Val d'Or Coal Limited", a company incorporated under the Quebec Companies Act, having its head office in Val d'Or, Que., will make a request to the Quebec Provincial Secretary for the annulment of its charter, under the provisions of the Quebec Companies Act.

Dated at Val d'Or, this 10th day of November, 1965.

ROLLAND DAVID,
12997-o *Secretary.*

Marlowe Holdings Ltd.

Notice is hereby given that "Marlowe Holdings Ltd.", a corporation constituted under the Quebec Companies Act and having its head office in the city of Montreal, will apply to the Provincial Secretary of the Province of Quebec for leave to surrender its charter under the provisions of the Quebec Companies Act.

Dated at Montreal, this 15th day of November, 1965.

PATRICIA MEIKLE,
13021-o *Secretary-Treasurer.*

Mascot Leather Goods Co. Ltd.

Notice is hereby given that "Mascot Leather Goods Co. Ltd.", a corporation having its head office at Montreal in the Province of Quebec, will apply to the Provincial Secretary of the Province of Quebec for leave to surrender its charter under the provisions of the Companies Act of Quebec.

Montreal, November 30, 1965.

JOHN A. A. SWIFT,
13033-o *Secretary-Treasurer.*

Compagnies dissoutes

Alario's Spaghetti House Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a plu au secrétaire de la province

Companies Dissolved

Alario's Spaghetti House Inc.

Notice is given that, under the Companies Act, the Provincial Secretary has been pleased

d'accepter l'abandon de la charte de « Alario's Spaghetti House Inc. », constituée en corporation le 29 septembre 1961, à compter du 30 novembre 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

12975-o 13485-61

Associated Broadcasting Company Limited

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a plu au secrétaire de la province d'accepter l'abandon de la charte de « Associated Broadcasting Company Limited », constituée en corporation le 17 mars 1930, à compter du 30 novembre 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

12975-o 487-30

Café Vauquelin, inc.

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a plu au secrétaire de la province d'accepter l'abandon de la charte de « Café Vauquelin, inc. », constituée en corporation le 23 avril 1945, à compter du 30 novembre 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

12975-o 2838-45

La Compagnie du St. Louis

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a plu au secrétaire de la province d'accepter l'abandon de la charte de « La Compagnie du St. Louis », constituée en corporation le 19 octobre 1909, à compter du 30 novembre 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

12975-o 3589-09

Devonshire Investments Limited

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a plu au secrétaire de la province d'accepter l'abandon de la charte de « Devonshire Investments Limited », constituée en corporation le 6 mai 1927, à compter du 30 novembre 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

12975-o 941-27

Hershorn Investment Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a plu au secrétaire de la province d'accepter l'abandon de la charte de « Hershorn Investment Inc. », constituée en corporation le 26 mars 1958, à compter du 30 novembre 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

12975-o 14178-57

Jay-Bee Investment Corp.

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a plu au secrétaire de la province d'accepter l'abandon de la charte de « Jay-Bee Investment Corp. », constituée en corporation le 8 mars 1960, à compter du 30 novembre 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

12975-o 10936-60

Juron Corporation Limited

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a plu au secrétaire de la province d'accepter l'abandon de la charte de « Juron

to accept the surrender of the charter of "Alario's Spaghetti House Inc.", incorporated on September 29, 1961, on and from November 30, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

12975 13485-61

Associated Broadcasting Company Limited

Notice is given that, under the Companies Act, the Provincial Secretary has been pleased to accept the surrender of the charter of "Associated Broadcasting Company Limited", incorporated on March 17, 1930, on and from November 30, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

12975 487-30

Café Vauquelin, inc.

Notice is given that, under the Companies Act, the Provincial Secretary has been pleased to accept the surrender of the charter of "Café Vauquelin, inc.", incorporated on April 23, 1945, on and from November 30, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

12975 2838-45

La Compagnie du St. Louis

Notice is given that, under the Companies Act, the Provincial Secretary has been pleased to accept the surrender of the charter of "La Compagnie du St. Louis", incorporated on October 19, 1909, on and from November 30, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

12975 3589-09

Devonshire Investments Limited

Notice is given that, under the Companies Act, the Provincial Secretary has been pleased to accept the surrender of the charter of "Devonshire Investments Limited", incorporated on May 6, 1927, on and from November 30, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

12975 941-27

Hershorn Investment Inc.

Notice is given that, under the Companies Act, the Provincial Secretary has been pleased to accept the surrender of the charter of "Hershorn Investment Inc.", incorporated on March 26, 1958, on and from November 30, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

12975 14178-57

Jay-Bee Investment Corp.

Notice is given that, under the Companies Act, the Provincial Secretary has been pleased to accept the surrender of the charter of "Jay-Bee Investment Corp.", incorporated on March 8, 1960, on and from November 30, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

12975 10936-60

Juron Corporation Limited

Notice is given that, under the Companies Act, the Provincial Secretary has been pleased to accept the surrender of the charter of "Juron

Corporation Limited», constituée en corporation le 11 janvier 1957, à compter du 30 novembre 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

12975-o 10071-57

Menuiserie Chalifour limitée
Chalifour Woodwork Limited

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a plu au secrétaire de la province d'accepter l'abandon de la charte de « Menuiserie Chalifour limitée — Chalifour Woodwork Limited », constituée en corporation le 26 novembre 1948, à compter du 30 novembre 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

12975-o 7656-48

L'Association de médecine physique et de réhabilitation de la province de Québec
The Province of Quebec Association of Physical Medicine and Rehabilitation

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a plu au secrétaire de la province d'accepter l'abandon de la charte de « L'Association de médecine physique et de réhabilitation de la province de Québec — The Province of Quebec Association of Physical Medicine and Rehabilitation », constituée en corporation le 13 mars 1958, à compter du 30 novembre 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

12975-o 10089-58

Jos. Richard Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a plu au secrétaire de la province d'accepter l'abandon de la charte de « Jos. Richard Inc. », constituée en corporation le 21 octobre 1926, à compter du 30 novembre 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

12975-o 2136-26

St. Mathias Development Corp.

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a plu au secrétaire de la province d'accepter l'abandon de la charte de « St. Mathias Development Corp. », constituée en corporation le 12 décembre 1956, à compter du 30 novembre 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

12975-o 13985-56

Shop & Save (Cloverdale) Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a plu au secrétaire de la province d'accepter l'abandon de la charte de « Shop & Save (Cloverdale) Ltd. », constituée en corporation le 14 juin 1958, à compter du 30 novembre 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

12975-o 12138-58

Summa inc.

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a plu au secrétaire de la province d'accepter l'abandon de la charte de « Summa inc. », constituée en corporation le 22 mai 1959, à compter du 30 novembre 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

12975-o 13084-59

Corporation Limited", incorporated on January 11, 1957, on and from November 30, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

12975 10071-57

Menuiserie Chalifour limitée
Chalifour Woodwork Limited

Notice is given that, under the Companies Act, the Provincial Secretary has been pleased to accept the surrender of the charter of "Menuiserie Chalifour limitée — Chalifour Woodwork Limited", incorporated on November 26, 1948, on and from November 30, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

12975 7656-48

L'Association de médecine physique et de réhabilitation de la province de Québec
The Province of Quebec Association of Physical Medicine and Rehabilitation

Notice is given that, under the Companies Act, the Provincial Secretary has been pleased to accept the surrender of the charter of "L'Association de médecine physique et de réhabilitation de la province de Québec — The Province of Quebec Association of Physical Medicine and Rehabilitation", incorporated on March 13, 1958, an and from November 30, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

12975 10089-58

Jos. Richard Inc.

Notice is given that, under the Companies Act, the Provincial Secretary has been pleased to accept the surrender of the charter of "Jos. Richard Inc.", incorporated on October 21, 1926, on and from November 30, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

12975 2136-26

St. Mathias Development Corp.

Notice is given that, under the Companies Act, the Provincial Secretary has been pleased to accept the surrender of the charter of "St. Mathias Development Corp.", incorporated on December 12, 1956, on and from November 30, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

12975 13985-56

Shop & Save (Cloverdale) Ltd.

Notice is given that, under the Companies Act, the Provincial Secretary has been pleased to accept the surrender of the charter of "Shop & Save (Cloverdale) Ltd.", incorporated on June 14, 1958, on and from November 30, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

12975 12138-58

Summa inc.

Notice is given that, under the Companies Act, the Provincial Secretary has been pleased to accept the surrender of the charter of "Summa inc.", incorporated on May 22, 1959, on and from November 30, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

12975 13084-56

Divers
Compagnies

Conseil Central des Oeuvres de Québec

Avis est donné que le secrétaire de la province a, le 2 novembre 1965, approuvé le nouvel article 50 des règlements généraux du « Conseil Central des Oeuvres de Québec », et ce, conformément aux dispositions de l'article 225 de la Loi des compagnies.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

12989-o 1893-45

Fashion Promotions Inc.

Avis est donné que la compagnie « Fashion Promotions Inc. », a porté de 3 à 4 le nombre de ses administrateurs.

Le Secrétaire,
BRIAN PRANGE.

12990 12785-62

Montreal Terminals, Ltd.

Avis est donné que la compagnie « Montreal Terminals, Ltd. », a changé le nombre de ses administrateurs de 5 à 6.

Le Secrétaire-adjoint,
A. M. WELDON.

12991 2423-65

Stock Exchange Traders Association of Montreal

Avis est donné que le secrétaire de la province a, le 4 novembre 1965, approuvé les règlements généraux de « Stock Exchange Traders Association of Montreal », et ce, conformément aux dispositions de l'article 225 de la Loi des compagnies.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

12992-o 3911-65

Kenebec Knitting Mills Limited

Avis est donné que la compagnie « Kennebec Knitting Mills Limited », a changé le nombre de ses administrateurs de 9 à 3.

Le Secrétaire,
GÉRARD BOUCHARD.

12998-o 5948-47

Martin Kiely Co. Limited

Avis est donné que la compagnie « Martin Kiely Co. Limited », a porté de 3 à 5 le nombre de ses administrateurs.

Le Secrétaire,
MAUREEN E. KIELY.

12999 150-32

Service des Loisirs N.-D.-de-Lourdes de Verdun

Avis est donné que le secrétaire de la province a, le 2 novembre 1965, approuvé les règlements généraux du « Service des Loisirs N.-D.-de-Lourdes de Verdun », et ce, conformément aux dispositions de l'article 225 de la Loi des compagnies.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

13000-o 14689-62

Miscellaneous
Companies

Conseil Central des Oeuvres de Québec

Notice is hereby given that the Provincial Secretary, on November 2, 1965, approved the new section 50 of the general by-laws of "Conseil Central des Oeuvres de Québec", and such, pursuant to the provisions of section 225 of the Companies Act.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

12989 1893-45

Fashion Promotions Inc.

Notice is hereby given that "Fashion Promotions Inc.", has changed the number of its directors from 3 to 4.

BRIAN PRANGE,
Secretary.

12990-o 12785-62

Montreal Terminals, Ltd.

Notice is hereby given that "Montreal Terminals, Ltd.", has changed the number of its directors from 5 to 6.

A. M. WELDON,
Assistant-Secretary.

12991-o 2423-65

Stock Exchange Traders Association of Montreal

Notice is hereby given that the Provincial Secretary, on November 4, 1965, approved the general by-laws of "Stock Exchange Traders Association of Montreal", and such, pursuant to the provisions of section 225 of the Companies Act.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

12992 3911-65

Kenebec Knitting Mills Limited

Notice is hereby given that "Kennebec Knitting Mills Limited", has changed the number of its directors from 9 to 3.

GÉRARD BOUCHARD,
Secretary.

12998 5948-47

Martin Kiely Co. Limited

Notice is hereby given that "Martin Kiely Co. Limited", has changed the number of its directors from 3 to 5.

MAUREEN E. KIELY,
Secretary.

12999-o 150-32

Service des Loisirs N.-D.-de-Lourdes de Verdun

Notice is hereby given that the Provincial Secretary has, on November 2, 1965, approved the general by-laws of "Service des Loisirs N.-D.-de-Lourdes de Verdun", and such, pursuant to the provisions of section 225 of the Companies Act.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

13000 14689-62

Patenaude Excavation Inc.

Avis est donné que la compagnie « Patenaude Excavation Inc. », a changé le nombre de ses administrateurs de 3 à 4.

Le Secrétaire,
CLAIRINDA F. LAJEUNESSE.

13023-o 2820-64

Les Appartements Lacordaire inc.

Avis est donné que la compagnie « Les Appartements Lacordaire inc. », a changé le nombre de ses administrateurs de 3 à 4.

Le Secrétaire,
JEAN-PAUL CHARBONNEAU.

13026-o 1957-65

W. Howick Ltd.

Avis est donné que la compagnie « W. Howick Ltd. », a porté de 5 à 6 le nombre de ses administrateurs.

Le Secrétaire,
A. LEVINE.

13027 7519-41

Mont Tremblant Lodge, Limited

Avis est donné que la compagnie « Mont Tremblant Lodge, Limited », a changé le nombre de ses administrateurs de 8 à 3.

Le Président,
MARY R. J. RYAN.

13028 6462-47

Mount Royal Tennis Club, Inc.

Avis est donné que le secrétaire de la province a, le 24 novembre 1965, approuvé les règlements généraux de « Mount Royal Tennis Club, Inc. », et ce, conformément aux dispositions de l'article 225 de la Loi des compagnies.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

13029-o 2372-30

Mount Royal Tennis Club, Inc.

Avis est donné que la compagnie « Mount Royal Tennis Club, Inc. », a changé le nombre de ses administrateurs de 4 à 13.

Le Secrétaire,
EDWARD PALLAVICINI.

13029 2372-30

Pension Planning Associates Ltd.

Avis est donné que la compagnie « Pension Planning Associates Ltd. », a porté de 3 à 7 le nombre de ses administrateurs.

Le Président,
ROGER PAQUETTE.

13030 13982-62

Corgemines limitée
(Libre de responsabilité personnelle)

Corgemines Limited
(No Personal Liability)

Avis est donné que la compagnie « Corgemises limitée » (Libre de responsabilité personnelle) — « Corgemines Limited » (No Personal Liability) a changé le nombre de ses administrateurs de 7 à 9.

Le Secrétaire,
FERNAND LALONDE.

13034-o 4519-63

Patenaude Excavation Inc.

Notice is hereby given that "Patenaude Excavation Inc.", has changed the number of its directors from 3 to 4.

CLAIRINDA F. LAJEUNESSE,
Secretary.

13023 2820-64

Les Appartements Lacordaire inc.

Notice is given that "Les Appartements Lacordaire inc.", has changed the number of its directors from 3 to 4.

JEAN-PAUL CHARBONNEAU,
Secretary.

13026 1957-65

W. Howick Ltd.

Notice is given that "W. Howick Ltd.", has changed the number of its directors from 5 to 6.

A. LEVINE,
Secretary.

13027-o 7519-41

Mont Tremblant Lodge, Limited

Notice is given that "Mont Tremblant Lodge, Limited", has changed the number of its directors from 8 to 3.

MARY R. J. RYAN,
President.

13028 6462-47

Mount Royal Tennis Club, Inc.

Notice is hereby given that the Provincial Secretary has, on November 24, 1965, approved the general by-laws of "Mount Royal Tennis Club, Inc.", and such, pursuant to the provisions of section 225 of the companies Act.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

13029 2372-30

Mount Royal Tennis Club, Inc.

Notice is hereby given that "Mount Royal Tennis Club, Inc.", has changed the number of its directors from 4 to 13.

EDWARD PALLAVICINI,
Secretary.

13029-o 2372-30

Pension Planning Associates Ltd.

Notice is hereby given that "Pension Planning Associates Ltd.", has changed the number of its directors from 3 to 7.

ROGER PAQUETTE,
President.

13030-o 13982-62

Corgemines limitée
(Libre de responsabilité personnelle)

Corgemines Limited
(No Personal Liability)

Notice is hereby given that "Corgemines limitée" (Libre de responsabilité personnelle) — "Corgemines Limited" (No Personal Liability) has changed the number of its directors from 7 to 9.

FERNAND LALONDE,
Secretary.

13034 4519-63

Redbrooke Estates Ltd.

Avis est donné que la compagnie « Redbrooke Estates Ltd. », a changé le nombre de ses administrateurs de 6 à 7.

Le Secrétaire,
ALDO MIAN.

13031-o 12790-55

Redbrooke Estates Ltd.

Notice is given that "Redbrooke Estates Ltd.", has changed the number of its directors from 6 to 7.

ALDO MIAN,
Secretary.

13031 12790-55

Lettres patentes supplémentaires

Quebec Apples Distributors Inc. Les Distributeurs de pommes du Québec inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a plu au lieutenant-gouverneur de la province de Québec de corriger les lettres patentes supplémentaires, en date du 26 juillet 1965, de la compagnie « Quebec Apples Distributors Inc. — Les Distributeurs de pommes du Québec inc. », de manière que le capital de ladite compagnie soit de $45,000, divisé en 4,500 actions ordinaires de $10 chacune.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

12975-o 16649-59

Supplementary Letters Patent

Quebec Apples Distributors Inc. Les Distributeurs de pommes du Québec inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec has been pleased to correct the supplementary letters patent, dated July 26, 1965, of "Quebec Apples Distributors Inc. — Les Distributeurs de pommes du Québec inc.", in way that the capital of the said company be $45,000, divided into 4,500 common shares of $10 each.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

12975 16649-59

Sièges sociaux

Anglo-Scandinavian Securities Ltd.

Avis vous est donné par les présentes que la compagnie « Anglo-Scandinavian Securities Ltd. », constitué en corporation par lettres patentes en date du 26e jour d'octobre 1965, conformément à la première partie de la Loi des compagnies de Québec, et ayant son siège social en la cité de Montréal, a établi son bureau à chambre 3301, 1155 ouest, boulevard Dorchester, Montréal, P.Q.

À compter de la date de cet avis, ledit bureau sera considéré comme étant le siège social de la compagnie.

Daté à Montréal, P.Q., ce 23e jour de novembre, 1965.

Le Secrétaire,
BERNICE SIMPSON.

12976-o 4686-65

D. P. H. Inc.

Avis est donné que la compagnie « D. P. H. Inc. », constituée en corporation par lettres patentes émises en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, le 11 décembre 1961 et ayant son bureau principal dans la ville de Montréal où elle avait son bureau situé jusqu'aujourd'hui à 1135 rue Drummond, l'a transporté à 1 Place Ville Marie, suite 1516, Montreal.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau sera considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Daté à Montréal, ce quinzième jour de novembre 1965.

(Sceau) *Le Secrétaire,*
FRANK G. HOOTON.

12977-o 15826-61

Industrial Life Holding Ltd.

Avis est donné que la compagnie « Industrial Life Holding Ltd. », constituée en corporation

Head Offices

Anglo-Scandinavian Securities Ltd.

Notice is hereby given that "Anglo-Scandinavian Securities Ltd.", incorporated under Part I of the Companies Act of Quebec by letters patent dated the 26th day of October, 1965, and having its head office in the city of Montreal, has established its office at suite 3301, 1155 Dorchester Boulevard West in the said city of Montreal, Quebec.

From and after the date of this notice, the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Dated at Montreal, P.Q., this 23rd day of November, 1965.

BERNICE SIMPSON,
Secretary.

12976-o 4686-65

D. P. H. Inc.

Notice is hereby given that the "D. P. H. Inc.", company incorporated under the provisions of Part I of the Quebec Companies Act, by letters patent dated December 11, 1961, and having its head office in the city of Montreal, where its office was situated up to to-day at 1135 Drummond Street, has moved it to 1 Place Ville Marie, suite 1516, Montreal.

From and after the date of this notice, the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Dated at Montreal, this fifteenth day of November 1965.

(Seal) FRANK G. HOOTON,
Secretary.

12977-o 15826-61

Industrial Life Holding Ltd.

Notice is hereby given that the "Industrial Life Holding Ltd.", company, incorporated under

par lettres patentes émises en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, le 22 août 1961 et ayant son bureau principal dans la ville de Montréal, où elle avait son bureau situé jusqu'aujourd'hui à 360 ouest rue St-Jacques, Montréal 1, l'a transporté à 1, Place Ville Marie, suite 1516, Montréal.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau sera considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Daté à Montréal, ce quinzième jour de novembre 1965.

(Sceau) *Le Secrétaire,*
GASTON MELOCHE.

12978-o 14196-61

Bernard La Haye Inc.

Avis est donné par les présentes que « Bernard La Haye Inc. », constituée en corporation en vertu de la loi des compagnies de Québec par lettres patentes en date du 4e jour de juin 1962, a situé son siège social et principale place d'affaires à 8394 boulevard St-Laurent, Montréal, province de Québec, et ce à compter du 1er mars 1965.

Montréal, le 23 novembre 1965.

Le Président,
BERNARD LA HAYE.

12979-o 12372-62

Les Messageries Dynamiques Inc.

Avis est donné que la compagnie « Les Messageries Dynamiques Inc. », constituée en corporation par lettres patentes octroyées le 3 juillet 1964, lesquelles lettres patentes ont été amendées par lettres patentes supplémentaires en date du 28 avril 1965 et du 8 juin 1965, et ayant maintenant son siège social dans les ville et district de Montréal, province de Québec, a établi son bureau au 4274, avenue Papineau, Montréal, P.Q.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Donné à Montréal, ce 8e jour de novembre 1965.

Le Président,
NORMAND BEAUDRY.

12980-o 2798-64

Les Immeubles Trans-Canada Cie Ltée
Trans-Canada Realties Co. Ltd

Avis est donné que la compagnie « Les Immeubles Trans-Canada Cie Ltée — Trans-Canada Realties Co. Ltd », constituée en corporation par lettres patentes émises en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, le 25 avril 1955 et ayant son bureau principal dans la ville de Montréal, où elle avait son bureau situé jusqu'aujourd'hui à 360 ouest rue St-Jacques, Montréal 1, l'a transporté à 1 Place Ville Marie, suite 1516, Montréal.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau sera considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Daté à Montréal, ce quinzième jour de novembre 1965.

(Sceau) *Le Secrétaire,*
GASTON MELOCHE.

12981-9 10955-55

Transportation Management Corporation

Avis est donné que la compagnie « Transportation Management Corporation », constituée en

the provisions of Part I of the Quebec Companies Act, by letters patent dated August 22, 1961, and having its head office in the city of Montreal, where its office was situated up to to-day at 360 St-James Street West, Montreal 1, has moved it to 1 Place Ville Marie, suite 1516, Montreal.

From and after the date of this notice, the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Dated at Montreal, this fifteenth day of November 1965.

(Seal) GASTON MELOCHE,
Secretary.

12978-o 14196-61

Bernard La Haye Inc.

Notice is hereby given that "Bernard La Haye Inc.", incorporated under the Quebec Companies Act on the 4th day of June, 1962, has established its head office and principal place of business at 8394 St. Lawrence Boulevard, in the city and district of Montreal, Province of Quebec, as of March 1, 1965.

Montreal, November 23, 1965.

BERNARD LA HAYE,
President.

12979-o 12372-62

Les Messageries Dynamiques Inc.

Notice is hereby given that "Les Messageries Dynamiques Inc.", incorporated by letters patent issued July 3, 1964, which letters patent were amended by supplementary letters patent dated April 28, 1965 and June 8, 1965, and now having its head office in the town and district of Montreal, Province of Quebec, has established its office at 4274 Papineau Avenue, Montreal, P.Q.

From and after the date fo the present notice, the said office is considered by the company as being its head office.

Given at Montreal, this 8th day of November, 1965.

NORMAND BEAUDRY,
President.

12980 2798-64

Les Immeubles Trans-Canada Cie Ltée
Trans-Canada Realties Co. Ltd

Notice is hereby given that the "Les Immeubles Trans-Canada Cie Ltée — Trans-Canada Realties Co. Ltd", company, incorporated under the provisions of Part I of the Quebec Companies Act, by letters patent dated April 25, 1955, and having its head office in the city of Montreal, where its office was situated up to to-day at 360 St-James street west, Montreal 1, has moved it to 1 Place Ville Marie, suite 1516, Montreal.

From and after the date of this notice, the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Dated at Montreal, this fifteen day of November, 1965.

(Seal) GASTON MELOCHE,
Secretary.

12981-o 10955-55

Transportation Management Corporation

Notice is hereby given that the "Transportation Management Corporation", company, incor-

corporation par lettres patentes émises en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, le 19 août 1960 et ayant son bureau principal dans la ville de Montréal où elle avait son bureau situé jusqu'aujourd'hui à 1188 ouest boulevard Dorchester, l'a transporté à 1 Place Ville Marie, suite 1516, Montréal.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau sera considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Daté à Montréal, ce onzième jour de novembre 1965.

(Sceau) *Le Secrétaire,*
GASTON MELOCHE.

12982-o 13567-60

corporation under the provisions of Part I of the Quebec Companies Act, by letters patent dated August 19, 1960, and having its head office in the city of Montreal, where its office was situated up to to-day at 1188 Dorchester Blvd. West, has moved it to 1 Place Ville Marie, suite 1516, Montreal.

From and after the date of this notice, the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Dated at Montreal, this eleventh day of November, 1965.

(Seal) GASTON MELOCHE,
Secretary.

12982-o 13567-60

Alfred E. Lalonde Inc.

Avis est donné que la compagnie « Alfred E. Lalonde Inc. », constituée en corporation par lettres patentes en date du 18 juillet 1961 et ayant eu son bureau principal dans Montréal au numéro 1501 de la rue Bercy, l'a transporté au numéro 8020 de la 17ième avenue, à Ville St-Michel.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Donné à Ville St-Michel, ce vingt-huitième jour d'octobre 1965.

Le Président,
A. E. LALONDE.

12993-o 12817-61

Alfred E. Lalonde Inc.

Notice is hereby given that "Alfred E. Lalonde Inc.", incorporated by letters patent dated July 18, 1961, and having had its head office in Montreal, at number 1501 Bercy St. has moved it to number 8020, 17th Avenue, town of St-Michel.

From and after the date of the present notice, the said office is considered by the company as being its head office.

Given at the town of St-Michel, this twenty-eighth day of October, 1965.

A. E. LALONDE,
President.

12993 12817-61

Alroy Industries Ltd.

Avis est donné que la compagnie « Alroy Industries Ltd. », constituée en corporation par lettres patentes en vertu des dispositions de la première partie de la Loi des compagnies, en date du 13e jour d'octobre 1965, a établi son siège social au numéro 8602, 10e Avenue, en la cité de St-Michel, district de Montréal.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Donné en la cité de St-Michel, ce 23e jour de novembre 1965.

Le Président,
ALBERT KNOLL.

13001-o 4484-65

Alroy Industries Ltd.

Notice is hereby given that "Alroy Industries Ltd.", incorporated by letters patent under the provisions of the first part of the Companies Act, on the 13th day of October, 1965, has established its head office at No. 8602, 10th Avenue, at city of St-Michel, district of Montreal.

From and after the date of this notice, the said office will be considered by the company as being the head office of the company.

Given at city of St-Michel, this 23rd day of November, 1965.

ALBERT KNOLL,
President.

13001-o 4484-65

Barkun Realty & Investment Corp.

Avis est donné par les présentes que « Barkun Realty & Investment Corp. », constituée en corporation en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, par lettres patentes en date du 22e jour de juin 1959, transporte son siège social de 2101 Boulevard St-Laurent, Montréal, à 8850 Avenue du Parc à Montréal, province de Québec.

À partir de la date de cet avis, ladite adresse sera considérée par la compagnie comme étant son nouveau siège social.

Montréal, le 24 novembre 1965.

Le Président,
H. BARKUN.

13002-o 13814-59

Barkun Realty & Investment Corp.

Notice is hereby given that "Barkun Realty & Investment Corp.", incorporated under the provision of Part I of the Quebec Companies Act on the 22nd day of June, 1959, has changed its said head office from 2101 St. Lawrence Boulevard, Montreal, to 8850 Park Avenue in the city and district of Montreal, Province of Quebec.

From and after the date of this notice, the said address shall be considered by the company as being its new head office.

Montreal, November 24, 1965.

H. BARKUN,
President.

13002-o 13814-59

Desjardins Mines Limited
(No personal liability)

Avis est donné que « Desjardins Mines Limited » (No Personal Liability), constituée en corration en vertu de la Loi des compagnies minière-

Desjardins Mines Limited
(No Personal liability)

Notice is hereby given that "Desjardins Mines Limited" (No Personal Liability), incorporated under the Quebec Mining Companies Act has

res de Québec a transporté son siège social de 90 est, rue Perrault, Rouyn à 49 rue Principale, Rouyn.

Le Procureur de la compagnie,
W. H. LAIDLEY.

13003-o 1620-37

Desmarais-Gagnon Inc.

Avis est donné que la compagnie « Desmarais-Gagnon Inc. », constituée en corporation par lettres patentes octroyées le 16 novembre 1965 et ayant son siège social dans les ville et district de Montréal, province de Québec, a établi son bureau à 11880, boulevard L'Acadie, Montréal, P.Q.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Donné à Montréal, ce 22e jour de novembre 1965.

Le Président,
MICHEL A. GAGNON.

13004-o 5025-65

Flordin Mines Limited
(No Personal Liability)

Avis est donné que « Flordin Mines Limited » (No Personal Liability), constituée en corporation en vertu de la Loi des compagnies minières de Québec a transporté son siège social de 90 est, rue Perrault, Rouyn à 49 rue Principale, Rouyn.

Le Procureur de la compagnie,
W. H. LAIDLEY.

13005-o 1753-38

Hallmark Drapery Corp.

Avis est donné par les présentes que « Hallmark Drapery Corp. », constituée en corporation en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec par lettres patentes en date du 5e jour d'octobre 1962, transporte son siège social de 2101 Boulevard St-Laurent, Montréal, à 8850 Avenue du Parc à Montréal, Province de Québec.

À partir de la date de cet avis, ladite adresse sera considérée par la compagnie comme étant son nouveau siège social.

Montréal, le 18 novembre 1965.

Le Président,
THEODORE BARKUN.

13006-o 14085-62

Joliette plomberie et chauffage inc.
Joliette Plumbing & Heating Inc.

Avis est donné que la compagnie « Joliette plomberie & chauffage inc. — Joliette Plumbing & Heating Inc. », a changé son siège social de Joliette, au numéro 5331, boulevard Industriel, Montreal-Nord.

Le Secrétaire,
FRANÇOIS J. BASTIEN.

13007-o 12107-59

Montreal Draperies Inc.

Avis est donné par les présentes que « Montreal Draperies Inc. », constituée en corporation en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec par lettres patentes en date du 10e jour de février 1947, transporte son siège social de 2101 Boulevard St-Laurent, Montréal, à 8850 Avenue du Parc à Montréal, Province de Québec.

moved its head office from 90 Perrault Street East, Rouyn, to 49 Main Street, Rouyn.

W. H. LAIDLEY,
Attorney for the company.

13003-o 1620-37

Desmarais-Gagnon Inc.

Notice is given that "Desmarais-Gagnon inc.", incorporated by letters patent granted on November 16, 1965, and having its head office in the city and district of Montreal, province of Quebec, has established its office at 11880 L'Acadie Boulevard, Montreal, P.Q.

From and after the date of the present notice, the said office is considered by the company as being its principal office.

Given at Montreal, this 22nd day of November, 1965.

MICHEL A. GAGNON,
President.

13004 5025-65

Flordin Mines Limited
(No Personal Liability)

Notice is hereby given that "Flordin Mines Limited" (No Personal Liability), incorporated under the Quebec Mining Companies Act has moved its head office from 90 Perrault Street East, Rouyn, to 49 Main Street, Rouyn.

W. H. LAIDLEY,
Attorney for the company.

13005-o 1753-38

Hallmark Drapery Corp.

Notice is hereby given that "Hallmark Drapery Corp.", incorporated under the provisions of Part I of the Quebec Companies Act on the 5th day of October, 1962, and having its head office in the city of Montreal, has changed said head office from 2101 St. Lawrence Blvd., Montreal, to 8850 Park Avenue in Montreal, Province of Quebec.

From and after the date of this notice, the said address shall be considered by the company as being its new head office.

Montreal, November 18, 1965.

THEODORE BARKUN,
President.

13006-o 14085-62

Joliette plomberie et chauffage inc.
Joliette Plumbing & Heating Inc.

Notice is hereby given that "Joliette plomberie & chauffage inc. — Joliette Plumbing & Heating Inc.", has moved its head office from Joliette to number 5331 Industrial Blvd., Montreal-North.

FRANÇOIS J. BASTIEN,
Secretary.

13007 12107-59

Montreal Draperies Inc.

Notice is hereby given that "Montreal Draperies Inc.", incorporated under the provision of Part I of the Quebec Companies Act on the 10th day of February, 1947, has changed its said head office from 2101 St. Lawrence Boulevard, Montreal, to 8850 Park Avenue in the city and district of Montreal, Province of Quebec.

À partir de la date de cet avis, ladite adresse sera considérée par la compagnie comme étant son nouveau siège social.

Montréal, le 24 novembre 1965.

Le Président,
H. BARKUN.

13008-o 1975-47

Productions de Montréal Inc.

Avis est donné que la compagnie « Productions de Montréal Inc. », constituée en corporation par lettres patentes octroyées le 30 août 1965 et ayant son siège social dans les ville et district de Montréal, province de Québec, a établi son bureau à 1454, rue de la Montagne, suite 421, Montréal, P.Q.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Donné à Montréal, ce 31e jour d'août 1965.

Le Président,
MICHEL A. GAGNON.

13009-o 3845-65

Émilien-L. Morin, limitée

Avis est donné que « Émilien-L. Morin, limitée », a transporté son siège social de rue Commerciale, Cabano, dans le district de Kamouraska, à 2355, chemin Bois Franc, St-Laurent, dans le district de Montréal.

Le Secrétaire.
MARCEL HETU.

13032 7465-42

From and after the date of this notice, the said address shall be considered by the company as being its new head office.

Montreal, November 24, 1965.

H. BARKUN,
President.

13008-o 1975-47

Productions de Montréal Inc.

Notice is given that "Productions de Montréal inc.", incorporated by letters patent granted on August 30, 1965, and having its head office in the city and district of Montreal, province of Quebec, has established its office at 1454 de la Montagne Street, suite 421, Montreal, P.Q.

From and after the date of the present notice, the said office is considered as being the principal office of the company.

Given at Montreal, this 31st day of August, 1965.

MICHEL A. GAGNON,
President.

13009 3845-65

Émilien-L. Morin, limitée

Notice is hereby given that "Émilien-L. Morin, limitée", has transferred its head office from Commercial Street, Cabano, in the district of Kamouraska, to 2355 Bois Franc Road, St-Laurent, in the district of Montreal.

MARCEL HETU,
Secretary.

13032-o 7465-42

Demandes à la Législatur

King's Hall

Avis est donné que « King's Hall », un corps politique et constitué, ayant sa principale place d'affaires dans le village de Compton, comté de Compton, s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, afin d'obtenir l'adoption d'une Loi modifiant sa charte, dans le but d'augmenter le nombre de ses syndics, de changer la méthode de leurs émoluments, d'augmenter la valeur de la propriété immobilière qu'il peut posséder, pourvoir à des dispositions en vue d'assurer les services d'un chapelain et l'accommodation d'une chapelle, et de prendre des mesures profitables à l'école.

Sherbrooke, Qué., ce 22e jour de novembre 1965.

Le Procureur du requérant,
12963-48-4 HARRY E. GRUNDY, C.R.

Cité de Sherbrooke

Avis est par les présentes donné que la cité de Sherbrooke s'adressera à la législature de Québec, lors de sa prochaine Session, pour l'adoption d'une Loi, amendant sa charte la Loi I, Geo. VI, chap. 105, aux fins suivantes:

1° Autoriser la cité de Sherbrooke, à percevoir les taxes scolaires moyennant rémunération de 1%;

2° Autoriser la cité à imposer un intérêt de 6% sur les arrérages de taxes (Art. 90, I Geo. VI, chap. 105)

3° Amender l'article 1 de la Loi 2-3 Eliz. II, chap. 67 pour autoriser la cité à emprunter à un taux n'excédant pas 6%, pour les travaux urgents;

Applications to Legislature

King's Hall

Notice is hereby given that "King's Hall", a body politic and corporate, having its place of business in the village of Compton, county of Compton, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session for the adoption of an act amending its charter, to enlarge the number of its trustees, change the manner of their appointment, increase the value of the immoveable property which it may own, provide for arrangements for a school chaplain and chapel accommodation, and make other provisions for the welfare of the school.

Sherbrooke, Que., this 22nd day of November, 1965.

HARRY E. GRUNDY, Q.C.,
12963-48-4-o *Attorney for petitioner.*

City of Sherbrooke

Notice is hereby given that the city of Sherbrooke shall apply to the Quebec Legislature, at its next Session, for the passing of an Act to amend its Charter, Act I, Geo. VI, chap. 105 and its amendments, for the following purposes:

1. Authorizing the city of Sherbrooke to Collect school taxes in consideration of 1% remuneration;

2. Authorizing the city to charge 6% on tax arrears (art. 90, I Geo. VI chap. 105)

3. Amending Art. 1 of Act 2-3 Eliz. II, chap. 67:

4° Amender l'article 5 de la Loi 1-2 Eliz. II, chap. 67

5° Amender l'article 11 de la Loi 5-6 Eliz. II, chap. 73;

6° Amender l'article 643 de la Loi des cités et villes afin de nommer un juge municipal en permanence pour la cité de Sherbrooke;

7° Remplacer pour la cité de Sherbrooke, l'article 645 de la Loi des cités et villes;

8° Amender l'article 64 de la Loi I. Geo. VI, chap.105;

9° Amender l'article 1 de la Loi 11-12 Eliz. II, chap. 76;

Et autres demandes.

Sherbrooke, le 24 novembre 1965.

Le Procureur de la requérante,
ALBERT RIVARD, C.R.

13017-49-4-o

4. Amending Art. 5 of Act 1-2 Eliz. II, chap. 67;

5. Amending Art. 11 of Act. 5-6 Eliz. II, chap. 73;

6. Amending Art. 643 of the cities and towns Act;

7. Replacing art. 645 of the cities and towns Act;

8. Amending Art. 64 of Act. I Geo. VI, chap. 105;

9. Amending art. 1, Act. 11-12 Eliz. II, chap. 76;

And other purposes.

Sherbrooke, November 24, 1965.

ALBERT RIVARD, Q.C.,
Attorney for the petitioner.

13017-49-4-o

Examens du Barreau — Bar Examinations

Barreau d'Abitibi-Témiscamingue — Bar of Abitibi-Témiscamingue

CANDIDAT POUR L'ADMISSION À L'ÉTUDE DU DROIT
CANDIDATE FOR THE ADMISSION TO THE STUDY OF LAW

Nom — Surname	Prénom — Given name	Age	Résidence — Residence
Filiatreault	Claude	23	Rouyn.

Val D'Or, le 24 novembre 1965. — Val D'Or, November, 24 1965.

Le Secrétaire-trésorier,
CLAUDE ALLARD,
Secretary-Treasurer.

13038-o

Barreau d'Arthabaska — Bar of Arthabaska

CANDIDATS POUR L'ADMISSION À L'ÉTUDE DU DROIT
CANDIDATES FOR THE ADMISSION TO THE STUDY OF LAW

Noms — Surnames	Prénoms — Given names	Age	Résidence — Residence
Beaudet	Claude	20	356 N.-D. Est, Victoriaville.
Blais	Roger	21	14, Marler, Drummondville.
Dallaire	Jean-Claude	21	83, St-François, Victoriaville.
Houle	Michel	23	519, Blvd. St-Joseph, Drummondville.
Naud	Jean-Jacques	22	558, 10ème Rue Ouest, Thetford-Mines.
Pellerin	Jean-Pierre	22	44, Blvd. Jutras, Est, Victoriaville.
Poisson	Denis-François	20	160, St-Jean-Baptiste, Princeville.

Victoriaville, le 27 novembre 1965. — Victoriaville, November 27, 1965.

Le Secrétaire,
RENÉ CROCHETIÈRE,
Secretary.

13038-o

Barreau des Laurentides — Bar of Laurentides

CANDIDAT POUR L'EXAMEN À LA PRATIQUE DU DROIT
CANDIDATE FOR THE EXAMINATION TO THE PRACTICE OF LAW

Nom — Surname	Prénom — Given name	Age	Résidence — Residence	Université — University
Guilbault	Pierre	27	179 N.-D. Oka	Ottawa.

Joliette, le 16 novembre 1965. — Joliette, November 16, 1965.

Le Secrétaire du Barreau des Laurentides,
C. DUCAS,
Secretary of Laurentides Bar.

13038-o

Liquidation — Avis de

J. J. Kartway Ltd.

Avis est donné que les actionnaires de « J. J. Kartway Ltd. », constituée en vertu de la Loi des compagnies de Québec par lettres patentes en date du 7e jour de décembre 1961, et ayant son siège social en la cité de Sherbrooke, district de St. François, ont dûment passé une résolution pour liquider et dissoudre ladite compagnie conformément aux dispositions de la Loi de la liquidation volontaire des compagnies à fonds social. (S.R.Q. 1941, c. 278 et ses amendements).

Daté à Magog, P.Q., ce 27e jour de septembre 1965.

Les Liquidateurs,

13022 BOISVERT, GÉRIN, LEMIEUX & CIE.

Winding up Notices

J. J. Kartway Ltd.

Notice is hereby given that the shareholders of "J. J. Kartway Ltd.", incorporated under the Quebec Companies Act by letters patent dated the 7th day of December, 1961, and having its head office at the city of Sherbrooke, district of St. Francis, have duly passed a resolution to wind-up and dissolve the said company under the provisions of the winding-up Act (R.S.Q. 1941, c. 278 and its amendments).

Dated at Magog, P.Q., this 27th day of September 1965.

BOISVERT, GÉRIN, LEMIEUX & CIE,

13022-o *Liquidators.*

Ministère des Affaires municipales

Ville de Charny

Canada,
Province de Québec.
[L. S.]

PAUL COMTOIS

ELIZABETH DEUX, par la grâce de Dieu, Reine du Royaume-Uni, du Canada etd e ses autres royaumes et territoires, Chef du Commonwealth, défenseur de la foi.

A tous ceux qui ces présentes lettres verront ou qu'icelles pourront concerner,

SALUT.

Lettres patentes

ATTENDU QUE sous l'autorité de la Loi des cités et villes (Statuts refondus, 1964, chapitre 193), le conseil municipal du village de Charny, dans le comté de Lévis, régi par le Code municipal de la province de Québec, Nous a présenté, conformément à une résolution adoptée à sa session du 3 mai 1965, une requête demandant que le territoire de ladite municipalité du village de Charny, tel que décrit dans la description officielle du ministère des terres et forêts en date du 1er octobre 1965, soit érigé en une municipalité de ville comprenant un seul quartier représenté par un maire et six échevins;

ATTENDU QU'en vertu des dispositions de l'article 12 de la Loi des cités et villes (Statuts refondus, 1964, chapitre 193), le lieutenant-gouverneur en conseil peut ériger, par lettres patentes, le territoire d'une municipalité régie par le Code municipal de la province de Québec en municipalité de ville s'il contient une population d'au moins deux mille âmes;

ATTENDU QUE la population de la municipalité du village de Charny est de quatre mille six cent soixante-treize âmes;

ATTENDU QU'il y a lieu de faire droit à cette requête du conseil municipal du village de Charny;

À CES CAUSES, Sachez que du consentement et de l'avis de Notre Conseil Exécutif, exprimés dans un décret portant le numéro 2138, en date du 27 octobre 1965, et conformément aux dispositions de la Loi des cités et villes, Nous avons décrété et ordonné et, par les présentes, décrétons et ordonnons:

QUE le territoire suivant, à savoir:

Le territoire actuel de la municipalité du village de Charny, comté de Lévis, comprenant en réfé-

Department of Municipal Affairs

Town of Charny

Canada,
Province of Quebec.
[L. S.]

PAUL COMTOIS

ELIZABETH THE SECOND, by the Grace of God, of the United Kingdom, Canada and her other Realms and Territories, Queen, Head of the Commonwealth, defender of the faith.

To all those to whom these present letters shall come, or whom the same may concern,

GREETING.

Letters Patent

WHEREAS under the authority of the Cities and Towns Act (Revised Statutes, 1964, chapter 193), the municipal Council of the Village of Charny, in the county of Lévis, governed by the municipal Code of the Province of Québec, has presented to Us, pursuant to a resolution adopted at its meeting on May 3, 1965, a petition requesting that the territory of the said municipality of the Village of Charny, as described in the official description of the Department of Lands and Forests, on October 1, 1965, be erected into a Town municipality composed of only one ward represented by a Mayor and six aldermen;

WHEREAS pursuant to the provisions of section 12 of the Cities and Towns Act (Revised Statutes, 1964, chapter 193), the Lieutenant-Governor in Council may, by letters patent, erect the territory of a municipality governed by the municipal Code of the Province of Québec into a Town municipality, if it has a population of at least two thousand souls;

WHEREAS the population of the municipality of the village of Charny is four thousand six hundred and seventy-three souls;

WHEREAS it is expedient to grant this petition of the municipal Council of the village of Charny;

THEREFORE, Know Ye that, with the consent and advice of Our Executive Council, expressed in a decree bearing number 2138, dated October 27, 1965, and pursuant to the provisions of the Cities and Towns Act, We have decreed and ordered, and do hereby decree and order:

THAT the following territory, to wit:

The present territory of the municipality of the village of Charny, county of Lévis, including,

rence aux cadastres officiels des paroisses de Saint-Jean-Chrysostome et de Saint-Romuald-d'Etchemin, les lots ou parties de lots et leurs subdivisions présentes et futures, ainsi que les chemins, rues, emprises de chemin de fer, rivières, cours d'eau ou parties d'iceux, renfermés dans les limites suivantes, à savoir:

Partant du sommet de l'angle est du lot 236 du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Jean-Chrysostome; de là, successivement, les lignes et démarcations suivantes: la ligne nord-est du lot 236; partie de la ligne sud-est et partie de la ligne nord-est du lot 603 du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Romuald-d'Etchemin jusqu'au côté sud-est d'un chemin public; ledit côté sud-est dudit chemin en allant vers le sud-ouest et limitant au nord-ouest une partie dudit lot 603 et les lots 237, 238, 239, 240, 241, 242 et une partie du lot 243 du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Jean-Chrysostome, jusqu'au prolongement de la ligne séparative des lots 615 et 632 du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Romuald-d'Etchemin; ledit prolongement; puis en référence à ce dernier cadastre, la ligne séparative des lots 615 et 632 jusqu'au côté sud de l'emprise d'un chemin de fer (lot 630); ledit côté sud de ladite emprise en allant vers l'ouest jusqu'au côté sud-ouest du chemin Du Sault; ledit côté sud-ouest dudit chemin en allant vers le nord-ouest jusqu'à la ligne séparative des lots 625 et 626; ladite ligne séparative de lot à travers l'emprise d'un chemin de fer (lot 630) et son prolongement jusqu'à la ligne centrale de la rivière Chaudière; la ligne centrale de ladite rivière en remontant son cours et en passant à droite des îles les plus rapprochées de la rive gauche et à gauche des îles les plus rapprochées de la rive droite, jusqu'au prolongement de la ligne sud-est du lot 259 du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Jean-Chrysostome; ledit prolongement et la ligne sud-est des lots 259 et 257 en rétrogradant jusqu'au lot 236 inclusivement jusqu'au point de point de départ;

soit érigé en une municipalité de ville, sous le nom de « ville de Charny »;

Que le conseil municipal de cette ville soit composé d'un maire et de six échevins et qu'elle ne comprenne qu'un seul quartier;

Que l'endroit de la première session générale du conseil de cette municipalité soit le même que celui où se tiennent généralement les assemblées du conseil de la corporation municipale du village de Charny, comté de Lévis.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de Notre province de Québec;

TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé l'honorable PAUL COMOTIS, C.P., lieutenant-gouverneur de Notre province de Québec.

Donné en Notre hôtel du gouvernement, en Notre cité de Québec, de Notre province de Québec, ce seizième jour de novembre en l'année mil neuf cent soixante-cinq de l'ère chrétienne et de Notre Règne le quatorzième année.

Par ordre,

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

Avis est par les présentes donné que ces lettres patentes entreront en vigueur à compter de cette publication.

Le Sous-ministre des affaires municipales,
13010-o JEAN-LOUIS DOUCET, C.R.

with reference to the official cadasters of the parishes of Saint-Jean-Chrysostome and Saint-Romuald-d'Etchemin, the lots or parts of lots and their present and future subdivisions, as well as the roads, streets, railroad right of ways, rivers, water courses or parts of the same enclosed within the following boundaries, to wit:

Starting at the summit of the east corner of lot 236 in the official cadaster of the parish of Saint-Jean-Chrysostome; thence, successively, the following lines and demarcations: the north-east line of lot 236; part of the south-east line and part of the north-east line of lot 603 in the official cadaster of the parish of Saint-Romuald-d'Etchemin as far as the southeast side of a public road; the said south-east side of the said road going towards the south-west and bordering on the north-west on a part of said lot 603 and lots 237, 238, 239, 240, 241, 242 and a part of lot 243 in the official cadaster of the parish of Saint-Jean-Chrysostome, as far as the extension of the line separating lots 615 and 632 in the official cadaster of the parish of Saint-Romuald-d'Etchemin; the said extension; then, in reference to the latter cadaster, the line separating lots 615 and 632 as far as the south side of the railroad right of way (lot 630); the said south side of the said right of way going towards the west as far as the south-west side of Du Sault Road; the said south-west side of the said road going towards the north-west as far as the line separating lots 625 and 626; the said line separating the lots, across a railroad right of way (lot 630) and its extension as far as the center-line of the Chaudièer River; the center-line of the said river, flowing along its course passing to the right of the islands the closest to the left bank, and to the left of the islands the closest to the right bank, as far as the extension of the south-east line of lot 259 in the official cadaster of the parish of Saint-Jean-Chrysostome; the said extension and the south-east line of lots 259 and 257 retrogressing as far as lot 236 inclusively as far as the starting point;

be erected into a town municipality, under the name of "Town of Charny";

THAT the municipal Council of the said Town be composed of a Mayor and six aldermen, and that it include only one ward;

Tthat the first general session of the Council of this municipality be held where the meetings of the Council of the municipal corporation of the village of Charny, county of Lévis, were generally held.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our present letters to be made patent, and the Great Seal of Our Pvovince of Québec to be hereunto affixed;

WITNESS: Our Right-Trusty and Well-Beloved the Honourable PAUL COMTOIS, P.C., Lieutenant-Governor of Our Province of Quebec.

Given in Our Parliament Buildings, in Our City of Québec, in Our Province of Québec, this sixteenth day of November, in the year of Our Lord, one thousand nine hundred and sixty-five and in the fourteenth year of Our Reign.

By command,

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

Notice is hereby given that these letters patent will enter into force from and after this publication.

JEAN-LOUIS DOUCET, Q.C.,
13010 *Deputy Minister of Municipal Affairs.*

Ministère des Finances
Assurances

La Compagnie d'Assurance Mutuelle contre le Feu de la Paroisse de St-Agapit-de-Beaurivage

Avis d'annulation de permis et d'enregistrement

Attendu que « La Compagnie d'Assurance Mutuelle contre le Feu de la Paroisse de St-Agapit-de-Beaurivage », comté de Lotbinière, a cessé de faire affaires le 1er août 1965;

Attendu que la compagnie a produit au Service des assurances une déclaration signée par son secrétaire-trésorier le 16 novembre 1965, à l'effet que toutes ses polices ont été annulées et, qu'à cette date, elle n'avait ni passif ni actif;

En conséquence, avis est par les présentes donné que les permis et certificat d'enregistrement de « La Compagnie d'Assurance Mutuelle contre le Feu de la Paroisse de St-Agapit-de-Beaurivage », comté de Lotbinière, sont annulés à compter du 16 novembre 1965.

Donné au bureau du Service des assurances, Ministère des finances, le 16 novembre 1965.

Pour le Ministre des finances,
de la Province,
Le Surintendant des assurances,
12897-48-2-o ROGER-A. CAMARAIRE.

Ukrainian Sick Benefit Society of Montreal

Avis d'annulation de permis et de certificat d'enregistrement

Attendu que « Ukrainian Sick Benefit Society of Montreal », dont le siège social est situé à Montréal, province de Québec, laquelle société de secours mutuels provinciale était dûment autorisée à faire affaires dans la province de Québec, a réassuré toutes ses affaires dans la Province avec « Ukrainian National Association », dont le siège social est situé à Jersey City, État du New Jersey, États-Unis d'Amérique, en vertu d'un contrat de réassurance intervenu entre ces deux sociétés le 12 août 1965;

ATTENDU que « Ukrainian National Association » est dûment autorisée à faire affaires dans la province de Québec;

Attendu que « Ukrainian Sick Benefit Society of Montreal » s'est conformée aux dispositions de l'artifice 103 de la Loi des assurances;

En conséquence, avis est par les présentes donné que le permis et le certificat d'enregistrement de « Ukrainian Sick Benefit Society of Montreal » sont annulés à compter du 12 novembre 1965.

Donné au bureau du Service des assurances, Ministère des finances, le 19 novembre 1965.

Pour le Ministre des finances
de la Province,
Le Surintendant des assurances,
12897-48-2-o ROGER-A. CAMARAIRE.

Workers' Benevolent Association of Canada

Avis d'émission de permis et de certificat d'enregistrement

Avis est donné, par les présentes, que « Workers' Benevolent Association of Canada », enregistrée sous le numéro 249, a obtenu le permis

Department of Finance
Insurance

La Compagnie d'Assurance Mutuelle contre le Feu de la Paroisse de St-Agapit-de-Beaurivage

Notice of Cancellation of License and Registration

Whereas "La Compagnie d'Assurance Mutuelle contre le Feu de la Paroisse de St-Agapit-de-Beaurivage", county of Lotbinière, has ceased to do business on the 1st of August 1965;

Whereas the company has filed with the Insurance Branch a declaration signed by its secretary-treasurer on the 16th of November 1965, to the effect that all its policies have been cancelled and that, on that date, it had no liabilities and no assets;

Therefore, notice is hereby given that the license and certificate of registry of "La Compagnie d'Assurance Mutuelle contre le Feu de la Paroisse de St-Agapit-de-Beaurivage", county of Lotbinière, are cancelled as from the 16th of November 1965.

Given at the office of the Insurance Branch, Department of Finance, the 16th of November 1965.

For the Minister of Finance
of the Province,
ROGER-A. CAMARAIRE,
12897-48-2-o *Superintendent of Insurance.*

Ukrainian Sick Benefit Society of Montreal

Notice of Cancellation of License and Certificate of Registration

Whereas "Ukrainian Sick Benefit Society of Montreal", whose head office is situated in Montreal, Province of Quebec, which company was duly authorized to do business in the Province of Quebec, has reinsured all its business in the Province with "Ukrainian National Association", whose head office is situated in Jersey City, State of New Jersey, United States of America, according to a reinsurance agreement entered into by these two societies on the 12th of August 1965;

Whereas "Ukrainian National Association" is duly authorized to do business in the Province of Quebec;

Whereas "Ukrainian Sick Benefit Society of Montreal" has complied with the provisions of section 103 of the Quebec Insurance Act;

Consequently, notice is hereby given that the license and certificate of registration of "Ukrainian Sick Benefit Society of Montreal" are cancelled as from the 12th of November 1965.

Given at the office of the Insurance Branch, Department of Finance, the 19th of November 1965.

For the Minister of Finance
of the Province,
ROGER-A. CAMARAIRE,
12897-48-2-o *Superintendent of Insurance.*

Workers' Benevolent Association of Canada

Notice of Issue of License and Certificate of Registration

Notice is hereby given that "Workers' Benevolent Association of Canada", registered under number 249, has obtained the license and certi-

et le certificat d'enregistrement numéro 83-A, qui l'autorise à compter du 29 septembre 1965, à accorder à ses membres, dans la Province, les bénéfices suivants: Assurance Vie; Accident et Maladie, dans les limites autorisées par la constitution et les règlements de la société.

Le siège social de la société est situé à 595, avenue Pritchard, Winnipeg, province du Manitoba.

La société a nommé monsieur A. Marcus, B.A., B.C.L., Suite 103, Édifice de la Banque Mercantile, 491, carré Victoria, Montréal, son procureur dans la Province.

Donné au bureau du Service des assurances, Ministère des finances, le 17 novembre 1965.

Pour le Ministre des finances
de la Province,
Le Surintendant des assurances,
12897-48-2-o ROGER-A. CAMARAIRE.

ficate of registry number 83-A, authorizing it, as from the 29th of September 1965, to grant its to members in the Province the following benefits: Life, Accident and Sickness, to the extent authorized by its Act of incorporation and by-laws.

The head office of the society is situated at 595, Pritchard Avenue, Winnipeg, Province of Manitoba.

The society has appointed Mr. A. Marcus, B.A., B.C.L., Suite 103, Mercantile Bank Building, 491, Victoria Square, Montreal, its attorney in the Province.

Given at the office of the Insurance Branch, Department of Finance, the 17th of November 1965.

For the Minister of Finance,
of the Province,
ROGER-A. CAMARAIRE,
12897-48-2-o *Superintendent of Insurance.*

Ministère des Terres et Forêts
Cadastre

Paroisse de St-Antoine de Longueuil

Cadastre officiel de la paroisse de St-Antoine de Longueuil, municipalité de la cité de Jacques-Cartier, division d'enregistrement de Chambly.

Avis est par la présente donné que les lots 124-3, 124-10, 124-10-A, 124-18, 124-33-A, 124-52, 124-54, 125-5, 125-25, 125-26, 125-30-A, 125-38, 125-58, 125-78, 125-85-A, 125-85-B, 125-109, 125-113, 125-134, 125-135, 125-139, 125-139-A, 125-147, 125-168, 125-189, 125-197, 125-197-A, 125-205, 125-226, 125-247, 125-255, 125-256, 125-260, 125-283, 125-284, 125-288, 125-288-A, 125-296, 125-319, 125-342, 125-350, 125-350-A, 125-358, 125-381, 125-384, 125-412,125-414, 125-418, 125-441, 125-442, 125-446, 125-446-A, 125-454, 125-477, 125-500, 125-508, 125-508-A, 125-516, 125-539, 125-562, 125-570, 125-571, 125-575, 125-590, 125-602, 125-603, 125-607, 125-615, 125-630, 125-645, 125-659, 125-663, 125-679, 125-684, 125-684-A, 125-692, 125-707, 125-722, 125-741, 125-745, 125-766, 125-771, 125-772, 126-2 à 126-433, 126-437 à 126-456, 126-458 à 126-621, 126-623 à 126-781, sont annulés en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 9 novembre 1965.

Le Sous-ministre,
13011-o FERNAND BOUTIN.

Paroisse de St-Antoine de Longueuil

Cadastre officiel de la paroisse de St-Antoine de Longueuil, municipalité de la cité de Jacques-Cartier, division d'enregistrement de Chambly.

Avis est par la présente donné que le lot 327-23 est annulé en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 19 novembre 1965.

Le Sous-ministre,
13011-o FERNAND BOUTIN.

Paroisse de Ste-Marguerite

Cadastre officiel de la paroisse de Ste-Marguerite, municipalité de la paroisse de Ste-Marguerite du Lac Masson, division d'enregistrement de Terrebonne.

Avis est par la présente donné que les lots 20-1 à 20-11 et partie du lot 20-16, rang III, canton

Department of Lands and Forests
Cadastre

Parish of St-Antoine de Longueuil

Official cadastre of the parish of St-Antoine de Longueuil, municipality of the city of Jacques-Cartier, registration division of Chambly.

Notice is hereby given that lots 124-3, 124-10, 124-10-A, 124-18, 124-33-A, 124-52, 124-54,125-5, 125-25, 125-26, 125-30-A, 125-38, 125-58, 125-78, 125-85-A, 125-85-B, 125-109, 125-113, 125-134, 125-135, 125-139, 125-139-A, 125-147, 125-168, 125-189, 125-197, 125-197-A, 125-205, 125-226, 125-247, 125-255, 125-256, 125-260, 125-283, 125-284, 125-288, 125-288-A, 125-296, 125-319, 125-342, 125-350, 125-350-A, 125-358, 125-381, 125-384, 125-412, 125-414, 125-418, 125-441, 125-442, 125-446, 125-446-A, 125-454, 125-477, 125-500, 125-508, 125-508-A, 125-516, 125-539, 125-562, 125-570, 125-571, 125-575, 125-590, 125-602, 125-603, 125-607, 125-615, 125-630, 125-645, 125-659, 125-663, 125-679, 125-684, 125-684-A, 125-692, 125-707, 125-722, 125-741, 125-745, 125-766, 125-771, 125-772, 126-2 to 126-433, 126-437, to 126-456, 126-458, to 126-621, 126-623, to 126-781, are cancelled in virtue of Article 2174A of the Civil Code.

Quebec, November 9, 1965.

FERNAND BOUTIN,
13011-o *Deputy Minister.*

Parish of St-Antoine de Longueuil

Official cadastre of the parish of St-Antoine de Longueuil, municipality of the city of Jacques-Cartier, registration division of Chambly.

Notice is hereby given that lot 327-23 is cancelled in virtue of Article 2174A of the Civil Code.

Quebec, November 19, 1965.

FERNAND BOUTIN,
13011-o *Deputy Minister.*

Parish of Ste-Marguerite

Official cadastre of the parish of Ste-Marguerite, municipality of the parish of Ste-Marguerite du Lac Masson, registration division of Terrebonne.

Notice is hereby given that lots 20-1 to 20-11 and part of lot 20-16 range III, township of Wex-

Wexford, sont annulés en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 12 novembre 1965.

Le Sous-ministre,
13011-o FERNAND BOUTIN.

Paroisse de Ste-Marguerite

Cadastre officiel de la paroisse de Ste-Marguerite, municipalité de la paroisse de Ste-Marguerite du Lac-Masson, division d'enregistrement de Terrebonne.

Avis est par la présente conné que les lots 15-325 à 15-330 sont annulés en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 17 novembre 1965.

Le Sous-ministre,
13011-o FERNAND BOUTIN.

Canton de Shipton

Cadastre officiel du canton de Shipton, municipalité du canton de Shipton, division d'enregistrement de Richmond.

Avis est par la présente donné que le lot 15-E, rang VI est ajouté en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 9 novembre 1965.

Le Sous-ministre,
13011-o FERNAND BOUTIN.

ford, are cancelled in virtue of Article 2174A of the Civil Code.

Quebec, November 12, 1965.

FERNAND BOUTIN,
13011-o *Deputy Minister.*

Parish of Ste-Marguerite

Official cadastre of the parish of Ste-Marguerite, municipality of the parish of Ste-Marguerite du Lac-Masson, registration division of Terrebonne.

Notice is hereby given that lots 15-325 to 15-330 are cancelled in virtue of Article 2174A of the Civil Code.

Quebec, November 17, 1965.

FERNAND BOUTIN,
13011-o *Deputy Minister.*

Township of Shipton

Office cadastre of the township of Shipton, municipality of the township of Shipton, registration division of Richmond.

Notice is hereby given that lot 15-E, range VI is added in virtue of Article 2174A of the Civil Code.

Quebec, November 9, 1965.

FERNAND BOUTIN,
13011-o *Deputy Minister.*

Ministère de la Voirie

Avis

Les sections de routes ci-après désignées ne seront plus à l'avenir entretemues par le ministère de la Voirie:

Dans la municipalité de la ville de Candiac, comté de Laprairie:

Ancienne route No 3 – Lévis-St-Lambert-Dundee:

Une section de 500 pieds au nord-est de la nouvelle route, vis-à-vis des lots Nos P. 568, P. 567, P. 566 et P. 565 connus sous les Nos 703, 704, 705 et 706.

Dans la municipalité de la paroisse de St-Télesphore, comté de Soulanges:

Ancien chemin St-Georges-St-Patrice:

Une section de 1800 pieds au sud-ouest du nouveau chemin, vis-à-vis des lots Nos 273, 310 et 311; une section de 3715 pieds au sud-ouest du nouveau chemin, vis-à-vis des lots Nos 310 et 311.

Québec, le 19 novembre 1965.

Le Ministre de la voirie,
13016-o BERNARD PINARD.

Avis

Les routes ci-après désignées ne seront plus à l'avenir entretenues par le ministère de la Voirie:

Dans la municipalité de la cité de Pointe-Claire, conté de Jacques-Cartier:

La montée St-Jean sur une longueur de 4,719 pieds; la montée des Sources sur une longueur de 11,950 pieds; la nouvelle montée des Sources (1er projet) sur une longueur de 1,069 pieds; la nouvelle montée des Sources (2e projet) sur une longueur de 9,610 pieds.

Dans la municipalité de la ville de Pincourt, comté de Vaudreuil:

Department of Roads

Notice

The road sections hereinafter designated shall not, in the future, be maintained by the Department of Roads:

In the municipality of the town of Candiac, county of Laprairie:

Old highway No. 3 – Lévis-St-Lambert-Dundee:

One section of 500 feet on the north-east of the new highway, opposite lots Nos. P. 568, P. 567, P. 566 and P. 565 known under Nos. 703, 704, 705 and 706.

In the municipality of the parish of St-Télesphore, county of Soulanges:

Old road St-Georges-St-Patrice:

One section of 1800 feet on the south-west of the new road, opposite lots Nos. 273, 310 and 311; one section of 3715 feet on the south-west of the new road, opposite lots Nos. 310 and 311.

Quebec, November 19, 1965.

BERNARD PINARD,
13016 *Minister of Roads.*

Notice

The roads hereinafter designated will no longer be maintained by the Department of Roads:

In the municipality of the city of Pointe-Claire, county of Jacques-Cartier:

Montée St-Jean to a distance of 4,719 feet; Montée des Sources to a distance of 11,950 feet; the new Montée des Sources (1st plan) to a distance of 1,069 feet; the new Montée des Sources (2nd plan) to a distance of 9,610 feet.

In the municipality of the town of Pincourt, county of Vaudreuil:

Le boulevard Cardinal Léger sur une longueur de 35,157 pieds; la Rampe « A » sur une longueur de 1,360 pieds; la Rampe « B » sur une longueur de 1,300 pieds; la Rampe « D » sur une longueur de 220 pieds.

Québec, le 19 novembre 1965.

Le Ministre de la voirie,
BERNARD PINARD.

13016-o

Cardinal Léger Blvd. to a distance of 35,157 feet; Rampe "A" to a distance of 1,360 feet; Rampe "B" to a distance of 1,300 feet; Rampe "D" to a distance of 220 feet.

Quebec, November 19, 1965.

BERNARD PINARD,
Minister of Roads.

13016

Nominations

Avis est donné qu'il a plu au lieutenant-gouverneur en conseil de faire, par commission sous le grand sceau de la province, la nomination suivante:

Québec, le 26 août 1964.

M. Henri-Jules Biron, de Trois-Rivières, avocat et membre du Barreau de la province: nommé, à compter du 1er septembre 1964, juge de la Cour de Bien-Être Social, avec juridiction s'étendant à tous les districts judiciaires pour lesquels la Cour de Bien-Être Social est ou sera établie, mais tout particulièrement et sans restriction, au district judiciaire de Trois-Rivières, avec résidence à Trois-Rivières ou dans le voisinage immédiat.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

12975-o 57-65

Appointments

Notice is hereby given that the Lieutenant Governor in Council has been pleased, by commission under the Great Seal of the Province, to make the following appointment:

Quebec, August 26, 1964.

Mr. Henri-Jules Biron, of Trois-Rivières, advocate and member of the Bar of the Province: appointed, from and after September 1, 1964, Judge of the Social Welfare Court, with jurisdiction extending to all the judicial districts for which the Social Welfare Court is or will be established, but particularly and without restriction, to the judicial district of Trois-Rivières, with residence in Trois-Rivières or in the immediate neighborhood.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

12975 57-65

Présidents d'élection

Conformément à l'article 79 de la Loi modifiant la Loi de la division territotiale (13-14 Elizabeth II, 1965, chapitre 10), il a plû à son honneur le lieutenant-gouverneur, de l'avis et du consentement du Conseil exécutif, par commission, sous le grand sceau, de faire, pour remplir la charge de président d'élection, les nominations suivantes:

Returning-Officers

According to section 79 of the Act amending the Territorial Division Act (13-14 Elizabeth II, 1965, chapter 10), his honour the Lieutenant-Governor has been pleased, with the advice and consent of the Executive Council to appoint by commission under the great seal, to fill the office of returning-officer, the persons whose name follows:

District électoral — Electoral district	Nom, prénons — Name, christian names	Profession ou occupation — Profession or calling	Domicile — Domicile
Abuntsic	Sauvé, Marc	Notaire—Notary	Montréal.
Bourassa	Leroux, Roger	Courtier d'assurances — Insurance Broker	Montréal-Nord—North.
Bourget	Portelance, Arthur	Commis voyageur — Commercial Traveller	Montréal.
Chambly	Gervais, J.-Éloi	Avocat — Advocate	Longueuil.
Chauveau	Dumas, Roger	Comptable—Accountant	Giffard.
Chicoutimi	Gauthier, Léon-Georges	Publiciste—Publicist	Chicoutimi.
D'Arcy McGee	Fitzgerald, Margaret Muth	Madame—Mrs	Côte Saint-Luc.
Dorion	Renaud, Roger	Représentant de commerce—Commercial Agent	Montréal.
Dubuc	Beaulieu, J.-E.-A.	Avocat—Advocate	Port-Alfred.
Fabre	Desrosiers, J.-Maurice	Courtier d'assurances — Insurance Broker	Pont-Viau.
Gouin	Prud'Homme, Hector	Médecin chirurgien — General Practitioner	Montréal.
Jacques-Cartier	D'Amour, Jean	Professeur — Professor	Lachine.
Jean-Mance	Vaugeois, Jean-Guy	Avocat — Advocate	Montréal.
Jean-Talon	Giguère, Maurice	Industriel — Industrial	Québec.
Jonquière	Bouliane, Paul	Huissier et commissaire de la Cour supérieure — Usher and Commissioner Superior Court	Kénogami.
Lac-Saint-Jean	Jean, Stanislas	Adjoint au surintendant — Deputy Superintendent	Alma.
Lafontaine	Desrosiers, Yvon	Commis — Clerk	Pointe-aux-Trembles.
Laurier	Miron, Odilon	Horloger bijoutier — Horologist Jeweller	Montréal.
Laval	Gervais, Joseph	Médecin chirurgien — General Practitioner	Laval-des-Rapides.
Limoilou	Fournier, Emery	Commis de bureau — Clerk Office	Québec.

District électoral Electoral district	Nom, prénoms Name, christian names	Profession ou occupation Profession or calling	Domicile Domicile
Louis-Hébert	Després, Joseph-French	Adjoint du personnel — Personnel Officer	Québec.
Maisonneuve	Arcand, Paul-Émile	Officer de bien-être — Welfare Officer	Montréal.
Marguerite-Bourgeoys	Bouffard, Gilbert	Notaire—Notary	LaSalle.
Mercier	Masson, Rodolphe	Courtier d'assurances — Insurance Broker	Montréal.
Montmorency	Pouliot, Ferdinand	Comptable — Accountant	Ile d'Orléans — Orléans island.
Napierville-Laprairie	Cloutier, Vianey-Maurice	Instituteur — Teacher	Brossard.
Notre-Dame-de-Grâce	McConomy, John James	Chef de secrétariat — Principal Secretary	Montréal.
Olier	David, Richard	Avocat — Advocate	Saint-Léonard.
Outremont	Séguin, Claude	Notaire — Notary	Ville Mont-Royal — Town of Mount Royal
Portneuf	Roux, Jean-Paul	Notaire — Notary	Saint-Raymond.
Richelieu	Lemay, Richard	Inspecteur-technicien — Technician Inspector	Saint-Joseph-de-Sorel.
Robert Baldwin	Denis, Guy	Restaurateur — Keeper of a restaurant	Ile-Bizard—Bizard Island
Robertval	Tremblay, J.-François	Retraité — Retired	Roberval.
Sainte-Anne	Racicot, J.-Albert	Inspector — Inspector	Montréal.
Sainte-Marie	Riendeau, Roland	Buandier—Laundryman	Montréal.
Saint-Henri	Lalonde, Léonard	Comptable—Accountant	Montréal.
Saint-Jacques	Jodoin, Paul-Émile	Gérant—Manager	Montréal.
Saint-Laurent	Peladeau, Aimé	Homme d'affaires — Business Man	Saint-Laurent.
Saint-Louis	Labis, Ben	Retraité — Retired	Montréal.
Saint-Sauveur	Ziear, Georges-Édouard	Agent manufacturier — Manufacturing Agent	Québec.
Taillon	Cordeau, Marc-E.	Avocat — Advocate	Jacques-Cartier.
Verchères	Moreau, Jean-Marie	Cultivateur — Farmer	Verchères.
Verdun	Berlinguette, Richard	Directeur gérant — Managing Director	Verdun.
Westmount	Meunier, Gustave	Administrateur — Director	Westmount.

Québec, le 30 novembre 1965.

Le Président général des élections,

FRANÇOIS DROUIN, C.R.

13020-o

Quebec, November 30, 1965.

FRANÇOIS DROUIN, Q.C.,

Chief Returning-Officer.

13020-o

Proclamation

Convocation de la Législature

Canada,
Province de Québec.
[L. S.]

PAUL COMTOIS

ELIZABETH DEUX, par la grâce de Dieu, Reine du Royaume-Uni, du Canada et de ses autres royaumes et territoires, Chef du Commonwealth, Défenseur de la foi.

À nos très aimés et fidèles conseillers les membres du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de la province de Québec.

SALUT.

Proclamation

ATTENDU QUE, pour diverses considérations, il est à propos de convoquer la Législature de la province de Québec pour l'expédition des affaires, Nous vous convoquons par les présentes pour le vingt-cinquième jour de janvier prochain et, en conséquence, vous mandons et ordonnons de vous assembler à cette date, au palais législatif, en la cité de Québec, pour y expédier les affaires de la province et y examiner, discuter et décider les questions qui vous seront soumises.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de la province de Québec.

Proclamation

Convocation of the Legislature

Canada,
Province of Québec.
[L. S.]

PAUL COMTOIS

ELIZABETH THE SECOND, by the Grace of God, of the United Kingdom, Canada and Her other Realms and Territories Queen, Head of the Commonwealth, Defender of the Faith.

To our well beloved and faithful counsellors the members of the Legislative Council and of the Legislative Assembly of the Province of Quebec,

GREETING.

Proclamation

WHEREAS, for several considerations, it is expedient to summon the Legislature of the Province of Quebec for the dispatch of business, We hereby convene you for the twenty-fifth day of January next and, accordingly we command and order you to meet on such date, at the parliament buildings in the city of Quebec, to dispatch the Business of the Province and examine, discuss and decide the questions to be submitted to you.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our letters to be made patent and the Great Seal of Our Province of Quebec to be hereunto affixed.

TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé l'honorable PAUL COMTOIS, C.P. Lieutenant-gouverneur de ladite Province.

Donné en Notre hôtel du Gouvernement à Québec, le vingt-cinquième jour de novembre, l'an de grâce mil neuf cent soixante-cinq et de Notre règne le quatorzième.

Par ordre,

Le Secrétaire de la chancellerie à Québec,
ANTOINE LEMIEUX.

13037-49-8-o

WITNESS: Our Right Trusty and Well Beloved the Honourable PAUL COMTOIS, P.C., Lieutenant-Governor of Our Province of Quebec.

Given at Our Government House in Quebec, this twenty-fifth day of November, in the year of Our Lord, one thousand nine hundred and sixty-five and in the fourteenth year of Our Reign.

By command,

ANTOINE LEMIEUX,
Clerk of the Crown in Chancery, Québec.

13037-49-8-o

Soumissions

Ville de Ste-Agathe des Monts
Comté de Terrebonne

Avis public est par lés présentes donné que des soumissions cachetées et endossées « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné M. Georges Vanier, greffier, Hôtel de ville, Ste-Agathe-des-Monts, comté de Terrebonne, jusqu'à 8 heures p.m., mardi, le 21 décembre 1965, pour l'achat de $380,000 d'obligations de la ville de Ste-Agathe-des-Monts, comté de Terrebonne, datées du 1er janvier 1966 et remboursables par séries du 1er janvier 1967 au 1er janvier 1986 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 5%, ni supérieur à 6%, payable semi-annuellement les 1er juillet et 1er janvier de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Règlement No. 391 — $380,000 — aqueduc et égouts.

Pour fins d'adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 1er janvier 1966.

Tableau d'amortissement — $380,000 — 20 ans

Année	*Capital*
1er janvier 1967	$10,500
1er janvier 1968	11,000
1er janvier 1969	11,500
1er janvier 1970	12,500
1er janvier 1971	13,000
1er janvier 1972	14,000
1er janvier 1973	14,500
1er janvier 1974	15,500
1er janvier 1975	16,500
1er janvier 1976	17,500
1er janvier 1977	18,500
1er janvier 1978	19,500
1er janvier 1979	21,000
1er janvier 1980	22,000
1er janvier 1981	23,500
1er janvier 1982	24,500
1er janvier 1983	26,000
1er janvier 1984	28,000
1er janvier 1985	29,500
1er janvier 1986	31,000

De plus, des soumissions pourront être envoyées et elles seront prises en considération pour des obligations à courte échéance dix ans ou à courte échéance quinze ans. Cependant, les soumissions ne devront comporter qu'un seul des trois termes. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et inrérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Ste-Agathe-des-Monts.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales, dans la Province de Québec, de la

Tenders

Town of Ste-Agathe des Monts
County of Terrebonne

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned Mr. Georges Vanier, Town Clerk, Town Hall, Ste-Agathe-des-Monts, county of Terrebonne, until 8:00 o'clock p.m., Tuesday, December 21, 1965, for the purchase of an issued of $380,000 of bonds for the town of Ste-Agathe-des-Monts, county of Terrebonne, dated January 1, 1966, and redeemable serially from January 1, 1967 to January 1, 1986 inclusively, with interest at a rate not less than 5%, nor more than 6%, payable semi-annually on July 1 and January 1 of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

By-law No. 391 — $380,000 — aqueduct and sewers.

For adjudication purposes only, interest shall be calculated as from January 1, 1966.

Table of redemption — $380,000 — 20 years

Year	*Capital*
January 1, 1967	$10,500
January 1, 1968	11,000
January 1, 1969	11,500
January 1, 1970	12,500
January 1, 1971	13,000
January 1, 1972	14,000
January 1, 1973	14,500
January 1, 1974	15,500
January 1, 1975	16,500
January 1, 1976	17,500
January 1, 1977	18,500
January 1, 1978	19,500
January 1, 1979	21,000
January 1, 1980	22,000
January 1, 1981	23,500
January 1, 1982	24,500
January 1, 1983	26,000
January 1, 1984	28,000
January 1, 1985	29,500
January 1, 1986	31,000

Moreover, tenders may be forwarded and shall be considered as ten-year short-term and fifteen-year short-term bonds. However, tenders shall be considered for one of the three terms only. Adjudication shall be made according to law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Ste-Agathe-des-Monts.

Capital and interest are payable at all branches in the Province of Quebec of the bank

banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt, ainsi qu'au bureau principal de ladite banque à Toronto.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue mardi, le 21 décembre 1965, à 8 heures du soir, Hôtel de ville, Ste-Agathe-des-Monts, comté de Terrebonne.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haure ni aucune des soumissions.

Ste-Agathe-des-Monts, (Comté de Terrebonne), ce 25 novembre 1965.

Le Greffier,
GEORGES VANIER.

Hôtel de ville, C.P. 40,
Ste-Agathe-des-Monts, (Terrebonne), P.Q.
Téléphone: 326-4595, code 819. 13012-o

Municipalité de Ste-Thérèse-de-Lisieux
Comté de Québec

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné Ghislain Marcoux, secrétaire-trésorier, jusqu'à 7 heures p.m., 165, rue de l'Église, Ste-Thérèse-de-Lisieux, et par après jusqu'à 8 heures p.m., Hôtel de ville, Ste-Thérèse-de-Lisieux, lundi, le 20 décembre 1965, pour l'achat de $155,000 d'obligations de la municipalité de Ste-Thérèse-de-Lisieux, comté de Québec, datées du 1er janvier 1966 et remboursables par séries du 1er janvier 1967 au 1er janvier 1986 inclusivement, avec interêt à un taux non inférieur à 5%, ni supérieur à 6%, payable semi-annuellement les 1er juillet et 1er janvier de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Règlement No 191 — $155,000 — égouts.

Pour fins d'adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 1er janvier 1966.

Tableau d'amortissement — $155,000 — 20 ans

Année	*Capital*
1er janvier 1967	$2,000
1er janvier 1968	2,000
1er janvier 1969	2,000
1er janvier 1970	2,500
1er janvier 1971	2,500
1er janvier 1972	2,500
1er janvier 1973	3,000
1er janvier 1974	3,000
1er janvier 1975	3,000
1er janvier 1976	3,500
1er janvier 1977	3,500
1er janvier 1978	3,500
1er janvier 1979	4,000
1er janvier 1980	4,000
1er janvier 1981	4,500
1er janvier 1982	4,500
1er janvier 1983	5,000
1er janvier 1984	5,500
1er janvier 1985	5,500
1er janvier 1986	89,000

De plus, des soumissions pourront être envoyées et elles seront prises en considération pour des obligations à courte échéance dix ans ou à courte échéance quinze ans. Cependant, les soumissions

mentioned in the loan procedure, as well as at the head office of said bank in Toronto.

The said bonds will not be redeemable by anticipation.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the council, to be held on Tuesday, December 21, 1965, at 8:00 o'clock p.m., in the Town Hall, Ste-Agathe-des-Monts, county of Terrebonne.

The council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Ste-Agathe-des-Monts, (County of Terrebonne), November 25, 1965.

GEORGES VANIER,
Town Clerk.

Town Hall, P.O. Box 40,
Ste-Agathe-des-Monts, (Terrebonne), P.Q.
Telephone: 326-4595, code 819. 13012

Municipality of Ste-Thérèse-de-Lisieux
County of Québec

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned Ghislain Marcoux, secretary-treasurer, until 7:00 p.m., 165 de l'Église Street, Ste-Thérèse-de-Lisieux, and afterwards until 8:00 p.m., Town Hall, Ste-Thérèse-de-Lisieux, Monday, December 20, 1965, for the purchase of an issue of $155,000 of bonds for the Municipality of Ste-Thérèse-de-Lisieux, county of Quebec, dated January 1, 1966, and redeemable serially from January 1, 1967 to January 1, 1986 inclusively, with interest at a rate not less than 5%, nor more than 6%, payable semi-annually on July 1 and January 1 of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

By-law No. 191 — $155,000 — sewers.

For adjudication purposes only, interest shall be calculated as from January 1, 1966.

Table of redemption — $155,000 — 20 years

Year	*Capital*
January 1, 1967	$2,000
January 1, 1968	2,000
January 1, 1969	2,000
January 1, 1970	2,500
January 1, 1971	2,500
January 1, 1972	2,500
January 1, 1973	3,000
January 1, 1974	3,000
January 1, 1975	3,000
January 1, 1976	3,500
January 1, 1977	3,500
January 1, 1978	3,500
January 1, 1979	4,000
January 1, 1980	4,000
January 1, 1981	4,500
January 1, 1982	4,500
January 1, 1983	5,000
January 1, 1984	5,500
January 1, 1985	5,500
January 1, 1986	89,000

Moreover, tenders may be forwarded and shall be considered as ten-year short-term and fifteen-year short-term bonds. However, tenders shall be considered for one of the three terms only.

ne devront comporter qu'un seul des trois termes. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Québec.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales, dans la Province de Québec, de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue lundi, le 20 décembre 1965, à 8 heures du soir, Hôtel de ville, Avenue Ste-Thérèse, Ste-Thérèse-de-Lisieux, comté de Québec.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Ste-Thérèse-de-Lisieux, (Comté de Québec), ce 29 novembre 1965.

Le Secrétaire-trésorier,
GHISLAIN MARCOUX.

165, rue de l'Église, (B.P. Callières),
Ste-Thérèse-de-Lisieux, (Québec), P.Q.
Téléphone: 661-6119, code 418. 13018-o

Ville de Drummondville-Sud
Comté de Drummond

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné P. E. Bordeleau N.P. secrétaire-trésorier, 1015, rue Jogues, Drummondville-Sud, comté de Drummond, P.Q., jusqu'à 8 heures du soir, lundi, le 20 décembre 1965, pour l'achat de $202,000 d'obligations de la ville de Drummondville-Sud, comté de Drummond, datées du 1er janvier 1966 et remboursables par séries du 1er janvier 1967 au 1er janvier 1986 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 5% ni supérieur à 6% payable semi-annuellement les 1er janvier et 1er juillet de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Règlements Nos: 151 — $83,300 — aqueduc et protection contre incendie; 157 — $41,100 — achat de terrain; 159 — $25,000 — achat d'équipement et réparation; 160 — $52,600 — voirie.

Pour fins d'adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 1er janvier 1966.

Tableau d'amortissement — $202,000 — 20 ans

Année	*Capital*
1er janvier 1967	$ 5,500
1er janvier 1968	6,500
1er janvier 1969	6,500
1er janvier 1970	7,000
1er janvier 1971	8,000
1er janvief 1972	8,000
1er janvier 1973	8,000
1er janvier 1974	9,000
1er janvier 1975	9,500
1er janvier 1976	10,000
1er janvier 1977	7,000
1er janvier 1978	7,500
1er janvier 1979	8,000
1er janvier 1980	8,500
1er janvier 1981	8,500
1er janvier 1982	9,500
1er janvier 1983	10,000

Adjudication shall be made according to law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Québec.

Capital and interest are payable at all branches in the province of Québec of the bank mentioned in the loan procedure.

The said bonds will not be redeemable by anticipation.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the council to be held on Monday, December 20, 1965, at 8:00 o'clock p.m., at the Town Hall, Ste-Thérèse Avenue, Ste-Thérèse-de-Lisieux, county of Québec.

The council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Ste-Thérèse-de-Lisieux, (County of Québec), November 29, 1965.

GHISLAIN MARCOUX,
Secretary-Treasurer.

165, de l'Église Street, (P.O. Box Callières),
Ste-Thérèse-de-Lisieux, (Québec) P.Q.
Telephone: 661-6119, code 418. 13018

Town of Drummondville-South
County of Drummond

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned P. E. Bordeleau N.P., secretary-treasurer, 1015 Jogues Street, Drummondville-South, county of Drummond, P.Q., until 8:00 o'clock p.m., Monday, December 20, 1965, for the purchase of an issue of $202,000 of bonds for the town of Drummondville-South, county of Drummond, dated January 1, 1966, and redeemable serially from January 1, 1967 to January 1, 1986 inclusively, with interest at a rate not less than 5%, nor more than 6%, payable semi-annually on January 1 and July 1 of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

By-laws Nos. 151 — $83,300 — aqueduct and fire protection; 157 — $41,100 — purchase of land; 159 — $25,000 — purchase of equipment and repairs; 160 — $52,600 — roads.

For adjudication purposes only, interest shall be calculated as from January 1, 1966.

Table of redemption — $202,000 — 20 years

Year	*Capital*
January 1, 1967	$ 5,500
January 1, 1968	6,500
January 1, 1969	6,500
January 1, 1970	7,000
January 1, 1971	8,000
January 1, 1972	8,000
January 1, 1973	8,000
January 1, 1974	9,000
January 1, 1975	9,500
January 1, 1976	10,000
January 1, 1977	7,000
January 1, 1978	7,500
January 1, 1979	8,000
January 1, 1980	8,500
January 1, 1981	8,500
January 1, 1982	9,500
January 1, 1983	10,000

1er janvier 1984	$10,500
1er janvier 1985	11,000
1er janvier 1986	43,500

De plus, des soumissions pourront être envoyées et elles seront prises en considération pour des obligations à courte échéance dix ans ou à courte échéance quinze ans. Cependant, les soumissions ne devront comporter qu'un seul des trois termes. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Drummondville.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt ainsi qu'au bureau principal de ladite banque à Toronto.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue lundi, le 20 décembre 1965, à 8 heures du soir, en l'école Duvernay, rue Duvernay, Drummondville-Sud, comté de Drummond, P.Q.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Drummondville-Sud, (Comté de Drummond), ce 1er décembre 1965.

Le Secrétaire-trésorier,
P. E. BORDELEAU, N.P.

1015, rue Jogues,
Drummondville-Sud, (Drummond), P.Q.
Téléphone: 478-4637, code 819. 13039-o

La commission des écoles catholiques de Hull
Comté de Hull

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné Lucien Laverdure, secrétaire-trésorier, 122, rue St-Laurent, Hull, comté de Hull, jusqu'à 7.30 heures p.m., mercredi, le 22 décembre 1965, pour l'achat de $290,000 d'obligations de la Commission des Écoles Catholiques de Hull, comté de Hull, datées du 1er janvier 1966 et remboursables par séries du 1er janvier 1967 au 1er janvier 1986 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 5%, ni supérieur à 6%, payable semi-annuellement les 1er juillet et 1er janvier de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Résolution du 25 août 1965 — $290,000 — école de 11 classes et 2 maternelles.

Pour fins d'adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 1er janvier 1966.

Tableau d'amortissement — $290,000 — 20 ans

Année	*Capital*
1er janvier 1967	x$43,000
1er janvier 1968	x 45,500
1er janvier 1969	x 48,000
1er janvier 1970	x 51,000
1er janvier 1971	4,000
1er janvier 1972	4,000
1er janvier 1973	4,500
1er janvier 1974	5,000

January 1, 1984	$10,500
January 1, 1985	11,000
January 1, 1986	43,500

Moreover, tenders may be forwarded and shall be considered as ten-year short-term and fifteen-year short-term bonds. However, tenders shall be considered for one of the three terms only. Adjudication shall be made according to law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Drummondville.

Capital and interest are payable at all branches in the province of Quebec of the bank mentioned in the loan procedure as well as at the principal office of the said bank in Toronto.

The said bonds will not be redeemable by anticipation.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the council to be held on Monday, December 20, 1965, at 8:00 o'clock p.m. at Duvernay School, Duvernay Street, Drummondville South, county of Drummond, P.Q.

The council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Drummondville-South, (County of Drummond), December 1, 1965.

P. E. BORDELEAU, N.P.,
Secretary-Treasurer.

1015 Jogues Street,
Drummondville-South, (Drummond), P.Q.
Telephone: 478-4637, code 819. 13039

The catholic school commission of Hull
County of Hull

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned Lucien Laverdure, secretary-treasurer, 122 St-Laurent St., Hull, county of Hull, until 7:30 o'clock p.m., Wednesday, December 22, 1965, for the purchase of an issue of $290,000 of bonds for the Catholic School Commission of Hull, county of Hull, dated January 1, 1966, and redeemable serially from January 1, 1967 to January 1, 1986 inclusively, with interest at a rate not less than 5% nor more than 6%, payable semi-annually on July 1 and January 1 of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

Resolution dated August 25, 1965 — $290,000 — 11-class school and 2 kindergartens.

For adjudication purposes only, interest shall be calculated as from January 1, 1966.

Table of redemption — $290,000 — 20 years

Year	*Capital*
January 1, 1967	x$43,000
January 1, 1968	x 45,500
January 1, 1969	x 48,000
January 1, 1970	x 51,000
January 1, 1971	4,000
January 1, 1972	4,000
January 1, 1973	4,500
January 1, 1974	5,000

1er janvier 1975	$ 5,000
1er janvier 1976	5,500
1er janvier 1977	5,500
1er janvier 1978	6,000
1er janvier 1979	6,500
1er janvier 1980	7,000
1er janvier 1981	7,000
1er janvier 1982	7,500
1er janvier 1983	8,000
1er janvier 1984	8,500
1er janvier 1985	9,000
1er janvier 1986	9,500

Les « x » indiquent les années durant lesquelles les versements annuels d'un octroi total de $200,000, accordé par le gouvernement provincial et payable en 4 versements de $50,000 chacun, de 1967 à 1970 inclusivement, seront reçus et appliqués au service de cet emprunt.

De plus, des soumissions pourront être envoyées et elles seront prises en considération pour des obligations à courte échéance dix ans ou à courte échéance quinze ans. Cependant, les soumissions ne devront comporter qu'un seul des trois termes. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Hull.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales, dans la Province de Québec, de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt, ainsi qu'au bureau principal de ladite banque à Toronto et Ottawa.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance des commissaires d'écoles qui sera tenue mercredi, le 22 décembre 1965, à 7.30 heures du soir, 122, rue St-Laurent, Hull, comté de Hull.

Les commissaires d'écoles se réservent le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Hull, (Comté de Hull), ce 30 novembre 1965.

Le Secrétaire-trésorier,
LUCIEN LAVERDURE,

122, rue St-Laurent,
Hull, (Hull), P.Q.
Téléphone: 771-8303, code 819. 13040-o

January 1, 1975	$ 5,000
January 1, 1976	5,500
January 1, 1977	5,500
January 1, 1978	6,000
January 1, 1979	6,500
January 1, 1980	7,000
January 1, 1981	7,000
January 1, 1982	7,500
January 1, 1983	8,000
January 1, 1984	8,500
January 1, 1985	9,000
January 1, 1986	9,500

The letters "x" indicate the years during which annual payments of a total amount of $200,000 granted by the Provincial Government and payable in 4 instalments of $50,000 each, from 1967 to 1970 inclusively, will be received and applied to the service of the said loan.

Moreover, tenders may be forwarded and shall be considered as ten-year short-term and fifteen-year short-term bonds. However, tenders shall be considered for one of the three terms only. Adjudication shall be made according to law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Hull.

Capital and interest are payable at all branches in the Province of Quebec of the bank mentioned in the loan procedure, as well as at the head office of said bank in Toronto and Ottawa.

The said bonds will not be redeemable by anticipation.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the school commissioners to be held on Wednesday, December 22, 1965, at 7:30 o'clock p.m., at 122 St-Laurent St., Hull, county of Hull.

The school commissioners do not bind themselves to accept the highest or any of the tenders.

Hull (County of Hull), November 30, 1965.

LUCIEN LAVERDURE,
Secretary-Treasurer.

122, St-Laurent St.,
Hull, (Hull), P.Q.
Telephone: 771-8303, code 819. 13040

Ville de St-Jean-Chrysostome
Comté de Lévis

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné Cajétan Alain, secrétaire-trésorier, Bureau de la Ville, Blvd St-Romain, St-Jean-Chrysostome, comté de Lévis, P.Q., jusqu'à 8 heures du soir, mardi, le 21 décembre 1965, pour l'achat de $129,000 d'obligations de la ville de St-Jean-Chrysostome, comté de Lévis, datées du 1er janvier 1966 et remboursables par séries du 1er janvier 1967 au 1er janvier 1986 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 5%, ni supérieur à 6%, payable semi-annuellement les 1er janvier et 1er juillet de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Règlements Nos: 161 — $17,300 — aqueduc et égouts; 164 — $15,000 — aqueduc et égouts;

Town of St-Jean-Chrysostome
County of Lévis

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for bonds" will be received by the undersigned Cajétan Alain, secretary-treasurer, Town Hall, St-Romain Blvd., St-Jean-Chrysostome, county of Lévis, P.Q., until 8:00 o'clock p.m., Tuesday, December 21, 1965, for the purchase of an issue of $129,000 of bonds for the town of St-Jean-Chrysostome, county of Lévis, dated January 1, 1966, and redeemable serially from January 1, 1967 to January 1, 1986 inclusively, with interest at a rate not less than 5%, nor more than 6%, payable semi-annually on January 1 and July 1 of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

By-laws Nos. 161 — $17,300 — aqueduct and sewers; 164 — $15,000 — aqueduct and sewers;

168 — $50,700 — voirie; 173 — $46,000 — aqueduc et égouts.

Pour fins d'adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 1er janvier 1966.

Tableau d'amortissement — $129,000 — 20 ans

Année	*Capital*
1er janvier 1967	$ 2,000
1er janvier 1968	2,000
1er janvier 1969	2,000
1er janvier 1970	2,500
1er janvier 1971	3,000
1er janvier 1972	3,000
1er janvier 1973	3,000
1er janvier 1974	3,000
1er janvier 1975	3,000
1er janvier 1976	3,500
1er janvier 1977	3,500
1er janvier 1978	3,500
1er janvier 1979	4,000
1er janvier 1980	4,000
1er janvier 1981	4,000
1er janvier 1982	4,500
1er janvier 1983	4,500
1er janvier 1984	5,000
1er janvier 1985	5,500
1er janvier 1986	63,500

De plus, des soumissions pourront être envoyées et elles seront prises en considération pour des obligations à courte échéance dix ans ou à courte échéance quinze ans. Cependant, les soumissions ne devront comporter qu'un seul des trois termes. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu par, chèque visé, payable au pair à Charny.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la Province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue mardi, le 21 décembre 1965, à 8 heures du soir, à la Salle Municipale, 163, rue Commerciale, St-Jean-Chrysostome, comté de Lévis, P.Q.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

St-Jean-Chrysostome, (Comté de Lévis), ce 30 novembre 1965.

Le Secrétaire-trésorier,
CAJÉTAN ALAIN.

Bureau de la Ville, Blvd St-Romain,
St-Jean-Chrysostome, (Lévis), P.Q.,
Téléphone: 839-8108, code 418. 13041-o

Ville de Trois-Pistoles
Comté de Rivière-du-Loup

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné P.-E. Bérubé, secrétaire-trésorier, Hôtel de ville, Trois-Pistoles, comté de Rivière-du-Loup, jusqu'à 7 heures p.m., lundi, le 20 décembre 1965, pour l'achat de $215,000 d'obligations de la ville de Trois-Pistoles, comté de Rivière-du-Loup, datées du 1er janvier 1966 et rembour-

168 — $50,700 — roads; 173 — $46,000 — aqueduct and sewers.

For adjudication purposes only, interest shall be calculated as from January 1, 1966.

Table of redemption — $129,000 — 20 years

Year	*Capital*
January 1, 1967	$ 2,000
January 1, 1968	2,000
January 1, 1969	2,000
January 1, 1970	2,500
January 1, 1971	3,000
January 1, 1972	3,000
January 1, 1973	3,000
January 1, 1974	3,000
January 1, 1975	3,000
January 1, 1976	3,500
January 1, 1977	3,500
January 1, 1978	3,500
January 1, 1979	4,000
January 1, 1980	4,000
January 1, 1981	4,000
January 1, 1982	4,500
January 1, 1983	4,500
January 1, 1984	5,000
January 1, 1985	5,500
January 1, 1986	63,500

Moreover, tenders may be forwarded and shall be considered as ten-year short-term and fifteen-year short-term bonds. However, tenders shall be considered for one of the three terms only. Adjudication shall be made according to law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Charny.

Capital and interest are payable at all branches in the province of Quebec of the bank mentioned in the loan procedure.

The said bonds will not be redeemable by anticipation.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date fo their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the council to be held on Tuesday, December 21, 1965, at 8:00 o'clock p.m., at the Municipal Hall, 163 Commercial Street, St-Jean-Chrysostome, county of Lévis, P.Q.

The council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

St-Jean-Chrysostome, (Comty of Lévis), November 30, 1965.

CAJÉTAN ALAIN,
Secretary-Treasurer.

Town Hall, St-Romain Blvd.,
St-Jean-Chrysostome, (Lévis), P.Q.,
Telephone: 839-8108, code 418. 13041

Town of Trois-Pistoles
County of Rivière-du-Loup

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned P.-E. Bérubé, secretary-treasurer, Town Hall, Trois-Pistoles, county of Rivière-du-Loup, until 7:00 o'clock p.m., Monday, December 20, 1965, for the purchase of an issued of $215,000 of bonds for the town of Trois-Pistoles, county of Rivière-du-Loup, dated January 1, 1966, and redeemable serially

bles par séries du 1er janvier 1967 au 1er janvier 1986 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 5%, ni supérieur à 6%, payable semi-annuellement les 1er juillet et 1er janvier de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Règlements Nos 234 — $19,000 — aqueduc et égouts; 235 — $20,000 — centre récréatif et aréna; 236 — $35,000 — centre récréatif et aréna; 238 — $35,000 — centre récréatif et aréna; 240 — $62,000 glace artificielle; 244 — $44,000 aqueduc et égouts.

Pour fins d'adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 1er janvier 1966.

Tableau d'amortissement — $215,000 — 20 ans

Année	*Capital*
1er janvier 1967	$ 3,000
1er janvier 1968	3,500
1er janvier 1969	3,500
1er janvier 1970	3,500
1er janvier 1971	3,500
1er janvier 1972	3,500
1er janvier 1973	4,000
1er janvier 1974	4,500
1ef janvier 1975	4,500
1er janvier 1976	5,000
1er janvier 1977	6,000
1er janvier 1978	6,000
1er janvier 1979	6,000
1er janvier 1980	6,000
1er janvier 1981	7,000
1er janvier 1982	7,500
1er janvier 1983	7,500
1er janvier 1984	7,500
1er janvier 1985	8,500
1er janvier 1986	114,500

De plus, des soumissions pourront être envoyées et elles seront prises en considération pour des obligations à courte échéance dix ans ou à courte échéance quinze ans. Cependant, les soumissions ne devront comporter qu'un seul des trois termes. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Trois-Pistoles.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales, dans la province de Québec, de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera ténue lundi, le 20 décembre 1965, à 7 heures du soir, Hôtel de ville, Trois-Pistoles, comté de Rivière-de-Loup.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Trois-Pistoles, (Comté de Rivière-du-Loup), ce 1er décembre 1965.

Le Secrétaire-trésorier,
P.-E. BÉRUBÉ.

Hôtel de ville, C.P. 550,
Trois-Pistoles, (Rivière-du-Loup), P.Q.
Téléphone: 851-1995, code 418. 13042-o

from January 1, 1967 to January 1, 1986 inclusively, with interest at a rate not less than 5%, nor more than 6%, payable semi-annually on July 1 and January 1 of esch year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

By-laws Nos 234 —$19,000 — aqueduct and sewers; 235 — $20,000 recreational centre and arena; 236 — $35,000 — recreational center and arena; 238 — $35,000 — recreational center and arena; 240 — $62,000 — artificial ice; 244 — $44,000 — aqueduct and sewers.

For adjudication purposes only, interest shall be calculated as from January 1, 1966.

Table of redemption — $215,000 — 20 years

Year	*Capital*
January 1, 1967	$ 3,000
January 1, 1968	3,500
January 1, 1969	3,500
January 1, 1970	3,500
January 1, 1971	3,500
January 1, 1972	3,500
January 1, 1973	4,000
January 1, 1974	4,500
January 1, 1975	4,500
January 1, 1976	5,000
January 1, 1977	6,000
January 1, 1978	6,000
January 1, 1979	6,000
January 1, 1980	6,000
January 1, 1981	7,000
January 1, 1982	7,500
January 1, 1983	7,500
January 1, 1984	7,500
January 1, 1985	8,500
January 1, 1986	114,500

Moreover, tenders may be forwarded and shall be considered as ten-year short-term and fifteen-year short-term bonds. However, tenders shall be considered for one of the three terms only. Adjudication shall be made according to law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Trois-Pistoles.

Capital and interest are payable at all branches in the Province of Quebec of the bank mentioned in the loan procedure.

The said bonds will not be redeemable by anticipation.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the council, to be held on Monday, December 20, 1965, at 7:00 o'clock p.m., in the Town Hall, Trois-Pistoles, county of Rivière-du-Loup.

The council does not bind themselves to accept the highest or any of the tenders.

Trois-Pistoles, (County of Rivière-du-Loup), December 1, 1965.

P.-E. BÉRUBÉ,
Secretary-Treasurer.

Town Hall, P.O. Box 550,
Trois-Pistoles, (Rivière-du-Loup), P.Q.
Telephone: 851-1995, code 418. 13042

Syndicats professionnels

Association professionnelle des enseignants de la Régionale Carignan

(*Loi des syndicats professionnels*)

Avis est donné que le secrétaire de la province a, le 26 octobre 1965, autorisé le changement de nom de « L'Association des instituteurs et institutrices catholiques du district urbain No 25 », dont la constitution a été autorisée le 18 mars 1948, et dont le siège social est situé à St-Hyacinthe, en celui de « Association professionnelle des enseignants de la Régionale Carignan », et ce, conformément aus dispositions de la Loi des syndicats professionnels, Statuts refondus, 1964, chapitre 146.

Québec, le 10 novembre 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

13013-o 607-48

Syndicat des pomiculteurs du Nord de Montréal

(*Loi des syndicats professionnels*)

La constitution d'un syndicat professionnel, sous le nom de « Syndicat des pomiculteurs du Nord de Montréal », a été autorisée par le secrétaire de la province le 23 novembre 1965.

Le siège social dudit syndicat professionnel est ditué à St-Eustache, district judiciaire de Terrebonne.

Québec, le 26 novembre 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

13019-o 115-65

Syndicat des camionneurs du comté de Portneuf inc.

(*Loi des syndicats professionnels*)

La constitution d'un syndicat professionnel, sous le nom de « Syndicat des camionneurs du comté de Portneuf inc. », a été autorisée par le secrétaire de la province le 26 novembre 1965.

Le siège social dudit syndicat professionel est situé à Ste-Catherine, district judiciaire de Québec.

Québec, le 1er décembre 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

13035-o 117-65

Syndicat des camionneurs du comté de St-Maurice inc.

(*Loi des syndicats professionnels*)

La constitution d'un syndicat professionnel, sous le nom de « Syndicat des camionneurs du comté de St-Maurice inc. », a été autorisée par le secrétaire de la province le 26 novembre 1965.

Le siège social dudit syndicat professionnel est situé à Shawinigan, district judiciaire de St-Maurice.

Québec, le 1er décembre 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

13036-o 118-65

Professional Syndicates

Association professionnelle des enseignants de la Régionale Carignan

(*Professional Syndicates Act*)

Notice is hereby given that the Provincial Secretary has, on October 26, 1965, authorized the changing of the name of "L'Association des instituteurs et institutrices catholiques du district urbain No. 25", whose incorporation was authorized on March 18, 1948 and whose head office is situated at St-Hyacinthe, into that of "Association professionnelle des enseignants de la Régionale Carignan", and such, in conformity with the provisions of the Professional Syndicates Act, Revised Statutes, 1964, chapter 146.

Quebec, November 10, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

13013 607-48

Syndicat des pomiculteurs du Nord de Montréal

(*Professional Syndicates Act*)

The incorporation of a professional syndicate, under the name of "Syndicat des pomiculteurs du Nord de Montréal", has been authorized by the Provincial Secretary on November 23, 1965.

The head office of the said professional syndicate is situated at St-Eustache, judicial district of Terrebonne.

Quebec, November 26, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

13019 115-65

Syndicat des camionneurs du comté de Portneuf inc.

(*Professional Syndicates Act*)

The incorporation of a professional syndicate, under the name of "Syndicat des camionneurs du comté de Portneuf inc.", has been authorized by the Provincial Secretary on November 26, 1965.

The head office of the said professional syndicate is situated at Ste-Catherine, judicial district of Quebec.

Quebec, December 1, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

13035 117-65

Syndicat des camionneurs du comté de St-Maurice inc.

(*Professional Syndicates Act*)

The incorporation of a professional syndicate, under the name of "Syndicat des camionneurs du comté de St-Maurice inc.", has been authorized by the Provincial Secretary on November 26, 1965.

The head office of the said professional syndicate is situated at Shawinigan, judicial district of St-Maurice.

Quebec, December 1, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

13036 118-65

Vente par licitation

Lepage *vs* Laplante *et al*

Canada, Province de Québec, district de St. Hyacinthe, Cour Supérieure No 16585, Christiane Lepage, demanderesse, *vs* Lucien Laplante, défendeur, *et* M. Le Régistrateur de la division d'enregistrement de St. Hyacinthe, mise-en-cause.

Avis de licitation

Avis est donné qu'en vertu d'un jugement de la Cour Supérieure, siégeant à St-Hyacinthe, dans le district de St-Hyacinthe, le 15e jour de novembre 1965, dans une cause dans laquelle Christiane Lepage, épouse judiciairement séparée de corps de Lucien Laplante, journalier, résidant et domicilié dans la paroisse de St-Hyacinthe-le-Confesseur, district de St-Hyacinthe, et elle-même domiciliée au numéro 30, rue Seigneuriale, dans la ville de St-Bruno, est demanderesse, ordonnant la licitation de certains immeubles désignés comme suit:

1. Un immeuble situé en la cité de St-Hyacinthe, rue Ste-Marie, comprenant: un terrain désigné comme étant la moitié nord-ouest du lot numéro soixante-seize (Ptie No 76) au cadastre officiel de ladite cité, limité en front, par ladite rue, à la profondeur par partie des lots numéros 78 et 80 du côté nord-ouest, par le numéro 77; Une maison à deux logements et garage et dépendances y construite;

2. Un terrain vague situé en la paroisse de St-Hyacinthe-le-Confesseur, faisant partie du lot numéro deux cent un (Ptie No 201) au cadastre officiel de cette paroisse, mesurant soixante-dix pieds de largeur, mesure anglaise et plus ou moins, soit toute la largeur qu'il peut y avoir entre le terrain vendu ce jour à Paul-Émile Gélinas et celui faisant partie du lot numéro 200, appartenant à Georges Noël Casavant, sur toute la profondeur qu'il y a entre le chemin public et à la profondeur par la rivière Yamaska, du côté nord par une autre partie dudit lot numéro 201 vendue ce jour à P. E. Gélinas, et du côté sud, par partie du lot numéro 200 appartenant à Georges Noël Casavant;

Tel que le tout se trouve actuellement et sans aucune exception par le vendeur;

Avec toutes les bâtisses dessus érigées;

3. Un terrain situé en la paroisse de St-Hyacinthe-le-Confesseur, étant et faisant partie du lot de terre désigné sous le numéro deux cent (Ptie No 200) au cadastre officiel de cette paroisse, ledit terrain contenant cinquante pieds de largeur, mesure anglaise, sur toute la profondeur qu'il y a entre le chemin public qui le borne en front et la rivière Yamaska et tenant en front audit chemin public, en arrière à ladite rivière Yamaska et du côté sud-est, à une autre partie dudit lot numéro 200 restant la propriété du vendeur et du côté nord-ouest à un autre terrain appartenant au présent acquéreur; la ligne sud-est de ce terrain devant être tirée à une distance de six pieds français de la façade extérieure du mur sud-est du garage ou poulailler érigé sur le terrain présentement vendu; Avec bâtisses dessus érigées;

Avec une partie du poulailler (contenant un garage) dessus érigé, cette partie mesurant vingt et un pieds de largeur sur trente-cinq pieds de

Sale of Licitation

Lepage *vs* Laplante *et al*

Canada, Province of Quebec, district of St. Hyacinthe, Superior Court No. 16585, Christiane Lepage, plaintif, *vs* Lucien Laplante, defendant, *and* Registrar for the Registration Department of St. Hyacinthe, mise-en-cause.

Notice of licitation

Notice is hereby given that by virtue of a judgment of the Superior Court, sitting at St. Hyacinthe, in the district of St. Hyacinthe, on the 15th day of November, 1965, in a case where Christiane Lepage, a spouse leaving to administer her respective properties, from Lucien Laplante, domicile in the parish of St. Hyacinthe-le-Confesseur, district of St. Hyacinthe, and the said Christiane Laplante being domiciled at 30, Seigneuriale Street, in the town of St. Bruno, is plaintiff, ordering the sale by auction some real estates underneath mentioned:

1. A real estate located in the city of St. Hyacinthe, Ste-Mary Street, comprising a piece of ground designated as being the half north-west of the lot bearing number seventy-sixth (P. No. 76) at the official cadastre of said city, limited in front, by said street, in depth by part of lots numbers 78 and 80, and on north-west side, by lot number 77; A swelling with two lodgings and a garage and accessories built on said piece of ground;

2. A lot of land located in the parish of St. Hyacinthe-le-Confesseur, being a part of the lot number two hundred and one (P. No. 201) at the official cadastre of this parish, measuring seventy feet in width; English measure and less or more, that is to say all the width that exists between the plot of land sold today to Paul-Émile Gélinas and the one being part of lot number 200, belonging to George Noël Casavant, on all the depth that exists between the public highway and the river, limited in front by the public hyghway and in the depth by the Yamaska River, on the north side by another part of said lot number 201 sold today to P. E. Gélinas, and on south side by part of lot number 200 belonging to George-Noël Casavant;

Just as every thing is presently without any exception from the seller;

With all buildings erected on said plot of land;

3. A plot of land located in the parish of St. Hyacinthe-le-Confesseur, being part of the lot designated under the number two hundred (P. No. 200) at the official cadastre of said parish, said plot of land measuring fufty feet in width, Enblish measure, on all the depth that exist between the public highway which limits it in front and the Yamaska River and limited in front by the said public highway, in depth by the said Yamaska River, and on the south-west side by another part of said lot number 200 being the property of the seller and on the north-west side by another piece of land belonging to the present purchaser; the south-east line of this plot of land will be drawn at a distance of six french feet from external frontage of the south-east wall of the garage or henhouse erected the plot of ground presently sold; With buildings erected on said plot of ground;

With a part of the hen-house (comprising a garage) erected on it, this part measuring twenty-one feet in width and thirty-five feet in depth,

profondeur, mesure anglaise, plus ou moins, le vendeur se réservant toutefois la propriété exclusive de l'autre partie de ce poulailler ainsi que les autres bâtiments érigés sur ledit terrain et l'obligeant de démolir à ses frais les bâtiments dont il s'est réservé la propriété, d'ici au premier novembre prochain (1957);

Sujet à une servitude perpétuelle au profit des lots Nos 200-201 dudit cadastre, permettant d'installer, construire et réparer un tuyau d'égout dans la ligne séparative de ce terrain et de celui au nord-est appartenant au présent acquéreur, avec tous les droits de passage nécessaires, à la charge de réparer tous dommages qui pourraient en résulter, le tout tel que créé aux termes d'un acte enregistré à St-Hyacinthe sous le numéro 110,270;

Les immeubles ci-dessus désignés seront mis à l'enchère et adjugés, au plus haut offrant et dernier enchérisseur, le TRENTIÈME jour de DÉCEMBRE 1965, à DIX heures a.m., devant le Protonotaire, dans la Salle d'Audience du Palais de Justice de St-Hyacinthe, sujet aux charges, clauses et conditions indiquées dans le cahier des charges déposé au Greffe du Protonotaire de ladite Cour; et que toute opposition à fin d'annuler, à fin de charge ou à fin de distraire à ladite licitation, devra être déposée au Greffe du Protonotaire de ladite Cour au moins douze jours avant le jour fixé comme susdit pour la vente et adjudication, et que toute opposition à fin de conserver devra être déposée dans les six jours après l'adjudication; et, à défaut par les parties de déposer lesdites oppositions dans les délais prescrits par le présent, elles seront forcloses du droit de le faire.

St-Hyacinthe, le 24 novembre 1965.

Le Procureur de la demanderesse,

13014-49-2-o MAURICE ROUSSEAU.

English measure, more or less, the seller holding back; however, the exclusive property the other part of said hen-house and also the other buildings erected on said plot of ground with the obligation for hum to pull down at his own expenses the buildings on which he hold back property from now on to first November, (1957);

Subject a perpetual servitude for the benefit of lots Nos 200-201 of said cadastre conferring right of installing, building and repairing a drainage pipe located in the line deviding this piece of land and the one located at north-east belonging to the present purchaser, with all the rights of way necessary, on the condition of repairing all damages caused by the use of the said right of way, the whose as created by the terms of an act registered at St. Hyacinthe under the number 110,270;

The above said designated real estates will be put up for auction and awarded to the highest and last bidder, on the THIRTIETH day of DECEMBER, 1965, at TEN o'clock a.m., before the Prothonotary, in the Court room of the Palace of Justice of St. Hyacinthe, subject to the obligations, stipulations and conditions indicated in the memorendum of the conditions under which a property is sold deposited at the registry of the Court of the Prothonotary of said Court; every opposition to annul, to recuse charges or to withdraw from the sale for auction shall be deposited at the registry of said Court, at least twelve days before the day of said sale by public auction and every opposition for payment shall be deposited within the six days after sale by public auction; and, failing the parties to file the said oppositions within the delay prescribed in the present, they shall be cut off the right of redemption of the right to do it.

St. Hyacinthe, this November 24, 1965.

MAURICE ROUSSEAU,

13014-49-2-o *Lawyer for the plaintiff.*

Ventes par Shérifs

AVIS PUBLIC, est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs, tels que mentionnés plus bas.

DRUMMOND

Canada — Province de Québec
District de Drummond

Cour Supérieure, No 487. } ETIENNE BENOIT, marchand, de Drummondville, ès-qualité de curateur à Dame Claire Rondeau veuve de Julien Benoit, demandeur, *vs* FERNAND ST-SAUVEUR, de St-Edmond de Grantham, district de Drummond, défendeur.

« Une terre connue et désignée sous le numéro neuf cent quatre vingt-deux (982) du cadastre officiel du canton de Grantham, comté de Drummond; sujet à la servitude créée en faveur de Southern Canada Power Company Ltd, par acte enrégistré sous le numéro 98-643-B-104, et à l'avis d'expropriation déposé par le Ministère de la Voirie du Québec sous le numéro 145-820; avec tous les bâtiments dessus construits, circonstances et dépendances, situé dans la municipalité de St-Edmond, comté de Drummond. »

Sheriffs' Sales

PUBLIC NOTICE, is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

DRUMMOND

Canada — Province of Quebec
Distric of Drummond

Superior Court, No. 487. } ETIENNE BENOIT, merchant, of Drummondville, es-quality of curator to Dame Claire Rondeau, widow of Julien Benoit, plaintiff, *vs* FERNAND ST-SAUVEUR, of St-Edmond de Grantham, district of Drummond, defendant.

"Lot of land known and designated under number nine hundred and eighty-two (982) of the official cadaster for the township of Grantham, county of Drummond; subject to the servitude created in favor of "Southern Canada Power Company Ltd.", by deed registered under No. 98-643-V-104, and the notice of expropriation deposited by the Quebec Department of roads under number 145-820; with all the buildings thereon erected, circumstances and dependencie , situated in the Municipality of St-Edmond, county of Drummond."

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de St-Edmond de Grantham district de Drummond, le SEIZIÈME jour de DÉCEMBRE 1965, à DIX heures de l'avant-midi.

Le Shérif,
STEPHEN DOLAN.

Bureau du Shérif,
Le 8 novembre 1965. 12793-46-2-o

Canada — Province de Québec
District de Drummond

Cour Supérieure, Bref No 324. } AUGER & FILS LTÉE, corporation légalement constituée, ayant sa principale place d'affaires à Victoriaville, district d'Arthabaska, demanderesse *vs* LÉO KELLY, résidant à Edson, Alberta jadis de l'Avenir, district de Drummond faisant affaires sous la raison sociale enregistrée de « Industrie Kelly Enr. », défendeur.

Désignation: Un emplacement, mesurant six cents pieds de profondeur du côté de la route menant à Ste Jeanne d'Arc, soit dans ses lignes sud-est et nord-ouest par toute sa largeur du lot, soit une largeur de quatre cent dix-neuf pieds dans ses extrémités sud-ouest (le long du septième rang), et nord-est étant partie du lot numéro deux cent quatre-vingt-dix-neuf (P. 299) Canton de Wickham, comté de Drummond.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de L'Avenir, comté de Drummond, MERCREDI le CINQUIÈME jour de JANVIER 1966 à DIX heures de l'avant-midi.

Le Shérif,
13043-49-2-o STEPHEN DOLAN.

To be sold at the church door of the parish of St-Edmond de Grantham, district of Drummond, on the SIXTEENTH day of DECEMBER, 1965, at TEN o'clock in the forenoon.

STEPHEN DOLAN,
Sheriff's Office, *Sheriff.*
November 8, 1965. 12793-46-2

Canada — Province of Québec
District of Drummond

Superior Court, Writ No. 324. } AUGER & FILS LTÉE body legally incorporated, having its main place of business in Victoriaville, district of Arthabaska, plaintiff, *vs* LÉO KELLY, residing in Edson, Alberta, formerly of l'Avenir, district of Drummond, carrying on business under the registered style of "Industrie Kelly Enr", defendant.

Designation: An emplacement measuring six hundred feet in depth on the side of the road going to Ste-Jeanne d'Arc, that is, on its south-east and north-west lines by the entire width of the lot, that is four hundred and nineteen feet on its south-west (along the seventh range) and north-east ends, being part of lot number two hundred and ninety-nine (P. 299), township of Wickham, county of Drummond.

To be sold at the parochial church door of L'Avenir, county of Drummond, on WEDNESDAY, the FIFTH day of JANUARY, 1966, at TEN o'clock in the forenoon.

STEPHEN DOLAN,
13043-49-4 *Sheriff*

GASPÉ

Fieri Facias de Terris
District de Gaspé

Cour Supérieure, No 7553. } DAME ANTOINETTE FERGUSON & SIEUR SIMON LANGLOIS, domiciliés à Chandler, district de Gaspé, demandeurs, *vs* ÉMILE LATULIPPE, domicilié à Cap d'Espoir, district de Gaspé, défendeur.

« Un certain morceau de terrain sis et situé dans la municipalité de Cap d'Espoir, connu et désigné au plan et livre de renvoi officiels pour ladite municipalité comme étant une partie du lot No 210 du premier rang du canton de Percé, mesurant un acre de largeur par la profondeur du lot, s'étendant du Golfe St-Laurent au deuxième rang, à l'est par la propriété de Léopold Dallaire, à l'ouest par Léopold Dallaire et au sud par le Golfe St-Laurent, avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances. »

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de Cap d'Espoir, comté et district de Gaspé, LUNDI, le VINGTIÈME jour de DÉCEMBRE 1965, à DIX heures de l'avant-midi.

Le Shérif,
PERCY BIARD.

Bureau du Shérif,
Percé, le 2 novembre 1965. 12760-46-2-o

GASPÉ

Fieri Facias de Terris
District of Gaspé

Superior Court, No. 7553. } DAME ANTOINETTE FERGUSON & SIEUR SIMON LANGLOIS, domiciled at Chandler, district of Gaspé, plaintiffs, *vs* ÉMILE LATULIPPE, domiciled at Cap d'Espoir, district of Gaspé, defendant.

"A certain piece of land lying and situated in the municipality of Cap d'Espoir, known and designated on the official plan and book of reference for the said municipality as being a part of lot No. 210 of the first range of the township of Percé, measuring an acre in width by the depth of the lot, extending from St-Lawrence River to the second range, on the east by the property of Léopold Dallaire, on the west by Léopold Dallaire and on the south by the St-Lawrence River, with buildings thereon erected, circumstances and dependencies."

To be sold at the parochial church door of Cap d'Espoir, county and district of Gaspé, MONDAY, the TWENTIETH day of DECEMBER, 1965, at TEN o'clock in the forenoon.

PERCY BIARD,
Sheriff.

Sheriff's office,
Percé, November 2, 1965. 12760-46-2

IBERVILLE

Canada — Province de Québec
District d'Iberville

Cour Supérieure, No 14,645. } NIAGARA FINANCE CO. LTD, corps politique légalement constitué ayant sa

IBERVILLE

Canada — Province of Quebec
District of Iberville

Superior Court, No. 14,645. } NIAGARA FINANCE CO. LTD., body politic, legally constituted, having its

principale place d'affaires dans la cité de Montréal, province de Québec, demanderesse *vs* ALBINA & ANTONIO MAILLOUX, résidents à Stanbridge east, district de Bedford, et JEAN JACQUES MAILLOUX des mêmes lieux, defendeurs.

Désignation

Une certaine ferme située dans la municipalité du canton de Bedford, comté de Missisquoi, désigné aux plan et livre de renvoi officiels du canton de Stanbridge, sous les lots numéros deux mille cent cinquante-sept, deux mille cent soixante, et la moitié sud du lot numéro deux mille cent soixante-huit. (Nos. 2157, 2160, et ½S 2168): La dite moitié sud du lot No. 2168 étant bornée comme suit:

Nord, par la partie nord du lot No 2168; sud par la ligne sud du lot N. 2168; est par la ligne est du lot No. 2168; et ouest, par la ligne ouest du lot No. 2168.

Cette dite ferme étant de la contenance de cent trente acres en superficie, plus ou moins.

Avec bâtisses y érigées.

« Sauf et à distraire cependant des dits lots Nos. 2157 et 2160, un morceau de terrain avec maison de briques et dépendances y érigées que le vendeur réserve; ce terrain réservé étant décrit comme suit, savoir:

a) Un terrain de forme rectangulaire étant partie du lot numéro deux mille cent cinquante-sept. (Pt. No. 2157) dudit cadastre, borné comme suit:

Sud, par le chemin public; ouest, par une autre partie du lot No. 2157; nord, par le lot No. 2160; est, par partie du lot No. 2157; mesurant deux cent huit pieds et sept dixièmes (208.7′) de largeur, par quatre-vingt-dix pieds (90′) de profondeur. Contenant en superficie, quatre cent trente-deux millièmes d'acres (0.432 acre), mesures anglaises.

Le coin sud-ouest de ce terrain est situé à une distance de neuf cent trente-sept pieds et trois dixièmes (937.3′) du point d'intersection de la ligne est du lot No. 2164 avec la ligne nord du chemin public.

b) Un terrain de forme rectangulaire étant partie du lot numéro deux mille cent soixante (Pt. No. 2160) du susdit cadastre, borné comme suit:

Au sud, par cette partie du lot No. 2157 ci-dessus décrite; à l'ouest, au nord et à l'est, par une autre partie dudit lot No. 2160; mesurant deux cent huit pieds et sept dixièmes (208.7′) de largeur, par cent dix-huit pieds et sept dixièmes (118.7′) de profondeur contenant en superficie, cinq cent soixante-huit millièmes d'acre (0.568 acre), mesures anglaises.

Les lignes est et ouest dudit terrain sont sur le prolongement en ligne droite vers le nord des lignes est et ouest de cette partie du lot No. 2157, ci-dessus décrite.

Pour être vendu, à la porte de l'église paroissiale St-Damien à Bedford, district de Bedford, comté de Missisquoi, MERCREDI le CINQUIÈME jour de JANVIER 1966, à ONZE heures de l'avant-midi.

Le Shérif,
PAUL ST. MARTIN.

Bureau du Shérif,
Palaid de Justice.
Sweetsburg, P.Q.

13024-49-2-o

head office in the town of Montreal, Province of Quebec, plaintiff, *vs* ALBINA & ANTONIO MAILLOUX, residing at Stanbridge east, district of Bedford, and JEAN JACQUES MAILLOUX, of same place, defendants.

Designation

A certain farm situated in the municipality of Bedford township, county of Missisquoi, designated on official plan and book of reference for the township of Stanbridge, under lot numbers two thousand one hundred and fifty-seven, two thousand one hundred and sixty, and the south half of lot number two thousand one hundred and sixty-eight. (Nos. 2157, 2160, and ½S 2168): The said south half of lot No. 2168 being bounded as follows:

North, by the north part of lot No. 2168; south, by the south line of lot No. 2168; east, by the east line of lot No. 2168, and west, by the west line of lot No. 2168.

The said farm containing one hundred and thirty acres in superficial area, more or less.

With buildings thereon erected.

"Save and to deduct nevertheless from said lots Nos. 2157 and 2160, a piece of land with a brick house and dependencies thereon erected reserved by the vendor; this reserved lot of land being described as follows, to wit:

(*a*) A lot of land of rectangular figure forming part of lot number two thousand one hundred and fifty-seven (Pt. No. 2157) of said cadaster, bounded as follows:

South, by the public road; west by another part of lot No. 2157; north, by lot No. 2160; east, by part of lot No. 2157; measuring two hundred and eight feet and seven tenths (208.7′) in width, by ninety feet (90′) in depth. Containing in superficial area, four hundred and thirty-two thousandths of an acre (0.432 acre), English measures.

The south-west corner of this lot of land is situated at a distance of nine hundred and thirty-seven feet and three tenths (937.3′) from the point of intersection of the east line of lot No. 2164 with the north line of the public road.

(*b*) A lot of land of rectangular figure forming part of lot number two thousand one hundred and sixty (Pt. No. 2160) of the aforesaid cadaster, bounded as follows:

To the south, by this part of lot No. 2157, hereinabove described to the west, north and east, by another part of said lot No. 2160; measuring two hundred and eight feet and seven tenths (208.7′) in width, by one hundred and eighteen feet and seven tenths (118.7′) in depth, containing in superficial area five hundred and sixty-eight thousandths of an acre (0.568 acre) English measures.

The east and west lines of said lot of land are on the prolongation in straight line towards north of the east and west lines of this part of lot No. 2157, hereinabove described.

To be sold at the parochial church door of St-Damien in Bedford, district of Bedford, county of Missisquoi, on WEDNESDAY, on the FIFTH day of JANUARY, 1966, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

PAUL ST. MARTIN,
Sheriff.

Sheriff's Office,
Court House,
Sweetsburg, P.Q.

13024-49-2

MONTRÉAL

Fieri Facias de Terris
Cour du Magistrat — District de Montréal

Montréal, à savoir: No 777 369. HOME CONSTRUCTION COMPANY OF MONTREAL LIMITED, demanderesse, *vs* JIMMY MAGLIULO, défendeur.

Un emplacement ayant front sur la quatre-vingt-onzième avenue, en la cité de Chomedey, connu et désigné comme étant le lot numéro deux cent quatre-vingt-quatre de la subdivision officielle du lot originaire numéro quatre-vingt-deux (82-284) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de St. Martin, mesurant cinquante pieds de largeur sur quatre-vingt pieds de profondeur, mesure anglaise et plus ou moins.

Avec la bâtisse dessus érigée et portant le numéro civique 416 de ladite quatre-vingt-onzième avenue, tel que ladite propriété subsiste présentement avec tous ses droits, membres et appartenances, sans exception ou réserve d'aucune sorte.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de St. Martin, en la cité de Chomedey, (maintenant cité de Laval), le DIX-SEPTIÈME jour de DÉCEMBRE, 1965, à ONZE heures de l'avant-midi.

Le Shérif,
Bureau du Shérif, BERNARD SARRAZIN, C.R.
Montréal, 8 novembre 1965. 12765-46-2

MONTREAL

Fieri Facias de Terris
Magistrate's Court — District of Montreal

Montreal, to wit: No. 777 369. HOME CONSTRUCTION COMPANY OF MONTREAL LIMITED, plaintiff, *vs* JIMMY MAGLIULO, defendant.

An emplacement fronting on ninety-first Avenue, in the city of Chomedey, known and designated as being lot number two hundred and eighty-four of the official subdivision of original lot number eighty-two (82-284) on the official plan and book of reference of the parish of St. Martin, measuring fifty feet in width by eighty feet in depth, English measure and more or less.

With the building thereon erected bearing civic number 416 of said ninety-first Avenue, as the said property now subsists with all its rights, members and appurtenances without exception or reserve of any kind.

To be sold at the parochial church door of the parish of St-Martin, in the city of Chomedey (now city of Laval), on the SEVENTEENTH day of DECEMBER 1965, at ELEVEN o'clock in the morning.

BERNARD SARRAZIN, Q.C.,
Sheriff's Office, *Sheriff.*
Montreal, November 8, 1965. 12765-46-2-o

QUÉBEC

Fieri Facias

Québec, à savoir: Cour Supérieure, No 138-883. J. M. DORÉ INC., corporation légalement constituée ayant sa principale place d'affaires à Québec, *contre* HENRI PELLETIER, de 126, Chamberland, Ville Duberger, P.Q., défendeur.

« La subdivision 5 du lot originaire huit cent vingt (820-5) du cadastre officiel de Beauport, avec circonstances et dépendances. »

Pour être vendu à la porte de l'église de Beauport, comté de Québec, le DIX-SEPTIÈME jour de DÉCEMBRE prochain à DIX heures de l'avant-midi.

Le Député-Shérif,
Bureau du Shérif, ALBERT-F. RACETTE.
Québec, le 9 novembre 1965. 12794-46-2-o
[Première insertion: 13 novembre 1965]
[Deuxième insertion: 4 décembre 1965]

Fieri Facias

Québec, à savoir: Cour Supérieure No 141,260. L'OFFICE DU CRÉDIT AGRICOLE DU QUÉBEC, corps politique et incorporé, ayant siège social à Québec, *contre* HARRY BOLDUC, cultivateur, autrefois de St-Basile, maintenant de Ste-Christine, comté de Portneuf, défendeur-intimé, et ANTOINE BOLDUC, rang Ste-Angélique, St-Basile, comté de Portmeuf, mis-en-cause.

« 1° Une terre située dans la paroisse Saint-Basile mesurant deux arpents sept perches de large, sur vingt-neuf arpents neuf perches de profondeur, contenant une superficie de quatre-vingt arpents quatre-vingt-quinze perches, connue comme étant le lot deux cent trente-quatre (234) du cadastre officiel pour la paroisse Saint-Basile, comté de Portneuf.

2° Un lopin de terre situé dans la paroisse Saint-Basile, avec bâtisses dessus construites,

QUÉBEC

Fieri Facias

Quebec, to wit: Superior Court, No. 138-883. J. M. DORÉ INC., a corporation legally incorporated having its principal place of business in Quebec, plaintiff, *vs* HENRI PELLETIER, of 126 Chamberland, Town of Duberger, P.Q., defendant.

"Subdivision 5 of original lot eight hundred and twenty (820-5) of the official cadaster of Beauport, with circumstances and dependencies."

To be sold at the church door of Beauport, county of Quebec, on the SEVENTEENTH day of DECEMBER next, at TEN o'clock in the forenoon.

ALBERT-F. RACETTE,
Sheriff's Office, *Deputy-Sheriff.*
Quebec, November 9, 1965. 12794-46-2
[First insertion: November 13, 1965]
[Second insertion: December 4, 1965]

Fieri Facias

Quebec, to wit: Superior Court No. 141,260. QUEBEC FARM CREDIT BUREAU, body politic and incorporated, having its head office at Quebec, *vs* HARRY BOLDUC, farmer, formerly of St-Basile, now at Ste-Christine, county of Portneuf, defendant-respondent, and ANTOINE BOLDUC, Ste-Angélique range, St-Basile, county of Portneuf, mis-en-cause.

"1. Land situated in the parish of Saint-Basile measuring two arpents and seven perches in width, by twenty-nine arpents and nine perches in depth, containing an area of eighty arpents and ninety-five perches, known as being lot two hundred and thirty-four (234) of the official cadastre for the parish of Saint-Basile, county of Portneuf.

2. A piece of land situated in the parish of Saint-Basile, with buildings constructed thereon,

contenant un arpent de large sur environ cinq arpents de profondeur, et comprenant tout le terrain renfermé dans les bornes suivantes: en front au sud-ouest à un chemin public, en profondeur au nord-est à la rivière Sept-Iles d'un côté au nord-ouest au terrain de M. Joseph McHugh et de l'autre côté au sud-est au terrain de François Hardy, connu comme étant une partie du lot deux cent vingt-huit (P. 228) du cadastre officiel de Saint-Basile.

3° Un morceau de terre situé dans la paroisse St-Basile, étant l'extrémité sud-ouest du lot numéro deux cent trente-deux (P. 232) du cadastre officiel de St-Basile, pouvant contenir sept arpents en superficie, et comprenant toute cette partie du lot sise entre la rivière Sept-Iles au nord-est, et le chemin public au sud-ouest, borné au nord-ouest à partie du lot deux cent trente-et-un (231) appartenant à Odgenor Bédard, au nord-est à la rivière Sept-Iles, au sud-est au lot deux cent trente-trois (233) appartenant à Joseph McHugh, et au sud-ouest à la ligne séparative du rang, avec droit de passage sur une autre partie du lot deux cent trente-deux (232) et sur le lot deux cent trente-trois (233) tel que créé par les titres, en faveur du morceau du lot deux cent trente-deux (232) présentement décrit.

4° Un morceau pouvant contenir environ neuf arpents en superficie, connu comme une partie du lot deux cent trente-cinq (P. 235) du cadastre officiel pour la paroisse Saint-Basile, borné au nord-est au chemin public, au nord-ouest au lot numéro deux cent trente-quatre (234) au sud-est aux terres du rang St-Jacques et au sud-ouest au résidu du lot numéro deux cent trente-cinq (235).

5° Une terre située dans la paroisse Saint-Basile, avec une grange, une porcherie et un hangar dessus construits, mesurant un arpent et demi de large sur environ vingt-cinq arpents de profondeur, le tout plus ou moins borné au nord-ouest à l'autre partie du lot appartenant à Alphonse Jobin, au nord-est au chemin public, au sud-est au lot deux cent vingt-cinq (225) appartenant à Vve Azarie Jobin, et au sud-ouest à une autre partie du lot deux cent vingt-quatre (224) appartenant à Jean Genest, connue comme étant une partie sud du lot deux cent vingt-quatre (224) du cadastre officiel de Saint-Basile sauf et à distraire un emplacement avec bâtisses réservé par M. Clodomir Jobin qui jouit d'un droit d'aqueduc sur le susdit morceau de terre.

6° Un morceau de terre situé dans la paroisse Saint-Basile, mesurant huit arpents de long sur un arpent et demi de largeur, plus ou moins, borné au nord-ouest à une autre partie du lot cent quatre-vingt-quinze (P. 195) appartenant à Alphonse Jobin, au nord est à une autre partie du lot cent quatre-vingt-quinze (195) appartenant à l'emprunteur, ci-après décrit, au sud-est au lot numéro cent quatre-vingt-quatorze (194) appartenant à Charles-Henri Hardy et au sud-ouest au rang St-Jean, connu comme étant une partie du lot cent quatre-vingt-quinze (P.195) du cadastre officiel pour la paroisse Saint-Basile, comté de Portneuf.

7° Un autre morceau de terre mesurant un arpent de large sur environ six arpents de profondeur, plus ou moins, borné au nord-ouest à une autre partie du lot numéro cent quatre-vingt-quinze (195) appartenant à Alphonse Jobin,

containing an arpent in width by approximately five arpents in depth, and comprising all the land included in the following boundaries: in front on the south-west to a public road, in depth on the north-east by the Sept-Iles River on one side to the north-west by the land of Mr. Joseph McHugh and on the other side on the south-east of the land of François Hardy, known as being a part of lot two hundred and twenty-eight (P. 228) of the official cadastre of Saint-Basile.

3. A piece of land situated in the parish St-Basile, being the south-west extremity of lot number two hundred and thirty-two (P. 232) of the official cadastre of St-Basile, containing seven arpents in area, and comprising all this said part of the lot situated between Sept-Iles River on the north-east, and the public road on the south-west, bounded on the north-west by a part of lot two hundred and thirty-one (231) belonging to Odgenor Bédard, on the north-east by Sept-Iles River, on the south-east by lot two hundred and thirty-three (233) belonging to Joseph McHugh, and on the south-west by the separative line of the range, with right of passage on another part of lot two hundred and thirty-two (232) and on lot two hundred and thirty-three (233) such as created by the titles, in favor of the piece of lot two hundred and thirty-two (232) presently described.

4. A piece containing approximatively nine arpents in area, known as a part of lot two hundred and thirty-five (P. 235) of the official cadastre for the parish of Saint-Basile, bounded on the north-east by the public road, on the north-west by lot number two hundred and thirty-four (234) on the south-east by the lands of St-Jacques range and on the south-west by the residue of lot number two hundred and thirty-five (235).

5. Land situated in the parish of Saint-Basile, with a barn, a pigsty and a shed constructed thereon, measuring an arpent and a half in width by approximatively twenty-five arpents in depth, the whole more or less bounded on the north-west by the other part of the lot belonging to Alphonse Jobin, on the north-east by the public road, on the south-east by lot two hundred and twenty-five (225) belonging to Azarie Jobin's widow, and on the south-west by another part of lot two hundred and twenty-four (224) belonging to Jean Genest, known as being a south part of lot two hundred and twenty-four (224) of the official cadastre of Saint-Basile safe and to distract an emplacement with buildings reserved by Mr. Clodomir Jobin who has an aqueduct right on the piece of land above-mentioned.

6. A piece of land situated in the parish of Saint-Basile, measuring eight arpents in length by an arpent and a helf in width, more or less, bounded on the north-west by another part of lot one hundred and ninety-five (P. 195) belonging to Alphonse Jobin, on the north-east by another part of lot one hundred and ninety-five (195) belonging to the borrower, hereafter described, on the south-east by lot number one hundred and ninety-four (194) belonging to Charles-Henri Hardy and on the south-west by St-Jean range, known as being a part of lot one hundred and ninety-five (P.195) of the official cadastre for the parish of Saint-Basile, county of Portneuf.

7. Another piece of land measuring an arpent in width by approximatively six arpents in depth, more or less, bounded on the north-west by another part of lot number one hundred and ninety-five (195) belonging to Alphonse Jobin,

au nord-est à une autre partie du même lot appartenant à Émilien Hardy, au sud-est au lot numéro cent quatre-vingt-quatorze (194) appartenant à Charles-Henri Hardy, et au sud-ouest à la partie du lot numéro cent quatre-vingt-quinze (195) ci-dessus décrite (6°.) connu comme étant une partie du lot cent quatre-vingt-quinze (P.195) du cadastre officiel pour la paroisse Saint-Basile, comté de Portneuf.

Sous réserve d'une servitude à perpétuité, en faveur de Clodomir Jobin, sur la partie du lot 224 pour y puiser de l'eau et maintenir son système d'aqueduc. »

Pour être vendu « en bloc » à la porte de l'église paroissiale de Saint-Basile, comté de Portneuf, le SEPTIÈME jour de JANVIER prochain à DIX heres de l'avant-midi.

Le Député-Shérif,
ALBERT F. RACETTE.

Bureau du Shéfif,
Québec, le 29 novembre 1965. 13044-49-2-o

[Première insertion: 4 décembre 1965]
[Deuxième insertion: 24 décembre 1965]

Fieri Facias

Québec, à savoir: Cour Supérieure, No. 135-864. SOCIÉTÉ CENTRALE D'HYPOTHÈQUE ET DE LOGEMENT, corporation légalement constituée, ayant son siège social à Ottawa, Province d'Ontario, et un bureau d'affaires en la cité de Québec, *contre* MAURICE TÊTU, 6585, 5e Avenue Est, Charlesbourg, district de Québec et JEAN-CHARLES PICHER, notaire, en sa qualité de régistrateur de la division d'enregistrement de Québec.

« Un immeuble situé à Charlesbourg, partie non subdivisée de la resubdivision numéro cent quatre-vingt-onze, de la subeivision numéro un, du lot originaire numéro six cent quatre vingt-deux (682-1-191 ptie), du cadastre officiel de la paroisse de Charlesbourg, division d'enregistrement de Québec; bornée au nord-est par le lot numéro 682-1-93 (rue), au sud-est par le lot numéro 682-1-190, au sud-ouest par le lot numéro 689-115 et au nord-ouest par le lot numéro 682-1-191-1; mesurant quatre-vingt-dix pieds et quatre pouces (90′4″) au sud-est, cinquante-deux pieds (52′) au sud-ouest, et quarante-deux pieds et neuf pouces (42′9″) et cinquante-quatre pieds et cinq pouces (54′5″) au nord-ouest; le tout plus ou moins et mesure anglaise, avec bâtisse dessus construite, circonstances et dépendances. »

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de Charlesbourg, comté de Québec, le SEPTIÈME jour de JANVIER prochain à DIX heures de l'avant-midi.

Le Député-Shérif,
ALBERT F. RACETTE.

Bureau du Shérif,
Québec, le 29 novembre 1965. 13045-49-2-o

[Première insertion: 4 décembre 1965.]
[Deuxième insertion: 24 décembre 1965.]

Fieri Facias

Québec, to wit: Superior Court, No. 135-864. CENTRAL MORTGAGE & HOUSING CORP., corporation legally constituted, having its head office in Ottawa, Province of Ontario and a place of business in the city of Quebec, *against* MAURICE TÊTU, 6585, 5th Avenue Est, Charlesbourg, district of Québec, and JEAN-CHARLES PICHER, notary, in his quality of Registrar for the Registry Division of Québec.

"An immoveable situated in Charlesbourg, unsubdivided part of the resubdivision number one hundred and ninety-one of the subdivision number one, of original lot six hundred and eighty-two (682-1-191 Pt.), of the official cadaster for the parish of Charlesbourg, Registry Division of Québec; bounded to the north-east by lot number 682-1-93 (Street); to the south-east by lot number 682-1-190; to the south-west by lot number 689-115 and to the north-west by lot number 682-1-191-1; measuring ninety feet and four inches (90′4″); to the south-east, fifty-two feet (52′) to the south-west, and forty-two feet and nine inches (42′9″) and fifty-four feet and five inches (54′5″) to the north-west; the whole more or less and English measure, with building thereon erected, circumstances and dependencies."

To be sold at the parochial church door of Charlesbourg, county of Québec, on the SEVENTH day of JANUARY, next, at TEN o'clock in the forenoon.

ALBERT F. RACETTE,
Deputy-Sheriff.

Sheriff's Office,
Quebec, November 29, 1965. 13045-49-2

[First insertion: December 4, 1965.]
[Second insertion: December 24, 1965.]

RIMOUSKI

Fieri Facias de Terris
Canada — Province de Québec
District de Rimouski

Cour Supérieure, No 32-410. L'OFFICE DU CRÉDIT AGRICOLE DU QUÉBEC, corps politique et incorporé, ayant siège social à Québec, dit district demanderesse *vs* ROGER DUFOUR, cultiva-

RIMOUSKI

Fieri Facias de Terris
Canada — Province of Quebec
District of Rimouski

Superior Court, No. 32-410. QUEBEC FARM CREDIT BUREAU, body politic and corporate, having its head office at Quebec, said district, plaintiff, *vs* ROGER DUFOUR, farmer, of the parish of

teur de la paroisse de Biencourt, district de Rimouski, défendeur, et JOSEPH MALENFANT, cultivateur, de la paroisse de Biencourt, district de Rimouski, mis-en-cause.

Une terre située dans la paroisse de la Nativité de Biencourt, mesurant environ cent acres en superficie, plus ou moins, connue comme étant le lot numéro quarante-quatre (44) au cadastre fait pour le rang VIII du canton Biencourt, avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendue « en bloc » à la porte de l'église de la paroisse de la Nativité de Biencourt, le QUINZIÈME jour de DÉCEMBRE 1965, à DEUX heures de l'après-midi (heure de l'Atlantique).

Le Député-Shérif,
JACQUES MARTIN.

Bureau du Député-Shérif,
Rimouski, 8, novembre 1965. 12767-46-2-o

Biencourt, district of Rimouski, defendant, and JOSEPH MALENFANT, farmer, of the parish of Biencourt, district of Rimouski, mis-en-cause.

A piece of land situated in the parish of la Nativité de Biencourt, measuring about one hundred acres in area, more or less, known as being lot number forty-four (44) on the cadaster made for range VIII of the twnship of Biencourt, with buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold "en bloc" at the church door of the parish of la Nativité de Biencourt, the FIFTEENTH day of DECEMBER, 1965, at TWO o'clock in the afternoon (Atlantic time).

JACQUES MARTIN,
Deputy-Sheriff.

Deputy-Sheriff's office,
Rimouski, November 8, 1965. 12767-46-2

TERREBONNE

Canada — Province de Québec
District de Terrebonne

Cour Supérieure, No 55,023. { LA BANQUE DE MONTRÉAL, une corporation et un corps politique dûment incorporés ayant sa principale place d'affaires et son siège social dans la ville et le district de Montréal, province de Québec, demanderesse *vs* MAURICE MERCIER, avocat de la ville de Montréal ayant un domicile à 500 Sommet Bleu à Ste-Adèle district de Terrebonne, défendeur.

L'immeuble ci-après désigné en la possession du propriétaire défendeur, Maurice Mercier, en tant que possesseur *animo domini*;

« Cet emplacement situé sur le Domaine du Sommet Bleu, à Ste-Adèle en Haut, dans le comté de Terrebonne, faisant partie du lot originaire numéro sept A (Ptie 7 A) dans le dixième rang du canton d'Abercrombie, au cadastre officiel de la paroisse de Ste-Adèle; de figure irrégulière et mesurant cent trente-cinq pieds (135′) dans sa ligne brisée nord-ouest, cent quatre-vingts pieds (180′) dans sa ligne nord-est, cent pieds (100′) dans sa ligne sud-ouest, et ayant une superficie de vingt-deux mille quatre cents pieds carrés (22,400′), mesure anglaise et plus ou moins; borné: vers le nord-ouest par une rue projetée faisant partie dudit lot originaire No 7A, vers le nord-est par une autre partie non subdivisée dudit lot originaire No 7A appartenant à Les Entreprises du Sommet Bleu Inc., vers le sud-est par une autre partie dudit lot originaire No 7A appartenant à Les Entreprises du Sommet Bleu Inc. et vers le sud-ouest par une autre partie dudit lot originaire No 7A appartenant à Les Entreprises du Sommet Bleu Inc. »

Avec toutes les bâtisses y érigées, et notamment une maison circonstances et dépendances, portant le numéro civique 500 Sommet Bleu, Ste-Adèle.

Avec droit de passage perpétuel, à pieds et en voiture, dans les chemins privés de Les Entreprises du Sommet Bleu Inc., formant partie des lots Nos six A, sept A et huit A des rang, canton et cadastre susdits, pour communiquer de l'emplacement présentement hypothéqué au chemin public.

TERREBONNE

Canada — Province of Quebec
District of Terrebonne

Superior Court, No. 55,023. { THE BANK OF MONTREAL, a corporation and body politic, duly incorporated, having its main place of business and head office in the city and district of Montreal, province of Quebec, plaintiff, *vs* MAURICE MERCIER, advocate, of the city of Montreal, having a home at 500 Sommet Bleu in Ste-Adèle, district of Terrebonne, defendant.

The immovable hereinafter designated, in the possession of the owner and defendant, Maurice Mercier, as well as being possessor *animo domini*;

"The emplacement situated on Domaine du Sommet Bleu, in Ste-Adèle en Haut, in the county of Terrebonne, forming part of original lot number seven A (P. 7A) on the tenth range in the township of Abercrombie, in the official cadaster of the parish of Ste-Adèle, irregular in shape, and measuring one hundred and thirty-five feet (135′) on its broken north-west line, one hundred and eighty feet (180′) on its north-east line, one hundred feet (100′) on its south-west line, having an area of twenty-two thousand four hundred square feet (22,400 sq. ft.), English measure and more or less, bounded on the north-west by a proposed street forming part of said original lot No. 7A, on the north-east by another unsubdivided part of said original lot No. 7A belonging to Les Entreprises du Sommet Bleu Inc., on the south-east by another part of said original lot No. 7A belonging to Les Entreprises du Sommet Bleu Inc., and on the south-west by another part of said original lot No. 7A belonging to Les Entreprises du Sommet Bleu Inc."

With all the buildings thereon erected, and notably a house, circunstances and dependencies bearing civil number 500 Sommet Bleu, Ste-Adèle.

With perpetual right of way, on foot or in a vehicle, on the private roads of Les Entreprises du Sommet Bleu Inc., forming part of lots No. six A, seven A and eight A, on the aroremention ed range, in the said township and cadaster, to go from the emplacement presently mortgaged to the public road.

Pour être vendu à la porte de l'église de Ste-Adèle en Haut, comté de Terrebonne, MERCREDI le QUINZIÈME jour de DÉCEMBRE 1965 à DEUX heures de l'après-midi.

Conditions: comptant.

Le Shérif,
VILLENEUVE HUOT.

Bureau du Shérif,
Saint-Jérôme, le 3 novembre 1965.

12752-46-2-o

To be sold at the chruch door of Ste-Adèle en Haut, county of Terrebonne, on WEDNESDAY, the FIFTEENTH day of DECEMBER, 1965, at TWO o'clock in the afternoon.

Conditions: Cash.

VILLENEUVE HUOT,
Sheriff.

Sheriff's Office,
Saint-Jérôme, November 3, 1965.

12752-46-2

Vente pour taxes

Ville de Chandler

Avis public est par les présentes donné que les propriétés immobilières situées dans la susdite ville au cadastre No 78-6 à No 284 rue Commerciale Ouest, et plus spécialement désignées dans une cédule déposée dans le bureau de l'Hôtel de Ville, propriété enregistrée sous le nom de La Succession de Zéphirin Roussel, seront vendues à l'enchère à l'Hôtel de Ville de Chandler, MERCREDI le VINGT-DEUXIÈME jour de DÉCEMBRE 1965 à DIX heures (10.00 a.m.) du matin pour satisfaire au paiement des taxes municipales plus les frais subséquemment encourus.

Montant de taxes non payées, $88.76.

Donné à Chandler ce 18ième jour de novembre 1965.

Le Secrétaire-trésorier,
J.-ARTHUR ARSENAULT.

12916-48-2-o

Sale for Taxes

Town of Chandler

Public notice is hereby given that the immovable properties situated in the above-mentioned town, cadastral No. 78-6, at 284 Commercial Street West and more particularly described in a schedule filed in the Town Hall Office, property registered under the name of The Succession of the late Zéphirin Roussel, will be sold by auction at the Chandler Town Hall on WEDNESDAY, the TWENTY-SECOND day of DECEMBER 1965 at TEN o'clock (10:00 a.m.) in the forenoon to satisfy the payment of municipal taxes, plus the costs which shall subsequently be incurred.

Amount of taxes unpaid: $88.76.

Given at Chandler, this 18th day of November 1965.

J.-ARTHUR ARSENAULT,
Secretary-Treasurer.

12916-48-2-o

INDEX No 49

ARRÊTÉS en Conseil — ***ORDERS in Council***

2193 – System of vouchers, auditing of books and documents and the Meals and Hôtels Tax Act 6259
2193 – Système de pièces justificatives, vérification des livres et documents et la Loi de la taxe sur les repas et l'hôtellerie 6259
2271 – Arrondissement historique au Québec (P. Charlesbourg) 6262
2321-A – Bâtiment, Terrebonne, Labelle, Argenteuil et Deux-Montagnes 6262
2321-A – Building, Terrebonne, Labelle, Argenteuil and Deux-Montagnes 6263

AVIS — ***NOTICES***

Abramovitch, Dan Ian (*Requête-Petition*) 6292
Bishinsky, Isadore (*Requête-Petition*) 6292
Caplan, Allan (*Requête-Petition*) 6294
Friedman, Wilhelm (*Requête-Petition*) 6294
Lebovitz, Sam (*Requête – Petition*) 6294
MacDonald, Irene (*Nom – Name ch.*) 6294
Montréal, ville – city (*Rachat d'obligations – Redemption of bonds*) (*Erratum*) 6294
Montmagny, ville-town (*Requête-Petition*) 6292
Rosenstein, Nathan (*Requête-Petition*) 6294
Sponagle, John (*Requête – Petition*) 6295
St-Thomas-de-la-Pointe-à-la-Caille, Munic. (*Requête-Petition*) 6293
Zemelman, Carl (*Requête – Petition*) 6295
Zemelman, Jacob (*Requête – Petition*) 6295

BILLS — ***BILLS***

Bills privés (*Introduction*) 6295
Private bills (*Introduction*) 6295

CAISSES d'épargne et de crédit — ***SAVINGS and credit unions***

Caisse d'Économie des employés Laurentide Division (La) (*Erratum*) 6295
Caisse d'Économie Notre-Dame du Sacré-Coeur Credit Union (La) (*Ext. terr.*) 6296
Caisse Populaire de l'École Normale Ville-Marie (La) (*Form.*) 6296
Lennoxville Savings & Credit Union (*Form.*) 6296

COMPAGNIES — COMPANIES

Avis relatifs à la loi des — *Notices relative to the Act of*

Autorités à faire des affaires — *Licensed to do Business*

Akhurst Machinery Limited 6296
Bi-Sell Supply Ltd. 6297
Devil's Elbow Mines Limited 6297
Établissement Fleur de Lys 6297
National Cablevision Limited 6297
Upjohn Inter-American Corporation ... 6297

Chartes— Abandon de — *Charters— Surrender of*

Marlowe Holdings Ltd. 6298
Mascot Leather Goods Co. Ltd. 6298
Val d'Or Coal Limited 6298
Val d'Or Coal limitée 6298
Willowdale Construction Inc. 6298

Dissoutes — *Dissolved*

Alario's Spaghetti House Inc. 6298
Associated Broadcasting Company Limited 6299
Association de médecine physique et de réhabilitation de la province de Québec (L') 6300
Café Vauquelin, inc. 6299
Chalifour Woodwork Limited 6300
Compagnie du St. Louis (La) 6299
Devonshire Investments Limited 6299
Hershorn Investment Inc. 6299
Jay-Bee Investment Corp. 6299
Juron Corporation Limited 6299
Menuiserie Chalifour limitée 6300
Province of Quebec Association of Physical Medicine and Rehabilitation (The) 6300
Richard (Jos.) Inc. 6300
St. Mathias Development Corp. 6300
Shop & Save (Cloverdale) Ltd. 6300
Summa inc. 6300

Divers — *Miscellaneous*

Appartements Lacordaire inc. (Les) (*Dir.*) 6302
Conseil Central des Oeuvres de Québec (*Règl.– By-laws*) 6301
Corgemines Limited 6302
Corgemines limitée 6302
Fashion Promotions Inc. (*Dir.*) 6301
Howick (W.) Ltd. (*Dir.*) 6302
Kenebec Knitting Mills Limited (*Dir.*) 6301
Kiely (Martin) Co. Limited (*Dir.*) 6301
Montreal Terminals, Ltd. (*Dir.*) 6301
Mont Tremblant Lodge, Limited (*Dir.*) 6302
Mount Royal Tennis Club, Inc. (*Dir.*)– (*Règl.– By-laws*) 6302
Patenaude Excavation Inc. (*Dir.*) 6302
Pension Planning Associates Ltd. (*Dir.*) 6302
Rodbrooke Estates Ltd. (*Dir.*) 6303
Service des Loisirs N.-D.-de-Lourdes de Verdun (*Règl.– By-laws*) 6301
Stock Exchange Traders Association of Montreal (*Régl.– By-laws*) 6301

Lettres patentes — *Letters Patent*

Alliance Stores Inc. 6238
Ameublement du Foyer inc. 6224
Appartements Perrée inc. (Les) 6224
Association du football mineur d'Alma inc. (L') 6225
Atlantic Promotions Inc. 6244
Bel-Air Laurentien Aviation Inc. 6225
Benjay Enterprises Inc. 6225
Billard Gascon inc. 6226
Bolduc (Raymond) inc. 6226
Bouesnard (Jacques) Ltd. 6226
Capri Home Product Ltd. 6227
Carnaval des Neiges de St-Bruno inc. (Le) 6227
Cercle Lauzanne 6227
Charland (A.) ltée 6228
Capri Golf Club Inc. 6228
Club de golf Capri inc. 6228
Construction Jardin Inc. 6228
Consumer Food (Grenfield Park) Inc. .. 6229
Couvoir Boire & frères inc. 6229
Créations Heddy ltée 6229
Crisan (Jean) Furs Inc. 6230
Dosquet Speedway Inc. 6230
East End Development Corp. 6230
Eastern Canada Skier Ltd. 6231
Édifice St-Charles inc. 6231
El Passo B. B. Q. Ltd. 6231
Entreprises Côte Noire ltée (Les) 6232
Entreprises Palmac inc. (Les) 6232
Équipement Duberger inc. (Les) 6232
Express-Way Automobile Ltd. 6233
Fabritek Ltd. 6233
Fabritek ltée 6233
Fisco Agencies Ltd. 6233
Gafor inc. 6234
Gesfico inc. 6234
Gesphar ltée 6234
Goco Knitting Ltd. 6235
Gow Fuels Inc. 6235
Gulf Sales Inc. 6235
Harts Department Stores (Nordest) Inc. 6236
Hôpital de la Pietà 6236
Ideal Pipe Inc. 6252
Kramer (Jean) Realties Inc. 6236
Krista Investment Co. Ltd. 6237
Krank Langevin inc. 6237
Larose (C.) inc. 6237
Lingerie Carol & Joy inc. 6238
Lingerie Pauline inc. 6238
Magasins Alliance inc. (Les) 6238
Mailloux & frères ltée 6238
Maplewood Construction Inc. 6239
Marché St-Laurent (Valleyfield) inc. .. 6239
McHugh (Frank) Realties Co. Ltd. 6239
Mid City Holding Co. Ltd. 6240
Montreal Used Cars Inc. 6240
N. construction inc. 6240
Nadeau (Wilfrid) inc. 6241
Oakwood Construction Inc. 6241
Oasis Confections Inc. 6241
Oeuvre des terrains de jeux de Squatec inc. (L') 6242
O. T. J. de St-Sébastien (Frontenac) inc. (L') 6242
P. D. & Son Co. Inc. 6242
Papeterie St-Georges inc. 6243
Papineau Machine Shop Inc. 6243
Papineau Sanitronic inc. 6243
Pecunia Limited 6244
Pecunia limitée 6244
Placements Bellevue inc. (Les) 6244
Promotions Atlantiques inc. (Les) 6244
Provincial Electric Co. Ltd. 6245
Quebec Accounting Service Inc. 6245
Quint (J.) Woolens Inc. 6245
Rapid Line Marking Inc. 6246
Remo construction inc. 6246
Ross Draperies Inc. 6246
St. Charles Building Inc. 6231
Salemark Associates Ltd. 6246

Lettres patentes *Letters Patent*
(*suite*) (*continued*)

Salon national Grand Prix ltée 6247
Salon Picard ltée 6247
Salon Vanité de Chicoutimi inc. 6248
Sanctuaire Notre-Dame-de-Lourdes de Rigaud (Le) 6248
Service social de l'Ouest Québécois inc. (Le) 6248
Sogetrem inc. 6249
Sternthal (A.) Enterprises Ltd. 6249
Sullivan (J. W.) inc. 6249
Sun Rose Ltd. 6250
Sylvestre Petroleum Inc. 6250
T. T. I. Industries Corp. 6250
Telmar construction inc. 6251
Teoli construction ltée 6251
Tréfontaine inc. 6251
Troupe des ballets de Ste-Foy inc. (La) 6251
Tudor Singer of Montreal Inc. (The) 6252
Tuyau Idéal inc. 6252
Unival inc. 6253
Upims 5¢ 10¢ 15¢ Store Ltd. 6253
Ustensiles Admirables ltée 6253
Vendette (Raymond) ltée 6254
Vitalizing Dry Cleaning Inc. 6254

Lettres patentes supplémentaires *Supplementary Letters Patent*

Actualité limitée 6255
Belco Safety Products (Quebec) Ltd. 6258
Bevcon Mines Limited 6254
Chapeau Charlebois (1962) ltée 6254
Charlebois Hat (1962) Ltd. 6254
Compagnie de Transport Provinciale 6258
Crescent Cheese Company 6255
Current Events Limited 6255
Distributeurs de pommes du Québec inc. (Les) (*Correction*) 6203
Glomus inc. 6255
Grand'Mère Knits Inc. 6259
Halickman Bros. Ltd. 6255
Hicliff Corporation 6256
Industries Poly inc. (Les) 6256
Kruger Organization Ltd. (The) 6256
Labrador Acceptance Corporation 6256
Letang (1964) inc. 6257
Little Trout Holdings Inc. 6257
Malartic Gold Fields (Quebec) limited 6257
Placements Terbec ltée (Les) 6257
Poly Industries Inc. 6256
Les Produits de sécurité Belco (Québec) ltée 6258
Progress Brand Clothes Inc. 6258
Provincial Transport Company 6258
Quebec Apples Distributors Inc. (*Correction*) 6203
Société de financement Labrador inc. (La) 6256
Société de manutention de marchandises en vrac — Somavrac inc. 6258
Tricots Grand'Mère inc. (Les) 6259
Tuyaux Vibrés incorporée (Les) 6259

Sièges sociaux *Head Offices*

Alroy Industries Ltd. 6305
Anglo- Scandinavian Securities Ltd. 6303
Barkun Realty & Investment Corp. 6305
D. P. H. Inc. 6303
Desjardins Mines Limited 6305
Desmarais-Gagnon Inc. 6306
Floridin Mines Limited 6306
Hallmark Drapery Corp. 6306
Immeubles Trans-Canada Cie Ltée 6304
Industrial Live Holding Ltd 6303
Joliette plomberie et chauffage inc. 6306
Joliette Plumbing & Heating Inc. 6306
La Haye (Bernard) Inc 6304
Lalonde (Alfred E.) Inc 6305
Messageries Dynamiques Inc. (Les) 6304
Montreal Draperies Inc 6306
Morin (Émilien-L), limitée 6307
Productions de Montréal Inc 6307
Trans-Canada Realties Co. 6304
Transportation Management Corporation 6304

DEMANDES à la Législature *APPLICATIONS to Legislature*

King's Hall 6307
Sherbrooke, cité-city 6307

EXAMENS du Barreau *EXAMINATIONS Bar*

Abitibi-Témiscamingue, étude-study 6308
Arthabaska, étude-study 6308
Laurentides, pratique-practice 6308

LIQUIDATION *WINDING*
Avis de *up Notices*

Kartway (J. J.) Ltd 6309

MINISTÈRES *DEPARTMENTAL*
Affaires municipales *Municipal Affairs*

Charny, ville-town (*L.P.*) 6309

Finances *Finance*
Assurances: *Insurance:*

Compagnie d'Assurance Mutuelle contre le Feu de la paroisse de St-Agapit-de-Beaurivage (La) 6311
Ukrainian Sick Benefit Society of Montreal 6311
Workers' Benevolent Association of Canada 6311

Terres et Forêts *Lands and Forests*
Cadastre: *Cadastre:*

St-Antoine de Longueuil, par 6312
St-Antoine de Longueuil, par 6312
Ste-Marguerite, par. 6312
Ste-Marguerite, par. 6313
Shipton, canton-township 6313

Travail *Labour*
Industrie ou métiers de: *Industry or Trades of:*

Barbers, Québec (*Amend.*) 6264
Barbiers, Québec (*Mod.*) 6264
Commercial establishments, Asbestos (*Amend.*) 6272
Construction, (Électriciens-Electricians) Hull (*Mod.-Amend.*) 6267
Construction (Plombiers-Plumbers), Québec (*Mod.-Amend.*) 6274
Construction, Trois-Rivières (*Prél.-Levy*) 6284
Dairy employees, Québec and Lévis (*Amend.*) 6271
Employés de laiterie, Québec et Lévis (*Mod.*) 6271
Établissements commerciaux Asbestos (*Mod.*) 6272
Institutions religieuses et fabriques paroissiales, St-Hyacinthe (*Prél.-Levy*) 6282
Metal, Québec (*Amend.*) 6286
Métallurgie, Québec (*Mod.*) 6286
Tavern keepers, Québec (*Levy*) 6281
Taverniers, Québec (*Prél.*) 6281

Voirie *Roads*

Entretien de routes discontinué 6313
Maintenance of roads discontinuel..... 6313

NOMINATIONS *APPOINTMENTS*

Divers 6314
Miscellaneous 6314
Présidents d'élection 6314
Returning Officers 6314

PROCLAMATION *PROCLAMATION*

Convocation de la Législature 6315
Convocation of the Legislature 6315

SOUMISSIONS *TENDERS*

Drummondville-Sud–South, ville–town 6318
Hull, c.s.c. 6319
Ste-Agathe des Monts, ville–town 6316
St-Jean-Chrysostome, ville–town 6320
Ste-Thérèse-de-Lisieux, munic. 6317
Trois-Pistoles, ville–town 6321

SYNDICATS *SYNDICATES*

Professionnels *Professional*

Association professionnelle des enseignants de la Régional Carignan (*Nom – Name ch.*) 6323
Syndicat des camionneurs du comté de Portneuf inc. (*Const.– Inc.*) 6323
Syndicat des camionneurs du comté de St-Maurice inc. (*Const– Inc.*) 6323
Syndicat des pomiculteurs du Nord de Montréal (*Const.– Inc.*) 6323

VENTES *SALES*

Licitation *Licitation*

Lepage *vs* Laplante *et al* 6324

SHÉRIFS *SHERIFFS*

Drummond *Drummond*

Auger & Fils Ltée *vs* Kelly 6326
Benoit *vs* St-Sauveur 6325

Gaspé *Gaspé*

Ferguson *et al vs* Latulippe 6325

Montréal *Montreal*

Home Construction Company of Montreal Limited *vs* Magliulo 6328

Iberville *Iberville*

Niagara Finance Co. Ltd. *vs* Mailloux *et al* 6327

Québec *Quebec*

Central Mortage and Housing Corporation *vs* Têtu 6330
Doré (J.M.) Inc. *vs* Pelletier 6328
Office du Crédit Agricole du Québec (L') *vs* Bolduc 6328
Quebec Farm Credit Bureau (The) *vs* Bolduc 6328
Société Centrale d'Hypothèque et de logement *vs* Têtu 6330

Rimouski *Rimouski*

Office du Crédit Agricole du Québec (L') *vs* Dufour 6330
Quebec Farm Credit Bureau (The) *vs* Dufour 6330

Terrebonne *Terrebonne*

Bank of Montreal (The) *vs* Mercier.... 6331
Banque de Montréal (La) *vs* Mercier 6331

Taxes *Taxes*

Chandler, ville–town 6332

Le Ministère des Postes, à Ottawa, a autorisé l'affranchissement en numéraire et l'envoi comme objet de deuxième classe de la présente publication.

Authorized as second class mail by the Post Office Department, Ottawa, and for payment of postage in cash.